TRENT UNIVERSITY

LIBRARY
OF RELIGION

Pour étudier
le Code de Droit Canonique

NIHIL OBSTAT

Séminaire d'Issy-les-Moulineaux,
le 2 octobre 1927.
Ad. TANQUEREY, P. S. S.

IMPRIMATUR

Lutetiae Parisiorum, die 3a Octobris 1927.
V. DUPIN,
v. g.

F. CIMETIER
DIRECTEUR AU SÉMINAIRE SAINT-SULPICE

Pour étudier le Code de Droit Canonique

Introduction générale
Bibliographie. — Réponses et décisions
Documents complémentaires
1917-1927

TROISIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE LECOFFRE
J. GABALDA et Fils, Éditeurs
RUE BONAPARTE, 90
1927

LK
KBG C5548S6

PRÉFACE

Le *Code de droit canonique* a été promulgué le 27 mai 1917. Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis cette date, de très nombreuses réponses sont venues de Rome préciser le sens de certains textes, ou appliquer la nouvelle législation. Ces réponses, émanées de la Commission d'Interprétation du Code ou des Congrégations romaines, sont éparses en dix volumes des *Acta Apostolicae Sedis;* il a paru utile de les grouper dans un recueil documentaire où elles fussent classées, non pas dans l'ordre chronologique de leur publication, mais *dans l'ordre logique des canons du Code.* Ce travail a déjà été fait, au moins en partie, par N. Hilling dans sa *Codicis juris canonici interpretatio* (1925), et par le P. Cosmas Sartori, dans son *Enchiridion canonicum* (1926) : nous espérons que le présent recueil, plus complet, croyons-nous, que ses de-

43234

vanciers, rendra les mêmes services, non seulement aux prêtres et aux séminaristes de langue française, auxquels il est principalement destiné, mais à tous ceux qui s'intéressent aux études de droit canonique. On y trouvera en effet, dans le texte original, non seulement les réponses de la Commission d'interprétation du Code, mais aussi les décisions des Congrégations romaines et des tribunaux romains pouvant aider à bien comprendre les textes, et même, à leur place logique, le texte intégral de nombreux documents publiés depuis le Code. Pour ne pas trop allonger notre volume, nous n'avons ajouté aux textes aucun commentaire, mais nous avons cru faire œuvre utile en indiquant, soit dans notre *Introduction générale,* soit au cours même de l'ouvrage, les études les plus importantes publiées sur le droit canonique au cours de ces dix années.

Que notre ouvrage puisse servir à mieux comprendre le Code de droit canonique, et à mieux aimer l'Église : c'est notre seul désir.

F. Cimetier.

Issy-les-Moulineaux, 1er octobre 1927.

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

A. A. S. = Acta Apostolicae Sedis.
Archiv. = Archiv für katholisches Kirchenrecht.
C. Conc. = Congregatio Concilii.
C. Consist. = Congregatio Consistorialis.
C. de Rel. = Congregatio de Religiosis.
C. Rit. = Congregatio Rituum.
C. de Sacr. = Congregatio de disciplina Sacramentorum.
C. de Sem. = Congregatio de Seminariis et Studiorum Universitatibus.
Com. Int. = Commissio ad Codicis canones authentice interpretandos.
Com. Sp. = Commissio specialis.
N. R. T. = Nouvelle Revue Théologique.
Poen. = Sacra Poenitentiaria Apostolica.
Prop. = Congregatio de Propaganda Fide.
Rot. = Sacra Romana Rota.
S. O. = Congregatio Sancti Officii.
Sign. = Signatura Apostolica.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Sommaire. — 1. Le droit canonique. — 2. Avant le Code. — 3. Les éditions du Code. — 4. Les sources du Code. — 5. L'interprétation et les compléments du Code. — 6. Les Commentaires. — 7. Les manuels. — 8. Les Dictionnaires. — 9. Les Revues. — 10. Plan du Code.

1. — Le droit canonique. — On désigne sous le nom de *droit canonique* l'ensemble des lois que l'autorité ecclésiastique a faites pour le bon gouvernement de la société spirituelle. L'Église est en effet une société parfaite qui a reçu de Notre-Seigneur le pouvoir de s'administrer, et de faire des lois, « pouvoir d'autant plus nécessaire que Jésus-Christ n'avait dessiné que les grandes lignes de son œuvre : autorité suprême confiée à Pierre, éléments essentiels de la hiérarchie, des sacrements et du sacrifice eucharistique. Quant aux détails, il a laissé aux Apôtres et à leurs successeurs la mission de les déterminer en temps voulu, sous la direction de son Esprit ». Hogan, *Les Études du Clergé*, p. 357.

On donne le nom de droit *public* à l'ensemble des lois et des principes qui déterminent la constitution et les pouvoirs de l'Église considérée comme société parfaite, soit en elle-même (droit public interne), soit dans

ses rapports avec les autres sociétés civiles ou religieuses (droit public externe). Le droit *privé* est l'ensemble des lois qui sont imposées aux membres de l'Église. Si ces lois s'appliquent à toute l'Église (ou du moins à toute l'Église latine), leur ensemble forme le droit *commun :* soit qu'elles obligent tous les fidèles (v. g. la confession annuelle, la communion pascale), soit qu'elles n'obligent, dans toute l'Église, qu'une catégorie de personnes (v. g. tous les religieux, tous les clercs). Par opposition au droit commun, on appelle droit *particulier* celui qui n'oblige que dans une partie de l'Église (v. g. dans tel diocèse, telle province, telle nation) ou un groupe déterminé de personnes dans l'Église (v. g. tel ordre ou congrégation religieuse). On trouve le droit particulier dans les statuts synodaux des divers diocèses, les décrets des conciles provinciaux ou nationaux, les constitutions des divers ordres ou congrégations, les concordats, etc. Le droit commun de l'Église latine est maintenant contenu dans le *Codex juris canonici* promulgué par Benoît XV le 27 mai 1917.

2. — Avant le Code. — Il ne sera pas sans utilité, pour situer le Code de droit canonique, de retracer brièvement les *étapes parcourues avant la codification*[1].

1. Pour une histoire étendue des sources documentaires du droit canonique, consulter de préférence, parmi les manuels cités plus bas, ceux de Prummer, de Maroto et de Vermeersch : les pages 151-278 du *Lehrbuch* de Sägmuller; et le 1er volume de Wernz (3e éd., 1913).

Voir aussi B. Ludsman, C. S. S. Red., *Introductio in jus canonicum*, un volume paru (jusqu'à Gratien), in-8° de VIII-163 pp., Hilversum (Hollande), Brand, 1924; A. Cicognani, *Jus Canonicum et commentarium* ad libr. I Codicis, 2 vol. in-8°, Rome (Apollinaire), 1925; A. Tardif, *Histoire des sources du droit canonique*,

1° *Le droit ancien* (jusqu'au XIIe siècle). — *a*) Les premiers recueils de lois ecclésiastiques se présentent à nous sous le nom des apôtres (*Didascalie des Apôtres, Constitutions Apostoliques* et *Canons des Apôtres*, etc.), ou de quelque grand personnage ecclésiastique (*Octateuque de Clément, Canons d'Hippolyte,* etc.) : ce sont des compilations d'usages locaux ou de décisions conciliaires, mises sous le nom de ces personnages pour leur donner plus d'autorité, mais qui ne remontent pas au delà du IIIe siècle, ou même, pour la plupart, du Ve siècle.

b) En dehors de ces collections pseudo-apostoliques, on trouve aussi, à partir du IVe siècle, des recueils des

1887; F. Laurin, *Introductio in Corpus juris Canonici,* 1889; F. Maassen, *Geschichte der Quellen und der Literatur des Kanonischen Rechts, im Abendlande bis Zum Ausgang des Mittelalters,* 1870; F. Schulte, *Geschichte der Quellen und der Literatur des Kanonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart,* 3 vol., 1875-1880.

Sur la littérature canonique pseudo-apostolique des cinq premiers siècles, voir dans le *Dictionnaire de Théologie catholique* les articles de F. Nau, *Canons des Apôtres, Constitutions Apostoliques, Didascalie des Apôtres.*

Sur les Fausses Décrétales, consulter : Migne, P. L., t. CXXX (texte); Paul Fournier, *Études sur les Fausses Décrétales* dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique,* 1906-1907; art. *Décrétales* (Fausses) dans le Dict. Apologétique; A. Villien, art. *Fausses Décrétales,* D. T. C.; F. Cimetier, art. *Fausses Décrétales,* dans le Dict. prat. des conn. relig.

Pour la période du IXe au XIIe siècle, il existe de très nombreuses études particulières. Voir surtout les articles de Paul Fournier.

Nous ne pouvons pas mentionner non plus les travaux historiques relatifs aux Décrétistes (commentateurs du Décret de Gratien), aux Décrétalistes (commentateurs des Décrétales), aux Sommistes, aux auteurs d'Institutions canoniques, etc. Les manuels signalés renseignent sur les principaux canonistes et renvoient aux ouvrages spéciaux. Schulte, Maassen, et aussi Hurter dans son *Nomenclator litterarius* donnent sur tous les informations utiles.

différentes décisions conciliaires, classées par région et par ordre chronologique (conciles d'Orient, conciles d'Afrique, conciles de Gaule, conciles d'Espagne), recueils auxquels s'ajoutent parfois les canons des Apôtres, et des *Décrétales* de papes. La plus célèbre de ces collections est celle de Denys le Petit, composée à Rome à la fin du ve siècle, et qui, augmentée peu à peu dans les siècles suivants des nouvelles *Décrétales* des papes, imposée à l'empire franc par l'assemblée d'Aix-la-Chapelle (802), eut sous le nom de *Liber Canonum* une si grande autorité dans tout le Moyen Age.

c) Après l'apparition (vers 850) des *Fausses Décrétales* — collection ainsi appelée parce qu'en plus des canons conciliaires authentiques et des décrétales authentiques des huit premiers siècles, elle comprenait 60 lettres pontificales fabriquées de toute pièce et attribuées aux papes des quatre premiers siècles — toute une littérature canonique surgit. C'est l'époque des compilations. On publie des *Florilèges* patristiques, des *Chaînes* (en Écriture Sainte), des *Ordines* (en liturgie), des *Pénitentiels*, des *Formulaires* de chancellerie, etc. En droit canonique, on publie des *Collections systématiques* où tous les documents précédents (canons de conciles, *Décrétales* des Papes, *Canons des Apôtres*) et d'autres encore (textes de Pères, capitulaires et lois civiles, etc.) sont découpés, distribués dans un ordre logique, rangés sous divers titres. On compte au moins 40 collections canoniques de ce genre (dont beaucoup encore inédites) du IXe au XIIe siècle. La dernière — qui les supplanta toutes — fut le *Décret de Gratien*, publié vers 1145 à Bologne. L'auteur s'efforçait de grouper logiquement tous les documents canoniques dans le but de les concilier et de les expliquer les uns par les autres : d'où le titre de son ouvrage, *Concordantia discordantium canonum*.

Très commenté, très étudié, le *Décret de Gratien* eut le même succès et la même influence qu'eut alors le *Livre des Sentences* de Pierre Lombard pour la Théologie.

2° *Le droit nouveau* (du XIIe au XVIe siècle). — Après le *Décret de Gratien* se tinrent les deux conciles œcuméniques de Latran, le troisième en 1179 et le quatrième en 1215 ; de plus les grands papes de cette période, Alexandre III et Innocent III surtout, avaient rendu un assez grand nombre de décisions importantes ; il importait de conserver dans une collection ces lois nouvelles. Grégoire IX chargea son chapelain et pénitencier Raymond de Pennafort d'en faire un recueil : ce furent les *Décrétales de Grégoire IX* (1234) : collection canonique officielle la plus importante jusqu'au Code de Benoît XV. Elle fut complétée dans la suite par le *Sexte* de Boniface VIII (1298) et les *Clémentines* (1317) publiées par Jean XXII. Ces diverses collections, réunies en un seul ouvrage, formèrent au début du XVIe siècle le *Corpus Juris canonici*. Le recueil comprenait : le Décret de Gratien, les Décrétales de Grégoire IX, le Sexte, les Clémentines, et deux autres groupes de documents (les *Extravagantes de Jean XXII*, et les *Extravagantes communes*, ainsi appelés parce que les décrétales qu'ils renfermaient ne se trouvaient pas réunies dans une collection, *vagabantur extra collectiones*).

Tous les documents renfermés dans le *décret de Gratien* formaient le droit *ancien;* ceux que contenaient les autres parties du *Corpus Juris canonici* constituaient le droit *nouveau* des Décrétales (le dernier document est de 1484).

3° *Le droit moderne* (du XVIe au XXe siècle). — Les décrets du concile de Trente (1545-1563) et la promulgation de lois nouvelles rendirent bientôt ce recueil

insuffisant. Grégoire XIII, Sixte-Quint, Clément VIII consacrèrent leurs efforts soit à compléter les nouvelles éditions du *Corpus Juris*, soit à préparer d'autres collections; mais les Constitutions pontificales et les réponses des congrégations romaines devenaient de plus en plus nombreuses. Il était de plus en plus difficile de retrouver la législation ecclésiastique dans cet « amas énorme de documents dispersés en tant de volumes et sans aucun ordre, dont beaucoup n'étaient pas de vraies lois, mais des réponses à des cas particuliers, ou avaient été abrogés par des lois postérieures ou par la coutume » (Cardinal Gasparri, Préface au Code de Benoît XV). Ajoutons avec Pie X (bulle *Arduum sane munus*, 19 mars 1904) que beaucoup de ces lois anciennes, « en raison des modifications survenues, étaient d'une application difficile, ou d'une moindre utilité pour le salut des âmes ». Il fallait refondre entièrement le Droit canonique. Les évêques l'avaient demandé au concile du Vatican; Pie IX avait codifié la législation sur les censures (1869); Léon XIII, celle de l'Index (1897) et celle des congrégations religieuses à vœux simples (1900); mais il était réservé à Pie X d'entreprendre cette œuvre de la codification, non plus d'une partie, mais de *tout* le droit canonique.

4° *La codification* (1904-1917). — Ce travail dura treize ans. Décidée le 19 mars 1904 (bulle *Arduum sane munus*), conduite par Mgr Gasparri avec le concours de nombreux consulteurs et collaborateurs choisis parmi les plus éminents canonistes — citons en particulier, pour la France, Mgr Many, Mgr Boudinhon, Mgr Pillet, Mgr Gilbert, Mgr Sabadel, M. Philippe — la codification était achevée à la fin de 1916, et au Consistoire secret du 4 décembre, Benoît XV avait la joie d'annoncer aux cardinaux la prochaine publica-

tion du Code. Ajoutons que le texte provisoire de chacune des parties du futur code avait été expédié, sous le sceau du secret (en 1912, 1913 et 1914), à tous les évêques et supérieurs généraux du monde entier, afin que chacun pût faire ses observations avant l'établissement du texte définitif. Le nouveau Code fut promulgué le 27 mai 1917 par la bulle *Providentissima Mater*. Le Pape y rappelait l'efficacité profonde de l'action législative de l'Église « qui ne pourvut pas seulement avec sagesse au gouvernement du clergé et du peuple chrétien, mais qui fit progresser en même temps d'une manière admirable le bien de l'État et la perfection de l'ordre social ». Le Code était déclaré obligatoire à partir du 19 mai 1918. Quelques mois après (motu proprio du 15 sept. 1917), Benoît XV instituait une commission spéciale chargée de l'interprétation du Code, et de la rédaction des canons supplémentaires qui dans l'avenir seraient reconnus nécessaires. Jusqu'à présent (1927), aucun nouveau canon n'a été ajouté au texte primitif. Suivant un ordre assez semblable à celui des *Décrétales* de Grégoire IX, le Code est divisé en 5 livres : I. Règles générales (les lois, la coutume, les rescrits, les privilèges, les dispenses); II. Les Personnes (Clercs, Religieux, Laïques); III. Les Choses (Sacrements, Temps et Lieux sacrés, Magistère ecclésiastique, Bénéfices, Biens d'Église, etc.); IV. Les Procès; V. Les Délits et les Peines.

3. — Les éditions du Code. — Lors de sa première apparition, le *Codex juris canonici* a été imprimé dans le format des *Acta Apostolicae Sedis*, comme constituant un volume de cette collection. Mais à cette édition princeps vinrent s'ajouter bientôt d'autres éditions in-18, in-12, ou in-8°, avec préface, documents et tables. Les unes sont *sans notes*, et les autres

avec notes. Ces notes ne sont pas du reste des notes explicatives ou des commentaires ; ce sont uniquement des notes d'érudition, des références aux sources où sont puisés les canons du Code.

4. — Les sources du Code. — Ce sont ces *sources* que le cardinal Gasparri a entrepris de publier dans une collection qui a pour titre *Codicis juris canonici fontes,* et qui comprend déjà quatre gros volumes in-4°. Cette collection ne reproduit pas les documents compris dans le *Corpus juris canonici* (voir plus haut), ni les textes empruntés au concile de Trente, ni les extraits des livres liturgiques (Pontifical, Missel, Rituel et Cérémonial des évêques) auxquels renvoie le Code : car il convient, dit le cardinal dans la préface de la collection, que tous ceux qui étudient le droit canonique possèdent ces ouvrages. Mais elle donne tous les autres textes (des Conciles, des Papes et des Congrégations) en tout ou en partie suivant que le Code s'y réfère pour le tout ou pour une partie « *ex integro vel ex parte afferuntur, prout cum Codice ex toto vel ex parte congruunt* ». Il est prévu cependant que, parmi les décisions des Congrégations romaines, on ne donnera avec quelque détail que celles qui aideront le mieux à comprendre le canon qui s'y réfère. Le premier volume (in-4° de xvi-954 pp., Rome, Librairie Vaticane) donne les textes empruntés aux Conciles généraux, et les textes empruntés aux Constitutions pontificales jusqu'en 1745; les deux volumes suivants continuent la publication des textes émanés des Souverains Pontifes de 1746 à 1865 (tome II, in-4° de xii-1012 pp.) et de 1867 à 1917 (tome III, in-4° de xii-870 pp.). Le quatrième volume (in-4° de xxxii-1117 pp.) publie les décisions du Saint-Office, et celles de la Congrégation des Évêques et Réguliers. Lorsque

cette publication sera achevée, elle sera d'un immense secours aux canonistes, à qui elle facilitera, par le recours aux sources, une interprétation des textes plus conforme à l'histoire et à la pensée du législateur.

5. — L'interprétation et les compléments du Code. — C'est cette interprétation plus exacte des textes que permettra aussi la publication des nombreuses réponses émanées de la Commission d'interprétation du Code. Ces réponses ont été réunies dans l'ordre des canons du Code par N. Hilling dans sa *Codicis juris canonici interpretatio,* in-8° de XII-123 pp., Fribourg-en-Brisgau, J. Waibel, 1925, et aussi (avec quelques notes) par le P. Cosmas Sartori, des Frères Mineurs, professeur au Séminaire de Kingchowfu, dans son *Enchiridion canonicum,* in-12 de 136 p., Hankow, Missio Catholica, 1926. Ces deux auteurs citent aussi, à l'occasion, les réponses et décisions soit des Congrégations Romaines, soit du Tribunal de la Rote, pouvant aider à l'interprétation des textes. La doctrine qui résulte de ces réponses et plus spécialement de la jurisprudence romaine de 1918 à 1924, a été très exactement exprimée en de brèves formules dans un opuscule intitulé *Repertorium juridicum ecclesiasticum,* in-8° de 60 p., publié par la revue romaine *Jus pontificium.* Mais cet opuscule suit l'ordre chronologique. On trouvera du reste ces réponses et décisions reproduites, au moins pour l'essentiel, dans le présent ouvrage, où nous donnons aussi soit le texte, soit l'analyse des documents les plus importants publiés depuis le Code, et que N. Hilling a réunis pour la plupart dans son *Codicis juris canonici supplementum,* in-8° de VIII-215 pp., Fribourg-en-Brisgau, J. Waibel, 1925.

6. — Commentaires du Code. — Les traductions du Code sont interdites [1], mais les commentaires et les manuels sont autorisés. Dès l'apparition du Code, le P. VERMEERSCH signalait dans un petit volume (*Summa novi juris canonici*, in-8° de XII-222 p.) les principales modifications introduites par le Code dans la précédente législation de l'Église. C'était le prélude d'un ouvrage beaucoup plus important qu'il publia en 1922 avec la collaboration du P. CREUSEN, *Epitome juris canonici*, en 3 vol. Malgré son titre modeste, nous avons là un excellent commentaire de tous les canons du Code, où la plupart des difficultés théoriques et pratiques reçoivent leur solution : aussi ne faut-il pas s'étonner du succès de ce travail si bien caractérisé par le Cardinal Gasparri « bellissimo ed utile lavoro ». La troisième édition (Malines, Dessain, 1927) est en cours (3 in-8° de XII-552 pp. ; XVI-516 pp. ; XIV-412 pp.) [2]. D'autres commentaires du reste sont achevés ou en cours de publication. Celui du P. BLAT, dominicain, est édité à Rome, au Collège Angélique (via San Vitale). Il comprend déjà 5 vol. in-8°, et paraphrase, canon par canon, tout le Code, à l'exception du livre IV. On lui a reproché de manquer de

1. Une défense spéciale a été portée de réimprimer ou de *traduire* le Code sans une permission du Saint-Siège. Sans doute, des autorisations peuvent être accordées ; et l'opuscule intitulé : *Législation canonique concernant les religions laïques* (Rome, 1919) est une traduction autorisée, quoique non officielle, des textes du Code concernant ces religions ; mais nous ne croyons pas que Rome ait autorisé d'autres traductions. L'ouvrage publié par G. BAREILLE, *Code du droit canonique* (6e éd., in-8° de XXIV-762 pp., Montréjeau, Cardeilhac-Soubiron, 1922) est épuisé et n'a pas été réimprimé. Comme c'était avant tout une traduction presque intégrale du Code, nous doutons qu'il puisse être édité de nouveau sans être transformé en commentaire.

2. Le premier volume a seul paru (mars 1927). Je cite le nombre de pages des vol. II et III d'après la deuxième édition (1925).

profondeur et de passer à côté des difficultés sans les résoudre : reproche exagéré, et qui ne doit pas faire oublier les grands mérites de cet ouvrage, celui surtout d'avoir déblayé la route et indiqué la voie. Plus approfondies s'annonçaient les *Institutiones juris canonici* de F. Maroto, mais deux volumes seulement ont paru (Madrid, 1918 et 1919, Rome, 1921) et le commentaire s'arrête au canon 264. A Turin, la librairie Marietti qui, depuis quelques années, a publié un si grand nombre d'ouvrages de droit canonique, édite un commentaire dû au P. Cocchi, de la Congrégation de la Mission, professeur au collège de Brignole-Sale, qui comprend déjà sept volumes : un sur les *Normae generales,* trois sur le *De personis,* deux sur le *De rebus,* un sur le *De delictis et poenis.* Il doit y avoir encore au moins un volume sur le *De rebus* (puisque les Sacrements n'ont pas été publiés) et un ou deux sur le *De processibus.* Et cependant, dans l'intention même de l'auteur, ces dix volumes ne sont qu'un manuel élémentaire, un travail d'initiation. L'ordre logique du Code y est parfaitement mis en lumière, dans des tableaux synoptiques placés en tête de chaque titre, et dans de nombreux schémas, titres, sous-titres, etc., qui, malheureusement, prennent beaucoup de place et ont obligé l'auteur à multiplier les volumes.

Plus précieux seront pour les canonistes de profession les ouvrages du P. Wernz, dont le P. Vidal a entrepris la refonte complète, pour les adapter à la nouvelle législation. Inutile de dire quelle mine inépuisable constitueront ces volumes lorsque la publication en sera achevée, car aucun ouvrage ne peut être comparé au *Jus Decretalium* du P. Wernz, pour l'abondance des références, l'exactitude et la concision de la doctrine, la connaissance approfondie de la jurisprudence. Ces dix volumes compacts (je parle de

l'édition 1912-1915) remplacent une bibliothèque pour ceux qui veulent vraiment se former à la science canonique [1]. Le nouvel ouvrage, refondu par le P. Vidal, et publié à Rome à l'Université Grégorienne, porte le titre de *Jus canonicum*. Deux volumes seulement ont paru, le *De Personis* (in-4° de x-811 pp.), en 1923, et le *Jus matrimoniale* (in-4° de xvi-868 pp.), en 1925. Le *De processibus* est sous presse, et les autres volumes en préparation. L'Université grégorienne publie également du P. B. Ojetti, *Commentarium in Codicem juris canonici*. Le premier volume, sur les *Normae generales* (in-8° de viii-354 pp.) est de bon augure.

Citons aussi : I. B. Ferreres, *Instituciones canonicas con arregla al Codigo de Pio X y a las prescripciones de la disciplina española y de la America latina*, 4e éd., 2 vol. in-8° de xii-586 et 612 pp., Barcelone, E. Subirana, 1926 [2]; *A Commentary on the new Code of Canon Law*, publié par le P. Augustine, O. S. B., à Londres, de 1918 à 1922 et qui est complet en 8 volumes. La maison Benzinger de New-York édite également en anglais de très bons commentaires dus à H. A. Ayrinhac, prêtre de Saint-Sulpice, supérieur

1. C'est une grave erreur de croire que, pour bien interpréter le Code, seuls les ouvrages parus depuis 1917 peuvent être de quelque utilité. Le Code, ne faisant le plus souvent que conserver l'ancienne discipline (*Codex vigentem huc usque disciplinam plerumque retinet*, c. 6), on doit l'interpréter, lorsqu'il reproduit l'ancien droit, « *ex receptis apud probatos auctores interpretationibus* » (c. 6). Voir aussi le c. 20. « Si certa de re desit expressum praescriptum legis..., norma sumenda est... *a communi constantique sententia doctorum.* » Bien que nous ne mentionnions ordinairement, par brièveté, que les ouvrages parus depuis 1917, on ne doit donc pas négliger de recourir à l'occasion aux auteurs plus anciens.

2. Il existe de cet ouvrage une édition latine : I. B. Ferreres, *Institutiones canonicae juxta novissimum Codicem juxtaque praescripta Hispanae disciplinae et Americae latinae*, 2 in-8°, xii-501 et iv-476 pp., Barcelone, E. Subirana, 1920.

du grand séminaire de San-Francisco. Quatre volumes ont paru : l'un sur les *Normae generales*, et les généralités concernant les personnes (*General legislation in the new Code of canon law*); un autre sur le *De personis in specie* (*Constitution of the Church in the new Code*), un troisième sur le Mariage (*Marriage legislation*); le dernier, sur la législation pénale (*Penal legislation*). Signalons enfin la série d'études parue sous le titre *Les nouveautés du Codex* dans l'*Ami du Clergé* [1], de 1919 à 1923; les commentaires publiés par A. Toso dans la revue *Jus pontificium* (Rome, 51, place des SS.-Apôtres), et par A. Larraona dans le *Commentarium pro religiosis* (Rome, 131, via Giulia).

1. Voici le détail des études de l'*Ami du Clergé* sur *Les Nouveautés du Codex* : I. *Le Mariage* (1919, p. 789-790; 801-806; 817-824; 849-855; 881-888; 929-935; 977-983; 1009-1011; II. *Les Sépultures* (1919, p. 1011-1016); III. *La Pénitence* (1919, p. 1057-1061; 1089-1095; 1153-1160); IV. *Le Baptême* (1919, p. 1217-1221); V. *La Confirmation* (1919, p. 1221-1222); VI. *L'Eucharistie* (1920, p. 1-9; 33-38); VII. *L'Extrême-Onction* (1920, p. 38-41); VIII. *L'Ordre* (1920, p. 49-55; 97-101); IX. *Les Curés* (1920, p. 161-167; 209-216; 273-280); X. *Les Vicaires paroissiaux* (1920, p. 305-307); XI. *Variétés cléricales* (1920, p. 307-311; 353-360); XII. *Des offices ecclésiastiques* (1920, p. 385-392); XIII. *Les bénéfices ecclésiastiques* (1920, p. 433-439); XIV. *Les Séminaires* (1920, p. 465-473, 497-505; 545-551); XV. *Les Chapitres* (1920, p. 593-600; 625-632; 657-662; 1921, p. 17-23); XVI. *Les Vicaires forains* (1921, p. 49-55); XVII. *Pouvoir ordinaire, pouvoir delégué* (1921, p. 113-118; 161-168); XVIII. *Les Curies épiscopales* (1921, p. 209-215); XIX. *Les Préséances* (1921, p. 273-279); XX. *Les droits temporels de l'Eglise* (1921, p. 337-342; 417-421; 513-517; 545-549; 577-581; 625-630; 673-677; 705-710; 1922, p. 1-6; 65-71); XXI. *Censure des livres et Index* (1922, p. 113-118; 193-198; 225-229; 273-276; 337-340; 385-390; 433-437; 481-485; 545-550; 577-582; 641-645; 721-724; 753-757; 801-808); XXII. *Code de procédure canonique* (1923, p. 49-52; 97-100; 145-148; 209-213; 241-245; 289-291; 369-371); XXIII. *Le Code pénal de l'Eglise* (1923, p. 449-452; 513-517; 593-596; 673-677; 721-724; 753-758; 801-813).

7. — **Manuels.** — Après les commentaires, les manuels. Nos séminaires français utilisaient le plus souvent M. Bargilliat, *Praelectiones juris canonici*, dont la première édition remonte à 1893. Aussitôt le Code paru, l'auteur († 23 sept. 1926) refondit son ouvrage — tout en gardant le plan primitif — et la 34e édition (2 in-12 de xii-544 et xi-508 pp.) parut à Paris, chez Baston, en 1920. De son côté, A. de Meester, professeur au séminaire de Bruges, a commencé la refonte de son *Compendium juris canonici et canonico-civilis* si apprécié en Belgique et même en France. Les deux premiers tomes seulement ont paru (2 in-8° de 340 et 543 p., Bruges, Desclée, 1921-1923), et la première partie du troisième (in-8° de viii-424 pp., Bruges, Desclée, 1926). Après un *Liber fundamentalis* (l'Église, considérée comme société), ils expliquent les *Normae generales* et le *De personis*. Le troisième tome renfermera le commentaire des trois autres livres (la première partie, seule parue, commente le *De rebus*[1]) et le quatrième sera réservé aux questions de droit civil-ecclésiastique belge. A Fribourg-en-Brisgau, chez Herder, le P. Prümmer, O. P., professeur à l'Université de cette ville, et auteur d'une Théologie morale très estimée, a également publié en 1922 un *Manuale juris canonici* (in-8° de xliv-720 pp.) digne de tout éloge. Bien que destiné surtout aux religieux, ce manuel est vite devenu classique et a mérité les plus favorables appréciations.

Nous en dirons autant de celui qu'ont publié, sous le même titre, en 1924, deux canonistes belges, F. Claeys-Bouvaert (professeur au séminaire de Gand) et G. Simenon (professeur au séminaire de Liége). Cet

1. Il n'y est pas question cependant des Sacrements.

ouvrage (in-8° de XVI-802 pp.) est destiné avant tout à l'enseignement dans les grands séminaires belges; c'est ce qui explique que les auteurs aient exclu de leur travail une grande partie du *De rebus*, et spécialement les sacrements qui ne sont pas enseignés, en Belgique, par le professeur de droit canonique. Le P. RAUS, rédemptoriste, s'est proposé le même but dans ses *Institutiones canonicae in forma compendii* (in-8° de XLII-516 pp., Paris, Vitte, 1924) : ce manuel devant avant tout servir de complément aux *Institutiones morales* du P. MARC, on n'y trouvera pas non plus la législation des sacrements.

Trouverons-nous, en français, l'équivalent d'un manuel dans les *Institutions canoniques*, publiées par le P. PIE MOTHON (3 in-12 de XXII-926, XVI-860, XXVI-852 pp., Bruges, Desclée, 1922-1924)? Non. D'abord parce que l'ouvrage est considérable (bien que le 3e volume ne soit qu'un recueil de formules), mais aussi parce que l'auteur lui-même l'a composé surtout à l'usage des curies épiscopales et des familles religieuses. A celles qui l'utiliseront, nous recommandons même une prudente défiance, car il s'y rencontre beaucoup d'assertions très contestables. Quant aux prêtres qui voudraient un ouvrage pratique de droit canonique en français, nous leur indiquons de préférence celui du chanoine LAURENT, *Directoire pratique pour le clergé* (4e éd., in-12 de XVIII-286 pp., Paris, Téqui, 1923); celui du P. MICHEL († 9 sept. 1926), *Ce qu'il y a de plus pratique pour le prêtre dans le nouveau Code canonique* (5e éd., in-8° de 416 pp., Maison-Carrée, 1924); celui de M. BARGILLIAT, *Droits et devoirs des curés et des vicaires paroissiaux* (18e éd., in-12 de X-450 pp., Paris, Beauchesne, 1920); ou même H. BUVÉE, *Memento pratique du ministère paroissial* (2e éd., in-8° de 324 pp., Paris, Bonne Presse, 1922); mais

surtout l'ouvrage de A. Cance, *Le Code de droit canonique,* dont le premier volume (l'ouvrage en aura trois) vient de paraître à la librairie Gabalda, Paris (in-16 de viii-483 pp.).

Les Allemands, eux, n'ont que l'embarras du choix : A. Perathoner, *Das Kirchliche Gesetzbuch* (4e éd., in-8° de xviii-770 pp., Brixen, Weger, 1926); A. M. Koeniger, *Katholisches Kirchenrecht* (in-8° de xviii-514 pp., Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1926); M. Leitner, *Handbuch des Katholischen Kirchenrecht* (en cours de publication à Ratisbonne, chez Kösel et Pustet : 2 in-12 de 516 et 360 p. Le dernier fascicule concerne les sacrements); E. Eichmann, professeur à l'Université de Munich, *Lehrbuch des Kirchenrechts auf Grund des Codex J. C. für Studierende* (in-8° de xxii-786 pp., Paderborn, Schöning, 1926); J. B. Haring, professeur à l'Université de Graz, *Grundzüge des Katholischen Kirchenrechtes* (3e éd., 2 in-8° de xii-1.037 pp., Graz, Meyerhoff, 1924). On annonce même la réédition de l'ouvrage si remarquable de J. B. Sägmüller, professeur de théologie à l'Université de Tubingue, *Lehrbuch des Katholischen Kirchenrechts.* Jusqu'ici, l'Introduction seule a paru, ainsi que le premier livre *Kirche und Kirchenpolitik* (in-8° de viii-278 pp., Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1926).

Signalons enfin, en italien, le *Manuale di diritto ecclesiastico,* de N. Coviello, réédité par *V. del Giudice* (2 in-8° de xxx-440 et 302 pp., Rome, Athenaeum, 1922-23); et les *Appunti di diritto ecclesiastico,* de N. Tamassia (in-8° de 395 pp., Padoue, Éditions Universitaires, 1925). Ces deux ouvrages sont plutôt à classer dans le droit civil ecclésiastique que dans le droit canonique proprement dit.

8. — Dictionnaires. — Depuis longtemps, la li-

brairie Letouzey (Paris) annonçait un *Dictionnaire de droit canonique* qui devait compléter son Encyclopédie des sciences ecclésiastiques. Le premier fascicule a enfin paru au début de 1924 (il va de *Abbas* à *Affaires ecclésiastiques*) et le second (*Affaires ecclésiastiques - Anathème* en 1927. Espérons que les autres fascicules suivront rapidement. En attendant, le *Dictionnaire pratique des connaissances religieuses* (même éditeur) donne de nombreux articles, où les prêtres et les laïques instruits auront, en 350 colonnes environ, un exposé sommaire de toutes les questions de droit canonique. Mais il n'y faudra pas chercher autre chose que ce que l'auteur a voulu y mettre, et ceux qui désirent des études plus approfondies attendront patiemment les fascicules suivants du *Dictionnaire de droit canonique*. Un dictionnaire qui rendra également service aux canonistes est le *Dictionnaire des institutions de la France aux* XVIIe et XVIIIe *siècles*, in-8° de IX-564 pp., Paris, Picard, 1923, par M. MARION; il renferme en effet de nombreux articles concernant les institutions ecclésiastiques : par exemple, appel comme d'abus, bénéfices, clergé, commande, dîme, Ordres religieux, etc... Ceux qui lisent l'allemand se procureront aussi le troisième volume des *Auxilia ad Codicem exquirendum*, in-8° de 50 pp., Fribourg-en-Brisgau, J. Waibel, 1925. Ce volume est un Lexique des principaux termes techniques du Code (*Codicis juris canonici glossarium*) édité par N. HILLING. La traduction allemande des principales expressions juridiques est accompagnée de notes explicatives.

9. — Revues. — Disons enfin un mot des revues de droit canonique. Nous avions en France *Le canoniste contemporain* (Paris, Lethielleux), fondé en 1878 par Mgr Grandclaude, et dirigé depuis 1892 par M. Bou-

dinhon. Cette excellente revue mensuelle cessa de paraître en 1920. Reprise en 1924 par M. Villien, elle a, pendant trois ans, essayé de vivre; mais, malgré la fidélité de plusieurs de ses rédacteurs (notamment A. Couly et M. Chartier), elle a dû renoncer à la lutte et suspendre *sine die* sa publication. Ce n'est pas sans tristesse que les canonistes ont assisté à son déclin et à sa mort : alors que partout les études canoniques ont pris un nouvel essor, serons-nous le seul pays où ne puisse vivre et prospérer une revue exclusivement consacrée au droit canonique? En attendant qu'elle revive, l'*Ami du Clergé* (Langres) continue de répondre chaque semaine aux nombreuses consultations canoniques et liturgiques de ses lecteurs, et de reproduire, en les commentant, les principaux Actes du Saint-Siège. La *Revue Apologétique* (Paris) donne aussi des chroniques régulières, soit des livres et articles intéressant le droit canonique, soit des Actes du Saint-Siège, et des réponses aux consultations qui lui sont adressées.

La Belgique est mieux favorisée : non seulement dans sa revue mensuelle, la *Nouvelle Revue Théologique,* rattachée depuis 1923 au *Museum Lessianum* (11, rue des Récollets, Louvain), elle fait une large place aux Actes du Saint-Siège, et aux Chroniques ou Consultations de droit canonique, mais chaque diocèse possède sa revue : *Revue ecclésiastique de Liége* (Dessain), *Collationes Brugenses* (au Séminaire), *Collationes dioecesis Tornacensis* (à l'Évêché), *Collationes Gandavenses* (van Fleteren), *Collationes Namurcenses* (Ad. Wesmael-Charlier), *Collectanea Mechliniensia* (Dessain, à Malines). Nos *Semaines religieuses,* destinées avant tout aux fidèles, ne peuvent pas être comparées à ces revues diocésaines destinées avant tout au clergé. Seule, croyons-nous, la *Revue ecclé-*

siastique de Metz est conçue dans le même esprit et rend aux prêtres des services analogues. En Belgique encore (Bruges, Beyaert) : les *Periodica de re canonica et morali* (depuis 1919), qui ne sont que la continuation — sous un titre un peu différent — du *De religiosis et missionariis supplementa et monumenta*, fondé en 1905 par le P. Vermeersch ; depuis 1924, les *Ephemerides theologicae Lovanienses* (19, rue des Récollets, Louvain) dont la bibliographie est incomparable; et, depuis 1925, la *Revue des Communautés religieuses*.

Les revues italiennes sont également nombreuses : sans parler des *Acta Apostolicae Sedis*, bulletin officiel du Saint-Siège (depuis 1909), ni des revues des grands collèges universitaires de Rome (*Angelicum*, 15, via San Vitale ; *Antonianum*, 124, via Merulana; *Gregorianum*, 120, via del Seminario), il se publie à Rome même quatre autres revues canoniques : *Il Monitore ecclesiastico*, depuis 1888 (place Grazioli) ; *Commentarium pro religiosis*, sous la direction de P. Maroto, depuis 1920 (via Giulia, 131) ; *Jus pontificium*, sous la direction de A. Toso, depuis 1921 (51, place des SS.-Apôtres) ; *Il diritto ecclesiastico* (69, place Cola di Rienzo). D'autres revues encore donnent des consultations canoniques (v. g. *La Rivista del Clero italiano*, *La Palestra del Clero*), ou traitent, à l'occasion, de questions canoniques (v. g. *La Scuola cattolica*, 10, rue St-André, à Milan). Nous sommes moins bien documentés sur l'Espagne : qu'il nous suffise de citer la revue des études ecclésiastiques *Razon y Fe* (Madrid, 25, Alberto Aguilera). L'Allemagne a toujours l'*Archiv für Katholisches Kirchenrecht* (Mainz, Kircheim) depuis 1857 ; le *Pastor bonus* à Trêves (Paulinus-Druckerei), et la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte* (section canonique) à Weimar, Bölhaus. Aux États-Unis, *The*

ecclesiastical Review (Philadelphie, Archstreet, 1905).

10. — Plan du Code. — Le Code de droit canonique, composé par ordre de Pie X et promulgué par Benoît XV, s'ouvre par une Préface du Cardinal Gasparri dans laquelle est résumée l'histoire des différentes collections canoniques antérieures au Code, et l'œuvre de la codification. Viennent ensuite la bulle de promulgation (27 mai 1917), le motu proprio instituant la commission d'interprétation du Code (15 sept. 1917) et le texte de la Profession de foi catholique. Le texte du serment antimoderniste n'est pas reproduit, mais les prescriptions qui le concernent n'en restent pas moins provisoirement en vigueur jusqu'à ce que le Saint-Siège en ait décidé autrement (S. O., 22 mars 1918; A. A. S., X, 136). Voir plus loin, au c. 6, réponse 2.

Le Code lui-même, comme nous l'avons dit, est divisé en cinq livres : 1. Règles générales; 2. les Personnes; 3. les Choses; 4. les Procès; 5. les Délits et les Peines : en tout 2.414 canons. Après le cinquième livre, on trouve huit documents : les trois premiers concernent la vacance du Saint-Siège et l'élection du Souverain Pontife; le quatrième, le concours pour la provision des paroisses; le cinquième, l'absolution du complice; les trois derniers, la dissolution du lien matrimonial.

Dans les pages qui suivent, je me propose, en suivant l'ordre même du Code, d'indiquer ce qui peut servir à l'exacte interprétation des canons qui le composent : ouvrages et articles, réponses de la commission d'interprétation, décisions des congrégations et tribunaux romains, et documents complémentaires parus depuis 1917[1].

1. Pour la méthode à suivre dans l'enseignement du Droit canonique, voir au n. 108.

LIVRE PREMIER

RÈGLES GÉNÉRALES[1]

11. — 1° **Canons préliminaires.** — Les sept premiers canons indiquent exactement les conditions d'application du Code de droit canonique. Le Code ne s'applique en principe qu'à l'Église latine (c. 1); il ne s'occupe pas des questions proprement liturgiques (c. 2); il laisse toute leur valeur aux dispositions concordataires qui lui seraient contraires (c. 3), et aussi, à moins de révocation expresse, aux privilèges, droits acquis, et indults encore en usage et non révoqués (c. 4). Les coutumes qui lui seraient contraires ne peuvent être tolérées par les Ordinaires que s'il ne les réprouve pas, si elles sont immémoriales, et si l'Ordinaire estime imprudente leur suppression. Les autres coutumes sont supprimées, à moins que le Code ne dise le contraire (c. 5). Le canon 6, après avoir rappelé que le Code actuel n'est le plus souvent qu'une « codification » de l'ancien droit, indique dans quelle mesure les lois anciennes peuvent servir à interpréter le nouveau droit.

1. Pour les anciennes *Regulae juris*, de Grégoire IX, et de Boniface VIII, voir le bref résumé qu'en donne A. Cance, *op. cit.*, t. I, p. 30-33, et le commentaire détaillé de chacune de ces règles dans J. Brillaud, *Manuel de la juridiction ecclésiastique*, Paris, 1885, p. 523-627.

On trouvera un commentaire de ces dispositions préliminaires dans les commentaires signalés plus haut (surtout ceux de VERMEERSCH, OJETTI et MAROTO) comme aussi dans d'autres articles ou brochures : S. D'ANGELO, *Il jus quaesitum nel diritto canonico,* in-8° de 15 pp., Rome, à la revue *Il diritto ecclesiastico*, 1922; M. FALCO, *Il codex juris canonici e il diritto anteriore,* in-8° de 25 pp., Modène, 1923; J. CREUSEN, *L'abrogation de l'ancien droit,* dans la *Nouvelle Revue Théologique*, avril 1923; M. CHARTIER, *Les sept premiers canons du Code* dans le *Canoniste,* 1925, p. 342-353[1]. Faute d'interpréter comme il faut ces canons (le 6e surtout), on risque de présenter comme étant encore en vigueur beaucoup de lois, décrets, instructions abrogés par le Code. Le P. PIE MOTHON, par exemple, n'a pas évité suffisamment cet écueil dans ses *Institutions canoniques.*

Par application de ces principes, les réponses suivantes ont été données :

C. 2. — Non obstante praescripto c. 294 et c. 308, non competit Vicariis et Praefectis apostolicis, ut intra fines

1. Signalons aussi l'*Introduzione allo studio del Codex juris canonici* (in-8° de XVIII-326 pp., Turin, Bocca, 1925), publiée par MARIO FALCO, professeur à l'Université de l'État à Milan. S'adressant plus spécialement aux civilistes, l'auteur retrace les étapes de la codification, et l'histoire de la formation du Code. Il insiste sur les canons préliminaires, les *Normae generales* et les généralités relatives aux personnes; donne un aperçu sommaire et exact des livres suivants; discute la terminologie du Code; en expose la technique; et enfin en examine la valeur. Cet ouvrage serait plutôt à rapprocher des volumes de F. GENY, *Science et technique en droit privé* (Paris, Recueil Sirey, 1924), et surtout de la thèse de doctorat de A. ORTSCHEID, *Essai concernant la nature de la codification et son influence sur la science juridique d'après le concept du Code de droit canonique* (in-8° de X-121 pp., Paris, Sirey, 1922).

sui territorii nominentur in Canone Missae : siquidem ibidem, post verba *Antistite nostro*, de jure (liturgico) adhuc vigente exprimendum est tantummodo nomen Patriarchae, Archiepiscopi et Episcopi qui sint Ordinarii loci, et in propria dioecesi. C. Rit., 8 mars 1919, A. A. S., XI, 1.145[1].

C. 3. — Voir aux cc. 404, 427.

C. 4. — 1. Voir aux cc. 6, 10, 569, 1247.

2. Can. 1252 jam ubique obligandi vim habere coepit, non obstantibus legibus particularibus. Com. Int., 3 jan. 1918, Archiv, t. 99, 63.

3. Indultum ad decennium jan. 1910 in suo robore permanet, sublatis obligationibus quae jure communi cessarunt, vi can. 1252. Com. Int. (Praeses), an. 1918, Archiv, t. 99, 64.

C. 5. — Voir au c. 476, § 3.

C. 6. — Abrogation de l'ancien droit. — 1. Dispositiones particulares Concilii Plenarii Baltimorensis quoad jus nominandi administratorem dioecesis, sede vacante, non amplius vigent, ac per novum Codicem abrogatae sunt. Com. Int., 24 nov. 1918, A. A. S., XI, 75. Voir aux cc. 427; 576; 824, § 2; 838; 924, § 2; 1060; 1061; 1099; 1102; 1252.

2. Licet in Codice nulla fiat mentio Consiliorum a vigilantia et Juramenti antimodernistici, praescriptiones ad ea spectantes in vigore manere pergunt. Praedictae praescriptiones, ob serpentes in praesenti modernisticos errores latae, natura quidem sua temporariae sunt ac transitoriae, ideoque in Codice referri non potuerunt; aliunde tamen cum virus Modernismi diffundi minime cessaverit, in pleno suo robore manere debent usquedum hac super

1. Dans les feuilles de pouvoirs données depuis 1920 aux Ordinaires des Missions se trouve souvent (dans la formule I, dans la IIa major et dans la IIIa major, mais non dans le IIa minor, ni dans la IIIa minor) le pouvoir suivant « ... Permittendi presbyteris in ecclesiis suae jurisdictionis celebrantibus ut sui nominis tanquam Antistitis sive in precibus ferialibus sive in Canone missae mentio fiat, quatenus haec facultas ipsi a jure concessa non fuerit. »

re Apostolica Sedes aliter statuerit : Sanctissimus resolutionem approbavit. S. O., 22 mars 1918, A. A. S., X, 136.

3. Praescripta decreti Cong. Conc., 30 nov. 1910. *Decorem domus Dei* de chori disciplina in Urbe servandâ n. 1-8, adhuc vigent. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 476.

4. Decretum *Inter reliquas* C. de Relig., 1 jan. 1911, de religiosis servitio militari adstrictis, adhuc viget. C. de Relig., 15 jul. 1919, A. A. S., XI, 321.

5. Resolutio 9 aug. 1890 quâ Cong. Conc. accensuit non ludis temerariis vel exercitationibus, sed veris duellis, duella quae inter Universitatum studiosos committuntur et *mensurae* dicuntur, hodie adhuc viget. C. Conc., 10 fév. 1923, A. A. S., XV, 154. — Declarationes C. Conc., an. 1890 et 1923, quibus mensurae in Universitatibus Germaniae usitatae, quae speciali nomine *Bestimmungsmensuren* vocantur, poenis ecclesiasticis subjiciuntur, non tantum illas mensuras respiciunt quae *cum periculo gravis vulneris* committuntur, sed etiam complectuntur eas quae *sine periculo gravis vulneris* fiunt in casu. C. Conc., 13 juin 1925, A. A. S., XVIII, 132-138.

6. Ut praescriptum can. 6, n. 6, alicui legi applicari possit, oportet omnino, non solum ut agatur de vera lege atque haec ne implicite quidem, habita praesertim ratione can. 20, in Codice contineatur : verum etiam, prout eruitur ex can. 22, oportet ut lex, de qua agitur, non fuerit lex specialis pro particularibus locorum ac temporum circumstantiis lata, sed lex generalis perpetuo et ubique valitura. C. Conc., 10 janv. 1920 (ex voto Consultoris), A. A. S., XII, 45.

7. Voir au c. 22.

Après ces dispositions préliminaires, le livre premier se divise en six titres : 1° des lois ecclésiastiques; 2° de la coutume; 3° de la supputation du temps; 4° des rescrits; 5° des privilèges; 6° des dispenses [1].

1. Le Code ne traite pas à part du *droit public*. Les principes en sont sans doute çà et là très nettement affirmés : par exemple, à l'occasion du mariage (cc. 1016, 1038), de l'enseignement et

12. — 2° Études sur les Normae generales. — Le premier livre du Code a été l'objet de nombreuses monographies. Tous les commentaires signalés au n° 6 (à l'exception de Wernz-Vidal, dont le premier volume n'a pas encore paru) en traitent longuement; mais les manuels cités au n° 7 ne donnent pas tous à l'explication de ce livre, l'étendue et la précision que mérite son importance. L'étude approfondie de ce livre (comme aussi des 20 premiers canons du second livre) est pourtant indispensable pour acquérir l'esprit du droit. Pour suppléer à l'insuffisance de certains manuels, le professeur aura recours aux auteurs signalés plus haut (A. Cicognani,

de l'éducation (cc. 1352, 1375, 1381), des privilèges des clercs (c. 120, 121), des religieux (c. 487), des biens d'Eglise (c. 1499), des tribunaux ecclésiastiques (c. 1553), des peines ecclésiastiques (c. 2214). Les droits de l'Eglise sont fermement revendiqués; mais « ces revendications de droits ne sont pas groupées dans un chapitre unique, dont la masse aurait pu effaroucher les esprits hostiles. De plus, le Code a opportunément omis l'énoncé des grands principes directifs, tels que ceux de la supériorité de l'Eglise dans les matières mixtes et de l'existence d'un pouvoir indirect pouvant s'exercer parfois dans les questions même temporelles... Enfin, même sur les droits expressément revendiqués, le Code ouvre parfois la porte aux atténuations et aux dérogations par le maintien des concordats et par la reconnaissance possible de certaines coutumes immémoriales. » (F. Claeys-Bouvaert, dans les *Ephemerides Lovanienses,* 1926, p. 91). Les canonistes ne sont pas tenus à la même réserve. Aussi n'ont-ils pas manqué, pour la plupart, de mettre en tête de leurs Institutions canoniques un traité de droit public. Voir en particulier les manuels de Bargilliat, Raus, Claeys-Bouvaert et surtout A. de Meester et Sagmüller. Des ouvrages spéciaux de droit public ont également été publiés depuis le Code, entre autres : Matt. a Coronata, O. M. Cap., *Jus publicum ecclesiasticum,* in-8° de xix-268 pp., Turin, Marietti, 1924; F. M. Cappello, S. J., *Summa juris publici ecclesiastici,* in-8° de xviii-561 pp., Rome, Université Grégorienne, 1924; et tout récemment A. Ottaviani, *Institutiones juris publici ecclesiastici,* tome I (Droit public interne), Rome, Faculté juridique de l'Apollinaire, 1926.

Mario Falco, Ojetti, etc.) comme aussi aux ouvrages suivants : N. Hilling, *Die allgemeine Normen des Codex juris canonici*, in-8° de IV-163 pp., Fribourg-en-Brisgau, Waibel, 1926; P. Keller, *Die Normae generales des Codex juris canonici*, in-8° de VIII-111 pp., Calw (Wurtemberg), Oelschläger, 1923. Je leur signale aussi l'étude de A. Jansen, *De lege mere poenali* [1], in-4° de 32 pp., Rome, Jus Pontificium, 1925; les ouvrages de F. Flumene sur la coutume (*Il valore della consuetudine quale fonte normativa nella patristica latina e greca*, in-8° de 64 pp.; *La legge non scritta nella storia e nella dottrina etico-giuridica della Grecia classica*, in-8° de VIII-140 pp., et surtout *La consuetudine nel suo valore giuridico*, in-8° de 306 pp., Sassari, Gallizz, 1922-25), et la Dissertation de J. Bolten sur le même sujet, *Das Gewohnheitsrecht in Codex juris canonici*, Munster, 1923.

Le titre III a fait l'objet d'une dissertation de J. Lacau, S. C. J., *De tempore*, in-8° de 48 pp., Turin, Marietti, 1921, et les canonistes ont discuté vivement dans les revues la question de savoir si on pouvait simultanément utiliser les divers systèmes horaires autorisés au canon 33 [2].

Sur les *privilèges* (titre V), signalons d'excellents articles de A. Van Hove dans la *Nouvelle Revue théologique*, janvier, février, mars 1922.

Enfin la dispense (titre VI) a fait l'objet d'une remarquable étude historique de J. Brys, *De Dispensatione in jure canonico... usque ad medium decimum*

1. Cette étude a paru en français dans la *Nouvelle Revue théologique*, mars, mai, juin 1923.

2. *L'Ami du Clergé* a répondu négativement (1923, p. 200-203), mais le P. Vermeersch (*Epitome*, I, n. 91; *Theol. mor.*, I, n. 371) et le P. Creusen (*Nouv. Rev. théol.*, 1923, p. 164-174) se prononcent nettement pour l'affirmative. A. Cance (I, n. 71) se montre plus favorable à cette dernière opinion.

quartum saeculum, in-8° de XXXII-276 pp., Bruges, Wetteren, 1925.

A signaler aussi V. DEL GIUDICE, *Privilegio, Dispensa ed Epicheia nel Diritto canonico*, in-8° de 58 p., Pérouse, 1926.

13. — 3° Non-rétroactivité des lois (c. 10). — 1. *Vota religiosa* simplicia perpetua ex parte voventis, emissa ante promulgationem Codicis in Religionibus votorum sollemnium sive virorum, sive mulierum, sunt moderanda quoad modum dimissionis religiosorum et quoad effectus dimissionis a jure antiquo vigente ante Codicem. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 476. Voir dans le même sens, une réponse du 24 nov. 1918 (N. R. T., 1919, p. 561).

2. Codici, etiam quoad *sponsalia* et *impedimenta*, non est vis retroactiva. Quare sponsalia et matrimonia reguntur jure vigenti quando contracta sunt, vel contrahentur, salvo tamen, quoad actionem ex sponsalibus, c. 1017, § 3. Et ideo, matrimonia quae nulla sunt, ex capite impedimentorum a novo Codice abrogatorum, non fiunt matrimonia valida ipsa promulgatione novi Codicis, sed etiam post dictam promulgationem indigent dispensatione, sanatione, etc. Com. Int., 2-3 juin 1918, A. A. S., X, 346.

3. *Cognatio spiritualis* ante diem Pentecostes anni 1918 contracta ultra terminos nunc a novo Codice definitos in can. 768, a praefata Pentecostes die ipso facto non cessat quoad omnes effectus, sed tantum desinit esse impedimentum ad matrimonium ad normam c. 1079. Com. Int., 2-3 juin 1918, A. A. S., X, 346.

4. Non obstante can. 10, prohibitiones, de quibus in can. 642 obstant quominus *religiosi* officia vel beneficia adipiscantur, non tantum si ad saeculum post promulgationem Codicis sunt regressi, sed eos etiam complectuntur qui jam ante promulgationem Codicis extra religionem, venia pontificia, versabantur. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 575.

5. Secundum jus antiquum praescriptio contra immobiles res ecclesiasticas non processit, nisi ad tempus quadraginta annorum fuit producta. Nova Lex constituit brevius

spatium annorum triginta,' can. 1511'. Cum autem agatur de praescriptione jam inchoata ante publicationem Codicis, servanda est classica juris norma, ut praescriptionis jam inchoatum tempus impleri debeat antiqua mensura, nisi antequam impleta fuerit antiqua, impleatur nova, computanda tamen ab introducta nova lege (Cf. Cod. civ. ital. dispos. trans., n. 47). Hanc regulam adhibuit Rota in causa Romana *Crediti*, 21 junii 1924, A. A. S., XVI, 473-480.

6 Cum generaliter post promulgationem Codicis de novo, re integra, ordinanda est in aliqua regione canonica disciplina circa aliquod institutum ecclesiasticum, ordinatio ad normam Codicis fieri debet : ideirco enim publicatum est, ut secundum illum quodlibet ecclesiasticae disciplinae caput in futurum ordinaretur. C. Conc., 13 avril 1918 (ex voto Consultoris), A. A. S., XI, 237.

7. Leges non habere vim retroactivam, prouti habet can. 10, non significat generatim, legem non posse in futurum supprimere jus, quod quis habet dum illa promulgatur; sed tantummodo non posse eam tollere in futurum jus, quod quis, dum lex promulgatur, habet dependenter a facto praeterito, dum bene potest tale jus tollere in futurum, si ab aliquo facto praeterito sit independens. C. Conc., 17 mai 1919 (ex voto Consultoris), A. A. S., XI, 351.

8. Voir au c. 1536.

14. — 4° Sujet des lois (c. 12-14). — 1. D'après une réponse de la Cong. du Concile à l'évêque de Namur (9 fév. 1924, A. A. S., XVI, 94), il résulterait qu'un étranger de passage dans un pays où, par indult, l'abstinence du samedi, en carême, est reportée au mercredi, serait obligé de faire abstinence soit le mercredi, soit le samedi, à son gré, à condition toutefois d'écarter tout scandale : « Teneri alterutrâ die ad libitum, remoto tamen scandalo. » Malgré cette réponse particulière, certains auteurs continuent à penser que ce *peregrinus* n'est tenu dans ce cas ni à l'abstinence du samedi (c. 14, § 1, n. 3), ni à celle du mercredi (n. 2) : le motif allégué (lex generalis et lex particularis in casu congruunt quoad substantiam : substantia enim

praecepti est ut per Quadragesimam *bis in hebdomada* abstinentia servetur) leur paraît contestable.

2. Voir aux cc. 854 et 893.

5° **Abrogation des lois** (c. 22). — Codicem de facto immutasse jus, quoad praecedentiam Vicarii generalis antea vigens, res est manifesta ; imo leges de praecedentia, in Codice contentae, sunt et apparent ex illis legibus, quae totam de integro ordinant legis prioris materiam et ideo, ad norm. can. 6, n. 1, quaslibet leges sive universales sive particulares contrarias omnino abrogant. C. Conc., 17 mai 1919 (ex voto Consultoris), A. A. S., XI, 352. — Voir aux cc. 4, 6 et 10.

15. — 6° **La coutume** (cc. 25-30). — **C. 25.** — In quaestione juris publici, ne cogitari quidem potest consensus legalis legislatoris ecclesiastici, qui est necessarius, ut consuetudo facti per viam praescriptionis transeat in consuetudinem juris : in tali enim casu consuetudo legalis contineret illicitam approbationem usurpationis. Cum igitur Superiores ecclesiastici non resistunt violationibus factis per potestatem saecularem, id unice faciunt ad vitanda majora mala, non animo probandi. C. Conc., 14 déc. 1918 (ex voto Consultoris), A. A. S., XI, 130.

C. 27. — 1. Si Capitulum passum fuerit, coadjutores varias explere functiones vel locum occupare, contra id quod de jure eis permissum est et gerere spectat, non per hoc possunt hujusmodi coadjutores petere manutentionem, sub praetextu quasi-possessionis adeptae in exercitio actuum praedictorum : siquidem isti praesumuntur gesti precario, ideoque sunt inhabiles ad manutentionem obtinendam, ac admissio ad eos exercendos censetur facta ad libitum canoni-

corum, quibus licet nolle quod diu etiam placuit. C. Conc., 11 déc. 1920 (ex voto Consultoris), A. A. S., XIV, 45.

2. Consuetudines, quae id efficerent quod natura rei sinere nequit, jam ex hoc ipso habendae sunt tanquam irrationabiles. C. Conc., 11 déc. 1920, A. A. S., XIV, 46.

16. — 7° **Supputation du temps** (**cc. 31-35**). — 1. Ubique terrarum, in casibus canone 33, § 1 expressis, tempus vulgo *zonarium* sequi quis potest, dummodo hoc tempus sit legale. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 582.

2. Annus integer, ad validitatem novitiatus in can. 555, § 1, n. 2, praescriptus, computandus est juxta normam statutam in can. 34, § 3, n. 3. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 661.

3. Voir aux cc. 647, 2146.

17. — 8° **Rescrits** (**cc. 36-62**). — **C. 41.** — Rescriptum dispensationis super matrimonio rato et non consummato datur in forma gratiosa et proinde effectum habet a temporis momento quo in die audientiae Summus Pontifex dispensationem concessit, dummodo tamen eo momento preces veritati nitantur, tum quoad matrimonii inconsummationem, tum quoad dispensationis causas (c. 41). Quod si unum vel alterum desit, rescriptum, utpote obreptionis vel subreptionis vitio infectum, impetranti minime suffragatur. C. de Sacr., 7 mai 1923, A. A. S., XV, 413.

C. 51. — Rescriptum dispensationis super matrimonio rato et non consummato parti impetranti idemque postulanti traditur aut remittitur et Ordinario exhibendum est. C. de Sacr., 7 mai 1923, A. A. S., XV, 413.

C. 56. — Voir aux cc. 638-640.

LIVRE SECOND

DES PERSONNES

Ce livre, après vingt canons sur les personnes en général (cc. 87-107), traite successivement en trois parties : des clercs (cc. 108-486), des religieux (c. 487-681) et des laïques (cc. 682-725).

Sur le *De personis,* l'étude d'ensemble la plus importante est sans contredit le *Jus canonicum* de Wernz-Vidal déjà signalé au n° 6. Mais on remarquera qu'il ne traite pas des religieux ni des laïques : l'explication des canons qui les concernent est renvoyée à un volume ultérieur. Il n'est pas parlé non plus des religieux dans N. Hilling, *Das Personenrecht des Codex juris canonici*, in-8° de IX-272 pp., Paderborn, Schöning, 1924.

A ceux qu'intéresse la question des personnes morales, je recommande de comparer les pages que Wernz-Vidal lui consacre, au livre de L. Michoud, *La théorie de la personnalité morale et son application en droit français* (2e éd., 2 in-8° de IV-513 et IV-528 pp., Paris, Libr. gén. de droit, 1924) et à celui de F. Ferrara, *Teoria sulle persone giuridiche* (in-8° de XII-1111 pp., Turin, 1923). Il ne paraît pas douteux que la notion canonique de personne morale, toute dominée

par la question de la finalité, est plus exacte que toutes celles qu'ont imaginées les juristes du XIXe siècle, sous l'influence des philosophies individualistes du droit.

DES PERSONNES EN GÉNÉRAL

18. — 1° **Domicile** (c. 93, § 2). — Uxor, a viro malitiose deserta, non potest obtinere proprium ac distinctum domicilium, nisi a judice ecclesiastico obtinuerit separationem perpetuam, aut ad tempus indefinitum. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 526. — Voir au c. 1964.

2° **Consanguinité** (c. 96). — Voir au c. 1076.

3° **Rite** (c. 98). — Qui ad preces parentum, contra praescriptum c. 756, a ritus alieni ministro baptizati sunt, non pertinent ad ritum in quo sunt baptizati, sed ad ritum in quo juxta c. 756 baptizari debuissent. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

4° **Préséance** (c. 106). — Vi c. 106, 3 : praecedentia inter Episcopos suffraganeos in Concilio provinciali aliisque coetibus provincialibus definienda est a die praeconizationis seu electionis ad episcopatum, et non a die promotionis ad ecclesiam suffraganeam. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 582. — Voir aux cc. 22 et 370.

Les difficultés que peut soulever le canon 106 sur la préséance ont fait l'objet d'un très bon opuscule de P. Vito, *Note canoniche sulla precedenza*, in-8° de 88 p., Verone, Cinquetti di Felice, 1924.

PREMIÈRE PARTIE

Des Clercs.

Section I.

DES CLERCS EN GÉNÉRAL

(cc. 108-214)

Sur le traité des clercs en général, je ne trouve à signaler que quelques articles de revues[1] qui n'apprendront rien à ceux qui possèdent Wernz-Vidal, et un ouvrage de R. Genestal sur *Le privilegium fori en France du décret de Gratien à la fin du* XIVe *siècle*, t. II, in-8° de 212 p., Paris, Leroux, 1925. — Voir aussi au n. 103.

19. — 1° Incardination des clercs (cc. 111-117). — 1. Ille qui ordinatur a proprio episcopo *servitio alius dioecesis* incardinatur huic alii dioecesi juxta can. 111, § 2, non vero dioecesi proprii episcopi juxta can. 969, § 2. C. de Sacr., 17 août 1919, N. R. T., juin 1920, p. 371. Voir au c. 956.

2. Incardinationi non obstat quod servitium de facto clericus postea non praestiterit; id enim non impedit, quominus ad illud praestandum tunc se exhibuerit. Nec etiam obstat quod domicilium in eadem dioecesi

1. Par exemple, ceux de M. Chartier, dans le *Canoniste*, 1926, sur *Les Obligations des Clercs*.

non habuerit : hinc ad summum id arguere liceret, Episcopum in casu contra praescriptum c. 956 egisse : unde certe non sequitur tonsuram invalide collatam fuisse. S. Rot., 10 mars 1923, A. A. S., XVI, 51-55.

3. On trouvera développée la doctrine canonique de l'incardination des clercs dans la cause jugée le 11 juill. 1925 par la Cong. du Concile (A. A. S., XVIII, 48-55).

20. — 2° Obligations des clercs (cc. 124-144).

A. Études des clercs (cc. 129-131).

a) Décret de la Consistoriale sur la fréquentation par les clercs des Universités laïques, 30 avril 1918, A.A.S., X, 237.

1. Nullus ad laicas Universitatum facultates destinetur nisi sacerdotio jam auctus, quique spem bonam ingerat fore ut sua agendi ratione ecclesiastico ordini honorem tam ingenii vi ac perspicacia, quam sanctitate morum adjiciat.

2. Episcopus in destinando sacerdotes suos ad laicas studiorum Universitates frequentandas nihil aliud prae oculis habeat, nisi quod dioecesis suae necessitas vel utilitas exigat, ut nempe in Institutis ad juventutem erudiendam destinatis idonei comparentur magistri.

3. Qui, pro hac norma, ad Universitates laicas frequentandas destinabuntur sacerdotes, si novensiles sunt, ab examinibus, quae in can. 130 et 590 praescripta sunt minime eximantur, quin potius eadem subire vel strictim jubeantur, ne profanarum scientiarum studio abrepti, ecclesiastica studia praetereant, contra praescriptum can. 129.

4. Expletis demum in laica quavis Universitate praescriptis studiorum cursibus, sciant sacerdotes ac meminerint, se Ordinario suo pari omnino ratione ac antea subjectos ac dioecesis servitio manere mancipatos. Quamobrem nemini fas erit magisteria saecularia aliave officia pro suo lubitu, maximeve contra Ordinarii sui voluntatem, suscipere; quod si quis fecerit, congruis poenis, non exclusa suspensione a divinis, plectatur.

5. Haec omnia quae de clero saeculari sunt dicta, religiosos etiam regulares, congrua congruis referendo, sunt applicanda.

21. — *b*) Décret de la Cong. du Concile (22 févr. 1927) sur les prêtres professeurs dans les écoles publiques, A. A. S., XIX, 99-100.

1. Sanctae Sedis praescripta de clericis et sacerdotibus publicas studiorum Universitates vel Scholas Normales, quas vocant, frequentantibus, firma maneant; praesertim vero ea quae Litteris Secretariae Status 20 nov. 1920[1] praecipiuntur, adamussim serventur.

2. Sacerdotes, etsi magisterii titulum consecuti, adstricti, uti antea, suae quisque dioecesis servitio manent; proprioque Ordinario subjiciuntur.

3. Curent Ordinarii ut hi sacerdotes docendi munus obeant in sua dioecesi, praesertim in sacris clericorum Seminariis vel in privatis scholis.

4. Sacerdos, hujusmodi munus atque officium in publicis scholis ne petat neque acceptet sine explicito Ordinarii sui consensu; qui quidem consensus est natura sua revocabilis.

5. Ordinarius, graviter onerata ejus conscientia, consensum ne concedat nisi iis qui pietate et doctrina excellunt, quique tum alumnis tum ceteris magistris privatim et publice exemplo sint.

6. Ordinarius permittere poterit ut sacerdos dioecesanus in aliam dioecesim magisterii exercendi causa se conferat, ea tamen lege ut susceptum munus ad nutum tum Ordinarii proprii tum Ordinarii loci retineatur. Itaque Ordinario in dioecesis servitium illum revocanti et Ordinario loci illum dimittenti, quocumque praetextu remoto, sacerdos parere tenetur.

7. Ordinarius ne sinat ut sacerdos suae dioecesis in alia dioecesi magisterium ineat, nisi prius de re loci Ordinarium monuerit ejusdemque veniam obtinuerit.

8. Sacerdos in aliena dioecesi magisterium initurus sine

1. Ces lettres n'ont pas été publiées aux *Acta*.

mora loci Ordinarium adeat, quem, juxta can. 94 Codicis juris canonici, ut Ordinarium suum, usquedum eo in loco commorabitur, habere, ejusque vigilantiae auctoritati et correctioni se submittere debet.

9. Ordinarius vero loci poterit : *a)* praecipere, justa de causa, arbitrio et prudentia ejus aestimanda, ut sacerdos alicui ecclesiae sit addictus; *b)* statuere ut idem sacerdos peculiari vigilantiae Vicarii foranei vel parochi aliusve sacerdotis subsit; *c)* exigere ut sacerdos referat in qua domo habitualiter commoretur et quibuscum personis cohabitet; vetare ne mulieres, de quibus suspicio esse possit, apud se retineat et quocumque modo frequentet; jubere, si id necessarium aut opportunum Ordinarius judicaverit, ut penes aliquam religiosorum sodalium domum a se designandam degat; *d)* vetare ne docendi munus in scholis, quas vel solae puellae vel puellae simul et adolescentes celebrant, suscipiat; neve puellas privatim doceat atque instituat; *e)* praecipere ut omnes et singulas obligationes communes clericorum servet; praesertim vero, ut collationibus seu conferentiis ad casus de re morali ac liturgica solvendos intersit; ut adjuvet parochum loci in religiosa puerorum institutione; ut diebus festis de praecepto brevem Evangelii aut alicujus doctrinae christianae capitis explanationem habeat in Missa quam, fidelibus adstantibus, celebrat; *f)* monere, corripere, et si casus ferat, congruis poenis, ad normam sacrorum canonum, sacerdotem afficere, si a recto tramite deflexerit.

10. Ordinarius loci, cujusque anni scholastici expleto cursu, Ordinarium sacerdotis certiorem faciat de ejusdem vita et moribus.

11. Sacerdos magister e loco per notabile tempus discessurus Ordinarium ejusdem loci commonefaciat; ferias vero aestivas initurus suum eidem obsequium praestet; in dioecesim vero reversus, se sistat Ordinario suo ejusque mandatis fideliter obediat.

22. — *c)* Réponses relatives aux examens des jeunes prêtres (c. 130).

1. Examen de quo in c. 130, § 1, non sufficit ad provisionem parocciarum toto tempore quo sacerdotes illud

subire tenentur, etiamsi coram Episcopo et examinatoribus synodalibus fiat, salvo tamen praescripto § 2 ejusdem canonis. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 571. — Voir au c. 459.

2. Parochi vel vicarii curati religiosi non tenentur subire coram Ordinario ejusve delegato examen de quo in can. 130, § 1, si coram Superiore religioso ejusve delegatis examen subierint, de quo in can. 590. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 526.

3. In casu negligentiae superiorum religiosorum circa examen, de quo in can. 590, Ordinarius loci non potest cogere religiosos istos ut examen, ad normam can. 130, § 1, coram se suisve delegatis subeant, sed recurrendum est in casu ad S. C. de Religiosis. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 526.

23. — B. Autres obligations. — Plusieurs réponses de la commission d'interprétation, et quelques décisions de la Cong. du Concile ont précisé certaines de ces obligations.

a) *Port de la barbe* (c. **136**). — Hoc canone data non est quibuscunque clericis saecularibus libertas gestandi barbam. — Competit Episcopis prohibitionem hucusque vigentem in suo robore sustinere pro dioecesibus suis. C. Conc., 10 janv. 1920, A. A. S., XII, 43-47.

b) *Interdiction de la chasse* (c. **138**). — Episcopus prohibere potest suis clericis venationem etiam non clamorosam sed non sub *poenâ suspensionis ipso facto incurrendae,* nisi graves et speciales adsint rationes. C. Conc., 11 jun. 1921, A. A. S., XIII, 498-501.

24. — *c*) *L'action politique du clergé* (c. **139**, § **4**). — 1. S. R. E. Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi

sive residentiales sive titulares, ad normam can. 139, § 4, non possunt sollicitare vel acceptare munus senatorum aut deputatorum, et ad mentem.

Mens est : « Si vi constitutionis civitatis, Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi, sint de jure senatores, et Sancta Sedes aliquo modo id probaverit, Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi, possunt sine speciali licentia Sanctae Sedis hujusmodi munus explere, dummodo per Vicarium generalem aliove modo suis obligationibus satisfaciant. In quolibet autem alio casu Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi sive residentiales sive titulares indigent venia Sanctae Sedis. Com. Int., 25 avril 1922, A. A. S., XIV, 313.

2. Ordinarii locorum in concedenda licentia sacerdotibus qui se candidatos ad deputatorum comitia sistere cupiunt, potius difficiles quam faciles se praebere debent. Com. Int., 25 avril 1922, A. A. S., XIV, 313.

3. Ordinario jus est et officium interdicendi per praeceptum actionem politicam viris ecclesiasticis, qui in ea explicanda non se conforment instructionibus S. Sedis; — qui praeceptum violaverint et moniti non se emendaverint, congrua poena puniri possunt et debent ad normam sacrorum canonum. C. Conc., 26 fév. 1927, A. A. S., XIX, 138.

d) Gestion de biens (**c. 139**, § **3**). — Quoad licentias habendas, de quibus in Decr. « Docente Apostolo[1] », 11 nov. 1910, recurrendum est ad Ordinarium proprium (et non ad S. Sedem). Com. Int., 2 juin 1918, A. A. S., X, 344.

1. Il s'agit des permissions nécessaires pour qu'un ecclésiastique puisse accepter ou conserver dans certaines œuvres sociales (caisses de crédit, caisses d'épargne, etc.) des fonctions comportant des responsabilités financières ou administratives. Le décret précité de la Consistoriale exigeait une permission spéciale du Saint-Siège (A. A. S., II, 910).

e) Clercs émigrants, ou s'occupant des émigrants. — Voir à leur sujet le décret de la Consistoriale, en date du 30 déc. 1918, A. A. S., XI, 39-43.

25. — *f*) Le 1er juillet 1926 des mesures spéciales concernant les prêtres qui passent leurs vavances hors de leur diocèse, et surtout dans les villes d'eaux, ont été décrétées par la Congr. du Concile. Elles ont pour but d'assurer, sous le contrôle des Ordinaires, la parfaite dignité de leur vie sacerdotale, et l'édification des fidèles, A. A. S., XVIII, 312.

1. Sacerdotes qui e propria dioecesi, valetudinis causa, per aliquod tempus discedere cupiant, id Ordinario suo submisse petant, tempus pariter denuntiantes profectionis et reditus itemque loca, quo se conferre constitueruut.

2. Curent Ordinarii ut eas causas, quibus innixi sacerdotes facultatem discedendi e dioecesibus postulaverint, accurate reputent ac discernant; postulantium mores vitaeque rationem prius diligenter perpendant et nonnisi caute ejusmodi facultatem largiantur.

3. Exigant insuper ut sui sacerdotes semper eligant ea diversoria seu hospitia quae Dei administros non dedeceant.

4. Ordinarii praeterea horum sacerdotum nomina quantocius curiae illius dioecesis renuntient, quo iidem se conferent, itemque significent cum tempus eisdem concessum, tum diversorium seu domum, in qua hospitio excipientur.

5. Itidem sacerdotes, cum ad locum pervenerint, ubi commorari cupiunt, quam primum curiae illius loci se sistant, vel, pro rerum adjunctis, Vicarium foraneum sin minus parochum adeant, qui deinceps rem Ordinario referre debet.

6. *a*) Ordinarii autem locorum, quo sacerdotes, valetudinis causa, se conferre solent, sacerdotibus inibi commorantibus sedulo attenteque invigilent, vel per se vel per sacerdotes, quibus hoc peculiare munus demandaverint; et ad sacra facienda eos non admittant, nisi iis, quae supra

diximus, praescriptis obtemperaverint. *b)* Ut autem hi sacerdotes facilius in officio contineantur, opportunas poenas constituant quibus afficientur si scandalum dederint, vel si quoquo modo aliquod egerint, quod sacerdotali munere indignum sit. *c)* Comminari etiam possunt suspensionem ipso facto incurrendam si publica theatra, cinematographia, ludos saltatorios ceteraque hujusmodi spectacula profana adeant, vel si talarem vestem deponant. *d)* Denique poenis, ad sacrorum canonum normam, hos ecclesiasticos reapse multent, si hujusmodi praescriptis ceterisque Ecclesiae legibus non obtemperaverint. *e)* Propriae istorum ecclesiasticorum curiae rem diligenter referant, et, si opus fuerint, Sacrae etiam huic Congregationi.

7. Hac in causa, etiam quoad religiosos, Ordinarii invigilent, poenasque, si deliquerint, ad sacrorum canonum normam decernant, eosque superioribus majoribus denuntient.

26. — 3° Offices ecclésiastiques (cc. 145-195).

A. *Provision des offices ecclésiastiques* (c. 180, § 1). — 1. Concurrente postulatione cum electione, si in primo, altero, et tertio scrutinio suffragia dividuntur inter postulatum et eligibilem, atque nec postulatus duas tertias partes suffragiorum obtinuerit, nec eligibilis majoritatem absolutam, sed relativam tantum, hic valide electus est in tertio scrutinio majoritate relativa, excluso postulato. Com. Int., 1 jul. 1922, A. A. S., XIV, 406.

2. Si plures sunt eligibiles, valide electus est qui inter eligendos obtinuit majoritatem relativam, excluso hoc quoque in casu postulato. Com. Int., 1 jul. 1922, A. A. S., XIV, 406.

3. Voir au c. 507, une réponse relative au c. 162.

B. *Renonciation à un office ecclésiastique* (cc. 189-191). — 1. Ordinarius renuntiationem valide acceptare potest, elapso jam integro mense a renuntiatione facta, quin nova intercesserit resignatio, nisi resigna-

tarius, ante acceptationem renuntiationis, renuntiationem Ordinario exhibitam revocaverit, et revocationem Ordinario significaverit. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 526.

2. Resignans renuntiationem revocare valet ante acceptationem. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 527.

3. Voir au c. 1429.

27. — 4° **De la juridiction.** — A. *Délégation de la juridiction pour la confession* (c. **199**, § **4**). Voir au c. 874, § 1.

B. *Communication du pouvoir de bénir, d'indulgencier* (c. **210**). Voir au c. 349, § 1 (n. 39, in fine).

Section II.

DES CLERCS EN PARTICULIER
(cc. 215-486)

Cette section comprend deux titres (VII et VIII : Du pouvoir suprême dans l'Église, et de ceux qui y participent de droit ecclésiastique (tit. VII); du pouvoir épiscopal et de ceux qui y participent (tit. VIII). Ces deux titres sont précédés de quelques canons préliminaires sur les divisions du territoire ecclésiastique.

Préambule :
Divisions du territoire ecclésiastique.

28. — 1° La Consistoriale, dans une déclaration du 1er août 1919 concernant surtout les diocèses soumis autrefois à la Propagande, a insisté sur la nécessité d'appeler paroisses (et non quasi-paroisses ou missions) les divisions diocésaines auxquelles sont proposés des pasteurs particuliers. Le même document rappelle les conditions nécessaires à l'érection des paroisses, et les conséquences juridiques de cette érection. Rien n'empêche, ajoute-t-il, d'avoir à l'intérieur de ces paroisses des chapelles de secours.

Ex dioecesibus, quae ante Constitutionem « Sapienti consilio » (diei 29 jun. 1908, A. A. S., I, 7) jurisdictioni S. C. de Propaganda Fide subjiciebantur, postea vero in jus

commune traductae sunt, nonnulla dubia fuerunt proposita circa naturam paroeciarum seu missionum et circa jura atque officia rectorum earundem. S. Congr. haec in re censuit declaranda.

I. Ex can. 216 Codicis indubium est, partes dioecesium ut supra, quibus peculiaris rector pro animarum cura sit adsignatus, uti *paroecias* in posterum haberi atque eo nomine appellari debere; reservata appellatione quasi-paroeciarum vel missionum partibus in quas, pro cura animarum, dividuntur Vicariatus Apostolici et Apostolicae Praefecturae.

II. Ad constituendas paroecias requiritur quidem Ordinarii decretum, per quod territorii fines, sedes paroecialis et dos tam pro cultu quam pro sacerdotis sustentatione determinentur; necesse tamen non est inamovibilitatem rectori assignari : quin imo, si justae adsunt causae, amovibilitas in ipso creationis decreto declarari potest, juxta canones 1411, § 4, 454, § 3 et 1438.

III. Quod si exiguus aut fluctuans fidelium numerus, vel absoluta congruae dotis carentia erectionem quarundam ecclesiarum in paroecias minime suadeant; hujusmodi ecclesiae uti subsidiariae vel capellaniae habeantur intra fines alicujus paroeciae, cujus in ditione ac dependentia manebunt, donec paroecialitatem propriam assequi poterunt.

IV. In constituenda erigendarum paroeciarum dote prae oculis habeantur quae in Codice statuuntur, can. 1409, 1410 et 1415, § 3.

V. Erectione porro, uti supra, canonice peracta, rector paroeciae, sive parochus, sive vicarius oeconomus, obligatione tenetur applicandae Missae pro populo; a qua eximuntur rectores ecclesiae subsidiariae vel capellaniae. Quod quidem onus si nimis grave reperiatur, ad S. Sedem recurrendum erit pro opportuna reductione. C. Consist., 1 aug. 1919, A. A. S., XI, 346.

Voir au canon 1409 l'Instruction de la Propagande du 25 juillet 1920 sur l'érection des quasi-paroisses dans les Vicariats et Préfectures Apostoliques, et celle du 9 décembre 1920 sur les limites paroissiales dans les diocèses soumis à la Propagande (A. A. S., XII, 331-333; XIII, 17-18).

29. — 2° *Paroisses nationales.* — Le 20 mai 1923, la commission d'interprétation du Code a déclaré qu'il fallait un indult apostolique pour ériger des paroisses exclusivement destinées aux fidèles parlant une langue déterminée, même si un territoire distinct est assigné à cette paroisse.

In regionibus mixtae linguae, quae politice Statum unicum efformant, sed diversis utuntur linguis officialibus, requiritur, vi c. 216, § 4, indultum apostolicum ad erigendam paroeciam exclusive destinatam fidelibus determinati sermonis seu linguae, etiamsi haec determinata lingua sit una ex linguis officialibus ejusdem nationis et paroecia erigenda suam distinctam habeat partem territorialem in dioecesi. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 113.

3° Le 14 juillet 1922, la commission d'interprétation a insisté pour qu'on ne s'écarte sous aucun prétexte de la règle posée par le can. 460 : un seul curé pour une même paroisse. — Quant aux limites des paroisses, l'Évêque peut les changer sans recourir au Saint-Siège (C. Conc., 15 janv. 1922).

Can. 460, § 2 non applicatur dumtaxat ad paroecias erigendas post promulgationem Codicis; sed etiam ad paroecias jam erectas, etiam paroeciis in quibus pluralitas parochorum inducta est non consuetudine aut privilegio, sed legitimo statuto. Pro applicatione vero canonis ad casus particulares, recurrendum est ad C. Concilii. Com. Int., 14 juill. 1922, A. A. S., XIV, 527.

Ordinario loci absque beneplacito Apostolico competit dismembratio paroeciarum in casu. C. Conc., 15 janv. 1922, A. A. S., XIV, 229-233.

TITRE VII

Du pouvoir suprême et de ceux qui y participent (cc. 218-328).

CHAPITRE I

Du Souverain Pontife (cc. 218-220).

30. — 1° Le motu proprio de Pie XI *Cum proximè* du 1er mars 1922 (A. A. S., XIV, 145-146) a modifié la législation du Conclave sur plusieurs points : *a*) Le délai de dix jours fixé pour l'ouverture du Conclave est étendu à quinze jours pleins, avec faculté pour le Sacré-Collège de le prolonger encore de deux ou trois jours, afin de permettre l'arrivée des cardinaux étrangers; mais en aucun cas il ne devra s'écouler plus de dix-huit jours entre la mort du Pape et l'ouverture du Conclave. — *b*) Au lieu de deux conclavistes, les cardinaux pourront n'en avoir qu'un seul, qui pourra être un laïc. — *c*) Chaque cardinal pourra célébrer sa messe privée; s'il ne célèbre pas, il devra communier à la messe habituelle.

2° Un autre motu proprio (12 mars 1922) a accordé aux clercs conclavistes de 1922 un certain nombre de faveurs et privilèges (A. A. S., XIV, 177-182).

CHAPITRE IV

De la Curie Romaine (cc. 242-264).

31. — 1° Dans l'organisation des Congrégations romaines, il y a surtout à signaler, depuis le Code, une lettre du Pape au Cardinal Secrétaire d'État (5 juillet 1925) sur la *constitution et la compétence de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires* (c. **255**) : dans tous les cas où le droit de regard est concédé à un gouvernement, dit cette lettre, c'est à cette Congrégation de faire les nominations épiscopales. En conséquence les cardinaux secrétaires du Saint-Office et de la Consistoriale en feront partie de droit, ainsi que les cardinaux préfets de la Chancellerie et de la Daterie, et tous les membres et officiers de cette Congrégation seront tenus par un serment spécial au secret du Saint-Office. De plus, le Pape donne comme préfet à cette Congrégation le Cardinal Secrétaire d'Etat. A. A. S., XVIII, 89.

2° De nombreux doutes de compétence, concernant les Congrégations romaines, ont également été tranchés par la Commission spéciale prévue au c. 245 (24 mars 1919; 13 et 27 nov. 1922).

A. Cong. *Consistorialis* (c. **248**) (et non Cong. Concilii) competens est circa ea quae respiciunt : erectionem et suppressionem unius vel alterius dignitatis in Capitulis constitutis; reditus et bona ad mensas episcopales spectantia. Com. Sp., 13 et 27 nov. 1922. A. A. S., XV, 39-40.

B. Ad Cong. *de Sacramentis* (c. **249**) (et non ad Cong. de Religiosis) pertinet decernere quae respiciunt obligationes Ordinibus majoribus adnexas vel validitatem sacrae Ordinationis, quoad sodales religiosos, ad normam c. 1993. Com. Sp., 13 et 27 nov. 1922. A. A. S., XV, 39.

C. Cong. *Concilii* (c. **250**) (et non Cong. Consistorialis)

competens est ad decernendum circa ea quae respiciunt : sacerdotes sive alumnos sive magistros in scholis laïcalibus : associationes inter clerum earumque foederationem. Haec tamen, in iis quae respiciunt associationes vel earum foederationes inter clerum alicujus nationis universae, informationem petere a Cong. Consistoriali ne omittat. Com. Spec., 13 et 27 nov. 1922, A. A. S., XV, 39.

D. Ad Cong. *de Religiosis* (**c. 251**) (et non ad Cong. de Sacramentis) pertinet facultas concedendi religiosis dispensationem super lege jejunii eucharistici ad sacram synaxim recipiendam. Com. Spec., 13 et 27 nov. 1922, A. A. S., XV, 39. — Ad eamdem Cong. de Religiosis pertinent :

a) Omnes quaestiones seu instantiae quae attingunt aliquod jus, aut commodum (seu interesse) alicujus familiae religiosae aut sodalium religiosorum, in sensu tamen c. 251.

b) Concedere, servatis consuetis normis, sanationes et condonationes quoad praeteritum, et reductiones quoad futurum relatè ad capellanias et alia legata, quae, licet concredita non sint Ordini aut familiae religiosae, qua talis, erecta tamen aut translata reperiuntur in ecclesia religiosorum, quoadusque legatorum administratio et adimplementum concredita sint Religiosis.

c) Dispensare religiosos ad ordines sacros sive ex defectu aetatis, sive ab irregularitate, sive quoad alias conditiones quae ad conferendos Ordines requiruntur, sive quod ad studia pertinet quae sacris ordinationibus sunt praemittenda.

d) Dispensare religiosos qui, propter morbum vel alia de causa, a Missae celebratione physice vel moraliter impediuntur, veluti si pedibus consistere non valeant. Com. Spec., 24 mars 1919, A. A. S., XI, 251.

E. Ad Cong. *de Seminariis et Studiorum Universitatibus* (**c. 256**) (et non ad Cong. Concilii) pertinet concessio facultatis alienandi bona quae spectant ad Seminaria dioecesana. Com. Sp., 13 et 27 nov. 1922, A. A. S., XV, 40.

32. — 3° *La commission d'interprétation du Code*, le 9 déc. 1917 (A. A. S., XI, 480), a décidé de ne répondre qu'aux questions qui lui seraient posées par

les Ordinaires, par les Supérieurs majeurs des Ordres et des Congrégations religieuses, etc., mais non à celles qui lui seraient posées par des particuliers, à moins qu'ils ne passent par l'intermédiaire de leur propre Ordinaire. Lorsqu'il s'agit de questions faciles ou de peu d'importance, le Cardinal président de la Commission pourra les résoudre lui-même.

4° *L'institut pontifical oriental* a été autorisé à conférer des doctorats dans les sciences ecclésiastiques qui se rapportent aux chrétiens orientaux (25 sept. 1920). Créé par Benoît XV le 15 octobre 1917 [1], cet Institut ouvrit ses cours en décembre 1918 dans le voisinage du Vatican. Mais l'expérience ayant montré qu'on était trop éloigné du centre de la ville, Pie XI le transféra (14 sept. 1922) dans l'immeuble de l'Institut Biblique, et le confia à la Compagnie de Jésus : c'est le P. d'Herbigny depuis consacré évêque, qui en fut alors nommé président.

5° Le 22 novembre 1922, l'*École supérieure de chant grégorien et de musique sacrée,* ouverte en principe au clergé de tout l'univers, mais recevant aussi des laïcs (49, via San Luigi dei Francesi), a été placée sous la dépendance immédiate du Saint-Siège, et autorisée à conférer la licence et le doctorat en chant grégorien et en musique (composition et exécution sur l'orgue).

6° *La commission pontificale d'archéologie sacrée* a été réorganisée par un motu proprio du 11 décembre 1925 qui a créé en même temps un Institut Pontifical d'archéologie chrétienne. Les *Acta,* en publiant ce document (XVII, p. 619-624), l'ont fait suivre du règlement de l'Institut (p. 630-633).

7° Le *Studio* auprès de la Congrégation du Concile

1. Motu proprio *Orientis catholici*, A. A. S., IX, 531-533.

a été rétabli par un décret du 11 nov. 1919 (A. A. S., XI, 463) et le règlement de ce Studio (15 déc. 1919) a paru aux *Acta Apostolicae Sedis*, XII, 50-51.

8° Dans la province romaine, l'évêque suburbicaire de Sabine s'appellera désormais de Sabine et Poggio-Mirteto. Const. Apost. *Suburbicariae*, 3 juin 1925, A. A. S., XVIII, 36-37.

CHAPITRE V

Des légats du Souverain Pontife (cc. 265-270).

Les pouvoirs accordés par le Pape aux nonces, internonces et délégués apostoliques, ont été publiés par le P. Vermeersch dans son *Epitome*, t. I, p. 359-367; par N. Hilling, dans son *Supplementum Codicis*, p. 26-40; par Arregui, 7e éd., p. 601-607.

CHAPITRE VI

Conciles pléniers et provinciaux (cc. 281-292).

1° La Congrégation du Concile a eu à approuver les actes et décrets du Concile plénier des évêques de Sicile (9 mai 1921) et du Concile provincial de Tours (18 juill. 1923). — Voir aussi au c. 106.

33. — 2° La Consistoriale a également publié un décret pour réglementer la tenue des Conciles pléniers régionaux qui tiennent lieu dans la plus grande partie de l'Italie des conciles provinciaux proprement dits (15 fév. 1919, A. A. S., XI, 72-74).

1. Incolumi conciliorum provincialium lege pro provinciis Veneta, Mediolanensi, Vercellensi, Taurinensi ac Ja-

nuensi; itemque sartis juribus metropoliticis Romani Pontificis in Romana provincia secundum sacros canones; in ceteris Italiae regionibus, provincialium Conciliorum loco, ex praescripto can. 283 Codicis quovis vicennio celebrandorum, habebuntur vicesimo pariter quoque anno Concilia plenaria per regiones ad normam can. 281, 282, 287 et seqq. juxta praesentis decreti praescriptiones.

2. Regiones in quibus, Conciliorum provincialium loco, Concilia plenaria regionalia habenda erunt, sequentia sunt quarum nomina ad clariorem indicationem, vulgari sermone efferuntur : Emilia, Romagna, Toscana, Umbria, Marche, Abruzzi e Molise, Beneventano, Campania, Salernitano, Basilicata, Puglie, Calabria, Sicilia, Sardegna; quae vero Dioeceses censendae sint ad singulas hasce regiones pro Conciliorum celebratione pertinere, peculiari decreto definietur.

3. Pro dioecesibus Latii (prout hoc nomen nunc temporis audit) peculiares dispositiones Sanctitas Sua sibi impertiendas reservat.

4. In Episcoporum coetibus, vulgo *Conferenze*, qui ad normam can. 292 Codicis, quovis quinquennio cogendi sunt, quique jam in Italia per regiones habentur, is qui praeerit prima sequenti vice, sicque pariter in ceteris secuturis conventibus, antequam vicennium impleatur pro regionali comitio constitutum, Patribus discutiendum proponet quando debeat et possit primum plenarium regionale Concilium celebrari; tum vero, ad praescriptum can. 281, Summum Pontificem postulabit ut Sanctitati Suae designare placeat legatum suum ad Concilium convocandum eique praesidendum.

5. Omnia vero quae, pro celebratione Conciliorum plenariorum regionalium, superius statuta sunt, nullimode detrahunt neve detrahere censeantur praescripto can. 285 circa appellationes a sententiis primae instantiae ad tribunal secundae instantiae.

Permittitur tamen Episcopis, qui Sedi Apostolicae sint immediate subjecti, ut pro appellationibus sibi deligant Archiepiscopum viciniorem etsi provincia propria carentem, itemque his Archiepiscopis ut designent pro appellationibus Ordinarium viciniorem, quem opportunius eligendum censuerint.

Qua in re, cum a plerisque Romanae provinciae Episcopis expetitum fuerit ut speciale tribunal secundae instantiae Romae pro suis dioecesibus constitueretur, Sanctissimus Pater, ob adductas rationes, petitioni annuendum duxit, ac praesenti decreto destinat ad hunc finem tribunal Vicariatus Urbis, salvo semper recursu tertiae instantiae, si et quando haberi quiverit, ad sacram Romanam Rotam.

Par application du présent décret (n. 2), la Congrégation Consistoriale a envoyé aux évêques d'Italie une lettre circulaire[1] leur demandant de se grouper, pour la célébration des conciles régionaux, suivant les provinces civiles, exception faite des deux provinces du Piémont où la célébration d'un seul concile est laissée au gré des évêques. Ces provinces civiles ne coïncidant pas avec les provinces ecclésiastiques (sauf pour la Venétie, la Lombardie et la Ligurie), cette circulaire indique pour chacune des 15 autres provinces civiles, comment doit se faire le groupement des diocèses. A. A. S., XI, 175-177.

CHAPITRE VIII

Vicaires et Préfets apostoliques (cc. 293-311).

34. — Nous n'avons signalé aucun livre spécial, postérieur au Code, sur le Pape, les cardinaux, la Curie romaine. Pour les pays de missions, on consultera utilement le *Manuel des missions catholiques* du P. Arens, S. J., in-8° de VII-490 pp., Editions du Museum Lessianum (Paris, Castermann), 1926, comme aussi les ouvrages suivants : E. J. Winslow, *Vicars and Prefects Apostolic*, Mary Knoll, Catholics Missio-

1. En date du 22 mars 1919.

nary Society, 1924, in-8° de IV-148 pp. ; le *Jus missionarium*, t. I (in-8° de XVI-544 pp., Kaldenkirchen, Imprimerie des missions, 1925), du Père TH. GRENTRUP ; le *Directorium ad usum missionariorum* (2e éd., in-8° de 454 pp., Bruges, Desclée, 1921) de C. A. BOURY ; et plusieurs commentaires des cinq Formules de pouvoirs accordés par la Propagande aux Ordinaires des Missions : A. VERMEERSCH (in-8° de 106 pp., Bruges, Beyaert, 1923) ; A. IGLESIAS (in-8° de 148 pp., Turin, Marietti, 1923) ; C. VROMANT (in-8° de VI-166 pp., Bruges, Beyaert, 1926). — Voir également au n. 116, not. 1.

On trouvera ces formules dans le 1er volume de l'*Epitome* du P. VERMEERSCH, p. 367-392. N. HILLING, dans son *Codicis juris canonici supplementum*, n'a publié que la formula 3a major, p. 54-68.

Benoît XV, en sept ans (1914-1921), a érigé 30 vicariats apostoliques, et 9 préfectures. D'après les calculs de l'*Annuaire pontifical de 1927*, Pie XI en aurait érigé 62 (25 vicariats et 37 préfectures) depuis le début de son pontificat. Il y a eu, sous ces deux pontificats, surtout dans les pays de missions, un accroissement de la hiérarchie comme on n'en avait rarement et peut-être jamais vu : la propagation de la foi dans les pays païens a été en effet l'une des préoccupations dominantes de Benoît XV et de Pie XI.

35. — Comme documents émanés de la Propagande et intéressant l'administration des pays de missions, signalons surtout, en dehors des formules des pouvoirs accordés depuis 1920 aux Ordinaires des pays de missions : une longue lettre du 20 mai 1923, A. A. S., XV, 369[1] ; le nouveau questionnaire, corrigeant celui du 1er juin 1877, auquel auront à répondre, dans leur

1. Cette lettre est en italien.

rapport quinquennal au Saint-Siège, les Supérieurs de Missions. Ce dernier document est du 16 avril 1922, et occupe 20 pages des *Acta* (XIV, 287-307). Méritent aussi d'être mentionnées : la lettre du 29 septembre 1919, rappelant à tous les évêques du monde catholique l'obligation de faire chaque année, en la fête de l'Epiphanie, la quête prescrite par Léon XIII en faveur des Missions d'Afrique ; la lettre du 8 décembre 1919 accordant aux Vicaires et Préfets Apostoliques la faculté de nommer un Vicaire Délégué jouissant des mêmes pouvoirs que le Vicaire général des évêques [1] ; l'Instruction du 25 juillet 1920 sur l'érection des quasi-paroisses dans les Vicariats et Préfectures Apostoliques ; celle du 9 décembre 1920 sur les limites paroissiales dans les diocèses soumis à la Propagande [2] ; le décret du 16 janvier 1924 révoquant le privilège de préséance accordé au titre de Missionnaire Apostolique ; les approbations définitives accordées aux Constitutions de diverses Sociétés de Missionnaires (v. g. Pères Blancs, le 21 avril 1921 ; Société de S.-Pierre Claver, 18 déc. 1920, etc.) ; l'érection de nouveaux collèges de missions (S.-Alexis de Falconieri, à Rome, 25 janv. 1921), etc.

C. 294 et 308. — Voir au c. 2.

C. 309. — Lettre du 8 décembre 1919, accordant aux Vicaires et Préfets Apostoliques la faculté de se nommer un *Vicaire Délégué.*

Juxta c. 198, Vicariis et Praefectis Apostolicis jus non competit sibi eligendi *Vicarium Generalem* sicut fas est Episcopis residentialibus ; sed ipsis potestas tantum est

1. Reproduite ci-dessous. Voir au c. 309.
2. Ces deux dernières instructions seront reproduites au canon 1409.

nominandi, cum muneribus in singulis casibus determinandis, *delegatum* qui etiam alius esse potest quam provicarius, de quo in c. 309.

Sed cum, ex alia parte, opportunum videatur Superiores Missionum auctoritate pollere sibi deligendi aliquem vicarium qui practice eadem gaudeat jurisdictione quam jus canonicum Vicariis Generalibus tribuit, non exclusa habituali potestate exsecutioni mandandi rescripta pontificia atque utendi iisdem peculiaribus facultatibus quas haec S. C. Ordinariis locorum communicat, SS. D. N. Ben. XV in audientia habita ab infrascripto Cardinali Praefecto S. C. de Propaganda Fide die 6 nov. an. 1919, haec in bonum Missionum sua benignitate concessit :

I. Sanavit nullitatem actuum jurisdictionis positorum ab illis missionariis qui forsan ut vere Vicarios Generales se gesserunt.

II. Elargitus est Ordinariis missionum potestatem nominandi *Vicarium Delegatum*, si eo indigeant, cui practice concessa sit omnis jurisdictio in spiritualibus et temporalibus, qua ex Codice uti potest Vicarius generalis in dioecesi.

Ex hac concessione omnibus Superioribus Missionum facta, nunc tu poteris Vicarium Delegatum nominare, qui gaudeat omnibus facultatibus Vicario generali tributis ad normam c. 368, § 1, 2° (cf. c. 66).

De numero autem et de officio Vicariorum delegatorum in unaquaque Missione eadem valeant quae de Vicario generali in Codice statuta sunt (cc. 366 sqq.). Litt. 8 déc. 1919, A. A. S., XII, 120.

C. 322. — Voir au c. 349.

TITRE VIII

Du pouvoir épiscopal et de ceux qui y participent (cc. 329-486).

36. — Les droits et devoirs des Ordinaires ont été exposés par Bevilacqua, *De Episcopi seu Ordinarii ex novo Codice canonico juribus et obligationibus,* in-8° de viii-425 pp., Rome, Pustet, 1921, et par Ch. Augustine, *Rights and duties of Ordinaries*, in-12° de vi-542 pp., Saint-Louis (États-Unis), Herder, 1924. La thèse de E. Fournier sur *Les Origines du vicaire général* (in-8° de 153 pp., Paris, Picard, 1922) a été vivement discutée, mais elle paraît solidement établie. Sur la curie diocésaine, S. d'Angelo a publié en italien *La curia diocesana a norma del Codice di Diritto canonico,* t. I, Organizazione-ordinamento (in-8° de viii-126 pp., Giarre, P. Lisi, 1924). C'est un bon commentaire des canons 363-380 et 1572-1593. L'auteur annonce en latin sur le même sujet une étude plus développée [1]. Ce sont aussi surtout les canons 1572-1593 que commente H.-F. Dugau dans sa thèse sur *The Judiciary department of the diocesan curia* (in-8° de 87 pp., Washington, Université catholique, 1925). La législation du synode diocésain

1. Du même auteur, il y a d'autres ouvrages sur la Visite pastorale, le Synode diocésain, etc. Voir ceux que je signale plus bas sur les Curés.

est étudiée dans M. Pistocchi, *De Synodo dioecesana* (in-12 de 53 pp., Turin, Marietti, 1922).

Pour le traité des curés, on peut difficilement se contenter de Wernz-Vidal (27 pages) ou de Hilling (7 pages), mais en dehors des livres pratiques déjà signalés au n. 7 (Laurent, Michel, Bargilliat, Buvée), on consultera J. Rossi, *De paroecia* (in-8° de viii-326 pp., Rome, Pustet, 1923); L. Fanfani, *De jure parochorum* (in-8° de xxiv-462 pp., Turin, Marietti, 1924) et même, bien que visant surtout l'Italie, les trois volumes de Mgr Sosio d'Angelo sur *Parocco e Parocchia nel Codice di Diritto canonico :* 1er vol., Nomina del parocco, Esame, Concorso (in-8° de viii-182 pp.); 2e vol., Doveri e Diritti communi (in-8° de xvi-140 pp.); 3e vol., Doveri e Diritti specifici (in-8° de viii-120 pp.), Giarre (Sicile), P. Lisi, 1922-24. Ces volumes font partie d'une collection *Biblioteca canonico-giuridico-pastorale,* qui a pour but de donner un commentaire simple et scientifique des dispositions récentes du droit canonique et des lois portées par l'État italien en matière de culte. Une sérieuse monographie historique a été consacrée aux Vicaires : D. Lindner, *Die Anstellung der Hilfpriester,* in-8° de viii-158 pp., Kempten, Kösel et Pustet, 1924.

Voici maintenant, classées suivant l'ordre du Code, les différentes réponses ou décisions romaines parues depuis 1917.

CHAPITRE I

Des évêques (cc. 329-349).

37. — A. Nomination des évêques (c. 329). — 1. Différents décrets de la Consistoriale ont réglementé les nominations épiscopales, ou plus exacte-

ment la désignation des prêtres proposés pour l'épiscopat : au Canada et aux îles de Terre-Neuve (19 mars 1919, A. A. S., XI, 124-128), en Écosse (20 nov. 1920, A. A. S., XIII, 13), au Brésil (19 mars 1921, A. A. S., XIII, 222), au Mexique (30 avril 1921, A. A. S., XIII, 379), et en Pologne pour les sièges de rite latin (20 août 1921, A. A. S., XIII, 430).

2. Un décret général du 29 février 1924 a également aboli dans l'Eglise entière l'interrogatoire solennel de deux témoins sur la dignité et l'idonéité des évêques nommés : cette formalité prescrite en 1591 par Urbain VIII et déjà supprimée en beaucoup de lieux par le Saint-Siège n'avait plus de raison d'être ; seule subsistera désormais l'enquête secrète à faire suivant les règles établies pour chaque pays.

« Mutatis temporum adjunctis, et ad promovendorum idoneitatem et dignitatem agnoscendam suffecta praevia inquisitione secreta, solemnis duorum testium interrogatio... supervacanea visa est. » En conséquence : « Firma inquisitione secreta juxta leges in singulis regionibus aut locis statutae quae accuratissime erit semper perficienda, vetus duorum testium interrogatio [quam in sua Instructione particulari, die 15 mai. 1591, Urbanus PP. VIII statuit] cesset nec amplius locum habeat. » C. Cons., 29 fév. 1924, A. A. S., 1924, 160-161.

3. Pour la France, les évêques de Metz et Strasbourg sont nommés conformément au concordat de 1801, par le Président de la République, et canoniquement institués par le Pape ; et il résulte d'une note officielle de la Secrétairerie d'Etat (mai 1921) que « la Secrétairerie d'Etat devra désormais s'occuper de la promotion des évêques de France » et que « c'est au Cardinal Secrétaire d'Etat qu'il appartient d'interroger S. E. l'Ambassadeur Français si le

gouvernement a quelque chose à dire au point de vue politique contre le candidat choisi[1] ».

Dans une lettre du 21 mars 1920, Benoît XV a déclaré qu'en reconnaissance de tout ce que l'Ordre bénédictin a fait pour la cause catholique en Angleterre depuis saint Grégoire le Grand, le Saint-Siège aura soin qu'il y ait toujours un fils de saint Benoît au nombre des évêques anglais.

38. — B. **Obligations des évêques.** — *a*) *Messe pro populo* (**c. 339**). — Quoad festa suppressa, de quibus in cc. 339 et 466, in quibus nempe ab Episcopis et Parochis applicanda est Missa pro populo sibi commisso, nihil per Codicem immutatum est a disciplina huc usque vigente. Com. Int., 17 fév. 1918, A. A. S., X, 170. Le 28 décembre 1919 (A. A. S., XII, 42) la Cong. du Concile a publié la liste officielle de ces fêtes *supprimées* auxquelles reste attachée, pour les évêques (c. 339) et les curés (c. 466), l'obligation de la messe pro populo : lundi et mardi de Pâques; lundi et mardi de la Pentecôte; Invention de la Sainte Croix (3 mai); Purification de la Sainte Vierge (2 fév.); Annonciation (25 mars); Nativité de la Sainte Vierge (8 sept.); saint Michel (29 sept.); saint Jean-

1. Cette note a été publiée par V. Martin, dans la *Revue des Sciences Religieuses* (de Strasbourg), avril 1921, p. 249. « Il convient d'ajouter que la pratique diffère tant soit peu des termes de l'accord. La démarche n'est pas faite à Rome par le cardinal secrétaire d'Etat auprès de l'Ambassadeur de France; elle est faite à Paris par le nonce auprès du Ministre des Affaires Étrangères. » De plus, « les décrets de nomination ne sont pas officiellement publiés par la Secrétairerie d'Etat ou la Congrégation des Affaires extraordinaires. Ils paraissent sous la rubrique des Actes de la Consistoriale ». — Depuis la lettre de Pie XI du 5 juillet 1925, citée au n. 31, « dans tous les cas où le droit de regard est concédé à un gouvernement, c'est à la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires de faire les nominations épiscopales ».

Baptiste (24 juin); Fêtes des saints Apôtres André (29 nov.), Jacques (25 juill.), Jean (27 déc.), Thomas (21 déc.), Philippe et Jacques (1er mai), Barthélemy (24 août), Matthieu (21 sept.), Simon et Jude (28 oct.), Matthias (24 fév.); saint Etienne (26 déc.); saints Innocents (28 déc.); saint Laurent (10 août); saint Silvestre (31 déc.); sainte Anne (26 juill.); le Patron du Royaume; le patron du lieu. — A ces fêtes supprimées il faut ajouter les dimanches et les dix fêtes actuellement de précepte dans l'Église universelle (c. 1247) pour avoir la liste complète des jours où la messe pro populo est obligatoire pour les évêques et les curés.

b) *Visite ad limina* (**c. 340**). — Un nouveau questionnaire en 100 articles, auquel doit répondre le rapport des évêques lors de leur visite *ad limina,* a été publié par la Consistoriale le 4 novembre 1918, A. A. S., X, 487. Il remplace le questionnaire du 31 décembre 1909, A. A. S., II, 13 ssq. On le trouvera aussi dans N. Hilling, *Codicis Juris Canonici Supplementum,* p. 68-92. Il mériterait qu'un canoniste lui consacrât quelques volumes de commentaires, comme l'avaient fait Lucidi, *De visitatione sacrorum liminum*, pour l'instruction de 1725, et F. M. Cappello, *De visitatione ss. Liminum et Dioeceseon ac de relatione S. Sedi exhibenda,* pour le questionnaire de 1909.

39. — C. **Privilèges des évêques** (**c. 349**). — Sur les privilèges, insignes et fonctions des évêques, la Congrégation des Rites a eu à résoudre une trentaine de questions (26 nov. 1919, A. A. S., XII, 177-182) et un Monitum du Préfet des Cérémonies Apostoliques a fixé aux Prélats le costume qu'ils devaient prendre en 1920 aux cérémonies solennelles de cano-

nisations (8 mars 1920, A. A. S., XII, 115). Un motu proprio du 25 avril 1920 (A. A. S., XII, 149) a prescrit aux évêques réguliers l'usage du rochet; ils seront donc habillés désormais comme les évêques séculiers : rien n'est modifié cependant en ce qui concerne la qualité et la couleur de leurs vêtements. Pour le costume de chœur des évêques auxiliaires, voir la cause *Olomucen.*, du 20 juin 1925 (A. A. S., XVII, 538); et pour la récitation de l'office divin par l'évêque assistant aux offices solennels, la cause *Lincien.*, du 9 juillet 1921 (A. A. S., XIII, 477).

Le 19 juin 1921, mandat général a été donné à tous les évêques du monde catholique pour procéder à la bénédiction solennelle des Abbés de l'Ordre de Saint-Benoît (A. A. S., XIII, 416)[1].

Le privilège du pallium a été accordé aux évêques de Chartres (15 nov. 1917), de Tarbes et Lourdes (8 déc. 1917), et de Soissons (1er mars 1923); l'archevêque d'Albi s'appellera désormais (17 fév. 1922) archevêque d'Albi, Castres et Lavaur, en mémoire de ces deux sièges épiscopaux supprimés lors du Concordat de 1801.

L'évêque de Lausanne et Genève ajoutera à ces deux noms celui de Fribourg (17 oct. 1924) où la même constitution pontificale érige une cathédrale et un chapitre (document très intéressant pour les canonistes).

Non licet Episcopis communicare habitualiter presbyteris suae ditionis, facultatem benedicendi Rosaria, etc., de qua in c. 349, § 1, n. 1, cum Indulgentiarum applicatione (S. Pen., 18 jul. 1919), et ne quidem per modum actus (S. Pen., 10 nov. 1926). A. A. S., XI, 332; XVIII, 500. — Voir au c. 368.

1. Un privilège semblable, perpétuel, a été accordé le 13 décembre 1921 à l'abbé *nullius* de Saint-Martin de Pannonie, pour bénir les abbés bénédictins de la province hongroise.

CHAPITRE IV

De la Curie diocésaine (cc. 363-390).

40. — C. 368. — Facultates et privilegia de quibus in c. 349, § 1, n. 1 (v. g. benedicendi Rosaria, cum Indulgentiarum applicatione, cf. c. 239, § 1, n. 5) non competunt Vicario Generali. S. Pen., 18 jul. 1919 et 10 nov. 1926, A. A. S., XI, 332; XVIII, 500.

C. 370. — Deux décisions de la Cong. du Concile ont affirmé le droit de préséance du Vicaire Général même non chanoine sur tous les chanoines et dignités, même au chœur et dans les actes capitulaires. C. Conc., 17 mai 1919, A. A. S., XI, 349; 15 déc. 1923, A. A. S., XVI, 371. Voir au c. 22.

Après le motu proprio de Pie XI, du 20 avril 1923, décidant d'unifier les indults quinquennaux jusque-là accordés aux Ordinaires par différentes congrégations, et d'en faire un indult unique qui leur serait remis par la Consistoriale (A. A. S., XV, 193), de nouvelles formules ont été rédigées qui méritent toute l'attention des canonistes. On les trouvera dans le P. Vermeersch, *Epitome*, t. II, Appendice, p. 499-505. Nous signalons aussi les *Normae de Taxis* qui les terminent : on les rapprochera utilement de la cause du 11 décembre 1920 (A. A. S., XIII, 350).

CHAPITRE V

Des chapitres de chanoines (cc. 391-422).

41. — Nous avons signalé (n. 39) à l'attention des canonistes la constitution apostolique érigeant le cha-

pitre cathédral de Fribourg (17 oct. 1924). Les réponses romaines concernent les chanoines jubilaires (16 oct. 1919), la suppression par le Code du droit d'option (16 oct. 1919; 24 nov. 1920; voir Conc., 9 juin 1923), et du droit de présentation (Conc., 12 nov. 1921; 10 juin 1922; 10 fév. 1923); celle du droit de vote des bénéficiers ou *mansionarii* non chanoines (24 nov. 1920), etc. D'autres précisent les droits des *legitime absentes* aux fruits de la prébende ou aux distributions quotidiennes, et les peines encourues par les *illegitime absentes* (Conc., 10 juill. 1920; 15 janv. 1921); les droits du chanoine professeur au Séminaire (24 nov. 1920; 9 juill. 1921; 13 janv. et 9 juin 1923); le droit de l'Évêque de réclamer l'assistance de chanoines, conformément au canon 412 (9 fév. 1924), ou de déterminer les places au chœur suivant le droit (8 juill. 1922); l'application de la messe capitulaire (12 mars 1921); la majoration provisoire de traitement accordée aux chanoines par l'État italien (10 juill. 1925), etc.

C. 395, § 1-3. — 1° Vi hujus canonis, Episcopus tenetur pro quotidianis distributionibus, tam in Cathedralibus quam in Collegiatis, tertiam partem fructum separare, etiamsi in dictis ecclesiis distributiones chorales, quamvis tenues, originem repetant ex privilegio apostolico. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477. — Voir au c. 418, réponse 1.

2° La majoration provisoire de traitement accordée aux chanoines par l'Etat italien a donné lieu aux réponses suivantes, promulguées par un Décret de la Cong. du Concile, le 10 juil. 1925 (A. A. S., XVII, 381-382) :

1. Supplementum congruae canonicalis subest legi canonicae distributionum ad tramitem can. 395. Mens est : episcopus, quod spectat ad actualem separationem tertiae

partis supplementi et conversionem ejusdem in distributiones quotidianas, utatur jure et munere suo, ad normam can. 395, §§ 1 et 2.

2. Non est ab ea lege excipienda summa cumulata a die quo congruae supplementum decretum est (vulgo arrérages, arretrati). Sanctissimus tamen gratiam sanationis et condonationis concessit, celebratis una missa cum cantu, integro adstante capitulo, et una missa lecta per singulos canonicos.

3. Canonici et beneficiarii a civili auctoritate non recogniti, participare non debent de integro congruae supplemento, in Capitulis ubi viget systema massae communis, salvis contrariis capitularibus statutis vel consuetudinibus, sed potius de illa tantummodo parte quae sit ab episcopo assignata, sive pro distributionibus quotidianis sive inter praesentes, si pars fuerit ab episcopo in distributiones conversa.

4. Quota peculiariter assignata Dignitatibus et Officiis debet immitti in massam capitularem in capitulis ubi viget systema massae communis, non vero in capitulis ubi viget systema praebendarum separatarum.

5. Dignitates et Officia participare debent de parte sibi peculiariter assignata quae sit immissa in massam communem capitularem, proportione non minori ea quantitate quam percipiebant ante assignationem supplementi congruae.

6. Quota pars peculiariter assignata Dignitatibus et Officiis subest legi canonicae distributionum ad tramitem can. 395, §§ 1 et 2.

7. In capitulis ubi viget systema praebendarum separatarum, Dignitates et Officia inserviendo lucrantur de massa communi distributionum eam partem quae proportionaliter respondet ad id quod de tertia parte suae praebendae detractum est et in distributiones conversum.

C. 396, § 1. — Ad normam hujus canonis, Sedi Apostolicae reservatur collatio dignitatum etiamsi nullam praebendam, nulla emolumenta, aut valde exigua adnexa habent. Com. Int., 1er juill. 1922, A. A. S., XIV, 406. — Par application de ce canon, des lettres apostoliques ont érigé dans plusieurs chapitres de France

la dignité de Doyen, et en ont nommé le premier titulaire (v. g., à Autun, à Nevers, etc.).

C. 396, § 2. — Hujusmodi optio prohibetur etiam ubi viget ex speciali indulto apostolico. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477. — Prohibitio optionis intelligenda est non tantum quoad dignitates sed etiam quoad omnes canonicatus. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 573. — Voir la cause résolue par la Cong. du Concile le 9 juin 1923, A. A. S., XIV, 432-436.

C. 399. — Voir au c. 1377.

C. 400, § 3. — 1. Canonicus theologus ecclesiae cathedralis, qui, de Episcopi sui licentia, *abest a dioecesi* ut in Seminario regionali (regionis nempe ad quam pertinet dioecesis) theologiam, *stipendium accepturus*, doceat, non tenetur ponere suis expensis substitutum qui lectiones S. Scripturae habeat ad normam c. 400, § 3, et ipse lucratur distributiones quotidianas (non autem inter praesentes). C. Conc., 9 juil. 1921, A. A. S., XVI, 397-400.

2. Canonicus theologus ecclesiae cathedralis qui docet sacras disciplinas in Seminario interdioecesano juxta c. 400, § 3, et morari debet extra civitatem episcopalem, eximitur ab onere hebdomadarii et Missae conventualis, sub conditione tamen (in casu) tradendi Capitulo congruum stipendium pro Missa conventuali. Tempore autem feriarum scholasticarum, hac exemptione non fruitur, salvis peculiaribus indultis. C. Conc., 13 janv. 1923, A. A. S., XVII, 20-22.

C. 403. — 1. Verbum *conferre* seu *collatio* hujus canonis significat collationem liberam beneficiorum; ergo jus praesentationis respectu canonicatuum et aliorum beneficiorum capituli absoletum est, nisi lege fundationis imitatur. C. Conc., 12 nov. 1921 et 10 juin 1922, A. A. S., XIV, 459-467.

2. Jus nominandi seu praesentandi ad beneficia et canonicatus in ecclesiis cathedralibus et collegiatis hodie, perspecto can. 403, viget tantummodo ex lege fundationis, i. e. si et quatenus lex fundationis hujusmodi jus concedit.

Fundatio autem non habetur, nisi bonorum donatio seu dotis constitutio facta est. Si beneficia eriguntur conversione aliorum beneficiorum, non agitur de fundatione in sensu stricte sumpto, quia non existit fundator, qui suis bonis beneficia fundavit. C. Conc., 10 fév. 1923, A. A. S., XV, 344. — Voir au c. 1417.

3. In collatione beneficiorum et canonicatuum in ecclesiis collegialibus, Capitulum, ad normam c. 403 audiendum, non est cathedrale sed collegiale. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVIII, 582.

4. Can. 396, § 2 et 403 non relinquunt firmam legem fundationis *latè* acceptam. C. Conc., 9 jun. 1923, A. A. S., XVI, 432-436. — Voir au c. 1417.

C. 404. — In collatione canonicatuum, de quibus in c. 404, abrogatae sunt leges particulares, revocata privilegia, et reprobatae consuetudines, vi quarum iidem canonicatus nonnisi indigenis seu civibus originariis civitatis, in qua sedem habet ecclesia, conferri possint, aut isti ceteris praeferri debeant, — salva tamen contraria fundationis lege, et firmo praescripto c. 3 et 1435, § 3, ita tamen ut etiam in hisc asibus, si nullus inter indigeñas reperiatur idoneus seu dignus, canonicatus conferri possint ac debeant aliis idoneis et dignis, ad normam c. 404. Com. Int., 26 nov. 1922, A. A. S., XV, 128.

C. 408. — Voir la cause résolue par la Cong. du Concile le 8 juill., 1922, A. A. S., XV, 115-121.

C. 409, § 1. — Les évêques eux-mêmes sont considérés comme absents, s'ils ne sont pas revêtus de l'habit épiscopal, nonobstant tout statut contraire du Chapitre, à moins de coutume immémoriale tolérée par l'Ordinaire. C. Conc., 13 juin 1825, A. A. S., XVII, 538.

C. 410. — Conformément à ce canon, tous les chapitres ont dû se donner des statuts, ou corriger ceux

qu'ils avaient, ou, à défaut, en recevoir d'office de leurs évêques dans le courant de 1924 au plus tard. « Cong. Concilii episcopis mandat ut quisque proprio Capitulo terminum praestituat sex mensium ad sua statuta conficienda vel ad juris tramitem emendanda; quo tempore frustra elapso, ipse episcopus eadem conficiat, imponatque Capitulo. » Lettre de la Cong. du Concile du 25 juill. 1923, A. A. S., XV, 453. Les évêques ont dû rendre compte en 1924 de l'exécution de cette prescription.

C. 411, § **3**. — Post publicationem Codicis beneficiati et mansionarii vocem in capitulis amplius non habent, si id eis competebat *tantum* ex statutis capitularibus. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 573.

C. 412. — Saepe accidit ut Ordinarius advocetur in ecclesias paroeciales, etiam extra civitatem episcopalem et suburbia ejusdem, ad solemniores efficiendas sacrae communionis generales vel primas distributiones, quodam adhibito pontificalis ritus apparatu. In his circumstantiis, et etiam ad solemniorem collationem baptismi aut confirmationis, vel ad pontificalem matrimoniis adsistentiam, si opportuna videtur Episcopo aliquot saltem e canonicis ecclesiae cathedralis adsistentia, tenentur canonici adsistere episcopo sacra peragenti in casu, ad normam aut § 1 aut § 2, can. 412 juxta qualitatem functionum sacrarum. C. Conc., 9 febr. 1924, A. A. S., XVII, 245-247.

C. 416. — Vi can. 416, canonicus theologus et poenitentiarius non sunt exempti ab officio diaconi et subdiaconi praestando Episcopo solemniter celebranti; — et servetur Coeremoniale Episcoporum. C. Conc., 14 fév. 1920, A. A. S., XII, 117-119.

C. 417. — Festis quibus ex consuetudine Dignitates Capituli canunt missam conventualem, onus eam applicandi pro benefactoribus incumbit Dignitati celebranti, et

non canonico hebdomadario. C. Conc., 13 mart. 1921, A. A. S., XIII, 438-442.

C. 418. — 1. La Cong. du Concile a déclaré maintenu le privilège de Jules III accordant quatre mois de vacances aux chanoines d'Avila : « servato tamen c. 418, § 2; quod vero ad distributiones spectat, sese conformet omnino canonibus 395, § 1 et 418, § 3 ». C. Conc., 16 mars 1924, A. A. S., XVII, 192-196.

2. Dies qua canonicus illegitime abest aliquibus tantum horis, sed non omnibus, non debet haberi ut dies residentiae, sed ut dies absentiae. C. Conc., 16 mars 1924, A. A. S., XVII, 192-196.

3. Illa die qua canonicus illegitime abest aliquibus sed non omnibus horis, privatur tum fructibus totius diei, tum distributionibus horarum quibus illegitime abfuit. C. Conc., 16 mars 1924, A. A. S., XVII, 192-196. — Voir aussi au c. 2381.

C. 419, § 1. — Ad substitutionem in choro *in casibus particularibus* (de quibus in hoc par.) non requiritur venia S. Sedis, nec licentia Ordinarii aut Capituli. Com. Int., 25 juill. 1926, A. A. S., XVIII, 393.

C. 420, § 1, n. 6. — Comprehendit quoque capellanos seu clericos secretos personae R. Pontificis actu inservientes. Sed eis non applicatur § 2 : et proinde non percipiunt distributiones inter praesentes. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 113. — Voir au c. 400.

C. 421, § 1, n. 1. — 1. Comprehendi debent non solum qui absque retributione peculiari theologiam vel jus susceperint edocendum, sed etiam canonici qui de Ordinarii licentia docent, retributione peculiari

pro lectione percepta. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 573.

2. Verba *sacra theologia* vel *jus* non sunt stricte interpretanda, sed ampliori ratione sumenda sunt, pro *facultate* videlicet s. theologiae vel juris canonici, ita ut etiam comprehendantur disciplinae quae ad normam statutorum uniuscujusque Seminarii in praelaudatis facultatibus edocentur (historia ecclesiastica, archeologia sacra, linguae biblicae, etc.). Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 573.

3. Canonicus *poenitentiarius* praesens in choro non censetur ad effectum lucrandi distributiones quotidianas, horis quibus theologiam moralem in Seminario docet; et servari debet praescriptum c. 421, § 1 Codicis. C. Conc., 9-11 juin 1923, A. A. S., XVII, 510-511.

4. Voir aux cc. 2381, et 400, § 3.

5. Absentes a choro vi indulti apostolici quo conceduntur distributiones, *amissis inter praesentes tantum,* jus habent ad fallentias, dummodo ne agatur de fallentiis e distributionibus inter praesentes tantum provenientibus. C. Conc., 15 janv. 1921, A. A. S., XIII, 198-202.

C. 422, § **2.** — Canonici jubilati sunt exempti a servitio altaris pro sua vice praestando, non obstante contraria consuetudine. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477.

CHAPITRE VI

Des consulteurs diocésains (cc. 423-428).

42. — Cum dispositiones particulares Concilii Plenarii Baltimorensis, quoad jus nominandi administra-

torem dioecesis, sede vacante, per novum Codicem abrogatae sint (voir au c. 6), servandum est praescriptum c. 427 et ad mentem. Mens autem haec est : Quatenus speciales circumstantiae hic et nunc impediant quominus in illa regione applicetur can. 427, S. C. Consistorialis instructiones opportunas, ad tempus servandas, praebeat, dempto omnino Episcopis jure nominandi Administratorem dioecesis mortis causa. Com. Int., 24 nov. 1918, A. A. S., XI, 75. Attentis peculiaribus adjunctis, in quibus Ecclesiae Foederatorum Statuum Americae versantur, Sanctitas Sua ad triennium statuit, ut in omnibus dioecesibus in quibus quinque saltem vel sex Consultores dioecesani non adsint — firma prohibitione supra facta — Archiepiscopus aut Episcopus senior provinciae ecclesiasticae providere possit, cum ratihabitione Delegati Apostolici, pro nominatione Administratoris dioecesani durante sedis vacatione. Congr. Consist., 22 febr. 1919, A. A. S., XI, 75. Quod decretum Sanctissimus die 8 maii 1919 ad dioeceses Canadensis Dominii et Terrae Novae extendit. Congr. Consist., 8 maii 1919, A. A. S., XI, 233.

CHAPITRE VIII

Des Vicaires forains (cc. 445-450).

C. 450, § 2. — Vicarius foraneus, qui sit simul canonicus Capituli collegialis in suo districtu, vi c. 450, § 2, non praecedit ceteris canonicis in choro et actibus capitularibus. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 582.

CHAPITRE IX

Des Curés (cc. 451-470).

43. — **C. 454**, § **3.** — Voir aux nn. 28 et 29, et au c. 1409.

C. 459, § 3, 3°. — 1. Periculum de quo in c. 996, §§ 2 et 3, etiamsi coram ipsomet Ordinario et examinatoribus synodalibus fiat, non sufficit ne quidem ad provisionem pro prima paroecia, nisi versetur etiam circa ea omnia de quibus interrogandus est clericus de paroecia providendus. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 574.

2. Voir c. 130, § 1.

3. Sufficit periculum semel factum pro prima paroecia, si translatio fiat proponente ac suadente Ordinario; secus si fiat ad instantiam parochi, nisi Ordinarius cum examinatoribus synodalibus judicet idoneitatem adhuc perdurare, eamque esse sufficientem ad novam parochiam. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 574.

4. Examini subjiciendus non est parochus remotus a paroecia qui ad tramitem c. 2154 transfertur ad aliam paroeciam. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 574.

5. Nec parochus qui ex officio transfertur ad aliam paroeciam ad normam cc. 2162-2167. C. Conc., 21 juin 1919, A. A. S., XI, 318; Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 574.

6. Si clerici quos Ordinarius idoneos reputat, examini se subjacere nolunt, quatenus non sit provisum (supra, n. 3), Ordinarius recurret ad Cong. Concilii. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 474.

C. 460, § 2. — Voir au n. **29**, p. 48.

C. 462, n. 7. — 1. Verba « publicam processionem extra ecclesiam ducere » non intelligenda sunt tantummodo de processione, quae initium ducit ab ecclesia paroeciali, sed etiam de iis quae faciunt initium ab aliis ecclesiis intra ambitum territorii parocciae sitis, idque etiam si hae ecclesiae non sint filiales et proprium Rectorem habeant, firmo tamen praescripto canonum 482, 1291, § 2. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 661. — Voir plus loin au n. 108.

2. Jus parochi publicam processionem extra ecclesiam ducendi extenditur etiam ad processiones Religiosorum, licet exemptorum, extra eorum ecclesias et claustra, firmo tamen praescripto c. 1291, § 2 et c. 1293. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

C. 465. — Voir au c. 1095.

C. 466. — Voir aux cc. 339, § 1 et 473, § 1.

CHAPITRES X et XI

Des vicaires et recteurs d'églises.

C. 472, 473, 475, 476. — Voir au c. 1095.

C. 473, § 1. — Vicarius oeconomus qui plures paroecias tempore vacationis regit, unam tantum debet Missam pro populis sibi commissis diebus praescriptis applicare. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 528. Voir c. 466, § 2.

C. 476, § 3. — Malgré une coutume centenaire, la Cong. du Concile a décidé qu'il fallait se conformer au

Code et consulter le curé avant de lui nommer un vicaire coopérateur. Il est vrai que la question même de l'évêque supposait que la coutume pouvait sans inconvénient être supprimée, et que par conséquent le canon 5 n'était pas applicable *in casu*. C. Conc., 13 nov. 1920, A. A. S., XIII, 43-46.

C. 482. — Voir au c. 462, réponse 1.

SECONDE PARTIE

Des religieux (cc. 487-681).

---

44. — I. Bibliographie. — Nous avons déjà dit qu'il n'était pas question des religieux dans Wernz-Vidal (t. II) ni dans Hilling. Mais les bonnes monographies abondent sur cette partie du Code. En latin : A.-M. Micheletti, *Jus religiosorum*, in-32 de 496 pp., Turin, Marietti, 1920; L. Fanfani, *De jure religiosorum,* in-8° de xx-240 pp., Turin, Marietti, 1920. Ce dernier ouvrage a été traduit en français par le P. Missérey, *Le droit des religieuses,* in-8° de xx-312 pp., Turin, Marietti, 1924. « Le traducteur s'est proposé de rendre d'une façon claire les réflexions de l'auteur, plutôt que de viser à l'exactitude d'une traduction littérale » (Préface). Dans cette traduction quelques notes précisent la situation canonique spéciale dans laquelle se trouvent en France, depuis la Révolution, les religieuses à vœux solennels. C'est la situation de ces *Moniales à vœux simples* que le P. Jombart a étudiée dans la *Nouvelle Revue Théologique,* en 1924 (tirage à part, in-8° de 60 pp., Paris, Casterman, 1924). Les quinze dernières pages de cette brochure — sur le passage des vœux simples aux vœux solennels, que ces religieuses sont autorisées à solliciter par un décret de 1923 — trouvent un utile complément dans le *Petit*

catéchisme des vœux solennels (in-8° de 50 pp., Bruges, Beyaert, 1924) publié à leur intention par le P. Vermeersch. Quant aux Congrégations à vœux simples, elles utiliseront avec profit A. Battandier, *Guide canonique pour les constitutions des Instituts à vœux simples* (3e éd., in-8° de xl-492 pp., Paris, Gabalda, 1923); dom P. Bastien, O. S. B., *Directoire canonique à l'usage des Congrégations à vœux simples* (3e éd., in-8° de 416 pp., Bruges, Beyaert, 1923). D'autres ouvrages plus courts méritent aussi d'être mentionnés : J. Vreuls, *Petit guide canonique à l'usage des communautés religieuses à vœux simples* (2e éd., in-8° de viii-147 pp., Liége, Dessain, 1924); H. Balmés, *Les religieux à vœux simples d'après le Code* (in-12 de xvi-239 pp., Paray-le-Monial, Œuvres du Sacré-Cœur, 1921); et même Ch. Thévenot, *Le nouveau droit canonique des religieuses* (in-8° de 196 pp., Téqui, 1922). Mais si l'on veut en français une étude complète du Droit des religieux, il faut recourir à Choupin, *Nature et Obligations de l'Etat religieux* (in-12 de x-582 pp., Paris, Beauchesne, 1923), ou à J. Creusen, *Religieux et religieuses d'après le droit ecclésiastique* (3e éd., in-8° de xvi-288 pp., Bruxelles, Dewit, 1924). En anglais, le droit des religieux a été exposé par H. Papi, S. J., *Religions in Church law,* in-8° de vii-356 pp., New-York, Kenedy, 1924.

Sur les vœux, on consultera utilement le *Catéchisme des vœux* du P. Cotel, réédité par le P. Jombart (in-12 de 96 pp., Bruges, Beyaert, 1921). Le vœu d'obéissance a été spécialement étudié par le P. J.-B. Raus, rédemptoriste, auteur d'un manuel signalé au n. 7, dans son *De sacrae Obedientiae virtute et voto* (in-8° de xx-308 pp., Paris, Vitte, 1923). Des Etats-Unis nous arrive une excellente étude *De indulto exclaustrationis necnon saecularizationis,* du P. Cyr. Piontek

(in-8° de XXIV-279 pp., Green Bay, Wisconsin, 1925) ; et d'Allemagne une étude d'ensemble sur le droit des religieux : T. SCHAFER, O. M. Cap., *Das Ordensrecht nach dem Codex juris canonici,* in-8° de XVI-406 pp., Münster-in-W., Aschendorff, 1923.

45. — II. RÉPONSES, DÉCISIONS ET DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES. — La législation concernant les religieux, qui occupe dans le Code une si large place, a donné lieu à de très nombreux documents. Signalons d'abord une importante lettre de Pie XI (19 mars 1924) à tous les Supérieurs Généraux des Ordres et Congrégations d'hommes. Le Pape y insiste spécialement sur la nécessité de fortes études, sur l'utilité des maisons apostoliques, sur la formation des novices et des jeunes religieux, et le soin à prendre des frères convers. La lettre remplit 16 pages des *Acta* et est à elle seule tout un programme (A. A. S., XVI, 133-140).

La situation particulière des moniales à vœux simples en France et en Belgique a été confirmée à certaines conditions par trois réponses du 22 mai 1919, du 1er mars 1921 et du 27 juillet 1922; et un décret publié le 23 juin 1923 les a autorisées à demander au Saint-Siège que leurs vœux soient désormais solennels, et qu'elles soient astreintes à la clôture papale. Une très importante instruction du 6 février 1924 a précisé les canons du Code relatifs à cette clôture papale. D'une réponse du 25 juillet 1922, il résulte que les fondateurs ou fondatrices n'ont le privilège d'être supérieurs à vie que s'ils l'ont obtenu du Saint-Siège. A défaut d'indult, ils sont soumis aux conditions de réélection prévues dans les Constitutions. Une lettre circulaire du Préfet des Religieux (9 mars 1920) indique ce qu'il faut faire pour obtenir de Rome la réélection d'une supérieure générale; et une réponse du

25 juin 1921 précise que c'est l'Ordinaire du lieu de l'élection (et non celui de la maison-mère) qui préside à l'élection de la Supérieure générale pour les congrégations de droit diocésain répandues en plusieurs diocèses [1]. Ce n'est pas non plus, dans ce cas, à l'Ordinaire de la maison-mère, mais à la Supérieure générale, de fixer le lieu du chapitre général (même réponse). Les supérieurs mineurs locaux doivent être renouvelés au moins tous les trois ans, dit le canon 505. Cela doit s'entendre même des supérieurs ou directeurs d'écoles, d'hôpitaux, etc., *s'ils sont en même temps supérieurs des religieux, même en ce qui concerne la discipline religieuse* (3 juin 1918). Cette condition est à noter; on se rappellera aussi que des supérieurs de maisons filiales, qui ne sont que des délégués *ad nutum* du Supérieur d'une autre maison, ne sont pas des supérieurs au sens du droit (1er fév. 1924).

De nouvelles *Normae* ont été publiées (6 mars 1921) indiquant de quelle manière Rome a coutume de procéder dans l'approbation de nouvelles congrégations religieuses. De plus, tous les instituts religieux ont été invités (26 juin 1918) à réformer d'après le Code leurs règles et constitutions, et une instruction pratique leur a été envoyée à ce sujet le 26 octobre 1921. Aussi de nombreuses approbations, temporaires ou définitives, ont-elles été données à ces constitutions révisées.

Le 17 avril 1923, Pie XI a demandé aux Frères des Ecoles chrétiennes d'étendre leur enseignement aux études classiques.

Une lettre de la Congrégation des Religieux a rap-

1. L'Ordinaire du lieu, qui doit présider à l'élection d'une Supérieure dans un monastère de moniales, n'est pas obligé d'y assister personnellement. Il peut y envoyer un délégué qui présidera en son nom (24 nov. 1920).

pelé à tous les Supérieurs généraux des instituts de droit pontifical l'obligation d'avoir à Rome un procureur (4 juin 1920). Rome s'est également préoccupée de la situation canonique des Congrégations de droit diocésain et a prescrit à tous les évêques une enquête à ce sujet (30 nov. 1922).

Le Code (c. 510) ayant imposé à tous les supérieurs généraux des instituts religieux de droit pontifical un rapport à Rome tous les cinq ans sur l'état de leur institut, un décret du 8 mars 1922 a réglementé cette obligation et un questionnaire détaillé en 105 articles a été rédigé à cet effet pour les Congrégations à vœux simples (25 mars 1922).

Plusieurs réponses ont interprété les canons du Code relatifs à la confession des religieuses (10 janv. 1920; 24 nov. 1920; 16 janv. 1921; 1er déc. 1921), rappelé l'obligation de la messe conventuelle dans les couvents de religieuses à vœux simples tenues au chœur (20 mai 1923), restreint aux religieux strictement mendiants le privilège du canon 621 (16 oct. 1919), précisé la législation des sociétés religieuses sans vœux (3 juin 1918; 1er mars 1921; 25 juill. 1926).

D'autres réponses ont trait à l'administration des biens temporels (24 nov. 1920), à l'admission des novices (16 oct. 1919, 21 nov. 1919), à la durée du noviciat (12 nov. 1922). Une autre a précisé que l'enquête prescrite par le canon 552 avant la prise d'habit et la profession devait être gratuite nonobstant toute coutume même immémoriale : la coutume alléguée avait plus de 400 ans (20 mars 1922). Comme plusieurs instituts religieux prévoient deux ans de noviciat, une instruction très importante du 3 novembre 1921 a déterminé quelle formation recevraient les novices pendant cette seconde année, et à quelles fonctions ils pourraient être employés. Une réponse

du 16 octobre 1919 est relative au testament des novices. — Si un novice (ou même un postulant) est en danger de mort, une instruction du 30 décembre 1922, renouvelant, en l'adaptant, un décret de 1912, permet de lui faire faire sa profession religieuse, sans toutefois que sa situation se trouve changée s'il recouvre la santé. — La question de savoir à qui appartiennent les sommes touchées par des religieux à l'occasion de leur service militaire pendant la guerre a donné lieu à huit questions résolues le 25 février 1922. Quant au service militaire ordinaire, les dispositions antérieures au Code subsistent toujours, et les vœux temporaires des religieux sont suspendus *ipso facto* au jour de leur incorporation (15 juill. 1919; 30 nov. 1919). — Lorsque, par indult, un religieux reçoit les Ordres avant d'avoir terminé les études prescrites par le Code, cette dispense ne permet pas de l'appliquer au ministère avant qu'il ait achevé ses quatre années de théologie (27 oct. 1923).

Les autres documents ou réponses qu'il nous reste à signaler concernent la sortie des religieux de leur institut, soit qu'ils passent à un autre institut, soit qu'ils soient sécularisés, soit qu'ils soient renvoyés. Pour passer à un autre institut ou à un autre monastère autonome, il faut une permission du Saint-Siège (c. 632, cf. Rel., 9 nov. 1926); et le religieux profès qui passe à un autre institut doit faire un nouveau noviciat (c. 633) en portant l'habit des novices de ce second institut (14 mai 1923). Un religieux peut refuser un rescrit de sécularisation ou une dispense de ses vœux (1er août 1922). L'exclaustration ou la sécularisation accordée par l'Ordinaire est soumise aux mêmes conditions (cc. 639 et 640) que celle accordée par le Saint-Siège (12 nov. 1922). Toutefois, l'Ordinaire peut permettre dans ce cas, pour des rai-

sons particulières, le port de l'habit religieux à un religieux exclaustré. L'institut religieux doit veiller à fournir les moyens de subsistance nécessaires (voir c. 643) à la religieuse qui rentre dans le monde, même en plus de la dot si celle-ci est insuffisante (2 mars 1924). On ne peut pas renvoyer à sa famille un religieux qui devient fou au cours de ses vœux temporaires, et l'institut conserve à son égard toutes les obligations qui lui incombaient au moment où est survenue cette infirmité (30 nov. 1924). Un religieux de vœux temporaires renvoyé de son institut a dix jours pour déposer un recours au Saint-Siège (20 juill. 1923) et ce recours est suspensif (can. 647).

46. — 1° Canons préliminaires (cc. 487-491). — *a*) Décret de la C. des Religieux du 26 juin 1918, obligeant les instituts religieux à réviser leurs constitutions pour les rendre conformes au Code, par application du canon 489, A. A. S., X, 290.

b) Déclaration du 26 oct. 1921 relative à ce décret, A. A. S., XIII, 538-539.

c) Normae secundum quas S. Cong. de Religiosis in novis religiosis congregationibus approbandis procedere solet, C. de Rel., 6 mars 1921, A. A. S., XIII, 310-312.

d) Decretum circa congregationes religiosas aut pias societates juris dioecesani, C. de Rel., 25 nov. 1922, A. A. S., XIV, 644-646.

e) Lorsque dans une traduction autorisée, mais non officielle (v. g., *Législation canonique concernant les religions laïques*, Rome, 1919), la traduction est fautive, il faut s'en tenir au texte du Code et non à la traduction. C. de Rel., 2 avril 1919, A. A. S., XI, 179.

47. — 2° Moniales à vœux simples (c. 488, 7°). — *a*) Die 13 mai 1919, Sanctissimus decernere

dignatus est nihil innovandum esse in dependentia monialium praedictarum ab Ordinariis locorum in Gallia et Belgio, prout post restaurationem ab uno saeculo et amplius hucusque observatum est : cauto tamen quod nulla potestas sit Episcopis ad immutandas Regulas antiquorum Ordinum aut Constitutiones Monialium a S. Sede adprobatas. C. de Rel., 13 mai 1919, A. A. S., XI, 240.

b) Lorsque des moniales, dont les vœux par indult ne sont que simples, font une fondation dans un pays où cet indult n'est pas en vigueur :

1. Vota emissa, aut emittenda, in novo monasterio, fundato aut fundando, habenda sunt solemnia ad normam juris communis (dummodo accedat beneplacitum Apostolicae Sedis).

2. Moniales de quibus in c. 488, 7°, non possunt alibi fundare nova monasteria absque beneplacito Sedis Apostolicae. C. de Rel., 27 juill. 1922, A. A. S., XIV, 555. Sans le *beneplacitum* la fondation serait nulle; mais le Saint-Père a revalidé les fondations antérieures.

c) La question de savoir si un monastère de moniales à vœux simples devient monastère de moniales à vœux solennels avec clôture papale lorsqu'il est transféré dans un lieu où l'indult n'est pas en vigueur, ou si un monastère de moniales à vœux solennels devient monastère de moniales à vœux simples lorsqu'il est transféré dans un lieu où l'indult est en vigueur, n'a pas été résolue. Recurrendum in singulis casibus ad Apostolicam Sedem. C. de Rel., 27 juill. 1922, A. A. S., XIV, 555.

d) Décret de la Cong. des Religieux du 23 juin 1923 sur les Moniales en Belgique et en France (A. A. S., XV, 358) :

Sancta Sedes declaravit : — 1. In Gallia et in Bel-

gio moniales monasteriorum, quae regulas Ordinum Regularium profitentur, seu quarum vota ex instituto sunt solemnia, quamvis vota dumtaxat simplicia emittant, esse vere moniales juris pontificii ad sensum can. 488, n. 7, prout ceterae moniales in Ecclesia universa. — 2. Ea tamen monasteria Superioribus Regularibus, salvo peculiari privilegio, minime esse subjecta, ideoque ad normam can. 615 exemptione non gaudere, sed esse Ordinariorum locorum jurisdictioni subjecta, in iis quae canones Ordinariis ipsis circa moniales attribuunt. — 3. Nihil vero obstare in praesenti quominus, si quod monasterium id postulaverit, vota solemnia, servata clausurae papalis lege, moniales emittere queant dummodo id ab Apostolica Sede obtineant.

48. — 3° **Des Supérieurs et des Chapitres** (cc. 499-517).

A. *Supérieurs de maisons filiales.* — Superiores domorum filialium — scilicet domorum quae non constituunt propriam communitatem nec propria bona possident, sed sunt quasi membra domus majoris, a qua omnimode dependent, et reguntur a *Superiore delegato* AD NUTUM *Superioris domus matricis* qui totam gubernat communitatem et residet in domo majore — non veniunt sub nomine Superioris localis ad sensum Codis juris canonici. Mens est : ut in Constitutionibus apposite provideatur. C. de Rel., 30 nov. 1923, A. A. S., XVI, 95-96.

B. *Réélection des Supérieurs* (c. 505). — 1. Praescriptum « superiores minores locales ne constituantur ad tempus ultra triennium, etc. » applicatur quoque superioribus seu directoribus scholarum, hospitalium, aliarumque piarum domorum si sunt simul superiores religiosorum, sub sua potestate habentes alios reli-

giosos, etiam quoad religiosam disciplinam. Com. Int., 2 juin 1918, A. A. S., X, 344.

2. Fundatores aut fundatrices Congregationum Religiosarum vel Piarum Societatum, more Religiosorum viventium, qui quaeve munere Supremi Moderatoris aut Moderatricis in sua Congregatione funguntur, jus non habent illud retinendi ad vitam, si obstet praescriptum Constitutionum, quae durationem muneris praedicti ad certum tempus coarctent et reelectionem ejusdem personae ultra certum limitem prohibeant, nisi apostolicum indultum obtinuerint. Sanctissimus resolutionem approbavit. C. de Religios., 25 febr. 1922, A. A. S., XIV, 163.

3. Circulaire de la C. de Rel., en date du 9 mars 1920 (A. A. S., XII, 365-367), « circa ejusdem personae repetitam electionem ad munus moderatricis generalis in congregationibus religiosis, et antistitae in monasteriis monialium ».

Saepissime accidit, ut Moderatrices generales Institutorum, quae ex praescripto suarum Constitutionum ad plurium annorum periodum eliguntur, et iterum ad idem munus immediate eligi queunt, tertio etiam et pluries, suffragio capitulari expetitae, opus habeant recurrendi ad H. S. C. de Religiosis pro debita facultate obtinenda.

Haec frequens regiminis protractio ultra tempus a Constitutionibus statutum aut permissum, minus opportuna videtur, praecipue cum ordinarie munus Moderatricis generalis ad sex annos duret, ex quo fit ut eadem persona, iterum electa, per duodecim annos continuos regimen legitime tenere queat. Si vero faciliter permittantur ulteriores reelectiones, in cassum cedit finis Constitutionum, quae *ad tempus* regimen ab eadem persona in Instituto tenendum esse praescribunt, cui temporaneitati tota Constitutionum compago innititur. Hinc fit ut non raro, ex nimis protracto regimine unius ejusdemque personae, non parvi momenti incommoda et detrimenta Instituto proveniant. Nec valet quod in pluribus religiosarum Congregationum

Constitutionibus expresse dicatur etiam *tertio* Moderatricem generalem posse eligi, dummodo duae tertiae partes suffragiorum eidem faveant et S. Sedis confirmatio accedat; hoc enim ita intelligendum est, ut si aliquando ob graves causas eadem persona tertio aut ulterius nominari debeat, hoc fieri nequeat nisi adsint illae duae conditiones. Hinc retinendum est quod in casu occurrit vera inhabilitas ad hujusmodi munus; quoties autem inhabilitas aliqua ex jure habetur, causae graves ad dispensationem requiruntur; unde simplex voluntas electorum aut idoneitas personae non est de se sufficiens ratio ad dispensationem obtinendam. Persona vero tali inhabilitate laborans non eligi, sed postulari canonice debet.

Eadem sane animadvertenda sunt, servata debita proportione, circa electiones Abbatissarum, seu Antistitarum monialium, quibus per Constitutionem Gregorii XIII prohibitum fuit quominus ultra triennium regimen monasterii haberent; quamvis vero in Codice Juris Canonici haec praescriptio confirmata haud fuerit, tamen ex Summi Pontificis mandato H. S. C. in Constitutionibus monasteriorum eam servari praecipit. Cum tamen in monasteriis electio peragenda est intra Communitatis membra, quae saepe pauca sunt, facilius causa ad dispensationem haberi poterit, ex defectu scilicet idoneae personae.

Haec omnia revolvens animo SSmus D. N. Benedictus XV, ad praecavendos abusus, qui in hac re facile subrepere possunt, mandatum dedit monendi singulos Ordinarios locorum, quibus cura incumbit praesidendi electionibus sive Moderatricis generalis in capitulis Congregationum, sive Antistitarum in monasteriis monialium suae dioecesis, ut de praefata inhabilitate electrices doceant, et si quando certiores fiant capitulares in eamdem personam ultra tempus a Constitutione permissum suffragium esse laturas, inquirant de specialibus et gravibus causis, quae postulationem exigere videantur, et moneant vocales Sedem Apostolicam difficilem omnino se praebere ad hujusmodi gratiam concedendam. Insuper noverint oportet postulationem nonnisi perpensis mature causis admitti, quae proinde per litteras ab Ordinario ipsi Sanctae Sedi exponi debent. Quod sane non modicum tempus requirit et certum incommodum affert capitularibus, quae responsum

exspectare debent antequam ad ulteriora procedere possint.

Si quando tamen causae ita graves adsint, quae ejusdem personae electionem exigant ultra tempus in Constitutionibus permissum, Ordinarius, dispensationis obtinendae causa, petitionem ad Sacram Congregationem mittat, in qua clare et distincte referat, quot scrutiniis fuerit postulatio completa, quotve suffragia ex numero capitularium electae faverint; praecipue rationes exponat quae talem reelectionem exigere videantur, addita quoque sua sententia.

4. Praescriptum can. 505 comprehendit etiam societates de quibus can. 673-681 agunt, earumque domus, licet non sint vere et proprie religiosae sed externae seu non pertinentes ad societatem, in quibus nempe sodales pauci numero adhiberi solent, ex gr., in Seminariis, scholis, nosocomiis : ad normam resp. 3 jun. 1918. Com. Int., 25 juill. 1926, A. A. S., XVIII, 393.

49. — C. *Chapitre d'élections* (cc. 506-507). — 1. Verba « secus...; sed etiam... » (c. 506, § 2) ita intelligenda sunt ut Ordinarius loci praesit, sive assistat per se ipse, sive per alium. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 575.

2. Non ad Ordinarium domus principis Cong. religiosae juris dioecesani, quae jam per plures dioeceses diffusa est, spectat jus statuendi locum ubi Capitulum Generale celebrandum est, sed ad Moderatricem Generalem, ad normam cc. 162 et 507. C. de Rel., 17-25 juin 1921, A. A. S., XIII, 481-482.

3. Non eidem Ordinario, de quo in praecedenti dubio, competit praesidere electioni Moderatricis generalis eamque confirmare vel rescindere, sed Ordinario loci in quo electio peragitur (Voir c. 506, § 4). C. de Rel., 17-25 juin 1921, A. A. S., XIII, 481-482.

50. — D. *Devoirs des supérieurs* (cc. 510-514). —

a) Relation quinquennale au Saint-Siège (c. 510). — 1. Décret de la Congrégation des Religieux, 25 fév. 1922, A. A. S., XIV, 161-163 :

I. Quinquennia sint fixa et communia omnibus Religionibus incipiantque a die prima mensis januarii 1923. — Relationem itaque exhibebunt :

A. Ex religionibus virorum: *a)* in primo quinquennii anno : Canonici Regulares, Monachi, Ordines militares; *b)* in altero : Mendicantes; *c)* in tertio : Clerici Regulares; *d)* in quarto : Congregationes votorum simplicium tam clericales quam laicales; *e)* in quinto : Societates virorum more religiosorum viventium, sine votis aut cum votis privatis.

B. Ex Religionibus mulierum relationem mittent congregationes, habito respectu ad regionem in qua exstat domus princeps Instituti, seu ubi sedem ex officio habet Moderatrix Generalis, sequenti ratione : 1° anno quinquennii : ex Italia, Hispania et Lusitania; 2° anno : ex Gallia, Belgio, Hollandia, Anglia, et Hibernia ; 3° anno : ex reliquis Europae regionibus; 4° anno : ex utriusque Americae partibus; 5° anno : ex aliis orbis partibus, et insuper societates mulierum sine votis more religiosarum viventium vel cum votis privatis.

II. Congregationes quae relationem jam forte exhibuerint intra quinque annos praecedentes eum, in quo, ad normam supra descriptam, eam mittere deberent intra quinquennium 1923-1927, eximuntur ab ea rursum mittenda pro hac prima vice.

III. In exaranda relatione pro Institutis votorum simplicium prae oculis habeantur quaestiones propositae in Instructione data a S. C. EE. et RR., nunc vero ab H. S. C., reformatae ad Codicis conformitatem, eisque fideliter respondeatur.

IV. Moderatores vero Supremi Ordinum Regularium et earum Congregationum etiam votorum simplicium aut Societatum more religiosorum viventium, quae ad relationem mittendam ante Codicis promulgationem non tenebantur, quoadusque aliter a Sacra Congregatione provideatur, relationem de statu suae Religionis integram et veritati respondentem — super quod eorum conscientia oneratur — diligenter exarare curent ea ratione et forma,

quae Instituti naturae aptior videatur; ita tamen, ut ex ea Apostolica Sedes de statu tam materiali quam morali et disciplinari Religionis plenam sibi notitiam comparare queat.

Prima autem relatio, ante alia de actuali statu religionis, contineat notitias historicas de Ordinis aut Congregationis fundatione; et praecipue ea quae spectant ad ejusdem approbationem per Apostolicam Sedem et ad Constitutiones quibus in praesenti regitur. Interna quoque regiminis forma et natura votorum exponatur, et si qua mutatio in hisce facta fuerit decursu temporum aut si qua in Regulae observantia relaxatio, et quanam auctoritate inducta fuerit, declaretur.

Si qua Congregatio peculiare praescriptum habeat de relatione frequentius mittenda in Constitutionibus a S. Sede post Codicis promulgationem revisis aut approbatis, hoc servandum erit, nullo habito respectu ad ea quae de quinquennio praesens decretum praescribit.

2. Instruction de la Cong. des Évêques et Réguliers, revue et corrigée « ad tramitem Codicis » par la Cong. des Religieux, 25 mars 1922, A. A. S., XIV, 278-286 (texte latin); XV, 69-76 (traduction italienne); XV, 158-165 (traduction espagnole); XV, 360-367 (traduction française); XV, 459-466 (traduction anglaise); XV, 550-557 (traduction allemande).

b) *Visite canonique* (cc. 512 et 513). — Officium Ordinarii loci est visitare quinto quoque anno monasteria monialium quae Regularibus (etiam exemptis) subduntur, circa ea quae clausurae legem spectant, eo modo qui in c. 513 exponitur. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 575.

E. *Procureur général* (c. 517). — Unaquaeque religio virorum juris pontificii tenetur ad deputandum Procuratorem generalem qui negotia propriae religionis apud Sanctam Sedem agat, quique e gremio ejusdem Religionis esse debet. Ut autem commisso sibi munere

fungi valeat, Procurator generalis residentiam habitualem in Urbe, juxta praxim, habeat oportet. C. de Rel., 4 juin 1920, A. A. S., XII, 301.

51. — 4° Des confesseurs et chapelains (cc. 518-530). — *a*) Serventur praescriptiones horum canonum et nominentur confessarius ordinarius et extraordinarius etiamsi communitas sex sororum numerum non attingat, non obstante resp. 3 jul. 1916. C. de Rel., 10 janv. 1920, Arch. f. k. K., 1920, p. 47; C. Int. (Praeses), 16 janv. 1921, Arch. f. k. K., 1921, p. 61.

b) Confessarius ordinarius est assignandus etiam parvis communitatibus religiosarum quae solent domi confiteri, non quae solent extra domum religiosam. Arch. f. k. K., 1924, p. 277-78.

c) Can. 522 ita intelligendus est ut confessiones quas ad suae conscientiae tranquillitatem religiosae peragunt apud confessarium ab Ordinario loci pro mulieribus approbatum, licitae et validae sint, dummodo fiant in ecclesia vel oratorio etiam semi-publico, aut in loco ad audiendas confessiones mulierum *legitime* dedicato. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 475.

d) Can. 522 permittit quidem ut religiosa utatur occasione, si quae se dederit, adeundi, ad quietem suae conscientiae, quemlibet confessarium pro mulieribus approbatum, idque etiam inscia Antistita : nullo pacto autem sive Antistitae, sive Ordinario officium creat talem occasionem procurandi; ac multo minus ideo quidquam mutandum est in disciplina clausurae vel in constitutionibus. Ad dubium igitur — quomodo se gerere debeant religiosae quae in propria communitate viventes ad suae conscientiae tranquillitatem, inscia antistita adire velint confessarium ab Ordinario loci pro mulieribus approbatum — respondendum esse censeo : occasionem exspectent, qua, nulla violata

regula de egressu, id facere queant : ac patienter ferant, nullam talem se ipsis offerre. Congr. Rel., 1 dec. 1921 (ex voto consultoris), Arch. f. k. K., 1922, p. 84.

5° **De l'administration des biens temporels** (cc. 531-537). — Vi canonis 535, § 1, 1°, si monasterium monialium subjectum est Superiori regulari (etiam exempto) administrationis ratio reddenda est Superiori regulari et etiam Ordinario loci. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 575.

52. — 6° Du noviciat (cc. 542-571).

C. 542. — 1. Verba « qui acatholicae sectae adhaeserunt » (n. 1) non sunt intelligenda de iis qui Dei gratia moti ex haeresi vel schismate, in quibus nati sunt, ad Ecclesiam pervenerint, sed de iis qui a fide defecerunt et sectae acatholicae adhaeserunt. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477.

2. In religionibus latini ritus, sine venia de qua c. 542, 2°, admitti possunt ad novitiatum Orientales qui, proprio retento ritu, praeparantur ad constituendas domus et provincias religiosas ritus orientalis. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

C. 545. — In casu quo Superior religiosus vel Rector collegii aut Seminarii renuerit juramento firmare, ad normam c. 545, § 1, litteras testimoniales a Superiore alterius Instituti requisitas pro admittendo postulante ad normam c. 544, § 3, Ordinarius, si agatur de Institutis juris dioecesani aut laicalibus, sive Collegiis aut Seminariis; vel Supremus Moderator in Institutis clericalibus aut in Ordinibus Regularibus, contra tales Superiores renuentes procedant, eos cogendo etiam per poenas, usque ad privationem

officii. Quodsi nihilominus litterae juratae haberi non possint, res deferatur ad S. Congregationem. C. de Rel., 21. nov. 1919, A. A. S., XII, 17.

C. 551. — Voir au c. 643, § 2.

C. 552. — Consuetudo etiam supra 400 annorum memoriam comprobata exigendi taxam pro exploratione voluntatis Religiosarum non sustinetur. C. de Rel., 18 mars 1922, A. A. S., XIV, 353.

C. 555. — 1. Voir au n. 16, réponse 2.

2. Ejusmodi norma computandi annum in ordine ad novitiatum servanda est ad validitatem, et non tantum ad liceitatem. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XV, 661.

3. Instructio de secundo novitiatus anno, C. de Rel., 3 nov. 1921, A. A. S., XIII, 539-540.

1. Quoties constitutiones praescribant secundum novitiatus annum in eoque sinant novitios in operibus propriis Instituti se exercere, hoc liceat, salvis fundamentalibus novitiatus legibus. Ideoque prae oculis habendum est novitiatum esse institutum ad novitiorum animos informandos in iis quae ad vitia extirpanda, motus animi compescendos, virtutes acquirendas, necnon vitam regularem addiscendam per constitutionum studium pertinent; ut novitii ad christianam perfectionem per evangelicorum consiliorum ac votorum professionem, in quo praecise cujusque religiosi finis consistit, tendere discant. Et jure merito novitiatus ultra annum praescribitur in aliquibus Institutis, ex eis praecipue quorum religiosi operibus exterioribus dant operam, quippe qui variis distracti curis, saeculi periculis magis obnoxii, solidiore atque firmiore spiritus fundamento egent. Quamobrem mandat haec Sacra Congregatio ut, etiam secundo novitiatus anno perdurante, ante omnia quaelibet munia, disciplina spiritualis vitae apprime curetur.

II. Fas tamen esto, secundo novitiatus anno, novitio vel novitiae Instituti operibus vacare, si id ferant constitutiones ; verum prudenter et moderate id fiat, tantummodo ad novitiorum instructionem; nec unquam in iisdem operibus tyrones adeo occupentur, ut per se soli officia exerceant (v. gr. : supplendo in scholis magistris aut quasi-magistris absentibus, vel in nosocomiis infirmis ministrando), sed operibus ipsis vacent sub directione et vigilantia gravis religiosi, vel religiosae, qui verbo doceat exemploque praecurrat.

III. Si quando a constitutionibus permittatur ut novitius vel novitia, secundo novitiatus anno, ad opera Instituti extra domum novitiatus mittatur, hoc nonnisi per modum exceptionis agatur et dummodo gravis adsit causa, quae id suadeat : haec autem causa ex parte novitii vel novitiae se habere debet, quatenus in domo novitiatus aut sufficienter institui nequeant, aut ibidem aliter permanere non valeant; numquam vero, sub quocumque praetextu, sufficiens esse causa possit necessitas aut utilitas religionis si, exempli gratia, ex deficientia religiosorum novitii in operibus Instituti illis substituerentur.

IV. Sive autem in domo novitiatus, sive extra, tyrones permanserint, duobus ante professionem mensibus ab omni opere externo abstineant, et, si extra novitiatum fuerint, ad illum revocentur, ut per integrum bimestre ad professionem emittendam, in spiritu suae vocationis firmati, se praeparent.

C. 557. — Religiosus qui, in quadam religione professus, obtento indulto Apostolico, ad aliam religionem transit, tenetur ad habitum novitiorum religionis *ad quam* suscipiendum et gestandum perdurante novitiatu in nova religione. C. de Rel., 14 mai 1923, A. A. S., XV, 289.

C. 567, § **1** (et c. 578, n. 1). — Ad normam horum canonum, novitii et professi a votis temporaneis, si morte praeveniantur, ad eadem ac professi a votis sollemnibus, aut professi a votis simplicibus perpe-

tuis, suffragia jus habent, etiamsi aliter ferant constitutiones antea approbatae a S. Sede.

Mens est : Ordines et Congregationes religiosae possunt congrua eademque suffragia pro omnibus novitiis, temporance professis et professis a votis sollemnibus aut professis a votis simplicibus perpetuis, praescribere in suis constitutionibus emendandis et pro approbatione exhibendis ad S. C. Religiosorum, ad normam ejusdem S. Congregationis decretum diei 26 junii 1918 (voir au n. 46). Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477-478.

C. 569. — Constitutiones ante promulgationem Codicis approbatae servandae sunt sive novitiis adimant jus disponendi de usu et usufructu suorum bonorum, sive hoc jus limitent, seu praefiniant. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

53. — 7° Profession religieuse (cc. 572-586).

A. *Règles générales.* — **C. 572, § 1, n. 6.** — Episcopus vel ejus delegatus habendus est legitimus Superior secundum constitutiones ad professionem recipiendam, cum in constitutionibus juris pontificii nulla fit mentio Antistitae, sed tantummodo Episcopi vel ejus delegati : tunc enim habet legitimum mandatum. Com. Int., 1er mars 1921, A. A. S., XIII, 178.

C. 574. — 1. In Institutis votorum simplicium in quibus vota emittuntur sub hac vel simili conditione : *donec in Congregatione vivam,* ita ut alumnus, sive sponte discedat sive a Superioribus dimittatur, ipso facto a votis liber evadat, non debet tali professioni praemitti triennium votorum temporanecorum, ad normam can. 574. Com. Int., 1er mars 1921, A. A. S., XIII, 177.

2. Religiosi laici Ordinum regularium, qui, ad normam decr. *Sacrosancta Dei Ecclesia* (1 jan. 1911), vota simplicia ante promulgationem Codicis jam emiserunt, non debent emittere vota solemnia juxta ejus decreti praescriptum (scilicet absoluto sexennio votorum simplicium et expleto trigesimo aetatis anno), sed ad normam can. 573 et 574, idest expleto triennio votorum simplicium et vigesimo primo aetatis anno completo. C. de Relig., 6 oct. 1919, A. A. S., XI, 420.

C. 576. — 1. Resolutiones C. Episc. et Regul. sub die 18 jul. 1902 ad 1um, et 15 janv. 1903 ad 1um et 2um, circa modum servandum in emittenda simplici et sollemni Monialium professione, non amplius vigent post inductam a Codice professionem votorum temporaneorum quae votis sollemnibus praemitti debeat. Mens est ut professioni sollemni reserventur ritus illi omnes et caeremoniae quae ad perpetuitatem status referuntur; ad professionem vero temporaneam sufficit ut (ad normam c. 572, § 1, n. 6) a legitimo superiore secundum constitutiones, per se vel per alium recipiatur. C. de Rel., 10 jul. 1919, A. A. S., XI, 323.

2. Non expedit concedere facultatem dandi benedictionem et consecrationem virginum mulieribus in saeculo viventibus, et nihil innovetur. C. de Rel., 25 mars 1927, A. A. S., XIX, 138.

C. 578, n. 1. — Voir au c. 567, § 1.

54. — B. *Religieux astreints au service militaire.* — *a*) In Codice nulla haberi potuit ratio Decreti *Inter reliquas* (1 jan. 1911) nec ejusdem praescripta canonibus inserta sunt, cum idem Decretum, natura sua, ad circumstantias temporum et locorum habeat relationem nec generalis legis ecclesiasticae rationem

induere possit (cf. cc. 614 et 121). C. de Rel., 15 jul. 1919, A. A. S., XI, 321.

b) Cum causae ob quas datum fuerit Decretum *Inter reliquas* difficultate temporum perseverent, et viri religiosi, etiam professi, ad servitium militare, pluribus in regionibus, cogantur, nullo habito respectu ad eorum statum quo Dei servitio jam fuerint mancipati, consequens est praescripta ejusdem Decreti in suo robore esse servanda : ideoque Decretum *Inter reliquas* de Religiosis servitio militari adstrictis adhuc viget. C. de Rel., 15 jul. 1919, A. A. S., XI, 322.

c) Novitii servitio militari adstricti, absoluto novitiatu, vota religiosa temporanea emittere debent non ad triennium juxta modum in c. 574 expressum, sed *valitura usque ad servitium militare.*

1. Vota praedicta cessant eo die quo religiosus militiae effective adscriptus et disciplinae militari subjectus evadit, vel inhabilis ad militiam absolute et in perpetuum declaratur.

2. Perdurante militari servitio, alumnus, quamvis votis religiosis non sit ligatus, tamen membrum religionis esse perseverat, sub auctoritate suorum Superiorum, qui de eo curam habere debent forma praescripta in Decreto *Inter reliquas*, nn. IV et V. Attamen, ad norman can. 637, alumnus potest libere religionem deserere, praemonitis Superioribus per declarationem in scriptis vel coram testibus, quae declaratio caute in Archivo Ordinis vel Instituti servetur; Religio pariter potest eum, ob justas et rationabiles causas, dimissum declarare.

3. Ad praecavendam autem dubitationem omnem circa professiones, quae forte post promulgationem Codicis bona fide emissae sunt contra praescriptum Decreti *Inter reliquas*, S. Congregatio facultates tribuit Superioribus eas sanandi, dummodo accedat consensus Religiosi, in scriptis declarandus ac in Archivis servandus.

d) In Congregationibus seu Institutis Religiosis,

in quibus ex Constitutionum praescripto post Novitiatum vota annualia emittuntur, alumni servitio militari adstricti, absoluto novitiatu, admitti valent ad professiones annuales : ita tamen ut vota annualia cessent si religiosi ad servitium militare vocentur, et eo die quo militiae effective adscripti et disciplinae militari subjecti evadant. C. de Rel., 30 nov. 1919, A. A. S., XII, 73.

55. — *e*) Circa pecunias religiosis obvenientes occasione servitii militaris praestiti tempore belli, S. Sedes sequentes dedit solutiones. C. de Rel., 25 fév. 1922, A. A. S., XIV, 196.

1. Religiosi sollemniter professi ad tenorem juris communis quidquam pecuniarum, quae illis occasione servitii militaris praestiti obvenerunt, vel obvenient, jure sibi retinere non valent, sed eas omnes suo Ordini refundere tenentur.

2. Religiosi sollemniter quidem professi, sed ex indulto Apostolico post professionem nihilominus capaces adquirendi, quidquam pecuniarum, de quibus in primo dubio, suas facere non valent absque assensu et licentia expressa sui Superioris majoris.

3. Religiosi simpliciter professi, sive in perpetuum sive ad tempus, quorum constitutiones excludunt post professionem omnem ulteriorem acquisitionem bonorum temporalium, tenentur dictas pecunias omnes suae Religioni tradere, si tempore servitii militaris votis ligati erant; non autem si tunc votis ligati non erant.

4. Religiosi quomodocumque simpliciter professi in perpetuum vel ad tempus, sive in Ordine sive in Congregatione, quorum constitutiones non obstant, de pecuniis titulo stipendii (la solde) acceptis quidquam suum facere non valent, sed quidquid post eorum dimissionem ex exercitu superfuerit, respectivae Religioni tradere tenentur, si tempore servitii militaris votis adstricti erant. Si vero eorum vota tunc cessarunt, dictas pecunias suas facere

valent; aequam autem compensationem suae Religioni tradant.

5. Pensio vitalitia data ob mutilationem vel debilitationem in bello perpessam religiosis simpliciter professis pertinet ad respectivam Religionem, si tempore servitii militaris votis obstricti erant. Si autem agatur de iis de quibus in can. 673, § 1 (membres des sociétés religieuses sans vœux), aut de iis quorum vota vel promissa tunc suspensa manebant, pensio pertinet ad personam, quae tamen tenetur eam suo Instituto tradere quamdiu in eo permaneat.

6. Emolumenta pecuniaria ob decus militare (la médaille militaire, la croix de la légion d'honneur) in bello reportatum obvenientia, non pertinent ad ex-milites, sed ad Religionem, nisi de iis agatur, qui votis non erant obstricti tempore belli.

7. Retributio singulis militibus in actu eorum dimissionis tributa tamquam sollemne publicae gratitudinis signum (la prime de démobilisation) pertinet ad Religionem, nisi tempore belli votis ligati minime fuerint.

8. Qui de pecuniis occasione belli perceptis contra superiores resolutiones jam disposuerit etiam in favorem tertii, tenentur ad restitutionem, nisi religiosus ex permissione Superioris, rationabiliter praesumpta, egerit.

Sanctissimus omnes resolutiones approbavit.

56. — C. *Profession religieuse in articulo mortis.* — Cette profession permise aux novices et postulants, par le décret du 10 septembre 1912 (A. A. S., IV, 589) l'est encore après le Code (S. C. de Rel., 29 déc. 1922); mais le pouvoir de la recevoir est accordé non seulement au Supérieur du monastère ou de la maison de probation ou du noviciat, mais encore « ad respectivos Superiores majores juxta Constitutiones, et ad praedictorum omnium delegatos ».

Le décret de 1912 (modifié en ce sens) a été publié de nouveau par la Cong. de Relig., le 30 déc. 1922.

a) In quocumque Ordine, vel quavis Congregatione aut Societate religiosa, vel monasterio sive virorum sive

mulierum, vel etiam in Institutis in quibus, quamvis vota non emittantur, in communi tamen vita agitur more Religiosorum, liceat exinde Novitios seu Probandos, qui medici judicio graviter aegrotent, adeo ut in mortis articulo constitui existimentur, ad professionem vel consecrationem aut promissionem juxta proprias Regulas seu Constitutiones admittere, quamvis tempus novitiatus vel probationis nondum expleverint.

b) Attamen, ut novitii seu probandi ad supradictam professionem aut consecrationem aut promissionem admitti queant, oportet :

1. Ut novitiatum seu probationem canonice inceperint.

2. Superior qui Novitiatum seu Probandum ad professionem vel consecrationem aut promissionem admittit, praeter Superiores Majores respectivos, quibus ex praescripto Constitutionum competit, esse possit etiam ille qui monasterium, vel novitiatus aut probandatus domum actu regat, aut praedictorum Superiorum delegatus.

3. Formula professionis vel consecrationis aut promissionis sit eadem quae in Instituto extra casum aegritudinis in usu est; et vota, si nuncupentur, sine temporis determinatione aut perpetuitate pronuntientur.

4. Qui hujusmodi professionem, consecrationem vel promissionem emiserit, particeps erit omnium omnino indulgentiarum, suffragiorum et gratiarum, quae Religiosi vere professi in eodem Instituto decedentes consequuntur; eidem autem plenaria peccatorum suorum indulgentia et remissio in forma Jubilaei misericorditer in Domino conceditur.

5. Haec professio vel consecratio aut promissio, praeter gratias in praecedenti articulo enuntiatas, nullum omnino alium producit effectum.

c) Proinde, si Novitius seu Probandus post hujusmodi professionem vel consecrationem aut promissionem intestatus decedat, Institutum nulla bona vel jura ad ipsum pertinentia sibi vindicare poterit.

Si convalescat antequam tempus novitiatus seu probandatus exspiret, in eadem omnino conditione versetur ac si nullam professionem emisisset; ideoque : libere, si velit, ad saeculum redire poterit, et Superiores illum

dimittere valent; totum novitiatus seu probandatus tempus in singulis Institutis definitum, licet sit ultra annum, explere debet; hoc tempore expleto, si perseveret, nova professio seu consecratio vel promissio erit emittenda.

d) Declarat denique haec Sacra Congregatio, nihil obstare quominus praedictae dispositiones etiam in Constitutiones Ordinum et Congregationum inseri valeant, si hoc Instituta ipsa postulent. C. de Rel., 30 déc. 1922, A. A. S., XV, 156-158.

57. — 8° De l'organisation des études dans les instituts de clercs (cc. 587-591). — Voir la lettre apostolique *Unigenitus Dei Filius* adressée par Pie XI aux supérieurs généraux de ces instituts, le 19 mars 1924, A. A. S., XVI, 133-148.

Voir aussi au c. 130, § 1, les réponses 2 et 3, et au c. 976.

58. — 9° Obligations et Privilèges des religieux (cc. 592-631).

A. *Clôture* (cc. 597-607). — *a*) Lege clausurae papalis non comprehenduntur moniales quarum vota, quamvis ex Instituto deberent esse sollemnia, tamen in aliquibus locis, ex praescripto Sedis Apostolicae sunt simplicia : et hoc, ratione indulti apostolici adhuc in vigore manentis. Com. Int., 1er mars 1921, A. A. S., XIII, 178.

b) Attamen post decretum « circa moniales in Gallia et in Belgio » (n. **27**, *d*) quam plura monasteria ex illis regionibus alacriter egerunt de obtinenda facultate qua monialcs eorumdem ad vota solemnia profitenda admitterentur; et enixe postulaverunt ut de *clausurae papalis* lege quae talem concessionem consequitur rite a C. de Religiosis instruerentur.

c) Hinc opportunum judicavit C. de Relig., ut instructio promulgaretur quae veluti norma pro uni-

versis monialium monasteriis, in quibus vota solemnia emittuntur, esse queat.

59. — Instructio praedicta data est die 6 febr. 1924, A. A. S., XVI, 96-101 (texte latin), 192-196 (traduction française); 373-378 (trad. italienne); 404-408 (trad. espagnole).

I. Moniales, vi suae professionis et legis ecclesiasticae, contrahunt obligationem :

a) semper manendi intra septa sui cujusque monasterii, ita ut, sine speciali Sanctae Sedis indulto, inde exire non liceat, salvis casibus de quibus infra (can. 601);

b) nec admittendi intra eadem septa quamcumque personam cujusvis generis, conditionis, sexus, aetatis, sine licentia Sanctae Sedis, nisi persona sit a jure excepta, ut infra (can. 600).

Haec est Clausurae Papalis lex et obligatio, eaque afficit etiam monasteria in quibus monialium numerus quantumcumque imminutus sit.

60. — II. Monasterium ergo, una cum adjacentibus hortis et viridariis (can. 597, § 2), ita circumseptum esse debet, ut, quoad fieri potest, nullus sit in ea vel ab iis prospectus externarum personarum (can. 602).

1° Si quae fenestrae respiciant publicam plateam vel domos vicinas, vel communicationem cum extraneis permittant, ita vitris opacis vel valvulis (foriculis) muniri debent, ut prospectus hinc inde impediatur.

2° Si chorus crates habet per quas moniales altare videant, ita crates dispositae esse debent ut fideles, e loco ipsis reservato, ipsas moniales videre nequeant.

3° Sedes confessionalis ita disposita sit oportet ut confessarius extra clausuram, poenitentes vero intra reperiantur.

4° Locus in quo moniales sacram Communionem recipiunt, ita, sive porta sive sipario (rideau opaque), occlusus esse debet ut moniales a fidelibus videri nequeant.

5° Apud januam monasterii, in sacrario, et ubicumque necessarium videatur, rota muro inseratur, per quam res necessariae transmitti possint. Nihil obstat quominus hac in rota parvum foramen sit, per quod videri possit quaenam res rotae immittantur.

6° Intra limites clausurae papalis non comprehenditur publicum templum cum continenti sacrario (c. 597, § 2), ad quae propterea, sine Sanctae Sedis indulto, moniales accedere nequeunt.

61. — III. Duobus modis lex clausurae violari potest : aut per indebitum egressum monialium e septis monasterii, quocumque praetextu, etiam ad breve tempus factum (can. 601), aut per indebitum ingressum cujuscumque alius personae sine licentia Sanctae Sedis.

1° *Egressus* e monasterio sine licentia Sanctae Sedis monialibus, post professionem, licet solummodo in casu imminentis periculi mortis vel alius gravissimi mali. Hoc periculum, si tempus suppetat, ab Ordinario loci scripto recognosci debet (can. 601).

a) Talia pericula sunt : incendium, inundatio, ruina fabricae, terrores belli, invasio militum et cetera hujusmodi. Eadem provenire possunt etiam ex parte cujusdam monialis, exempli gratia, dementia periculosa affectae aut morbo epidemico laborantis, quo in casu hujusmodi monialis e clausura recedere debet, ut incolumitati religiosae communitatis consulatur. Si tamen tempus permittat, Ordinarius loci, a monialibus rogatus, periculum et causam sufficientem egrediendi e clausura scripto recognoscere debet.

b) Sine licentia Sanctae Sedis ergo non potest monialis ab uno monasterio ad aliud, etiam ejusdem Ordinis, nec ad breve tempus, transferri; nec exire causa novae fundationis faciendae; nec ut exerceat munus abbatissae seu antistitae aut magistrae novitiarum; nec ad curandam valetudinem; nec ad invigilandum aedificationi novi monasterii. Quae tamen licentiae a Sacra Congregatione, justis de causis et debitis praescriptis conditionibus, concedi solent.

c) Si supra tectum monasterii sit ambulacrum, ad illud accedere moniales poterunt, dummodo cratibus undequaque rite protegatur.

d) Cum saepissime necessitas adsit, ut moniales, propter decorem domus Dei, per seipsas in ecclesia exteriore ea faciant, quae requiruntur ut semper debita munditie et nitore resplendeat, et praecipue in festis majoribus

convenienti ornatu decoretur, Sancta Sedes, pro monasteriis id petentibus, antistitae facultatem concedit designandi religiosas, quotquot videantur necessariae, quae tempore quo nemo est in ecclesia et haec omnino clausa manet, in eam descendere possint, ut ea omnia agant quae ad cultum ecclesiae ejusque munditiem pertinent.

e) Quamvis adspirantes ad habitum religiosum, dum postulatum peragunt, lege clausurae teneantur (can. 540, § 3), tamen libere et absque licentia Sanctae Sedis e monasterio egredi possunt quando ad saeculum sponte eas redire aut a superioribus dimitti contingat ; et idem de novitiis dicendum, aut de professis votorum temporariorum quando vota expiraverint, vel legitime dimissae fuerint.

62. — 2° *Ingressus* in monasterium sine venia Sanctae Sedis vi can. 600, sequentibus personis licet :

a) Ordinario loci aut superiori regulari monasterium visitantibus, vel aliis visitatoribus ab ipsis delegatis, licet clausuram ingredi dumtaxat inspectionis causa, cautoque ut unus saltem clericus vel religiosus vir maturae aetatis eos comitetur (can. 600, 1°).

b) Pro sola igitur visitatione *locali* peragenda visitatori clausuram ingredi licet. Visitatio *personalis* extra clausuram ad crates fieri debet. Nec Ordinario aut superiori regulari aut visitatori extra actum visitationis ratione officii clausuram ingredi fas est.

c) Causa explorationis, quae ante vestitionem et utramque professionem ab Ordinario loci vel ejus delegato fieri debet, nec non pro electione antistitae, Ordinarius loci aut eius delegatus clausuram ingredi non debet (can. 506, § 2 ; 552, § 2).

d) Si vestitioni vel professioni monialium Episcopus vel alius sacerdos praesit, neque ipsis clausuram ingredi, neque postulanti aut professurae ex ea egredi licet.

e) Visitator ingressurus clausuram inspectionis causa ab uno saltem clerico vel religioso, etiam converso, maturae aetatis comitari debet, qui toto tempore, quo in monasterio moratur, ab eo non discedat.

f) Confessarius vel qui ejus vices gerit, potest, cum debitis cautelis, ingredi clausuram ad ministranda sacra-

menta infirmis aut ad adsistendum morientibus (can. 600, 2°). Haec facultas respicit confessarium ordinarium monasterii vel *qui ejus vices gerit*, quibus ex c. 514, § 2, competit administratio sacramentorum et adsistentia morientibus in monasteriis monialium; in horum defectu alius etiam sacerdos clausuram ingredi potest.

g) Ad excipiendas confessiones aegrotantium ingredi clausuram potest, quoties requiratur, non solum confessarius ordinarius, sed etiam extraordinarius vel adjunctus aut confessarius quilibet a graviter aegrotante accersitus, de quo in c. 533 fit sermo.

h) Debitae cautelae adhibendae pro Communione administranda in decreto Sacrae Congregationis de Religiosis 1 septembris 1912 exhibentur : « Oportet ut quatuor religiosae maturae aetatis, si fieri possit, ab ingressu in clausuram usque ad egressum sacerdotem comitentur, qui sacram pyxidem, aliquas consecratas particulas continentem, deferre, sacram communionem administrare, reverti ad ecclesiam, eamdemque sacram pyxidem reponere debet, servatis rubricis a Rituali Romano pro communione infirmorum statutis. »

i) Pro confessione excipienda sequentes cautelae praescribuntur: duae moniales confessarium ad cellam infirmae comitentur ibique ante ostium cellae apertum expectent, dum confessionem audit, ut redeuntem ad monasterii januam iterum comitari possint.

k) Quandocumque sacerdotem ad supradicta ministeria obeunda clausuram ingredi contingat, finito ipso ministerio statim e monasterio egredi debet.

l) Si verbum Dei monialibus ad crates commode praedicari non potest, S. Sedis licentia exquirenda est, quae, si graves adsint rationes, eam denegare non solet, ut praedicatores clausuram ingredi et in choro sive in capitulo praedicare valeant, servatis tamen animadversionibus et cautelis pro ingressu confessarii supra descriptis.

m) Possunt clausuram ingredi qui supremum actu tenent populorum principatum eorumque uxores cum comitatu; item Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales (can. 600, 3°).

n) Antistitae est, adhibitis debitis cautelis, ingressum

permittere medicis, chirurgis, aliisque quorum opera est necessaria, impetrata prius saltem habituali adprobatione ab Ordinario loci; si vero necessitas urgeat, nec tempus suppetat adprobationem petendi, haec jure supponitur (can. 600, 4°).

o) Antistita ergo, facultate hac ipsa lege a Sancta Sede sibi tributa, potest omnibus personis, quorum opera intra septa monasterii necessaria est, ingressum permittere; prius tamen ab Ordinario loci saltem habitualem adprobationem obtinere debet. Hinc usuvenit, ut moniales in principio cujuslibet anni in libro apposito recenseant eos omnes, quorum opera, ut plurimum, in monasterio, vel in horto, vel in officinis intra septa monasterii sitis, durante anno, occurret (medicos, aut alios ad infirmarum curationem necessarios, operarios pro horto, pro cella vinaria, pro stabulis opifices et alias hujusmodi personas); quem librum Ordinario pro illa habituali adprobatione obtinenda subscribendum praesentent. Si vero in aliquo casu extraordinario necessitas monasterii ingrediendi urgeat, nec tempus suppetat adprobationem ab Ordinario petendi, haec approbatio jure praesumitur, id est ipsa lex hanc praesumptionem ratam habet.

p) Antistitae autem injungitur in omnibus casibus debitas adhibere cautelas. Quae quidem cautelae in hoc consistunt quod personae ingredientes, ex assumptis certis informationibus, sint optimae famae ac moribus praestantes, a duabus monialibus, ex gravioribus, ad locum ubi eorum opera requiritur, comitentur, nec ulli moniali permittatur hujusmodi personas alloqui praeter eos quae cum illis de eorum officiis agere debent.

IV. Claves clausurae diu noctuque semper sint apud antistitam quae illas tradet monialibus designatis, quoties opus fuerit.

Quod si antistita vel quaelibet alia personam quamcumque sine legitima licentia in monasterium introduceret, vel solum admitteret, non tantum graviter peccaret, sed etiam ipso facto excommunicationem Sedi Apostolicae simpliciter reservatam incurreret (can. 2342, 1°).

Adspirantes ad habitum religiosum clausuram ingrediuntur de licentia Ordinarii.

Puellas tamen educationis causa vel alia etiam pia causa

in monasterium admittere, absque S. Sedis licentia, non licet.

63. — V. *In collocutorio,* quo moniales, intra limites a Constitutionibus uniuscujusque religionis praescriptos, externas personas recipere possunt, duae debent esse crates, inter se spatio circiter viginti centimetrorum distantes atque muro infixae, ita ut aperiri nequeant. Si Constitutiones id permittant, in collocutorio etiam rota esse potest. Quo vero ad cetera omnia quae collocutorium respiciunt, praecipue circa continuam vigilantiam de iis quae ibi fiunt aut dicuntur, Constitutiones uniuscujusque monasterii exacte observentur.

VI. Clausura monialium, etsi regularibus subjectarum, quoad ejus accuratam observantiam, sub vigilantia est Ordinarii loci, qui potest delinquentes contra eam, regularibus viris non exceptis, poenis quoque ac censuris corrigere post delictum et coercere ne eam violent. Etiam superiori regulari custodia clausurae monialium sibi subjectarum commissa est, qui moniales aut alios suos subditos, si quid hac in re deliquerint, poenis quoque punire potest (can. 603).

64. — B. *Obligation du chœur* (c. **610**, § **2**). — Vi hujus canonis, Missa officio diei respondens debet celebrari non tantum in religionibus regularium et monialium vota sollemnia habentium, sed etiam in domibus religiosarum vota simplicia habentium, quibus ex Constitutionibus a Sancta Sede approbatis est obligatio chori. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 113-114.

C. *Droit de quêter* (c. **621**, § **1**). — Hic textus intelligendus est de religiosis mendicantibus stricto sensu dictis et non de illis qui latiori sensu tales appellantur, uti sunt Fratres Ordinis Praedicatorum. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

65. — 10° **Du passage à un autre institut** (cc. 632-636).

C. 632. — Moniales monasteriorum in quibus vota dumtaxat simplicia emittuntur juxta c. 488, 7° (et decr. S. C. de Rel., 23 jun. 1923) e proprio ad aliud hujusmodi monasterium sui juris et ejusdem Ordinis transire nequeunt sola Ordinarii vel Ordinariorum auctoritate, et servetur c. 632.

Eaedem moniales ab Ordinario vel Ordinariis e proprio ad aliud monasterium, uti suprà, de ipsarum et utrinsque communitatis consensu, transferri nequeunt ne ad tempus quidem, ita ut in novo monasterio, dum ibidem commorantur, juribus gaudere et officiis fungi valeant ut moniales de familia, sine praevia Apostolicae Sedis licentia. C. de Rel., 26 juin-9 nov. 1926, A. A. S., XVIII, 490.

C. 634. — Suffragium Capituli in admittendo religioso, de quo in c. 634, ad professionem sollemnem aut simplicem perpetuam, habet vim deliberativam, et non tantum consultivam. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 528.

66. — 11° De la sortie d'un institut religieux (cc. 637-645).

a) Religiosus qui saecularizationis indultum aut simplicium votorum dispensationem impetravit, potest primum aut alteram recusare, cum a locali Superiore ejusdem notitiam accipit, quamvis Superior generalis in scriptis jam exsecutoriale decretum rescripti emiserit ad normam can. 56, dummodo Superiores graves rationes in contrarium non habeant, quo in casu ad Sacram Congregationem referant. C. de Rel., 6 aug. 1922, A. A. S., XIV, 501.

b) Can. 640, § 1, comprehendit omnes qui *saecularizationis* indultum obtinuerunt sive a Sede Apostolica, sive ab Ordinario loci. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 662.

c) Qui indultum *exclaustrationis* ab Ordinario loci obtinuerunt, tenentur conditionibus appositis in can. 639, salva Ordinarii potestate concedendi exclaustrato ob rationes particulares facultatem retinendi habitum religiosum. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 662.

d) Religio in qua dos non pertingit ad rationabilem subsidii caritativi aestimationem, non liberatur ab omni obligatione erga Religiosam discedentem (quavis de causa, c. 551), sed e contrario tenetur supplere id quod, juxta c. 643, § 2, defuerit ad aequum subsidium caritativum constituendum. Facto verbo cum Sanctissimo. C. de Rel., 2 mart. 1924, A. A. S., XVI, 165-166.

e) Voir au c. 10 la réponse 4.

67. — 12° Renvoi des religieux (cc. 646-672).

a) Voir au c. 10, la réponse 1.

b) In dimissione alumnorum qui vota emiserunt sub hac vel simili conditione (in quibusdam Institutis votis apposita) « donec in congregatione vivam » ita ut alumnus sive sponte discedat, sive a Superioribus dimittatur, ipso facto a votis liber evadat, serventur canones 646, 647 et 648 de dimissione religiosorum qui vota temporanea emiserunt, et non can. 649 sqq. de dimissione eorum qui vota perpetua emiserunt. Com. Int., 1er mars 1921, A. A. S., XIII, 177.

c) Tempus utile ad interponendum recursum quoad effectum suspensivum de quo in c. 647, § 2, est decem dierum ab intimatione decreti religioso dimisso facta, juxta normam traditam in similibus casibus, ut can. 1465, § 1, et 2155, §§ 1, 2. C. de Rel., 20 jul. 1923, A. A. S., XV, 457.

Ut autem omnis ambigendi locus tollatur, tam circa terminum hujuscemodi, quam circa ea quae exinde sequuntur, haec Sacra Congregatio sequentia prae oculis habenda et servanda animadvertit :

1. Recursum contra dimissionis decretum Religiosus interponere potest vel immediate per epistolam ad S. C. de Religiosis mittendam, vel mediate, videlicet per eum qui dimissionis decretum sibi communicavit.

2. Ad interpositi recursus probationem requiritur et sufficit vel authenticum documentum vel saltem duorum fide dignorum hominum testimonium.

3. Tempus utile decem dierum ab intimatione decreti Religioso facta supputandum erit ad normam can. 34, § 3, n. 3, et ita ut non currat si dimissus recurrendi jus ignoret, aut agere non valeat juxta dispositiones can. 35; quapropter expedit ut Superior de praedicto jure et de limite temporis dimissum edoceat in actu ipso intimationis.

4. Recursus utili tempore interpositus effectum habet suspensivum; ideoque, donec decretum dimissionis a Sacra Congregatione de Religiosis confirmetur, ac de facta confirmatione Superior dimittens, authentico Sacrae Congregationis documento, edoceatur, dimissionis decretum nullum sortitur effectum, et executioni demandari nequit.

5. Pendente recursu, dimissus adhuc est Religiosus, ideoque eisdem ac ceteri tenetur obligationibus et potitur juribus, et eodem prorsus modo ac ante dimissionem. Quapropter in domo religiosa commorandi jus et obligationem habet, et sub Superiorum obedientia manere debet, firmo praescripto can. 2243, § 2.

d) Professus votorum simplicium in Ordine vel Congregatione, qui durante trienno amens evaserit, judicio medicorum etiam insanabiliter, non potest, finito triennio, ad suos vel ad saeculum remitti, sed debet in Religione retineri. Religiosus praedictus pertinet ad Religionem in eo statu in quo erat quando mente captus est, et Religio tenetur erga eum ad eadem officia ad quae tunc tenebatur. Cong. de Rel., 5 febr. 1925, A. A. S., XVII, 107.

68. — 13° Sociétés religieuses sans vœux (cc. 673-681).

a) Societatibus clericalibus sine votis applicantur :

cc. 2386, 2387, 2389, quatenus sodales vitam communem agant; c. 2410, quatenus societas privilegio gaudeat dimissorias concedendi ad Ordines suis subditis; prima pars c. 2411, salvis quoad reliqua constitutionibus. Eis applicatur etiam c. 2413. Com. Int., 2-3 jun. 1918, A. A. S., X, 347.

b) In dimissione sodalium, si vinculum quo adstringuntur sodales Societatis sine votis est temporale, serventur canones 646, 647 et 648, qui agunt de dimissione religiosorum qui vota temporaria emiserunt; si sit perpetuum, serventur canones 649 sqq. de dimissione religiosorum qui vota perpetua nuncuparunt. Com. Int., 1er mars 1921, A. A. S., XIII, 177.

c) Voir aux cc. 505; 1406, § 1, n. 9.

TROISIÈME PARTIE

Des laïques (cc. 682-725).

---

69. — Après deux canons préliminaires sur les laïques en général, le Code traite longuement des associations de fidèles soit en général (cc. 684-699) soit en particulier : tiers-ordres, archiconfréries, confréries, pieuses unions (cc. 700-725). On trouvera un exposé succinct de ces canons dans les articles *Confréries, Fidèles, Tiers-Ordres,* du *Dictionnaire pratique des connaissances religieuses.* Comme ouvrage spécial, on consultera ceux que nous indiquerons plus loin à propos des Indulgences, et en particulier le tome II de Béringer. Il est consacré tout entier aux *Confréries et pieuses associations* (in-8° de 488 pp.) et constitue le commentaire le plus détaillé du *De laicis.* Sur le *Tiers-Ordre de Saint-François,* en particulier, il existe une petite étude canonique précise du P. Stein, traduite par le P. Inghels (in-8° de 71 pp., Malines, imprimerie S.-François, 1925).

Trois décisions romaines seulement sont à signaler :

1. Un évêque ayant demandé à Rome quels étaient ses pouvoirs sur les *Conférences de Saint-Vincent de Paul* établies dans son diocèse, la Congrégation du Concile a maintenu l'autonomie de ces groupements

laïcs recommandés par l'Église, mais non érigés par elle. L'évêque n'a sur eux que le droit et le devoir général de vigilance, en vertu duquel il peut et doit veiller à ce que rien ne s'y fasse de contraire à la foi et à la morale, corriger et réprimer les abus qui s'y produiraient. Les considérants de cette décision (13 nov. 1920) sont très intéressants à étudier. A. A. S., XIII, 135-144.

Conferentiae Vincentianae sunt associatio pia non ecclesiatica, cui non possunt applicari canones Codicis, qui agunt de associationibus quae, per erectionem auctoritatis ecclesiasticae, vere ecclesiasticae fiunt.

At etiam associationes non ecclesiasticae subsunt *vigilantiae* Episcopi, praesertim si opus quod aggrediuntur Episcopi jurisdictioni sit obnoxium, v. g., quoad instructionem religiosam in schola impertiendam (ex voto consultoris).

2. **C. 702-706.** — Les scapulaires des Tiers-Ordres ne peuvent pas être remplacés par des médailles. Toutes les concessions contraires à cette décision (25 mars 1922) ont été révoquées par elle.

3. **C. 711, § 2.** — Vi hujus canonis locorum Ordinarii non stricte tenentur erigere in qualibet paroecia confraternitatem SS. Sacramenti; ejus loco possunt, secundum peculiaria adjuncta, instituere piam unionem vel sodalitatem SS. Sacramenti.

Archiconfraternitati SS. Sacramenti in Urbe erectae *ipso jure* aggregatae sunt tantum confraternitates SS. Sacramenti proprie dictae, *non* etiam piae uniones aliaeque sodalitates SS. Sacramenti.

Com. Int., 6 mars 1927, A. A. S., XIX, 161.

LIVRE TROISIÈME

DES CHOSES

Sous ce terme très général, après quelques canons préliminaires sur la simonie (cc. 726-730), le Code traite en six parties : des Sacrements et des Sacramentaux (cc. 731-1153) ; des lieux et des temps sacrés (cc. 1154-1254) ; du culte divin (cc. 1255-1321) ; du magistère ecclésiastique (cc. 1322-1408) ; des bénéfices et autres institutions ecclésiastiques non collégiales (cc. 1409-1494) ; enfin des biens temporels de l'Eglise (cc. 1495-1551).

PREMIÈRE PARTIE

Des Sacrements et Sacramentaux.

70. — Le traité des Sacrements, par lequel s'ouvre le livre III du Code, a été l'objet de nombreuses publications. Nous nous bornerons à citer comme travail d'ensemble le *Tractatus canonico-moralis de Sacramentis* de F.-M. Cappello, 3 in-8° de xxiii-696, 896, et xii-952 pp., Turin, Marietti, 1921-1923 (Sacrements en général, Baptême, Confirmation, Eucharistie, Pé-

nitence, Mariage). Il lui reste encore à publier l'Ordre et l'Extrême-Onction (2e partie du 2e vol.).

Sur le baptême, E. Lancrenon, docteur en médecine et prêtre, a publié un *Petit traité du baptême* (in-8° de 32 pp., Paris, Édit. Spes, 1925) qui rendra le plus grand service aux médecins et aux sages-femmes, à qui il est principalement destiné. Une thèse de doctorat (in-8° de 148 p.) a été soutenue et publiée à l'Université catholique de Washington, en 1925, par R.-J. Kearney sur les parrains : *Sponsors at baptism.*

L. Honoré, S. J., a publié un étude historique sur *Le Secret de la Confession* (in-8° de xxi-160 pp., Bruges, Beyaert, 1924), et A. Teetaert, O. Cap., une excellente monographie sur *La confession aux laïques dans l'Église latine,* depuis le viiie siècle jusqu'au xive (in-8° de xxviii-512 pp., Bruges, Beyaert, 1926). La réserve des péchés a fait l'objet d'une thèse soutenue en 1924 à l'Université de Washington, par E.-V. Dargin, *Reserved Cases* (in-8° de 104 p.), et d'un opuscule de Nic. Farrugia, O. S. A., *De casuum conscientiae reservatione,* in-12 de 73 p., Turin, Marietti, 1922. E. Brahm, rédemptoriste, a réédité, en l'adaptant au Code, son travail apprécié *De reticentia voluntaria peccatorum in confessione,* 5e éd., in-8° de 95 p., Esschen, Librairie S.-Alphonse, 1924.

Au sacrement de Pénitence, le Code et les auteurs rattachent la question des Indulgences. La législation canonique a été exposée par L. Fanfani, *De Indulgentiis,* 2e éd., in-16 de 150 p., Turin, Marietti, 1926; J. Lacau, *Précieux trésor des indulgences,* in-16 de xvi-304 p., Turin, Marietti, 1924; F.-E. Hagedorn, *General legislation an Indulgences,* in-8° de 148 p., Washington, Université catholique, 1924. Le *Tractatus de indulgentiis,* à l'usage du séminaire de Malines, dont la troisième édition datait de 1903, vient d'être

également refondu par M. le chanoine Gougnard, professeur de morale spéciale au grand séminaire de Malines (in-8° de 274 p., Malines, Dessain, 1926). Cet ouvrage est remarquable de clarté et de précision. La partie générale est suffisante, sans être très développée (p. 1-55) : l'auteur y étudie la nature des indulgences, leurs espèces, ceux qui peuvent les concéder, leur cessation, et les conditions requises pour les gagner. Le reste du volume passe en revue les principales indulgences (jubilé, chemin de la croix, autel privilégié, bénédictions apostoliques, indulgences apostoliques, chapelets divers et Rosaire, Scapulaires, Indulgence de la Portioncule, Prières et pratiques indulgenciées), et y insère tout un traité (p. 116-178) sur les Associations pieuses (Tiers-Ordres, Confréries, Archiconfréries, Pieuses Unions). Sans être aussi complet que l'encyclopédie de Béringer, ce manuel très exact et très pratique est appelé à rendre de grands services. C'est presque le même plan qu'a suivi Paul Féron-Vrau, dans son *Petit traité pratique des Indulgences*, in-8° de 146 p., Paris, Bonne Presse, 1925. Comme c'est avant tout un traité pratique, la doctrine s'y trouve très brièvement exposée, mais elle est sûre et puisée aux meilleures sources. Les très nombreux renseignements que contient ce traité sur les indulgences particulières et les Pieuses Unions seront très utiles aux lecteurs, comme aussi les tableaux mis en appendice (indulgences plénières qu'on peut gagner tous les jours ou une fois par semaine; indulgences partielles faciles à gagner au cours de chaque journée; adresses utiles). Voyez aussi dans le *Dictionnaire pratique des Connaissances religieuses* les articles *Confréries, Indulgences, Jubilé,* etc. Il a été également publié une nouvelle édition française du grand ouvrage de P. Béringer, *Les Indulgences*, revu

par le P. *Steinen*. Cette traduction, faite par l'abbé Ph. Mazoyer, a été approuvée par un décret de la Pénitencerie « quae hoc opus approbavit et, quoad Indulgentias inibi relatas, authenticum recognovit » : 2 in-8° de VIII-640 et 488 pp., Paris, Lethielleux, 1925. Les jubilés de 1925 et de 1926 ont donné lieu à de nombreux ouvrages parmi lesquels il suffira de mentionner, parce qu'il a une valeur durable, H. THURSTON, *The roman Jubilee,* History and ceremonial, in-8° de 206 p., Londres, Sands, 1925.

Sur l'Eucharistie, nous signalons, au point de vue pratique, la brochure du P. GERBER, *La Sainte-Eucharistie,* in-12 de 200 p., Paris, Téqui, 1925; et surtout le travail plus considérable du chanoine DURIEUX, *L'Eucharistie,* in-12 de 328 p., Paris, Gabalda, 1924. Aux honoraires de messes [1] ont été consacrés deux ouvrages : J.-B. FERRERES, S. J., *Las misas manuales segun la disciplina vigente,* in-12 de 347 p., Madrid, Razon y Fe, 1923; et C.-F. KELLER, *Mass stipends,* in-8° de 168 p., Washington, Université catholique, 1925.

Le Sacrement de l'Ordre a été étudié, au point de vue historique, par J. TIXERONT, *L'Ordre et les Ordinations*, in-12 de VIII-274 pp., Paris, Gabalda, 1925. N. HILLING, suivant la méthode allemande, en a traité au début de son *Personenrecht :* et il semble bien que pratiquement il y ait avantage à joindre au traité des Clercs cette étude de l'Ordination, et aussi celle des Séminaires, comme à rattacher l'étude des Bénéfices à celle des Offices.

Sur le droit matrimonial, nous avons de nombreuses

1. La nature juridique des honoraires des messes a été beaucoup étudiée, à l'occasion du *Mysterium fidei* du P. de la Taille, et surtout de l'*Esquisse de la foi* (p. 111-251) du même auteur. Voir également V. DEL GIUDICE, *Stipendia Missarum*, in-8° de 207 p., Rome, Athenaeum, 1922.

et excellentes études, et dans toutes les langues. En français : le petit résumé de E. Jombart, S. J., *Le Mariage* (in-16 de iv-84 pp., Paris, Téqui, 1925); celui plus développé de P. Durieux, *Le mariage en droit canonique* (in-12 de viii-176 pp., Paris, Gabalda, 1924); et enfin l'ouvrage de P. Fourneret, *Le mariage chrétien* (Principes, Guide pratique, Formulaire), 3e éd., in-8° de xxxii-472 pp., Paris, Beauchesne, 1921. En latin : N. Farrugia, O. S. A., *De matrimonio et causis matrimonialibus*, in-12 de viii-564 pp., Turin, Marietti, 1924; A. de Smet, *De sponsalibus et matrimonio*[1], 4e éd., in-4° de xlvi-840 pp., Bruges, Beyaert, 1923; P. Chrétien, *De matrimonio*, in-8° de viii-332 pp., Metz, 1927, et surtout Wernz-Vidal, mentionné au n. 6. En allemand : J. Linneborn, *Grundriss des Eherechts*, 3e éd., in-12 de xv-450 pp., Paderborn, Schöningh, 1922; Th. Schaefer, *Das Eherecht nach dem Codex juris canonici*, 9e éd., in-8° de xii-344 pp., München-in-W., Aschendorff, 1924; F. Schönsteiner, *Grundriss des Katholischen Eherechts*, Wien, Kirch, 1925; N. Hilling, *Das Eherecht des Codex juris canonici*, in-8° de viii-176 pp., Freiburg-in-B., J. Waibel, 1927. Des monographies ont été écrites : sur l'empêchement de rapt (M. Mitterer, *Geschichte des Ehehindernisses der Entführung im Kanonischen Recht seit Gratian*, in-8° de xii-128 pp., Paderborn, Schöningh, 1924), sur la célébration du mariage (I. Rossi, *De celebratione matrimonii*

1. Espérons que l'on publiera, comme pour les éditions précédentes, une traduction française de ce remarquable traité. Il en existe une traduction anglaise, par W. Dobell et A. Owens, *Betrothment and Marriage*, 2 in-8° de xxx-viii-310 et viii-375 pp., Bruges, Beyaert, 1925. — A. de Smet a également donné aux *Ephemerides Lovanienses*, deux articles importants sur la législation canonique du mariage : *Recentiores variationes et controversiae in re matrimoniali*, E[illegible] 1924, p. 558-579; 1925, p. 54-65.

juxta Codicem juris canonici, in-8° de 186 p., Rome, Pustet, 1924), sur le divorce (N.-G. Jonesco, *Le divorce dans l'Église orthodoxe,* in-8° de 167 p., Paris, Les Presses universitaires, 1925; J. Leclercq, *Le mariage civil et le divorce,* in-12 de 48 p., Bruxelles, Dewit, 1924; G. Kiselstein, *A propos du divorce civil,* in-8° de 29 p., Liége, Dessain, 1923), sur les mariages mixtes (M.-V. Kelly et J.-B. Geniesse, *Efficax antidotum ad matrimonia mixta praecavenda,* in-8° de 78 p., Rome, Pustet 1923), sur l'empêchement d'impuissance (G. Arendt, *Circa controversam validitatem matrimonii feminae recisae,* in-8° de viii-104 pp., Rome, Pustet, 1923), etc. Les questions canoniques occupent une grande place dans C. Lefebvre, *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial,* in-8° de xii-422 pp., Paris, Recueil Sirey, 1923. Voir aussi F. Degni, *Del matrimonio,* in-8° de 455 p., Turin, Unione tip. editrice Torinese, 1926 (Commentaire sur le Code civil italien. Aperçus historiques et comparaison avec les dispositions du droit canonique); Fr. Triebs, *Praktisches Handbuch des geltenden Kanonischen Eherechts in Vergleichung mit dem deutschen staatlichen Eherecht,* für Theologen und Juristen, I Teil, in-8° de 208 p., Breslau, Verlag Schesische Volkszeitung, 1925; Wlad. Abraham, *La conclusion du mariage dans le droit polonais primitif* (en polonais), in-8° de 475 p., Lwow, 1925 : ce volume est le tome IX des études sur l'histoire du droit polonais éditées sous la direction d'Osw. Balzer; A. Rosambert, *La veuve en droit canonique jusqu'au* xive *s.*, in-8° de xviii-249 pp., Paris, Dalloz, 1923.

Sur l'administration des sacrements aux mourants non catholiques : J.-L. King : *The administration of the sacraments to dying non catholics,* in-8° de 134 p., Washington, Université catholique, 1924.

TITRE I

Du baptême (cc. 737-779).

C. 756. — Voir au c. 98.

71. — 1° **Parrains de baptême** (cc. 762-769). — Deux questions posées à Rome par l'archevêque d'Utrecht, le 8 octobre 1924, au sujet des *parrains de baptême*, ont amené la Congrégation des Sacrements à envoyer sur cette question à tous les Ordinaires une très importante instruction (25 nov. 1925). « Elle commence par exposer l'antiquité et la sainteté de cet usage de donner des parrains dans la réception des sacrements de baptême et de confirmation. Elle rappelle les obligations des parrains qui sont, auprès de l'Eglise et de Dieu, les garants des enfants qu'ils présentent aux sacrements. Répondants des promesses qu'ils ont faites au nom de ces enfants lors de la réception du baptême, ils doivent se préoccuper de la réalisation de ces promesses, et ils n'ont pas de meilleur moyen pour arriver à ce but que de veiller, à défaut des parents, à l'instruction chrétienne des enfants. C'est là une obligation qu'ils contractent, et soit le Catéchisme du Concile de Trente, soit le Code, montrent, par les termes qu'ils emploient, que cette obligation est sérieuse et grave. » (*Ami du Clergé,* 1925, p. 168.) La Congrégation, en répon-

dant aux questions posées [1], déclare condamnable la coutume en vertu de laquelle, si le parrain n'assiste pas au baptême, les parents désignent pour le remplacer une autre personne, sans que le parrain donne mandat exprès de le remplacer au parrain ainsi substitué. Cette coutume ne permet pas de connaître avec certitude le vrai parrain, et fait que le curé ne peut pas se rendre compte si les personnes qu'on lui présente comme parrains sont dans les conditions voulues par le Code. Du reste, en paraissant réduire le rôle du parrain à un simple rite, elle ne lui donne pas une idée bien profonde des obligations réelles et

1. Voici le texte de la supplique de l'archevêque d'Utrecht : « Ex can. 765, n. 5, ut quis sit baptismi patrinus, oportet baptizandum in actu baptismi per se vel per procuratorem physice teneat aut tangat, vel statim levet, seu suscipiat de sacra fonte, aut de manibus baptizantis; et ex can. 768 patrinus cum baptizato contrahit spiritualem cognationem, quae quidem ex can. 1079 matrimonium irritat. Jamvero, uti apud nos moris est, qui patrinum agere vult, nemini mandatum confert expressum, sed, nisi per se officio illo perfungatur patrinus, baptizans vel baptizandi parentes aliam personam invitant, ut pro patrino absente agat. » Et voici maintenant les réponses de la Congrégation : « 1. Ex tali agendi modo patrinus absens contrahit cognationem spiritualem et inde exoritur impedimentum can. 1079, si patrinus, agnoscens hujusmodi consuetudinem, eidem sese conformare intendit, et aliunde patrinus ipse esse possit ad normam can. 765. — 2. Attamen praedicta consuetudo est reprobanda : *a*) quia indubitanter constare debet patrinum in facie Ecclesiae proprium munus suscepisse, quod per dictam consuetudinem manet incertum et aequivocum; *b*) quia patrinus suum munus suscipere debet cum plena notitia et conscientia inde orientis obligationis ad mentem can. 769, quod excludere videtur praefata consuetudo, quippe quae redigit patrini officium ad quemdam inanem ritum; *c*) quia ex tali recepto more facultas fere demitur parocho conditiones explorandi, quae a can. 765 et 766 requiruntur, ut quis valide et licite patrini munus suscipiat. — Iis prae oculis habitis, instructio pro R^mis^ Ordinariis locorum fiat. »

graves qu'il contracte. En terminant, l'instruction fait ressortir l'importance et l'utilité pratique, surtout de nos jours, de cette institution des parrains, obligés de veiller à l'instruction chrétienne et à la bonne éducation de leurs filleuls. C. de Sacr., 25 nov. 1925, A. A. S., XVIII, 43-47.

Equidem in spirituali hominis regeneratione, quae fit per baptismum, ex vetustissimo Ecclesiae more patrini adhibentur, qui a sacrarum rerum scriptoribus *susceptores*, vel *sponsores*, seu *fidejussores* sunt appellati, horumque mentio primis religionis christianae saeculis jam habetur, ut penes Tertullianum, *De baptismo*, cap. 18. Cum enim ex baptismo vita spiritualis incipiat et confirmatione perficiatur, Ecclesia jam e remotiore aetate baptizantem vel confirmantem nec non patrinum et matrinam habuit tamquam parentes spirituales baptizati vel confirmati; unde nomen patrini et matrinae. Qua ex spirituali cognatione consequens fuit processu temporis, ut inductum sit impedimentum matrimonium dirimens; idque religiose excepit lex Justinianea (l. 26, Cod. V, 4), hanc reddens rationem : « quum nihil aliud sic inducere potest paternam affectionem et justam nuptiarum prohibitionem, quam hujusmodi nexus per quem, Deo mediante, animae eorum copulatae sunt. » Et ex hodierni nostri Codicis praescripto vi cc. 768, 797 cognationis spiritualis institutum in sua substantia perseverat immutatum; verum hodie mutatur ejus effectus, quia cognatio tantum quae ex baptismo oritur impedimentum secumfert dirimens matrimonium (c. 1079), idemque arctioribus limitibus constrictum.

Porro Ecclesia, pro diversa temporum conditione, impedimentum ob spiritualem cognationem constitutum, diversis limitibus constringere duxit : nihilominus Decretales RR. Pontificum, Instructiones a Conciliis et a Sacris Congregationibus editae id unum constanter docent, nempe studium, quo Ecclesia semper curavit, ut patrinorum munus sancte suscipiatur, eorumdemque obligationes fideliter expleantur.

Compertum est enim quam arctis vinculis et officiis

patrini ac filioli inter se devinciantur. Ait Nicolaus Papa : « Ita diligere debet homo eum qui se suscepit de sacro fonte, sicut patrem » (c. I, C. XXX, q. 3). Ac veteres sacri canones obligationes patrinorum ita diserte describunt : « Vos ante omnia, tam mulieres quam viros, qui filios in baptismo suscepistis, moneo, ut vos cognoscatis fidejussores apud Deum exstitisse pro illis, quos visi estis de sacro fonte suscipere. Ideo semper eos admonete, ut castitatem custodiant, justitiam diligant, caritatem teneant. Ante omnia Symbolum et Orationem Dominicam et vos ipsi tenete, et illis, quos excepistis, ostendite » (c. 105, D. IV, *De consecr.*).

Ecclesia nempe indesinenter monuit patrinos atque edixit eosdem teneri ad religiosam filioli institutionem, ut S. C. S. O. explicavit die 9 dec. 1745, ad Mission. Ægypti, ex origine et natura patrinatus, simul referens doctrinam D. Thomae : « Spiritualis regeneratio quae fit per baptismum, quodammodo similis est generationi carnali : et quemadmodum in generatione carnali parvulus nuper natus indiget nutrice et paedagogo, ita quoque in regeneratione spirituali oportet ut aliquis sit, qui fungatur vice nutricis et paedagogi, filium suum spiritualem instruendo in iis quae pertinent ad fidem et vitam christianam » (*S. Th.*, p. III, quaest. 67, art. 7). Item in aliis Instructionibus ejusdem S. C., ut mense januario 1763, ad Praef. mission. Tripol., ac die 15 sept. 1869, ad Administratorem Apost. Perthen.

Et quemadmodum Catechismus Concilii Tridentini districte commonefacit : « Universe susceptores semper cogitent se hac potissimum lege obstrictos esse » (part. II^a, cap. II, n. 28), ita Codex juris canonici gravissimis verbis de obligationibus patrinorum quoad baptismum praecipit : « Patrinorum est, ex suscepto munere, spiritualem filium perpetuo sibi commendatum habere, atque in iis quae ad christianae vitae institutionem spectant, curare diligenter ut ille talem in tota vita se praebeat, qualem futurum esse sollemni caeremonia spoponderunt » (can. 769). Atque in *Rituali Romano*, nuper ad normam Codicis accommodato, iisdem verbis officia patrinorum inculcantur (*De patrinis*, n. 38, tit. II, c. I).

Quod autem ad Confirmationem spectat, in Pontificali Romano ita edicitur : « Pontifex patrino et matrinae annuntiat quod instruant filium suum bonis moribus, quod fugiat mala et faciat bona, et doceant eum *Credo in Deum* et *Pater noster*, et *Ave Maria*, quoniam ad hoc sunt obligati » (tit. *De confirmandis*). Et Codex juris canonici, can. 797 : « Patrinus obligatione tenetur confirmatum perpetuo sibi commendatum habendi ejusque christianam educationem curandi. »

Quapropter semper Ecclesia prohibuit ne ad patrini munus admittantur, qui ejus obligationes implere fideliter nolint, aut sedulo non possint; et Codex juris canonici conditiones distincte enumeravit ad munus illud [valide et] licite suscipiendum requisitas, scil. pro baptismo can. 765 et 766 quae item recoluntur in *Rituali Rom.*, l. c., nn. 35-36; ac pro confirmatione can. 795 et 796.

Quod vero ad quaestiones propositas a R. P. D. Archiepiscopo Ultrajecten. attinet, etiam Synodus prov. Ultrajectensis anno 1865 habita, vehementer conquerebatur quod nimis leviter et negligenter patrini munus susciperetur et peragaretur, ita arguens : « Hoc officium nimium negligenter habetur nostris diebus, deque eo vix cogitant sive ii quibus patrini inducendi cura est, sive iis qui sanctam hanc curationem in se suscipiunt. » Et Catechismus Concilii Tridentini graviter ita hunc morem reprehendit : « Hoc munus adeo negligenter in Ecclesia tractatur, ut nudum tantum hujus functionis nomen relictum sit, quid autem sancti in eo contineatur, ne suspicari quidem homines videantur » (l. c., n. 28). Qui contemptus ecclesiasticae disciplinae hodierno tempore eo magis est deplorandus, quo gravior urget necessitas christianae fidelium institutionis.

Quamobrem E^mi^ Patres Cardinales Sacrae hujus Congregationis de disciplina Sacramentorum, cum ad proposita dubia responderint, ex relata agendi ratione cognationem spiritualem contrahi, ut supra scriptum est, acriter insimul improbarunt expositam consuetudinem, et rationes ad rem spectantes in vulgus edi jusserunt Instructione scilicet adjecta, ut nempe gravitas muneris patrini et obligationum ejus fidelibus sedulo explicetur, ab iisque

intimius cognoscatur, cum praesertim Codex leges de patrinis in baptismo diserte tulerit, lib. III, part. I, tit. I, cap. IV, quae in *Rituali Romano* denuo recensentur, et pro confirmatione, tit. II, cap. IV.

Etenim prouti nemo a parocho proprio est admittendus ad patrini munus, qui conditionibus ad validam aut licitam hujus muneris susceptionem requisitis non praestat, ita quoties in sacramenti collatione quis patrini partes expleat non suo nomine, sed alterius certae et determinatae personae nomine ejusque mandato, hujusmodi mandatum seu mandantis voluntas legitime probetur oportet, videlicet per idoneos testes aut per scriptum ac legitimum documentum, nisi aliunde intentio mandantis sit certo et indubitanter parocho proprio baptizandi vel confirmandi explorata, adeo ut parochus investigare queat an designatus patrinus polleat qualitatibus jure requisitis, atque in libris, ubi ad tramitem ss. canonum est notanda sacramenti collatio, inscribatur nomen tum procuratoris tum mandantis, qui se quidem patrini munus cum hujus legalibus effectibus suscepisse scire debet. Hisce praecipue de rationibus hic Sacer Ordo reprobandam censuit consuetudinem quae, etsi recte observetur, mandatum dumtaxat generaliter praesumptum continet.

Id denique animadvertendum est, nempe patrinorum munus suapte natura ad laicos pertinere; quare in *Catechismo Tridentino*, l. c., n. 26, praecipitur, accurate a pastoribus et a sacris concionatoribus efficiendum esse, ut fideles intelligant quae potissimum ad illud rite explendum sint necessaria. Prae primis explicare oportet quae causa fuerit cur patrini adhibeantur, quaeque sint partes eorum, quidque ab illis exigatur; quae maxime in ipsa sacramenti collatione opus est explanari, tum fidelibus omnibus, tum illis praecipue qui hoc munus suscipiunt.

Illud peculiariter est valde inculcandum, patrinorum esse, ex fidejussoris munere suscepto, spiritualis filii christianam institutionem curare (cc. 769, 797, 1335), eumque perpetuo sibi commendatum habere; unde eruitur quantum dedeceat ut, qui se alterius paedagogum et custodem professus est, illum deserat, quem semel in fidem et clientelam suam recepit, donec illum opera et praesidio suo

egere intellexerit (*Catech. Trid.*, eod. l., n. 28). Quod instantius nostris temporibus urgendum est, quibus fides et boni mores magis periclitantur, cum ipsi quandoque parentes, gravium officiorum obliti, christianae liberorum educationi haud sedulo incumbant; proindeque patrinorum opera diligentius est impendenda « ne a munere, cujus nomen et signum retinetur moribus, observantia exulet christianae caritatis, quae illud instituit et commendat » (Ex Conc. Prov. Pragen., a. 1860).

Quae dum recoluntur gravissima documenta, adnotare praestat quod tam nobilis, excellens et efficax visa est Ecclesiae hujusmodi institutio de patrinis, ut passim in civilibus nationibus inducti sint patrinatus seu patronatus, veluti pro pueris, qui scholis incumbant, aut e scholis discesserint; uno verbo, pro omnibus fere hujusmodi necessitatibus, quibus parentes aut ipsi civiles magistratus haud satis prospicere valeant; sed cum fides christiana frigescat, hodie despicitur vel parvi fit sanctus patrinatus ab Ecclesia jam pridem institutus, et ex adverso studiose datur opera laicis institutionibus. At hoc incommodum tam grave tamque probrosum pro christianis viris e medio penitus tollendum est, et menti sanctae matris Ecclesiae obsequendum cum id in salutem quoque ipsius consortii civilis vertat.

C. 768. — Voir au c. 10, réponse 3.

72. — 2° Lieu du baptême (cc. 773-776).

C. 774. — 1. Benedictio sacri fontis fieri potest etiam in parocciis filialibus, servatis Missalis romani rubricis. Tolerari non potest consuetudo benedicendi aquam baptismalem semel in anno, seu sabbato sancto Paschatis, omissa benedictione in pervigilio Pentecostes. C. Conc., 10 jun. 1922, A. A. S., XV, 225[1].

2. Can. 774, § 1, ita intelligendus est ut ecclesia quae jus fontis habet cumulativum cum aliis totius

1. « In casu non verificabantur illae peculiares circumstantiae, quae alias S. Congregationi majorem suaserunt indulgentiam ». C. Sartori, *op. cit.* (n. 5), p. 47.

civitatis ecclesiis paroecialibus, illud obtineat etiam prae ecclesiis paroecialibus noviter in civitate erectis cum fonte baptismali. At jus fontis cumulativum in posterum obtineri nequit ex consuetudine, quae corruptela dicenda est.

Ecclesia vero quae ante Codicis promulgationem habebat jus fontis exclusivum prae aliis ecclesiis paroecialibus, post Codicis promulgationem erectoque in iisdem ecclesiis fonte ad praescriptum citati canonis, nonnisi jus cumulativum obtinet salvo praescripto can. 778. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 662.

C. 776. — Une réponse de la Congrégation des Sacrements du 22 juillet 1925 déclare que l'évêque a le droit d'autoriser, dans un cas extraordinaire, le *baptême solennel à domicile,* lorsque l'enfant ne peut pas sans grave inconvénient ou danger être porté à l'église : c'est à l'évêque de juger en conscience dans chaque cas si les circonstances sont assez graves pour légitimer cette permission.

Est juri conforme quod, si infans non versatur in periculo mortis, sed sine periculo ad ecclesiam ad normam can. 775 transferri nequit, Ordinarius, vi can. 776, § 1, n. 2, permittere potest « pro suo prudenti arbitrio et conscientia, justa ac rationabili de causa, in aliquo casu extraordinario » quod domi baptismus solemniter administretur; aestimare autem casus extraordinarii gravitatem est remissum prudentiae et conscientiae ipsius Ordinarii in singulis casibus. C. de Sacr., 22 jul. 1925, A. A. S., XVII, 452.

73. — 3° Actes de baptême (c. 777, § 2). — In adnotatione baptismi illegitimis collati, nomina parentum ita inserenda sunt ut omnis infamiae vitetur occasio. In casibus vero particularibus, recurrendum est ad C. Concilii. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 528.

TITRE II

De la Confirmation (cc. 780-800).

C. 798. — Voir une décision particulière (*de libro confirmatorum*) rendue le 8 février 1919 par la Cong. du Concile, A. A. S., XI, 280-284, et l'instruction reproduite plus haut (n. 71) sur les parrains de baptême et de confirmation.

TITRE III

De l'Eucharistie (cc. 801-869).

CHAPITRE PREMIER

Du Sacrifice de la Messe (cc. 802-844).

ARTICLE Ier. — **Du prêtre célébrant** (cc. 803-813).

74. — Le jeûne eucharistique (c. 808). — 1. Une très importante lettre du Saint-Office, en date du 22 mars 1923 (A. A. S., XV, 151-152) indique aux Ordinaires à quelles conditions pourra être accordée au prêtre célébrant, surtout en cas de binage ou de messes tardives, la dispense du jeûne eucharistique, et leur communique à cet effet les pouvoirs nécessaires pour les cas urgents.

Optime novit Amplitudo tua qua diligentissima cura legem ecclesiasticam jejunii eucharistici, praesertim quod attinet ad sacerdotes sacrosanctum Missae sacrificium celebraturos, sancta haec Apostolica Sedes semper tuita sit; nec dubitandum quin et in posterum ejus observantia generatim urgeri debeat. Sed ne forte ex lege ecclesiastica qua reali Corpori Christi debitum praestatur obsequium, corpus Christi mysticum seu animarum salus detrimentum capiat, Suprema haec Sacra Congregatio Sancti Officii, ex animo perpendens multitudinem officiorum quibus sacerdotes diebus festis incumbere debent ad commissum sibi gregem salutari pabulo enutriendum; et quod ob cleri penuriam multi ex eis sanctae Missae celebrationem iterare coguntur; idque non raro in locis longe dissitis, aditu difficilibus, inclementi aeris temperie divexatis, vel in aliis contrariis rerum et locorum adjunctis; decrevit in certis casibus et sub determinatis conditionibus eamdem jejunii legem per opportunas dispensationes aliqua ex parte mitigare.

Quoties igitur sacerdotes, juxta can. 801, 2, Missam eodem die iterare aut etiam tardiore hora ad Sacrum Altare accedere necesse habeant; si quidem sine gravi damno jejunii eucharistici legem, vel infirmae valetudinis causa, vel propter nimium sacri ministerii laborem, aliasve rationabiles causas, ad rigorem servare nequeant; Supremae huic Congregationi locorum Ordinarii, omnibus rerum adjunctis diligenter expositis, recurrere poterunt. Quae pro diversitate casuum (sive cum singulis ipsamet dispensando, sive, quando vera ac probata necessitas id omnino suadeat, habituales quoque facultates ipsis Ordinariis tribuendo) opportune providebit. Quae quidem facultates pro casibus urgentioribus, in quibus tempus non suppetat recurrendi ad S. Sedem, jam ex nunc Amplitudini tuae concedunturper te ipsum, graviter onerata conscientia, exercendas : hisce tamen sub conditionibus, ut nonnisi aliquid per modum potus, exclusis inebriantibus, sumere permittatur; efficaciter scandalum removeatur; ac quamprimum S. Sedes de concessa dispensatione certior fiat.

Gravissimae demum hujus legis relaxationem solum concedendam esse scias, quum spirituale fidelium bonum id exigat, non vero ob privatam ipsius sacerdotis devotionem aut utilitatem.

2. Sacerdotes dispensati a jejunio eucharistico ante secundam Missam, sumere possunt ablutionem in prima. S. O., 2 maii 1923, A. A. S., XV, 585.

ART. II. — Rites et cérémonies.

75. — 1° Pain et vin de messe (c.815). — *a*) Une réponse de la Congrégation des Sacrements a rappelé l'obligation de renouveler fréquemment les saintes espèces, et de ne faire consacrer que des hosties de fabrication récente, et non des hosties faites depuis deux ou trois mois (7 déc. 1918). Voir au c. 1272.

Servetur praescriptum Ritualis Romani (tit. IV, c. 1) et Codicis juris canonici (cc. 815 et 1272). Propter maximam autem quae debetur reverentiam erga SS. Eucharistiae Sacramentum, mandat haec S. Congregatio ut in cunctis ecclesiasticis dioecesium ephemeridibus datum responsum edatur, quo facilius omnibus patescat et ab iis, ad quos spectat, fideliter ac religiose servetur. A. A. S., XI, 8.

b) In sacrificio missae adhiberi potest vinum ex musto, sulphurato par additionem anhydridis sulphurosae vel metabisulphiti potassici. S. O., 2 aug. 1922, Archiv, 1922, p. 155.

76. — 2° Observation des rubriques (c. 818). — A. *Prêtres quasi-aveugles.* — Une instruction de la Congrégation des Rites a précisé les règles à suivre pour les prêtres autorisés, pour la faiblesse de leur vue, à dire ordinairement la messe *de Beata* ou *de Requiem* (12 janv. 1921). Ces prêtres peuvent dire trois messes le jour de Noël et le 2 novembre (26 janv. 1920).

a) Sacerdos caecutiens, seu tali visivae potentiae debilitate, sive accidentaliter sive habitualiter, laborans ut legere non possit nisi typos valde crassos, a Summo Pontifice seu Sacra Rituum Congregatione, nisi Epis-

copus Apostolica facultate fuerit munitus, dispensationem obtinere potest celebrandi, juxta normas inferius accuratius exponendas, aut missam votivam de beata Maria Virgine, aut Missam, quam vocant, quotidianam Defunctorum. — Conditiones vero in hujusmodi privilegii instrumento appositae non sunt merae ritualitatis et styli, sed obligatoriae in conscientia. — Si in privilegio dicatur : *dummodo Orator non sit omnino caecus* et interea plane caecus evadat, tunc a celebrando Missam abstinere debet, donec novum indultum impetraverit; eoque obtento, sub gravi tenetur assistentia uti alterius sacerdotis, quamvis forte haec obligatio in indulto non expresse fuerit apposita.

I. — Regulae circa missam votivam de beata Maria Virgine.

1° *Quae Missa votiva de beata Maria Virgine sit dicenda.*

1. Caecutiens dispensatus dicat Missam inter votivas de beata Maria Virgine assignatas *quintam*, quovis anni tempore.

2. Si vero tantae adhuc est potentiae visivae ut legere possit etiam alias quatuor Missas votivas de beata Maria Virgine in Missali caecutientium pro diversitate Temporum exstantes, facultas ei sit easdem celebrare juxta temporum diversitatem.

2° *Quando Missa votiva de beata Maria Virgine sit dicenda.*

1. Missa votiva de beata Maria Virgine dici *potest* quovis anni tempore; dici vero *debet* omnibus et singulis diebus, in quibus non permittantur Missae quotidianae Defunctorum juxta Calendarium Ecclesiae in qua Sacerdos caecutiens celebrat; salvis tamen privilegiis ulterioribus circa Missas Defunctorum infra num. II expositis.

2. In triduo sacro Majoris Hebdomadae Sacerdos caecutiens omnino a celebrando abstinebit.

3. In Festo Nativitatis Domini tres dicere potest Missas.

3° *Quo ritu sit celebranda.*

1. Si Missa votiva de beata Maria Virgine celebretur pro re gravi et publica simul causa, a Sacerdote caecutiente semper dicuntur unica *Oratio, Gloria in excelsis, Credo, Praefatio* in tono solemni, *Ite Missa est*, et ultimum Evangelium S. Joannis *In principio*, etsi a Sacerdotibus non privilegiatis facienda esset illa die commemoratio, vel dicenda Collecta ab Ordinario imperata, vel dicendum in fine Evangelium Officii commemorati, juxta Rubricas.

2. In omnibus aliis casibus : *a*) Dicitur *Gloria in excelsis :* quandocumque dicendum est in Missa diei currentis, juxta Calendarium Ecclesiae in qua Missa celebratur; — in jubilaeo propriae ordinationis sacerdotalis; — infra Octavas, etiam simplices, beatae Mariae Virginis, juxta Calendarium Ecclesiae in qua Missa celebratur; — in sabbato.

b) Orationes quod attinet, haec observanda sunt : secunda et tertia Oratio non adduntur, quandocumque Orationes de Tempore excluduntur a ritu Missae diei currentis, juxta Calendarium Ecclesiae in qua Missa celebratur; secus tres dicantur Orationes, et quidem secunda de Spiritu Sancto, tertia contra persecutores Ecclesiae vel pro Papa.

c) *Credo* dicitur : quandocumque dicendum est in Missa diei occurrentis, juxta Calendarium Ecclesiae in qua Missa celebratur; — in jubilaeo propriae ordinationis sacerdotalis.

d) In Praefatione dicitur *et te in veneratione*, praeterquam in Festis et per Octavas, etiam simplices, beatae Mariae Virginis, in quibus Praefatio dicitur perinde ac si Missa de Festo vel de Octava celebraretur.

e) Ultimum Evangelium semper est S. Joannis *In principio.*

f) In Oratoriis privatis, Calendarium proprium Celebrantis tenet locum Calendarii Ecclesiae in qua Missa celebratur idque etiam circa Missam Defunctorum servabitur.

II. — Rubricae circa missam defunctorum.

1. Loco Missae votivae de beata Maria Virgine, Sacerdos caecutiens celebrare potest Missam quotidianam Defunctorum, cum vel sine cantu, ad normam Rubricarum de Missis Defunctorum, juxta Calendarium Ecclesiae in qua celebrat.

2. Hanc Missam celebrat etiam (et quidem ter si placuerit) in Commemoratione Omnium Fidelium Defunctorum, in qua tamen unam tantum Orationem dicet, nempe *Fidelium;* servata (si bis vel ter hac die celebret) Constitutione Benedicti Papae XV *Incruentum Altaris sacrificium*, cujus vigore unam tantummodo Missam cuicumque maluerit applicare et pro ea stipem percipere valeat : alias vero Missas, nulla stipe percepta, pro omnibus fidelibus defunctis et ad mentem Summi Pontificis, prout ceteri Sacerdotes, applicet.

3. Unica Oratio in hac Missa dicitur, quandocumque haec Missa quotidiana locum tenoat Missae in qua unica tantum Oratio, juxta Rubricas, dici debeat. Secus tres saltem Orationes dicantur : prima tamen et secunda Oratio variari poterunt juxta peculiarem intentionem et applicationem Missae.

4. Ad Sequentiam *Dies irae* Sacerdos caecutiens numquam tenetur. Attamen si Missam cantet, licet ipse Sequentiam non legat, Chorus eam cantare non omittat. C. Rit., 12 janv. 1921, A. A. S., XIII, 154-156.

b) Sacerdos qui ob debilitatem visus aliamve justam causam ex Indulto Sedis Apostolicae celebrat aliquam ex missis votivis aut missam quotidianam defunctorum, potest in die Commemorationis Omnium Defunctorum ter Sacrum facere, eamdem Defunctorum missam quotidianam repetendo. — Idem Sacerdos qui pariter ex Apostolicae Sedis Indulto Missam Deiparae votivam aut aliam votivam celebrat, valet in posterum die Nativitatis Domini eamdem prorsus missam ter dicere. — De cetero serventur tum constitutio Apostolica *Incruentum altaris Sacrificium,* 10 aug. 1915, tum Rubricae ac Decreta dies Nativitatis Domini et Commemorationis Omnium Fidelium Defunctorum respicientibus. C. Rit., 26 janv. 1920, A. A. S., XII, 122.

77. — B. *Rubriques diverses.* — La coutume des messes dialoguées, portée à Rome, n'y a pas été con-

damnée : mais Rome a attiré l'attention de l'évêque consultant sur les inconvénients possibles de cette pratique nouvelle et a interdit en tous cas la récitation à haute voix par les fidèles de ce que le prêtre doit dire à voix basse (4 août 1922). Pour les *sonneries de la messe*, la Congrégation des Rites a déclaré obligatoires même aux messes chantées et aux messes pontificales celles du *Sanctus* et de l'Elévation, et très utile (*maxime expedit*) celle de l'*Hanc igitur*, que la pratique commune observe, bien qu'elle ne soit pas prescrite par les Rubriques. Le Souverain Pontife a approuvé cette réponse (25 oct. 1922).

1. An liceat coetui fidelium adstanti sacrificio Missae, simul et conjunctim respondere, loco ministri, sacerdoti celebranti? — Quae per se licent non semper expediunt ob inconvenientia quae facile orientur, sicut in casu, praesertim ob perturbationes quas sacerdotes celebrantes et fideles adstantes experiri possunt cum detrimento sacrae actionis et rubricarum. Quapropter expedit ut servetur praxis communis, uti in simili casu pluries responsum est. C. Rit., 4 aug. 1922, A. A. S., XIV, 505.

2. Non probandus est usus quo fideles Sacro adstantes, elata voce legant Secreta, Canonem, atque ipsa verba Consecrationis, quae, paucissimis in Canone verbis exceptis, juxta Rubricas *secreto* dici debent ab ipso sacerdote ; neque permitti potest fidelibus adstantibus quod a Rubricis vetitum est sacerdotibus celebrantibus, qui Canonis verba *secreto* dicunt, ut sacris mysteriis major reverentia concilietur, et in ipsa mysteria fidelium veneratio, modestia et devotio augeantur; ideoque mos enuntiatus, tanquam abusus, reprobandus est, et, sicubi introductus est, omnino amoveatur. C. Rit., 4 aug. 1922, A. A. S., XIV, 505.

3. Rubricae quae in Ritu celebrandi Missam, tit. VII, n. 8 et tit. VIII, n. 6, praescribunt ministro pulsare campanulam ad *Sanctus* et ad elevationem Hostiae et Calicis, post consecrationem, applicandae sunt etiam ad Missas solemnes seu cantatas et pontificales, quamvis circa cam-

panulam pulsandam Missale Romanum in citatis titulis et Ceremoniale Episcoporum, lib. II, cap. 8, silent.

Si usus, ex toto vel ex parte contrarius, in aliqua ecclesia Collegiata, Cathedrali et Patriarchali, aliisque ecclesiis seu oratoriis hucusque viguerit, eadem ecclesia seu oratorium, amodo se conformet communi praxi et enuntiatae Rubricarum interpretationi; nisi, loco campanulae, alterum et congruum signum adhibeat. Insuper ad removendum, quantum fieri potest, inconveniens quo aliqui de longinquo vel de propinquo in templo sistunt sine attentione ac reverentia etiam ad praecipuas divinorum mysteriorum actiones, maxime expedit, ut paulo ante consecrationem aliquod campanulae detur signum, juxta communem ecclesiarum praxim. C. Rit., 25 oct. 1922, A. A. S., XIV, 557.

4. Voir au c. 1264, § 2.

Art. III. - **Temps et lieu de la célébration** (cc. 820-823).

78. — 1° Heure de la messe (c. 821). — Pour les Congrès eucharistiques, de nombreux privilèges ont été accordés par le bref du 7 mars 1924, celui entre autres d'y dire une messe à partir de minuit, les autres messes ne devant commencer qu'une fois cette messe terminée, ou à partir d'une heure. Le 22 avril suivant, Rome a déclaré qu'elle autoriserait, à certaines conditions, et à partir seulement de minuit et demi, la célébration de messes dans certaines autres solennités extraordinaires.

a) Si, alicujus eucharistici conventus tempore, Augustum Sacramentum, uti mos est, publice adorandum per totam noctem exponatur, largimur ut una missa a media nocte litari possit, in qua fas sit omnibus adstantibus ad sacram synaxim accedere; sacerdotes, qui nocturnae hujusmodi adorationi interfuerint, prima, quam memoravimus, Missa expleta, vel prima post mediam noctem hora transacta, Sacrum peragere queant; clerici vero omnes in Sacris Ordinibus constituti, religiosique viri, qui ad Horas canonicas recitandas teneantur, adorationi

nocturnae praesentes, eadem perdurante, loco Officii proprii Officium de Sanctissimo Sacramento recitare valeant. Bref du 7 mars 1924, A. A. S., XVI, 156.

b) Relate ad alias hujus generis petitiones (i. e. Missam litandi media nocte in triduanis supplicationibus ad honorem SS^mi^ Sacramenti, occasione sacrarum missionum, et, in genere, in aliqua alia extraordinaria solemnitate), gratia concedi poterit a S. Cong. de Sacramentis sub sequentibus conditionibus : 1. tantummodo in casibus extraordinariis; 2. initium Missae celebrandae ne fiat ante dimidiam horam post mediam noctem; 3. sacrae supplicationes perdurent spatio circiter trium horarum; 4. remoto semper quocumque irreverentiae periculo. C. de Sacr., 22 avril 1924, A. A. S., XVII, 101.

Cette dernière réponse est suivie d'un long *votum consultoris* (p. 101-106) où est bien exposée, historiquement et canoniquement, toute la question de l'heure de la célébration.

79. — 2° Messes en dehors des églises et oratoires (c. 822). — Une lettre du 26 juillet 1924 précise à quelles conditions les Ordinaires (d'Italie) peuvent autoriser les messes en plein air, et deux réponses de la Commission du Code (24 nov. 1918 et 16 oct. 1919) déclarent que le canon 822, permettant aux Ordinaires d'autoriser exceptionnellement la célébration de la messe dans une maison particulière, doit s'interpréter strictement. Ceci doit s'entendre même de la célébration de la messe dans une chapelle ardente, en présence du corps d'un défunt. Sur ce dernier point, on s'en tiendra désormais aux règles très précises données le 3 mai 1926 par la Congrégation des sacrements.

1. Facultas celebrandi Missam in domo privata est ab Ordinario, ad normam can. 822, § 4, restrictive interpretanda. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

2. Même réponse, à la date du 24 novembre 1918, dans Archiv., 1919, p. 63.

3. De la lettre du 26 juillet 1924 aux Ordinaires d'Italie A. A. S., XVI, 370) détachons seulement ces deux principaux passages : « Le facoltà degli Ordinari al riguardo sono assai limitate, non potendosi esercitare se non in qualche caso straordinario, nè senza giusta e ragionevole causa, laquale deve essere unicamente ispirata alle altissime ragioni del culto divino e al bene spirituale dei fideli. Giova poi inculcare e praticare con la debita severità queste norme disciplinari per elevare e purificare il sentimento religioso del popolo.

« E quindi fuor di dubio che non si avrebbe la causa giusta e ragionevole voluta dal citato can. 822, se la celebrazione della Messa fuori della chiesa fosse richiesta in occasione di commemorazioni profane o per dare risalto a feste di carattere politico : in tali circostanze la celebrazione della messa fuori della chiesa resta vietata in modo assoluto dal citato can. 822. Molto più poi questo vale se si trattasse di celebrazioni nelle quali, per la loro stessa natura, si insinui alcunchè di superstizioso o di pericoloso al retto sentimento religioso o alla purezza della fede nel popolo cristiano. Nè solo, in questi casi, non si darebbe la causa giusta del Codice, ma assai facilemente si potrebbe dare occasione a deviazioni della sana disciplina del culto cattolico. In questi casi l' Ordinario del luogo avvisi gli interessati che non è nelle sue facoltà di aderire alla domanda, ma, se i richiedenti insistessero invocando speciali ragioni di luogo, di tempo o di persone, egli avrà cura di trasmettere la petizione a questa Sacra Congregazione dei Sacramenti, alla quale spetta la decisione in proposito. »

4. Ordinarius, vi c. 822, § 4, non potest permittere Missae celebrationem domi praesente cadavere in loco vulgo *camera ardente* nisi agatur de casu aliquo extraordinario, exstante justa et rationabili causa : et dummodo cadaveris expositio fiat servato debito decore, ac in eodem loco nihil adsit quod sit alienum a sanctitate divini Sacrificii.

Casus autem extraordinarius habetur, unaque simul justa et rationabilis causa, occasione obitus Episcopi residentialis,

seu loci Ordinarii, aut personae e principe familia, aut aliter insignis ob merita et benefacta in Ecclesiam vel in rempublicam, vel ob munificentissimas elargitiones in pauperes et egenos; itemque personae hujusmodi privilegio Apostolico jam ornatae; dummodo semper debitae exsequiae expleantur in ecclesia.

Tunc Ordinarius permittere poterit unius aut alterius Missae, sed non plus quam trium Missarum celebrationem : abrogato indulto Sacrae Rituum Congregationis diei 29 aprilis 1894 et contrariis quibuscumque minime obstantibus; *facto verbo cum SS*mo.

C. de Sacr., 3 mai 1926, A. A. S., XVIII, 388. Cette réponse est suivie d'importantes *Annotationes* empruntées aux rapports des consulteurs (p. 389-391).

Article IV. — **Des honoraires de messes** (cc. 824-844).

80. — Plusieurs causes de la Congrégation du Concile (10 nov. 1917, 15 juin 1918, 10 janv. et 8 mai 1920, 19 fév., 16 avril et 9 juill. 1921, etc.) concernent les honoraires de messes. Nous attirons surtout l'attention sur deux points. L'Ordinaire du lieu, en vertu d'un indult apostolique, peut obliger les prêtres qui binent, ou ceux qui ont été dispensés d'appliquer la messe *pro populo*, à verser l'honoraire de cette messe à l'œuvre pie favorisée par l'indult (8 mai 1920); lorsque l'Evêque interdit de transmettre hors du diocèse des honoraires de messes, cette interdiction doit s'entendre non pas des messes dont les prêtres ont la libre disposition, mais des messes fondées, ou des messes ad *instar manualium*, ou des messes manuelles données *intuitu causae piae* (19 fév. 1921).

C. 824. — Per can. 824, § 2, abrogata censeri debent ea, quae S. C. Concilii statuerat, sub die 15 oct. 1915 in resp. ad III, de retributione non reci-

pienda, ne ratione quidem extrinseci incommodi, in secunda et tertia Missa in die Commemorationis omnium fidelium defunctorum. Com. Int. Praeses, 13 dec. 1923, A. A. S., XVI, 116.

C. 828. — 1. Submovenda est prudenter ab Ordinario praxis componendi, consentientibus oblatoribus, duas vel plures intentiones Missarum cantatarum, ita ut una tantummodo Missa cantata celebretur ad intentionem omnium simul oblatorum, ceterae vero Missae, item ad omnium simul intentionem, legendae tradantur sacerdotibus exteris. C. Conc., 9 jul. 1921, A. A. S., XIII, 504.

2. Submovenda est prudenter ab Ordinario praxis ita conjungendi, oblatoribus consentientibus, duas vel plures Missas cantatas, ut una tantum Missa cantetur cum majore sollemnitate ad intentionem omnium simul oblatorum ac pro ea stipendium juxta taxam dioecesanam percipiatur : reliqua vero stipendiorum pars pro piis operibus impendatur. C. Conc., 9 jul. 1921, A. A. S., XIII, 504.

3. In utroque casu, mens est, ut ad norman can. 836 C. J. C. fideles moneantur per tabellam in sacrario loco patenti positam, non omnes Missas cantatas ob effluentem eorum numerum in ecclesia paroeciali celebrari posse, sed alibi superextantes mitti pro celebratione. C. Conc., 9 julii 1921, A. A. S., XIII, 504.

C. 838. — Prohibitio Concilii provincialis, Missarum eleemosynas extra dioecesim mittendi absque consensu Ordinarii loci, sustinetur post Codicem quoad Missas fundatas vel ad instar manualium vel manuales datas intuitu causae piae; in reliquis servandus est can. 838. C. Conc., 19 febr. 1921, A. A. S., XIII, 230.

C. 840. — 1. Loci Ordinarius, vi indulti apostolici, adigere valet presbyteros ut missam binatam vel pro populo dispensatam applicent in favorem piae causae. C. Conc., 8 mai 1920, A. A. S., XII, 536.

2. Episcopus Paderbornensis super eleemosynam Missae binatae suis sacerdotibus sequentem decisionem dedit : « Si diebus festivis abrogatis exequiae vel nuptiae fiunt et parochus Missam exequialem vel pro sponsis celebrare debet, stipendium usitatum pro Missa privata tantum nobis tradendum est; in omnibus aliis casibus vero stipendium integrum sive manu oblatum sive ex fundatione statum nobis transmittendum est », et petiit, ut S. Sedes eandem approbaret. Quae resolvit : Decisionem Episcopi probari, nisi morali certitudine constet, excessum communis eleemosynae oblatum fuisse intuitu personae vel ob majorem laborem aut incommodum; uti resolutum fuit in Lugdunen. H. S. C. die 31 jan. 1880. C. Conc., 10 nov. 1917, A. A. S., X, 368.

3. Non potest tolerari quod favore Causae Piae exigatur eleemosyna taxae dioecesanae dumtaxat, relicto capellaniae reditu taxam excedente sacerdot ex Apostolico indulto missam iteranti, vel pro populo dispensatam celebranti, *si legitime sit designata eleemosyna :* ea enim tota cedere debet favore Causae Piae, salva tamen Ordinarii facultate aliquid assignandi sacerdoti celebranti, ratione incommodi vel laboris.

Si vero eleemosyna non sit legitime statuta, favore Causae Piae cedit dumtaxat eleemosyna taxae dioecesanae, facta item Ordinario facultate aliquid tribuendi eidem sacerdoti celebranti ratione incommodi vel laboris. C. Conc., 8 mai 1920, A. A. S., XII, 536.

4. In dioecesi N., ex antiqua consuetudine, parochi vicariis cooperatoribus menstruam mercedem 50 *pesos* solvunt, imposita vicariis obligatione appli-

candi missam quotidie ad intentionem parochi qui sibi retinet stipendia missae, non considerata summa ad quam haec revera per mensem ascenderint. Haec consuetudo *tolerari* potest; mens tamen Cong. fuit « quod Administrator Apostolicus operam navet ut in praxi ponatur statutum dioecesanum vi cujus parochi cooperatoribus suis mercedem solvant 25 ponderum, adjecto quotidie missae stipendio integro juxta taxam, ita ut honorarium menstruum summae 50 ponderum coaequetur ». C. Conc., 10 jan. 1920, A. A. S., XII, 70-73.

5. In dioecesi N., cum certa sollemnitate exteriore Missae novenariae et tricenariae (Gregorianae) celebrantur, pro quibus majus stipendium tribuitur. Hoc stipendium integre dandum est celebranti, et non potest retineri aliqua pars in favorem ecclesiae ita ut celebrans stipendium ordinarium tantum accipiat. Mens Cong. fuit ut in casu exterioris sollemnitatis in Missarum celebratione vel quando hae committantur loco funeris, Episcopus praefigat modicam taxam, non autem ex eleemosynis Missarum desumendam, in compensationem pro parochis et rectoribus, monitis super hoc oblatoribus. C. Conc., 16 avril 1921, A. A. S., XIII, 534.

CHAPITRE II

Du Sacrement de l'Eucharistie (cc. 845-869).

81. — C. 854. — Pueri, qui etsi septimum aetatis annum nondum expleverint, tamen ob aetatem discretionis, seu usum rationis, ad primam Communionem admissi jam fuerint, tenenturne duplici praecepto confessionis saltem semel in anno et Communionis

semel in anno, saltem Paschate? — R. Affirmative. Com. Int. (Praeses), 2 janv. 1918, Archiv, 1918, p. 62. Voir dans la même revue (1920, p. 68) une réponse analogue du 24 fév. 1920.

C. 855. — Quaedam mulier, quae cum propinquo in publico concubinatu vivebat, a confessario religioso absolutione accepta ad sacram synaxim admissa fuit, sed inscio parocho ecclesiae, qui rationem confessarii agendi improbavit et rem ad Ordinarium retulit. Qui statuit, mulierem non ad sacram communionem admittendam esse, nisi prius a propinquo separata esset et scandalum juxta normam can. 855 reparasset. Huic decreto non acquiescens religiosus S. Sedi sequentia dubia proposuit : I. Supposita emendatione et difficultate separationis, potestne Episcopus et debet hos propinquos concubinarios prohibere, ne ad Communionem accedant, donec separentur, ut scandalum reparent : aut potius exigere debet scandali reparationem alio praedicto modo (publica menstrua communione per annum, quin separentur). II. Quid Missionarii facere possint et debeant in similibus casibus. — R. Standum judicio Ordinarii. C. Conc., 18 nov. 1922, Archiv, 1923, p. 162.

C. 866. — En Orient, les Orientaux sont tenus de faire la communion pascale dans leur propre rite et ne peuvent satisfaire au précepte pascal en communiant au rite latin. Cela résulte d'une déclaration explicite de la Cong. de l'Eglise Orientale, en date du 31 oct. 1922, publiée par l'*Ami du Clergé,* 1924, p. 569.

C. 867. — Episcopus, dum communionem administrat, non stricte tenetur (ad normam lib. 2, c. 29,

n. 5, *Caeremonialis episcoporum*) manum sive annulum ad osculum praebere, sed osculum manus sive annuli remittendum est prudenti judicio episcopi. C. Rit., 8 mai 1925, A. A. S., XVII, 265.

C. 867, § **4**. — Vi hujus canonis et absque indulto Apostolico Communio distribui potest petentibus in Missa, quae celebratur in nocte Nativitatis Domini in ecclesiis paroecialibus et conventualibus, quotiescumque judicio saltem Ordinarii adsit rationabilis causa id faciendi. Com. Int. Praeses, 10 juillet 1919, *Ami du Clergé*, 1924, p. 294.

TITRE IV

De la Pénitence (cc. 870-936).

82. — 1° **Juridiction du confesseur** (cc. 872-900). — La juridiction nécessaire à l'administration de la *Pénitence* ne peut pas être déléguée par tous ceux qui ont juridiction ordinaire ou déléguée *ad universitatem causarum* (curés, vicaires, etc.), mais seulement par l'Ordinaire du lieu (16 oct. 1919). Le c. 900 relatif à la cessation de la réserve ne s'applique qu'à la réserve du *péché* (réservé à l'Ordinaire ou au Saint-Siège) et non à la réserve de la censure (10 nov. 1925). Une autre réponse concerne la confession au cours d'un voyage en mer ou aux escales (20 mai 1923).

C. 874, § 1. — Parochi, Vicarii parochorum, aliive sacerdotes ad universitatem causarum delegati, non possunt sacerdotibus sive soecularibus, sive religiosis delegare jurisdictionem ad confessiones recipiendas, ne quidem iisdem jam approbatis jurisdictionem extendere ultra fines loci vel personarum, intra quos ad normam c. 878, § 1, fuerit circumscripta, sed ad id egent speciali facultate seu mandato Ordinarii loci. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 477.

C. 878. — Voir au c. 874.

C. 883, § 2. — Adverbium *obiter* ita intelligendum est ut sacerdos rite praeditus facultate (juxta § 1 ejusdem canonis) audiendi confessiones, possit, quoties navis in portu maneat, terram adire ibique in ecclesia vel sacello confessiones excipere eorum qui confiteri petant, eosque valide ac licite absolvere, etiam a casibus Ordinario loci reservatis, *per integrum diem, vel per integros duos vel tres dies,* si tamdiu navis in portu maneat; — item, si ad idem iter prosequendum unam navem relinquere debeat ut alteram conscendat, si in portu hanc navem tamdiu expectare debeat; — non tamen ultra triduum, si loci Ordinarius facile adiri possit. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 114.

C. 893, §§ 1 et 2. — Ad normam hujus can., peregrinus tenetur reservationibus loci in quo degit. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 575.

C. 900. — *Quaevis reservatio,* de qua hic agitur, est tantum ratione peccati, et non etiam reservatio ratione censurae. Insuper, hic canon non agit de reservatione ab Ordinariis tantum, sed etiam de reservatione a Sancta Sede statuta. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

C. 906. — Voir au c. 854.

2° **Réponse relative au confessionnal** (**c. 909, § 2**). — Hic canon est servandus non pro mulieribus tantum, sed generaliter pro poenitentibus uti forma propria audiendi confessiones in ecclesiis et publicis oratoriis, firmo tamen praescripto c. 910, § 2. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 576.

83. — 3° Documents relatifs aux indulgences en général (cc. 911-936).

C. 922. — Lorsqu'une fête à laquelle est attachée une indulgence est transférée accidentellement et sans aucune solennité extérieure, l'indulgence ne cesse pas, mais elle reste fixée au jour de l'incidence, ce jour fût-il le Vendredi-Saint.

Cum festum, cui adnexa sit aliqua Indulgentia, legitime quidem transfertur, sed ad tempus tantummodo et absque solemnitate ac externa celebratione, indulgentia non cessat sed manet diei affixa etiam cum festum transfertur ob occursum feriae VI in Parasceve. Poenit., 18 febr. 1921, A. A. S., XIII, 165.

C. 924. — D'une réponse de la Pénitencerie (18 fév. 1921), il résulte que les indulgences attachées aux chapelets et autres objets de piété sont bien des indulgences réelles, et que l'on peut par suite donner, prêter, reprendre ces objets (mais non les vendre) sans que ces indulgences disparaissent.

Les chapelets en verre ou cristal plein peuvent recevoir les indulgences apostoliques et les autres indulgences (Pen., 21 déc. 1925).

1. Can. 924, § 2, juxta quem *indulgentiae coronis aliisve rebus adnexae tunc tantum cessant, cum coronae aliaeve res prorsus desinant esse vel vendantur*, abrogavit decr. Alexandri Pp. VII, a Benedicto Pp. XV, 5 sept. 1914 confirmatum, quo expresse declarabatur, indulgentias vulgo *apostolicas* coronis aliisve rebus sic adnecti, ut ne transeant personam illorum pro quibus benedictae fuerint, vel quibus ab istis fuerint prima vice distributae. Poenit., 18 febr. 1921, A. A. S., XIII, 164.

2. In monito n. 1 praeposito elencho Indulgentiarum apostolicarum (17 fev. 1922, A. A. S., XIV, 143) ita legitur : « Res aptae ad recipiendam benedictionem pro indulgentiis apostolicis lucrandis, sunt tantummodo Coronae-

Rosaria, Cruces, Crucifixi, parvae Statuae, Numismata, dummodo non sint ex stanno, plumbo, *vitro* aliave simili materia quae facile confringi vel consumi possit ». Id quod in allato Monito ita in genere et simpliciter statuitur de Coronis quae sunt ex vitro, intelligi debet ad tramitem decl. Cong. Ind., 29 fevr. 1820, ad 2, nempe : ditari possunt indulgentiis etsi ex vitro seu crystallo confectae, *dummodo globuli sint ex vitro solido atque compacto.* Poenit., 21 dec. 1925, A. A. S., XVIII, 24.

C. 925. — Les chrétiens des *rites orientaux* peuvent gagner toutes les *indulgences* concédées par décret général du Souverain Pontife. Pen., 7 juil. 1917, A. A. S., IX, 399.

C. 930. — Le canon 930 n'a pas supprimé l'indulgence de l'autel privilégié *pour les agonisants :* c'est une indulgence qui s'applique aux vivants *per modum absolutionis,* et lorsque le prêtre célèbre pour plusieurs agonisants, il n'a pas à déterminer celui auquel il applique l'indulgence plénière (S. O., 9 nov. 1922, Archiv, 1923, p. 156). Par contre, l'indulgence de l'autel privilégié *pour les défunts,* s'appliquant *per modum suffragii,* ne doit être appliquée qu'à un seul défunt, lors même que la messe serait dite pour plusieurs (Pen., 6 juil. 1917, A. A. S., IX, 440).

C. 933. — Le catalogue des Indulgences Apostoliques, sous le Pontificat de Pie XI, a été publié le 17 février 1922 (A. A. S., XIV, 143), et une déclaration du 14 juin 1922, a précisé que ces indulgences pouvaient se cumuler avec d'autres, malgré le canon 933.

Per declarationem in monito n. 4 praeposito elencho Indulgentiarum Apostolicarum, reipsa cautum est ut uno eodemque ex operibus recensitis plures indulgentiae respective acquiri possint. Poenit., 14 juin 1922, A. A. S., XIV, 394.

C. 934, § 3. — 1. L'addition, après *Jesus*, dans l'*Ave Maria*, de quelques mots indiquant le mystère (v. g. que vous avez conçu, mis au monde...) empêcherait en principe de gagner les indulgences du Rosaire (27 juil. 1920), mais Benoît XV (22 janv. 1921) a étendu à tous les lieux où cet usage serait en vigueur un indult accordé à certains pays par Pie IX en 1859 et permettant de gagner même alors les indulgences (A. A. S., XIII, 163-164). Voir pour le chant et la récitation des Litanies de la Sainte Vierge, au canon 1259.

2. La formule (de Léon XIII) de la consécration du Genre humain au Sacré-Cœur a été légèrement modifiée par Pie XI (Rit., 17 oct. 1925, A. A. S., XVII, 541). A la place des *Gentils* en général, le nouveau texte mentionne nommément les idolâtres et les musulmans; une prière fort touchante (spécialement indulgenciée quand on la récite à part) y a été insérée pour la conversion des Juifs. Le nouveau texte est désormais obligatoire; il devra être récité, avec les litanies du Sacré-Cœur, le jour de la fête du Christ-Roi. Par contre, la consécration du genre humain est désormais facultative le jour de la fête du Sacré-Cœur : si on la fait ce jour-là, on devra employer la nouvelle formule (Rit., 28 avril 1926, A. A. S., XIX, 319).

C. 936. — Les *indulgences* qui exigent un acte corporel accompagnant les prières (v. g. signe de croix ou génuflexion) peuvent être gagnées par les *mutilés* qui ne peuvent faire ces actes, en récitant seulement les prières.

Ben. XV concedere dignatus est ut indulgentias pro quibus lucrandis recitatio precum una cum aliquo corporis actu injungitur, quem mutilati peragere impares sunt, isti lucrari valeant fusis dumtaxat precibus. Poenit., 22 oct. 1917, A. A. S., IX, 539.

Pour gagner les indulgences attachées à la cérémonie de l'Intronisation du Sacré-Cœur, l'intronisation doit se faire non à l'église, mais à domicile et en présence du prêtre suivant la formule approuvée par Pie X. Si la présence du prêtre est jugée impossible par l'Ordinaire, la cérémonie pourra avoir lieu sans préjudice des indulgences qui lui sont attachées (Pen., 1er mars 1918, A. A. S., X, 154).

84. — 4° De quelques indulgences en particulier. —1. Nous ne ferons que mentionner les documents relatifs au jubilé de 1925 :

Constitution *Infinita Dei misericordia*, 29 mai 1924 (*Acta Apostolicae Sedis*, XVI, 209-215) : bulle d'indiction du jubilé; constitution *Ex quo primum*, 5 juill. 1924 (A. A. S., XVI, 305-308) : suspension des indulgences et de certains pouvoirs durant l'année sainte; constitution *Si unquam alias*, 15 juill. 1924 (A. A. S., XVI, 309-317) : concession de pouvoirs aux pénitenciers et à d'autres confesseurs, à Rome; constitution *Apostolico Muneri*, 30 juill. 1924 (A. A. S., XVI, 316-320) : concession des indulgences jubilaires aux religieuses et autres personnes empêchées d'aller à Rome; enfin des *Monita* de la Pénitencerie (en 21 articles) sur l'usage que les confesseurs doivent faire de leurs pouvoirs et les conditions requises pour gagner le jubilé, 31 juillet 1924 (A. A. S., XVI, 337-344).

Ce jubilé a été étendu à l'univers entier pour toute l'année 1926, par la constitution *Servatoris* du 25 déc. 1925 (A. A. S., XVII, 611-618).

2. Des indulgences, privilèges, indults et dispenses ont été accordés à ceux qui assistent aux congrès eucharistiques, ou s'occupent de leur organisation (bref du 7 mars 1924, A. A. S., XVI, 154-158).

Des privilèges et indulgences ont été accordés à diverses œuvres ou confréries (v. g. Notre-Dame de la Bonne Mort, de Tinchebray, 22 mars 1918; la Chapelle-

Montligeon, 10 mai et 11 juin 1918; l'Association *Pro Pontifice et Ecclesia*, de Chambéry, 8 juin 1918; Saint-Enfant Jésus de Prague, 22 juillet 1918; l'Association Notre-Dame du Salut, 23 janvier 1919; la Pieuse Union du Trépas de Saint Joseph, 29 juin 1923; l'Union Apostolique, 17 avril 1921; la Propagation de la Foi, 20 fév. et 25 mars 1924, etc.).

3. De nombreuses prières ont été indulgenciées (v. g. Cœur Sacré de Jésus, protégez nos familles, 16 juin 1918; une prière au Christ, Roi Universel, 21 févr. 1923; une prière pour les missions, 18 mai 1926, etc.).

4. Une indulgence plénière *toties quoties* a été accordée pour la visite du Sanctuaire de la Portioncule, dans la basilique Sainte-Marie des Anges, à Assise (16 avril 1921), et un décret de la Pénitencerie a déterminé avec précision à quelles conditions pouvait être concédée et gagnée en dehors d'Assise l'indulgence dite de la Portioncule (10 juil. 1924).

I. Ut veneratio, qua Assisiense de Portiuncula Sacellum fideles prosequuntur, nihil unquam capiat detrimenti, immo etiam cotidie magis augeatur, in nulla ecclesia nulloque oratorio, vel Franciscalis cujuslibet Instituti, quod a memorato Sacello minus distet quam infra n. V praescribitur, haec Indulgentia altero die mensis augusti lucrifieri in posterum queat, etsi id antehac licuit, nisi ab iis tantum qui domum ecclesiae vel oratorio continentem incolant, modo tamen aut physice aut moraliter impediantur quominus ad idem Portiunculae Sacellum se conferant.

II. Perpetuae hujus Indulgentiae concessiones, adhuc quoquo modo factae, integrae in posterum sunt, ea tamen condicione, ut normae, hoc decreto futuris concessionibus moderandis statutae, omnino serventur, si eam unice excipias quae ad distantiam pertinet.

III. Indulta omnia temporaria, scilicet aut ad certum tempus aut sine die aut ad beneplacitum a quovis legitime concessa, inde a die XXXI mensis decembris vertente anno abrogata habeantur ac cessent. Quodsi nova in futurum

indulta alicunde postulari contingat, libelli, ad Sacram Poenitentiariam mittendi, ratio non habebitur, nisi Ordinarius loci preces commendet omnibusque perpensis de vera concessionis opportunitate atque utilitate testificetur.

IV. Si quando privilegium hujus Indulgentiae largiendum sit, aedes sacrae praeferantur, quae B. Mariae Virgini Angelorum vel Francisco Assisiensi dicatae sint aut in quibus aliqua sedem habeat e Confraternitatibus seraphicis; quae aedes sicubi desint, templa cathedralia vel parochialia ceteris plerumque anteponantur.

V. Ecclesiae vel publica oratoria ut privilegio hoc locupletentur, distent oportet tria, ut vocant, chilometra ab aliis ecclesiis vel oratoriis quae ad aliquem Franciscalem Ordinem pertineant aut eodem privilegio fruantur.

VI. Si qua peculiari de causa haec Indulgentia semipublicis oratoriis concedenda videatur, eadem unquam ne faveat nisi communitati vel coetui fidelium, in cujus commodum oratoria illa erecta sint.

VII. Ordinariis locorum, parochis et ipsis rectoribus aedium sacrarum, in quibus privilegium insit, facultas esto, si quidem justis de causis id expedire judicarint, pro altero mensis augusti die, qui dominicus non sit, substituendi, ad Indulgentiam lucrandam, diem dominicum proxime insequentem.

VIII. In iisdem ecclesiis vel oratoriis, quamdiu, ex praescripto, invisentibus, Indulgentiae acquirendae causa, fidelibus patebunt, tamdiu Reliquiae S. Francisci Assisiensis vel B. Mariae Virginis, aut saltem Imago vel statua ejusdem Sancti vel B. Mariae Virginis Angelorum, venerationi fidelium propositae maneant. Publicae praeterea preces ibidem pro Summo Pontifice universaque militanti Ecclesia, pro haeresum exstirpatione peccatorumque conversione, pro pace et concordia omnium populorum, Deo adhibeantur, quo tempore id fieri opportunius videbitur; sacerque iste ritus, praemissis tum B. Mariae Virginis Angelorum et Seraphici Patriarchae invocatione, tum Litaniis Sanctorum, Eucharistica benedictione absolvatur.

IX. Qui Indulgentiam Portiunculae lucrari cupiat, is admissa sua confiteatur, ab iisque, si opus sit, absolutus, sacra de altari libet; ecclesiam vel oratorium, privilegio

ditata, invisat, precesque ad mentem Summi Pontificis de more fundat, idest saltem sexies *Pater, Ave* et *Gloria* in unaquaque earum visitationum, quas ad indulgentiam iterum iterumque impetrandam rite peragat.

X. Altero mensis augusti die vel die dominico proxime insequenti, condicionibus superiore n. IX statutis eos quoque stare oportet, si velint Indulgentiae compotes fieri, qui reliquis per annum diebus eo fruuntur indulto, ut sola sex *Pater*, *Ave* et *Gloria* recitatione, praeter alias, etiam Portiunculae Indulgentiam lucrari queant. Poenit., 10 jul. 1924, A. A. S., XVI, 345-347.

5. Un bref du 4 septembre 1927 accorde pour toujours, aux conditions ordinaires, une indulgence plénière *toties quoties,* à tous les fidèles qui réciteront dévotement un chapelet, c'est-à-dire le tiers du rosaire, devant le Saint Sacrement soit exposé soit conservé dans le tabernacle.

6. Pour les indulgences du chemin de la Croix, voir au c. 1259, réponse 5.

TITRE VI

De l'ordre (cc. 948-1011).

85. — C. 955. — Les privilèges accordés à certains collèges ou séminaires de faire ordonner leurs élèves sans lettres dimissoriales ont été abrogés par la Consistoriale le 6 novembre 1920 : cette mesure a laissé intacts les privilèges des collèges ou séminaires de Missions dépendant de la Propagande. A. A. S., XIII, 259.

C. 956. — 1. Ad incardinationem clerici ex facto tonsurae satis est, ex can. 111, § 2, propositum sese mancipandi servitio et obedientiae Ordinarii dioecesis pro qua promovetur : adeo ut, ex can. 956, superfluum sit juramentum stabilitatis et, absque formali excardinatione, de qua in can. 113 et 969, ad aliam dioecesim transire sic tonsuratus nequeat. Quod apprime congruit primaevae Ecclesiae disciplinae, vi cujus, teste E^mo Gasparri (*De sacra ordinat.*, II, 802), *quilibet Episcopus erat « proprius » pro ordinatione laici, idest poterat laicum cujuscumque dioecesis ordinare, et ordinatus ita perpetuo ecclesiae ordinantis adscribebatur, ut non posset ad aliam dioecesim transire aut sine ejus licentia ab alio Episcopo ad altiores ordines promoveri.* C. Conc., 10 mart. 1923 (ex voto Consultoris), A. A. S., XVI, 54. Voir aux cc. 111-117.

2. Episcopus proprius pro ordinatione illorum qui nullum domicilium habent (c. 956), est Episcopus loci in quo fit ordinatio, modo tamen ordinandus praevie acquirat domicilium cum juramento ad normam canonis 956. Com. Int., 3 aug. 1919 (non publiée aux *Acta*).

3. Ille qui ordinatur a proprio Episcopo servitio alius dioecesis, incardinatur huic alii dioecesi juxta canonem 111, § 2, et non dioecesi proprii Episcopi juxta canonem 969, § 2. Cette réponse (Com. Int., 3 août 1919) n'a pas été publiée aux *Acta*[1]. Pour la concilier avec le c. 969, § 2, on doit dire que celui qui est ordonné par son propre évêque, mais pour le service d'un autre diocèse, appartient *ex tunc*, conformément au canon 111, § 2, par le fait même de l'ordination, à ce dernier diocèse, sans qu'il soit besoin ensuite de procéder à son excardination. C'est donc seulement dans le cas où l'incardination à un autre diocèse est prévue comme *future*, et non actuellement réalisée dans l'ordination, que s'applique le canon 969, § 2. Voir au c. 111.

C. 969, § 2. — Voir au c. 956.

86. — C. 976. — C. de Religiosis, in concedendis dispensationibus super curriculo studiorum, ad praescriptum c. 976, § 2 ad sacros Ordines susçipiendos praemittendo, de mandato Pii XI sequentes conditiones apponere consuevit. « Sacrae Theologiae operam sedulo dare pergant, saltem usque dum praescriptum quadriennium rite compleatur, vetito interim quocumque animarum ministerio, id est ne destinentur concionibus habendis aut audiendis confessionibus aut exte-

1. On la trouve dans la *N. R. T.*, 1920, p. 371, comme réponse de la C. de Sacr., du 17 août 1919.

rioribus Religionis muniis; super quibus Superiorum conscientia graviter onerata remaneat »... Sanctitas sua die 23 oct. 1923 declaravit et statuit : omnes et singulas facultates seu dispensationes hac super re post Codicis promulgationem quomodocumque obtentas, etiam immediate a Summo Pontifice vel vivae vocis oraculo vel per rescriptum ejusdem manu signatum, conditionibus supra enunciatis subesse, easque subintelligendas esse, nisi expresse eis derogatum fuerit. C. de Rel., 27 oct. 1923, A. A. S., XV, 549-550.

C. 984, n. 2. — 1. Ob rescissionem integrae manus dexterae, non habetur aliquod impedimentum a quo dispensari non possit ratione collationis sacramenti Ordinis. S. O., 14 jan. 1918, A. A. S., XIII, p. 437.

A la suite de cet avis du Saint-Office, la Cong. des Sacrements a accordé la dispense de l'irrégularité à un clerc amputé à la guerre de la main et du poignet droits (1 jul. 1918) « dummodo absit quodcumque irreverentiae periculum erga SS. Eucharistiam, nulla habeatur fidelium admiratio, et alia serventur de jure servanda ». A. A. S., XIII, 437.

2. Le 12 nov. 1919, dispense a été accordée à un religieux assomptioniste sourd-muet de cette irrégularité à la condition qu'il dise la messe à voix basse et pas en public (*Actes de Benoît XV*, Paris, Bonne Presse, t. III, p. 208).

3. Le P. Vermeersch dit aussi que Benoît XV a dispensé un aveugle : « dispensationem *ante* ordines majores antea nunquam concessam Benedictus XV semel concessit ». II, p. 147. Voir au c. 818.

C. 984, n. 5. — Voir au c. 6, la réponse 5.

C. 987, n. 1. — Au sujet de l'irrégularité des fils d'hérétiques, certains canonistes ont cru voir une

contradiction entre deux réponses de la Commission interprétant le canon 987. Mais ces deux réponses se concilient parfaitement : la première affirme que par *parentes* il faut entendre le père et la mère, de sorte que l'enfant est irrégulier si son père *ou* sa mère sont hérétiques; la seconde affirme que par *filii* il faut entendre seulement les enfants, et non les petits-enfants, même (contrairement à l'ancien droit) dans la ligne paternelle (16 oct. 1919 et 14 juill. 1922).

1. Ad normam can. 987, impeditis adnumerandus est is, cujus pater vel mater tantum est acatholicus, alter parens catholicus. Idque etiam in casu, quo matrimonium cum dispensatione legitime contractum fuerit. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

2. Nomine *filiorum,* de quibus in can. 987, n. 1, intelligendi sunt tantummodo descendentes in linea paterna usque ad primum gradum. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 528.

C. 987, n. 5. — Ad sensum can. 987, n. 5, impediti censendi sunt qui ad militiam forsan vocabuntur, sed de facto nondum sunt vocati, vel quia aetate impares sunt, vel quia, examine recte peracto, ad tempus inhabiles sunt declarati. Com. Int., 2-3 jun. 1918, A. A. S., X, 344.

C. 996. — Voir au c. 459.

TITRE VII

Du Mariage (cc. 1012-1143).

87. — Comme il fallait s'y attendre, c'est sur le sacrement de *mariage* et la législation qui le concerne que les Congrégations (Saint-Office, Sacrements), les Tribunaux (Rote) et la Commission d'interprétation ont eu à donner le plus grand nombre de solutions. Il nous est impossible de les indiquer toutes. Une réponse du 3 juin 1918 a confirmé que les *fiançailles* injustement rompues ne donnaient plus lieu qu'à une action en dommages-intérêts, qui est du ressort soit des tribunaux civils, soit des tribunaux ecclésiastiques. Le curé ne doit pas traiter comme pécheurs publics en refusant d'assister à leur mariage, ceux qui ne veulent pas se laisser instruire de la doctrine chrétienne (2 juin 1918). Le canon 1023, § 2, prescrivant d'en référer à l'Ordinaire toutes les fois que les futurs ont séjourné plus de six mois en dehors de la localité après l'âge de puberté, est difficile à observer dans la pratique : et cependant Rome en a rappelé l'observation (3 juin 1918 ; 6 fév. 1920). Aussi devons-nous signaler un indult accordé au diocèse de Cambrai (12 mai 1925), n'obligeant le curé à en référer à l'évêque que s'il y a doute ou soupçon sur l'existence d'un empêchement. Pour les *dispenses de mariage*, dans les cas urgents, le recours à l'Ordinaire est censé impossible, si on ne

peut que lui télégraphier ou lui téléphoner (12 nov. 1922) ; et on doit considérer qu'il y a cas urgent même si de mauvaise foi les futurs n'ont pas révélé à temps l'empêchement en question (1er mars 1921). Pour chaque *empêchement*, les traités récents *De Matrimonio* (v. g. Desmet, Wernz-Vidal) font connaître en détail les réponses de Rome et les points encore controversés. C'est à eux qu'il faudra recourir également pour apprécier sainement les vices du *consentement* (folie, crainte, erreur, condition). Deux séries de réponses (14 juill. 1922 et 20 mai 1923) ont réglé bien des points concernant l'assistance des curés (ou assimilés) et des vicaires paroissiaux aux mariages, et la nécessité pour les autres prêtres d'une délégation très déterminée, conformément au canon 1096. Le 10 novembre 1925, la Commission a rappelé que pour les mariages mixtes, ce n'est pas seulement la messe *pro sponso et sponsa*, qui est interdite, mais toute autre messe qui pourrait être considérée, étant données les circonstances, comme le complément de la cérémonie. Sur la messe *pro sponsis*, voir S. C. Rit., 14 juin 1918.

Il ne nous reste à signaler que deux documents de la Congrégation des Sacrements : une instruction du 4 juillet 1921 sur les précautions à prendre pour s'assurer de l'état libre des conjoints, surtout s'ils viennent de pays lointains, et sur le certificat de mariage à envoyer au curé du baptême; et une autre du 7 mai 1923 sur les procès de non-consommation devant les officialités diocésaines. Cette dernière instruction occupe 48 pages des *Acta* (XV, 389-436). Nous citons le décret qui la précède aux cc. 1970 et suiv.

C. 1015. — Voir au c. 1970.

C. 1017. — Les Fiançailles. — 1. Non am-

plius admittitur actio de justa causa dissolutionis sponsalium; actio vero reparationis damnorum non suspendit matrimonii celebrationem, et proinde si quis reclamet jus suum ex sponsalibus valide contractis contra partem inituram matrimonium cum alio, matrimonium non erit suspendendum. Com. Int., 3 juin 1918, A. A. S., X, 345.

2. Actio reparationis damnorum, de qua in can. 1017, § 3, est mixti fori. Com. Int., 3 jun. 1918, A. A. S., X, 345.

3. Voir au c. 10, la réponse 2.

CHAPITRE I

Les préliminaires du mariage (cc. 1019-1034).

88. — C. 1020. — *a*) Si sponsa vel sponsus inveniantur ignari doctrinae christianae, parochus servet praescriptum can. 1020, § 2; et dum ea peragit quae Codex peragenda praescribit, sponsos ignorantes sedulo edoceat prima saltem doctrinae christianae elementa : quod si renuant, non est locus eos respuendi a matrimonio, ad normam can. 1066. Com. Int., 2-3 jun. 1918, A. A. S., X, 345.

b) Instructio C. de Sacr. super probatione status liberi ac denuntiatione initi matrimonii. C. de Sacr., 4 jul. 1921, A. A. S., XIII, 348-349.

Iterum conquesti sunt haut pauci Ordinarii locorum quod parochi, praesertim in exteris dissitisque regionibus ad quas frequenter demigrant ex Europa opifices, horum aliquando matrimoniis assistant, quin praescripta juris tum de statu libertatis tum de initi matrimonii denuntiatione rite serventur; ex quo fit ut non raro novum contra fas attentetur matrimonium ab iis qui adhuc priore vinculo adstringuntur.

Ad hujusmodi malum praecavendum, quo sacra familiae christianae jura pessumdantur, parentes vinculis damnationis illaqueantur, et filii perversionis periculo facile objiciuntur, haec Sacra Congregatio de Disciplina Sacramentorum die 6 mensis martii anni 1911 Instructionem Ordinariis dedit quae in Commentario Officiali *Acta Apostolicae Sedis*, vol. III, pag. 102 sub die 15 ejusdem mensis evulgata est.

Verum ne quis, in negotio tam gravi, huic Instructioni aliquid a Codice juris canonici derogatum esse putet, Emi Patres hujus Sacrae Congregationis in generali conventu die 26 mensis junii currentis anni habito, eam, ipsius Codicis praescriptionibus suffultam, Ordinariis iterum sequentis tenoris dandam censuerunt.

1. Ordinarii in parochorum memoriam revocare satagant haud licere ipsis adstare matrimonio, ne praetextu quidem et intentione avertendi fideles a turpi concubinatu aut praecavendi scandalum conjugii, quod vocant, civilis, nisi constito sibi legitime de libero statu contrahentium, servatis de jure servandis (can. 1020 et 1097, § 1 Cod. jur. can.), iidemque moneantur ne omittant, ad normam can. 1021, baptismi testimonium a contrahentibus exigere si hic in alia paroecia fuerit collatus.

2. Vi can. 1103, § 2, parochus qui matrimonio interfuit, ad parochum baptismi transmittere festinet initi contractus denuntiationem quae, ut praescripta ejusdem canonis rite serventur, contineat oportet conjugum eorumque parentum nomina et agnomina, aetatem contrahentium, locum diemque nuptiarum, testium pariter nomina et agnomina, denique ipsum parochi nomen et agnomen una cum parochiali sigillo.

Accurate autem edoceatur de paroecia, de dioecesi, ac baptismi conjugum loco; ceteraque alia serventur quae ad scripta per publicos portitores tuto transmittenda pertinent.

3. Quo securius sive testimonium de statu libero a parocho nupturientium habeatur, sive denuntiatio de secuto matrimonio ad parochum baptismi perveniat, parochi haec documenta petant vel transmittant per cancellariam Ordinarii loci.

4. Id autem perpendant parochi oportet, aliqua hujusmodi opificum emigrantium matrimonia quasi vagorum matrimonia habenda esse, quibus, juxta can. 1032, *parochus assistere non debet nisi debitam licentiam ab Ordinario loci obtinuerit.* Quod si de vagis non agatur, tamen difficulter quoad alios emigrantes *abest dubium de existentia impedimenti,* ideoque, juxta can. 1031, § 1, n. 3, parochus *eorum matrimonio adsistere nequit inconsulto Ordinario;* habito etiam prae oculis praescripto can. 1023, § 2. Hisce de causis haec Sacra Congregatio jubet et mandat ut parochi matrimoniis fidelium de quibus agitur in hac Instructione non assistant, excepto casu necessitatis seu potissimum periculo mortis, inconsulto Ordinario loci.

5. Si forte accidat ut, adhibitis etiam cautelis de quibus in n. 1, baptismi parochus in recipienda denuntiatione matrimonii comperiat alterutrum contrahentium aliis nuptiis jam esse alligatum, rem quantocius significabit per cancellariam Ordinarii parocho contra fas attentati matrimonii.

6. Ordinarii sedulo advigilent ut haec praescripta religiose serventur, horumque violatores, si quos repererint, curent ad officium revocare, adhibitis etiam, si opus sit, canonicis sanctionibus.

89. — C. 1023. — 1. Si pars, post adeptam pubertatem, plus quam per sex menses commorata fuerit in longissimis et dissitis oris, a quibus ut habeatur regularis attestatio libertatis status longius tempus requiritur, cum tamen urgeat matrimonii celebratio, res remittitur prudenti judicio Ordinarii qui, non excluso juramento suppletorio, alias probationes praescribere potest ad normam can. 1023, § 2. Com. Int., 2-3 jun. 1918, A. A. S., 345.

2. An Ordinarius per mandatum generale praescribere possit ut parochi ab omnibus nupturientibus, de quibus in c. 1023, § 2, juramentum de statu libero exigant, quin necessarium sit in omni casu particulari ad Ordinarium recurrere. — R. Ser-

vetur praescriptum Codicis. C. de Sacr., 6 fév. 1920, Archiv, 1920, p. 28.

3. Indult du 12 mai 1925 à l'archevêque de Cambrai (*Semaine religieuse* de Cambrai, 13 juin 1925).

In nostra dioecesi, sive ob facilitatem et frequentiam itinerum, sive propter transmigrationes quas laboris aut militiae necessitas imponit, multi e juvenibus nubere cupientibus per sex menses post pubertatem in diversis locis commorati sunt. Unde fit ut publicationes eorum matrimoniis praeviae in sat multis parochiis fieri debeant et recipiendi sacramenti difficultas augeatur.

His rationibus moti ac muneri pastorali vias explanare optantes, ad S. Sedem recurrimus, humiliter petentes easdem nobis facultates concedi quae in hac re Belgii dioecesibus collatae sunt.

Per indultum datum Romae, die 12 maii 1925, S. Congregatio de Sacramentis precibus nostris annuit. Quapropter juris communis derogationem obtentam hodie nostrae dioecesis parochis notam facere laetamur.

De matrimoniorum publicationibus, S. Congregatio, si altera vel ambae partes in alio vel aliis locis extra paroeciam per sex menses post pubertatem commorati sunt, sequentem regulam proponit :

« Parochi est, in singulis casibus diligenter investigare an aliquod matrimonii celebrationi obsistat. Quod si, facta inquisitione, ipsi constat, per documenta publica, sive ecclesiastica sive civilia, per privata documenta vel testimonia fide digna, una cum affirmatione jurata ipsorum contrahentium, nihil matrimonio obstare ac praesertim nupturientes libéros esse, parochus non tenetur rem Ordinario exponere, nec publicationes in aliena paroecia faciendae sunt. Si vero, post diligentem investigationem, dubium vel suspicio sit de existenti impedimento, Ordinarium consulat ejusque praecepta sequatur. »

4. An vidua ad solum celebrandum matrimonium ecclesiasticum admitti posset, si per matrimonium civile ineundum pensionem militarem amitteret. — R. Non esse recedendum a praxi S. Congregationis ideo-

que amissionem pensionis non esse causam sufficientem permittendi celebrationem matrimonii absque ritu civili. Quod si aliae habentur circumstantiae, recurrendum in singulis casibus. Sanctissimus resolutionem confirmavit. Agitur de causa ex quadam dioecesi italica oriunda. C. de Sacram., 2 juli 1917. Archiv, 1923, p. 158.

C. 1031-1032. — Voir au c. 1020.

CHAPITRE II

Des empêchements en général (cc. 1035-1057).

90. — C. 1044. — In casibus, de quibus in can. 1044 et 1045, § 3, censendum est Ordinarium adiri non posse, si solum per litteras id sit impossibile, licet fieri possit per telegraphum vel telephonum. Comm. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 662.

C. 1045. — Ad normam can. 1045, § 1, clausula *quoties impedimentum detegatur cum jam omnia sunt parata ad nuptias* non debet intelligi stricto sensu, scilicet, quod impedimentum antea omnino ignotum fuerit et tunc resciatur, sed hoc sensu intelligenda est, quod, quamvis antea cognitum, tunc solum tamen impedimentum ad notitiam parochi aut Ordinarii delatum sit. Com. Int., 1 mart. 1921, A. A. S., XIII, 178.

C. 1053. — Voir au c. 1970.

CHAPITRE III

Des empêchements prohibants (cc. 1058-1066).

C. 1059. — Voir la loi française du 19 juin 1923, reproduite au Code civil, art. 333-370. « Art. 354. Le mariage est prohibé entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants; entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant; et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté; entre les enfants adoptifs du même individu; entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant. » D'après l'avis le plus commun des auteurs, l'empêchement est simplement prohibitif.

C. 1060-1064. — Si cautiones a muliere infideli scripto exigi nequeant, viva saltem voce exigantur. Siquidem neque hoc obtineri queat, remittitur prudentiae et conscientiae uniuscujusque Vicariorum apostolicorum, indicare in singulis casibus an cautiones ipsae aequipollenter contineantur sive in seria mulieris promissione amplectendi catholicam fidem, sive in ejus adscriptione inter catechumenas, sive demum in legibus vel moribus populi, qui nullam concedunt mulieri potestatem circa religiosam prolis educationem, sed haec a sola viri voluntate dependet; firma tamen omnibus hisce in casibus obligatione exigendi cautiones a parte catholica et non concedendi dispensationem nisi moralis habeatur certitudo de ipsarum implemento. S. O., 5 apr. 1918. Cette instruction concerne la Chine et n'a pas été publiée aux *Acta*. — Voir aussi au c. 1102.

C. 1066. — Voir au c. 1020.

CHAPITRE IV

Des empêchements dirimants (cc. 1067-1080).

C. 1068. — Ex multis decisionibus S. Rotae (v. g. Decisiones, t. IX (1917), caus. 4, 16, 17) colligitur solam impotentiam seminandi intra vaginam, sive impossibilitas sit ex parte viri sive sit ex parte mulieris, modo sit antecedens et perpetua, constituere impedimentum certum.

C. 1069. — Voir au c. 1020, et différentes décisions *de morte praesumpta conjugis* (v. g. 18 nov. 1920, A. A. S., XIV, 96-97).

In casu praesumptae mortis conjugis, si conjux superstes voluerit ad novas nuptias transire, Ordinarius canonicas inquisitiones facere debet ad normam Instructionis S. Officii a. 1868, *Matrimonii vinculo*. Si, peractis enunciatis inquisitionibus, judicium sibi efformare non valeat, quo transitum ad alias nuptias permittere queat, tunc omnia acta ad C. de Sacramentis mittat. C. de Sacr., 18 nov. 1920, A. A. S., XIV, 96-97.

C. 1070, § 1. — 1. Il résulte d'une réponse du S. Office communiquée par la Propagande le 1er avril 1922 (*Ami du Clergé*, 1925, p. 408) qu'un enfant, baptisé en danger de mort par un médecin *catholique*, à l'insu des parents *païens*, est baptisé dans l'Eglise catholique et par suite soumis à l'empêchement de disparité de culte.

2. Mutatum est jus vetus, ita ut in novo jure haeretici extra Ecclesiam catholicam baptizati et nunquam ad eamdem conversi, etiam sine dispensatione, validum

contrahunt matrimonium cum parte non baptizata. C Prop., 26 fév. 1924 (réponse particulière non publiée aux *Acta*).

C. 1076. — Si copula illicita et occulta praecesserit nativitatem nubendae, quare dubitari possit an haec filia sit vel soror alterius partis, ad normam can. 1076, § 3 agendum est. Com. Int., 2-3 jun. 1918, A. A. S., X, 346.

C. 1079. — Voir au c. 10, réponse 3.

C. 1080. — Voir au c. 1059.

CHAPITRE V

Du consentement matrimonial (cc. 1081-1093).

91. — C. 1082. — 1. Ut matrimonium valeat, sufficit ut utraque pars haec intelligere valeat saltem in confuso, nempe ilud consortium perpetuum et exclusivum instituendum esse in ordine ad filios procreandos, quin noverit ea quae spectant ad naturam modumque generationis. Rot., 29 nov. 1919, A. A. S., XII, 56.

2. Voir les différentes causes où la nullité du mariage a été demandée pour folie (v. g. Rot., 7 janv. 1918, A. A. S., X, 517-526; Rot., 23 déc. 1918, A. A. S., XII, 338-344).

C. 1084-1086. — Voir entre autres la cause jugée à la Rote le 27 juillet 1917, A. A. S., X, 215-221.

C. 1087. — Voir, entre autres, les causes jugées à la Rote le 5 juin 1917, A. A. S., X, 158-169; le 16 août 1917, A. A. S., X, 291-297; le 21 déc. 1917, A. A. S., X, 420-430, etc., etc.

C. 1092. — Voir, entre autres, les causes jugées : par une commission spéciale de cardinaux le 2 août 1918, A. A. S., X, 388-390; par la Rote, le 11 août 1921, A. A. S., XIV, 512-523.

CHAPITRE VI

De la forme de la célébration du mariage (cc. 1094-1103).

92. — C. 1095, § 1. — 1. Vicarius substitutus (de quo in c. 465, § 4) potest *post* Ordinarii approbationem licite et valide assistere matrimoniis, si nulla limitatio apposita fuerit; non tamen *ante* Ordinarii approbationem.

2. Idem vicarius (substitutus) parochi religiosi id potest *post* approbationem Ordinarii, licet ante approbationem Superioris religiosi.

3. Vicarius, seu sacerdos supplens, de quo in c. 465, § 5, id potest ante approbationem Ordinarii, quoadusque Ordinarius, cui significata fuit designatio sacerdotis supplentis, aliter non statuerit. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 527-528.

4. Voir au c. 1102, réponse 2.

C. 1095, § 2. — 1. Vicarius *oeconomus* legitime constitutus in paroecia vacante (ad normam cc. 472 et 473) potest licentiam assistendi matrimonio dare sacerdoti determinato ad matrimonium determinatum;

2. Item, vicarius *substitutus,* de quo c. 465, § 4, post Ordinarii approbationem, si nullam limitationem Ordinarius apposuerit;

3. Item, *vicarius* (*substitutus*) *parochi religiosi* post Ordinarii approbationem, sed ante approbationem Superioris religiosi;

4. Item vicarius seu *sacerdos supplens,* de quo in c. 465, § 5, ante Ordinarii approbationem, quoadusque Ordinarius cui significata fuit designatio sacerdotis supplentis aliter non statuerit.

5. De *vicario adjutore* parochi imparis suis muniis rite obeundis, servetur c. 475, § 2.

6. De vicario *cooperatore,* inscio parocho, servetur c. 476, § 6. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 114.

C. 1096.— Sacerdos non est ad normam hujus canonis determinatus, si parochus Superiori monasterii in casu particulari declaret se ad matrimonium proxima Dominica in ecclesia filiali celebrandum delegare aliquem sacerdotem religiosum qui a Superiore sequentibus diebus ad Missam die dominica ibi celebrandam deputabitur. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 115.

C. 1097. — Voir au c. 1020.

C. 1098. — Ad valide et licite matrimonium coram solis testibus contrahendum non sufficit factum absentiae parochi, sed requiritur etiam moralis certitudo ex notorio vel ex inquisitione, parochum per mensem neque haberi neque adiri posse sine gravi incommodo. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

C. 1099. — Constitutio « Provida » die 18 jan. 1906, tanquam lex particularis praescripto can. 1099 opposita, jam ad normam can. 6, n. 1 abrogata est, et non tanquam privilegium vel indultum ad normam can. 4 integra manet. Com. Int., 30 mart. 1918, Archiv, 1919, 61.

C. 1102, § 2. — 1. In matrimoniis mixtis, praeter

Missam pro sponsis, prohibetur etiam alia missa, licet privata, si haec Missa ex rerum adjunctis haberi possit uti complementum coeremoniae matrimonialis. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

2. In excipiendo consensu sacerdos, qui adsistit celebrationi matrimonii inter catholicum et acatholicum, debet servare in omnibus praescriptiones Codicis. Hinc sacerdos his matrimoniis adsistere nequit nisi, praestitis cautionibus, obtenta fuerit dispensatio super impedimento mixtae religionis aut disparitatis cultus ad normam can. 1060 et 1061; consensus vero requirendus est ad normam can. 1102 et 1095. Contrariae S. Sedis praescriptiones atque contraria indulta per ipsum Codicem Jur. Can. abrogata sunt. S. O., 26 nov. 1919, Archiv, 1920, p. 28.

C. 1103. — Voir au c. 1020.

CHAPITRE VIII

Du temps et du lieu de la célébration
(cc. 1108-1109).

C. 1108. — 1. Si Ordinarius, ex facultate sibi facta per can. 1108, benedictionem nuptialem permittat in Nativitate Domini aut Dominica Resurrectionis, licet orationi Missae de Festo commemorationem pro sponsis addere sub unica conclusione, quanquam haec festa, sicut alia festa Epiphaniae, Pentecotes, SS^mae^ Trinitatis et Corporis Christi, nullam aliam orationem admittant. C. Rit., 14 jun. 1918, A. A. S., X, 332.

2. Si Ordinarius ex justa causa (cfr. can. 1108) permiserit tempore clauso sollemnem benedictionem nuptiarum, Missa quoque votiva pro sponsis celebrari

poterit, exceptis tamen dominicis, festis de praecepto etiam I et II classis, octavis privilegiatis primi et secundi ordinis, feriis privilegiatis et vigilia Nativitatis Domini. C. Rit., 14 jun. 1918, A. A. S., X, 332.

3. Non licet legere missam votivam pro sponsis in vigiliis privilegiatis extra tempus clausum occurrentibus, nempe Pentecostes et Epiphaniae. C. Rit., 14 jun. 1918, A. A. S., X, 332.

4. In novissima editione Ritualis Romani (1925) inveniuntur in appendice : *a*) Benedictio nuptialis extra Missam danda ex apostolico indulto, quando Missa non dicitur : *b*) Preces recitandae extra Missam super conjuges ex apostolico indulto, quando benedictio nuptialis non permittitur.

CHAPITRE X

De la séparation des époux
(cc. 1118-1132).

C. 1119. — Voir au c. 1970. — Pius XI de facto dissolvit matrimonium valide contractum inter personam baptizatam (in haeresi) et personam infidelem : v. g., 10 juil. 1924 (*Ami du Clergé*, 1925, p. 409); 5 nov. 1924 (*Ecclesiastical Review*, 1925, p. 188).

TITRE VIII

Des Sacramentaux (cc. 1144-1153).

Sur les Sacramentaux, voir J.-L. Paschang, *The Sacramentals,* in-8° de 129 p., Washington, Université catholique, 1920.

93. — Après les Sacrements, le Code traite des *Sacramentaux.* La Congrégation des Rites, appliquant le canon 1149, a permis d'admettre les catéchumènes à l'imposition des cendres, à la distribution des cierges (le 2 février) et des Rameaux, 8 mars 1919. Elle a permis de faire l'imposition des cendres le premier dimanche de Carême, après la messe, ou en dehors de la messe, pourvu que le rite de la bénédiction (et aussi de l'imposition) ait été accompli le mercredi des Cendres conformément au Missel Romain (30 juin 1922; 1er fév. 1924).

1. Benedictiones imprimis impertiendae catholicis quae, juxta can. 1149 Codicis, dari quoque possunt catechumenis, intelligi debent etiam de sacramentalibus publicis ac proinde admitti possunt catechumeni ad impositionem cinerum, traditionem candelarum et palmarum. C. Rit., 8 mart. 1919, A. A. S., XI, 144.

2. Consuetudo, vigens in nonnullis sive piarum domorum sive paroeciarum ecclesiis, imponendi fidelibus, prima Dominica quadragesimali, cineres praecedenti Feria IV Cinerum benedictos, permitti potest dummodo Feria IV

Cinerum ritus benedictionis et impositionis cinerum expletus fuerit, juxta Missale Romanum, et Dominica prima in Quadragesima post expletam Missam aut extra Missam fiat impositio eorundem cinerum. C. Rit., 30 junii 1922, A. A. S., XIV, 471.

3. Eadem permissio valet, juxta prudens Ordinarii judicium in singulis casibus, etiam pro oratoriis Piarum Unionum seu Congregationum, vel sacellis ruralibus, aliisque ubi peragantur exercitia pro opificibus, ut iidem omnes facilius cineres recipiant et non careant hoc tam pertili sacramentali : servato tenore decreti diei 30 jun. 1922. C. Rit., 1er fév. 1924, A. A. S., XVI, 102.

4. Pro benedictione candelarum in festo S. Blasii (3 fev.), et pro earum appositione sub mento gutturis cujusvis benedicendorum, adhibeatur ubique oratio et formula Ritualis Romani. C. Rit., 1er fév. 1924, A. A. S., XVI, 102.

De nouvelles bénédictions ont été approuvées : aéroplanes et autres machines volantes (24 mars 1920), bibliothèque et archives (23 juill. 1924), sismographe (23 nov. 1924), etc. On les trouvera toutes insérées dans la nouvelle édition du Rituel (10 juin 1925). Le 9 décembre 1925 a été approuvée une bénédiction des roses en l'honneur de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. On trouvera également dans la dernière édition du Rituel une formule abrégée pour rosarier les chapelets (23 nov. 1918). Voir aussi aux cc. 1197 sq., et 1233, § 2.

SECONDE PARTIE

Des lieux et temps sacrés
(cc. 1154-1254).

Monogaphies. — J.-A. O' Reilly, *Ecclesiastical sepulture,* in-8° de 129 pp., Washington, Université catholique, 1923 ; Matt. a Coronata, *De locis et temporibus sacris,* in-8° de xix-340 pp., Turin, Marietti, 1922.

94. — 1° Églises et oratoires (cc. 1161-1196).

C. 1171. — Voir au c. 1274, § 1, réponse 1.

C. 1184. — Dubitari non potest quin Ecclesiae omnino jus competat de locis vel sedilibus in ecclesiis judicandi. Voir la cause *Paderbornen.,* du 11 déc. 1920 (C. Conc.), A. A. S., XIII, 262-268. Voir aussi au c. 1553.

2° **Autels** (cc. 1197-1202). — Le 9 septembre 1920, la Cong. des Rites a approuvé deux formules abrégées pour la consécration d'un autel : la première pour la consécration d'un autel fixe dont la table a été momentanément séparée de son support (c. 1200, § 1) ; la seconde, pour celle d'un autel fixe ou d'une pierre

sacrée exécrés par suite de cassure énorme ou reliques enlevées, ou cassure ou enlèvement du couvercle du sépulcre (c. 1200, § 2, 1° et 2°), A. A. S., XII, 449-453. On trouvera ces formules dans la dernière édition du Rituel (1925).

95. — 3° Sépulture ecclésiastique (cc. 1203-1242).

C. 1203. — Une instruction du Saint-Office, du 19 juin 1926, a condamné de nouveau la crémation. A. A. S., XVIII, 282-283.

Cadaverum cremationis praxi nonnullis in regionibus, posthabitis iteratis Sedis Apostolicae in contrarium declarationibus atque ordinationibus, in dies, ut relatum est, invalescente, ne tam gravis abusus, ubi jam obtinuit, confirmetur aliove extendatur, Suprema haec Sacra Congregatio Sancti Officii muneris sui esse ducit locorum per orbem Ordinariorum hac super re attentionem denuo instantiusque, probante SS^mo^ Domino Nostro, excitare.

Et primo quidem, quum non pauci, etiam inter catholicos, barbarum hunc morem, nedum christianae sed et naturalis erga defunctorum corpora pietatis sensui constantique Ecclesiae, inde a primis ejus initiis, disciplinae plane repugnantem, veluti unum e potioribus hodierni, ut aiunt, civilis progressus scientiaeque valetudinis tuendae meritis celebrare non dubitent; haec eadem Sacra Congregatio christiani gregis Pastores, quam vehementissime hortatur ut concreditas sibi oves omnimodis edocendas curent hoc reapse consilio a christiani nominis hostibus cadaverum crematione laudari ac propagari ut, animis a mortis consideratione speque corporum resurrectionis paulatim aversis, materialismo sternatur via. Quamvis igitur cadaverum crematio, quippe non absolute mala, in extraordinariis rerum adjunctis, ex certa gravique boni publici ratione, permitti queat et revera permittatur, communiter tamen ac veluti ex regula ordinaria eidem operam vel favorem praestare, impium et scandalosum ideoque graviter illicitum esse nemo non videt; meri-

toque proinde a Summis Pontificibus pluries, novissime vero per recens editum Codicem juris canonici (c. 1203, § 1) reprobatam fuisse ac reprobari.

Ex quo etiam patet quod, etsi juxta decretum diei 15 decembris 1886 (Collect. P. F., n. 1665) Ecclesiae ritus et suffragia non inhibeantur « quoties agatur de iis quorum corpora non propria ipsorum sed aliena voluntate cremationi subjiciuntur », quum tamen id (ut in ipso decreto expresse adnotatur) eatenus valere tenendum sit, quatenus per opportunam declarationem « cremationem non propria defuncti sed aliena voluntate electam fuisse » scandalum efficaciter removeri queat, sicubi specialia rerum temporumque adjuncta id sperare non sinant, funerum ecclesiasticorum hoc quoque in casu prohibitionem integram manere dubitari non potest.

Valde autem longe a veritate abesse, evidenter, dicendi sunt qui, ex speciosa ratione quod aliquem religionis actum defunctus, dum viveret, exercere solitus esset vel quod ultimo vitae momento pravam voluntatem forte retractare potuerit, licitum censent exsequias ecclesiasticas eidem, praesente cadavere, de more persolvere, licet hoc postea, ex propria ipsius defuncti dispositione, sit igni tradendum. Quum enim de hac conjectata retractatione nihil certo constare queat, nullam ipsius in foro externo rationem haberi posse palam est.

Vix vero notatu dignum videtur, omnibus hisce in casibus in quibus non licet pro defuncto funebria ecclesiastica celebrare, ne licere quidem ejus cineres sepultura ecclesiastica donare vel quomodocumque in coemeterio benedicto asservare; sed ad praescriptum canonis 1212 in separato loco esse reponendos. Quodsi forte civilis loci auctoritas, Ecclesia infensa, vi contrarium exigat, ne desint sacerdotes ad quos spectat, qua par est animi fortitudine, huic apertae Ecclesiae jurium violationi obsistere, emissaque congrua protestatione, ab omni abstineant interventu. Tum, data occasione, praestantiam, utilitatem ac sublimem ecclesiasticae sepulturae significationem seu privatim seu publice praedicare ne cessent, ut fideles, Ecclesiae intentionem apprime edocti, a cremationis impietate deterreantur.

Et quoniam, denique, haec omnia ad optatum finem, nisi viribus unitis, haud facile erit deducere, mens est Sacrae Congregationis ut diversarum regionum ecclesiasticarum Sacrorum Antistites, si quando res id exigat, penes proprium Metropolitam convenientes, insimul exquirant, discutiant, statuant quid ad rem magis opportunum in Domino judicaverint; et de consiliis hac super re simul initis deque eorum exequutione atque effectu Sanctam Sedem deinde informent.

C. 1204. — Voir au c. 1215, réponse 2.

C. 1205. — Il n'est pas défendu d'entretenir des lampes allumées sur les sépultures dans les cimetières. C. Rit., 30 oct. 1922, A. A. S., XIV, 598.

C. 1205, § 2. — 1. Sepultura fidelium quae locum obtinet in ecclesia subterranea, quae sit vere et proprie ecclesia, divino cultui addicta, censenda est facta in ecclesia in sensu c. 1205, § 2. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 478.

2. Ad normam can. 1450, § 1, in ecclesiis earumque cryptis divino cultui destinatis non licet apponere tabulas cum inscriptionibus et nominibus fidelium defunctorum, quorum corpora inibi tumulata non sunt, nec, juxta can. 1205, § 2, tumulari possunt. C. Rit., 20 oct. 1922, A. A. S., XIV, 557.

Ce texte, bien interprété, ne condamne pas les plaques contenant les noms des soldats morts au champ d'honneur. « Dans l'érection de ces plaques, il n'est intervenu aucune pensée d'un droit de patronage quelconque, aucune idée de gloriole pour faire valoir une famille; il n'y a ni statues, ni portraits des morts. » (*Ami du Clergé,* 1922, p. 759.) Or ce sont là les seuls motifs sur lesquels s'appuie l'interdiction susdite : *ad normam,* c. 1450, § 1. En tout cas, l'indignation que

soulèverait dans toutes nos paroisses l'enlèvement des plaques est certainement un motif suffisant de tolérer cet usage qui, bien compris, mérite une approbation positive.

96. — C. 1215-1242. — Au sujet des *funérailles*, Rome a insisté sur l'obligation de faire la cérémonie à l'église, malgré les coutumes contraires (Conc., 24 nov. 1918; Com. Int., 16 oct. 1919). S'il y a impossibilité d'y transporter le corps, on doit avertir les familles que la cérémonie (avec Messe et absoute) peut se faire *etiam praesente* moraliter *cadavere* (C. Rit., 28 fév. 1920). Ce n'est pas aux héritiers, ni aux parents, à moins d'un mandat donné par le défunt, de faire l'élection de sépulture; le curé de la paroisse du défunt peut s'y opposer, et s'il y consent, il garde ses droits à la quarte funéraire (Conc., 9 juill. 1921). S'il s'agit de réinhumer un corps, pour lequel la cérémonie a déjà eu lieu, aucun droit spécial n'appartient au curé du défunt (Conc., 12 janv. 1924) : à cette messe de réinhumation, la Congrégation des Rites (16 juin 1922) a étendu les privilèges des messes anniversaires. Pour les malades décédés dans un hôpital, un conflit de juridiction peut s'élever entre l'aumônier (ou le curé du lieu) et le curé du domicile du défunt : on trouvera les principes de solution dans une cause jugée par la Rote le 25 février 1919. Depuis le Code, le curé du quasi-domicile a les mêmes droits que celui du domicile (Conc., 9 juin 1923).

C. 1215. — 1. Periculum offensionis (vulgo *malumore*) ex parte fidelium et cleri non est, ad normam c. 1215, gravis causa quae excuset a transferendis cadaveribus fidelium e loco in quo reperiuntur, ad ecclesiam ubi funus persolvatur, et consuetudo non transferendi cadavera fidelium, antequam tumulentur, e loco ubi reperiuntur in ecclesiam, est reprobanda. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 479.

2. Quamvis in translatione cadaveris de uno in alium locum sepulturae sacri ritus non praescribantur, tamen adhiberi possunt, imo decet eos adhiberi; quo in casu, cum non agatur de ritu exequiarum proprie dicto, non urgent praescripta can. 1215 et seq., quae primam sepulturam ecclesiasticam, de qua in can. 1204, respiciunt, non vero translationem cadaveris jam humati. C. Conc., 12 jan. 1924, A. A. S., XVI, 188-191. Canones enim 1215 sqq. primam sepulturam ecclesiasticam seu strictè sumptam, de qua in can. 1204, respiciunt, non vero alteram, i. e. translationem cadaveris jam humati cum sacris caeremoniis ac ritibus, in aliam sepulturam. — De là la liberté des familles, pour leurs morts ramenés du front, de faire faire les cérémonies par qui elles veulent. Et en effet, « sepultura ecclesiastica, idest exequiarum ordo, semel tantum ex praescripto Ecclesiae fieri debet : unde, si agatur de translatione cadaveris jam humati in aliam sepulturam, necesse non est ut justa funebria iterum persolvantur, si peracta fuerint in prima tumulatione ». C. Conc., 12 jan. 1924, A. A. S., XVI, 189.

97. — C. 1233, § 2. — Quando insignia seu vexilla non pertineant ad societates religioni catholicae manifeste contrarias, nec reprobata sint harum statuta, neque ipsa insignia seu vexilla aliquod emblema de se vetitum ac reprobatum prae se ferant, in ecclesiis admitti possunt. Quum vero, in favorem et obsequium ejusdem religionis catholicae, pacifice postulatur supradictorum insignium seu vexillorum benedictio, haec concedi potest, adhibita formula Ritualis Romani. Cette réponse du 15 déc. 1922, la Cong. des Rites en a décidé la publication le 26 mars 1924. Elle est dans les A. A. S., XVI, 171.

C. 1234. — Religiosi etiam exempti subsunt indici funeralium taxarum. Com. Int., 6 mars 1927, A. A. S., XIX, 161.

C. 1236. — Post datum Codicem juris canonici,

etiam paroecia quasi-domicilii est paroecia propria defuncti ad effectum percipiendi emolumenta funeraria. C. Conc., 9 juin 1923, A. A. S., XVII, 508-510.

C. 1237. — Ut officium funebre, quod celebratur intra mensem non quidem a die tumulationis sed a die quo obitus notitia pervenit, haberi possit tanquam officium sollemne, de quo in can. 1237, quoad effectus paragraphi secundae illius canonis; itemque, ut Ordinarius, ad vitandos abusus eorum, qui ultra mensem officium funebre protrahunt eo animo ut parochus emolumenta non percipiat, statuere possit quod officium, a parentibus publice et cum cantu celebratum, quoad omnes suos effectus ut officium sollemne funebre habeatur : recurrendum est ad S. C. Concilii. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 576.

C. 1239, § 3. — Lex canonica districte jubet, omnes baptizatos, nisi a jure expresse priventur, sepultura ecclesiastica esse donandos; et ita quidem, ut, quamvis renuntiare possint sepulturae cum pompa faciendae, omnem tamen sepulturam ecclesiasticam pro suo arbitrio excludere non possint : agitur namque de jure publico, quod mutari nequit ex privatorum voluntate. C. Conc., 12 jan. 1924 (ex voto Consultoris), A. A. S., XVI, 189.

C. 1240. — Vi c. 1240, § 1, privantur sepultura ecclesiastica qui mandaverint suum corpus cremationi tradi et in hac voluntate permanserunt usque ad mortem, etiamsi crematio ad normam c. 1203, § 2, non sequatur. Com. Int., 10 nov. 1925, A. A. S., XVII, 583.

98. — 4° Jours de fête de précepte (cc. 1247-1249). — Festa in c. 1247, § 1, enumerata *nullibi* sunt

amplius de praecepto (audiendi missam et abstinendi ab operibus servilibus), etiamsi in aliqua natione, dioecesi aut loco antea fuerint de praecepto ex particulari lege vel consuetudine etiam centenaria loci, aut ex speciali concessione S. Sedis. Com. Int., 17 fév. 1918, A. A. S., X, 170. Voir au c. 339.

5° **Jours de jeûne et d'abstinence** (cc. 1250-1254). — Il n'est pas vrai que, depuis le Code, ceux qui sont tenus au jeûne puissent prendre de la viande au principal repas et à la collation, lorsque le jeûne seul est prescrit et non l'abstinence (Com. Int., 20 oct. 1919; Conc., 17 oct. 1923). En France, les quatre fêtes de la Circoncision, de l'Épiphanie, de l'Immaculée Conception, et des SS. Pierre et Paul, n'étant pas d'obligation, ne comportent pas la dispense de l'abstinence (Com. Int., 17 fév. 1918), pas plus que la fête de saint Joseph pour l'Église universelle (24 nov. 1920). De droit commun une vigile anticipée ne comporte ni jeûne ni abstinence (ibid.). Un étranger de passage dans un pays où l'abstinence du samedi en carême, est reportée au mercredi, peut faire abstinence soit le mercredi, soit le samedi (Conc., 9 fév. 1924). Un indult spécial, valable jusqu'au 1er janvier 1930, a été accordé à l'Amérique latine et aux Iles Philippines par la Cong. du Concile le 10 nov. 1919, A. A. S., XI, 462.

C. 1252. — 1. Ad normam c. 1252, § 4, jejunium cessat quando dies festus qui jejunium in vigilia habet adnexum, incedit in feria IIa, ita ut non amplius ipsum jejunium anticipari debeat sabbato praecedenti, salvo praescripto can. 1253. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 576.

2. Verba « nec pervigilia anticipantur » (§ 4) respiciunt totum annum et non tantum exceptum tempus Quadragesimae. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 576.

3. Si festum S. Josephi (19 mars) incidit in feria VI^a vel sabbato, non cessat lex jejunii, nec lex abstinentiae. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 576.

4. Lex abstinentiae non cessat in Gallia diebus festis sub praecepto in universa Ecclesia servatis, sed in Gallia, ex concessione Sanctae Sedis suppressis, scilicet, festis Circumcisionis, Epiphaniae, Im. Concept., et SS. Petri et Pauli. Com. Int., 17 fév. 1918, A. A. S., X, 170.

5. Non potest retineri tuta conscientia doctrina aliquorum auctorum qui docent, post publicationem Codicis, diebus jejunii tantum pluries vesci posse carnibus. Com. Int. (Praeses), 20 oct. 1919, A. A. S., XI, 480.

6. Diebus solius jejunii iis pluries carnibus vesci licet qui ratione aetatis, officii seu valetudinis lege jejunii non tenentur. C. Conc., 17 oct. 1923, Archiv, 1923, p. 163.

7. Voir aux cc. 14 et 4, réponses 2 et 3.

C 1253. — Non cessat lex jejunii quae continetur in regula Fratrum Minorum. C. de Rel., 22 mars 1921 (non publiée aux *Acta*).

TROISIÈME PARTIE

Du culte divin (cc. 1255-1321).

---

99. — 1° Le culte en général (c. 1255-1264).

C. 1255. — Voir aux cc. 1277 et suiv.

C. 1257. — Certains livres liturgiques ont été l'objet de nouvelles éditions typiques : le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII (14 janv. 1920) ; le Bréviaire de Braga (14 juin 1920) ; le *Rituale romanum* (10 juin 1925) ; le *Missale romanum* (25 juil. 1920, et 21 déc. 1923). Cette dernière édition renferme les *Additiones et Variationes in Rubricis generalibus Missalis Romani* qui seront bientôt, espérons-le, incorporées aux Rubriques générales elles-mêmes, et les nouvelles préfaces de saint Joseph et des Morts, approuvées le 9 avril 1919.

C. 1259. — Pour la récitation et le chant des Litanies de la Sainte Vierge, on devra tenir compte de plusieurs réponses récentes : 21 juil. 1919; 15 oct. 1920; 10 nov. 1921. Pour le Chemin de la Croix, voir S. Pén., 14 dec. 1917.

1. Sequens dubium propositum est. Quibusdam in locis consuetudo invaluit Litanias Lauretanas sic cantandi, ut

1° semel tantum recitetur *Kyrie eleison, Kyrie eleison, Christe eleison, Christe audi nos, Christe exaudi nos;* 2° invocationes mariales ternae jungantur cum unico *ora pro nobis;* 3° semel tantum pariter dicatur *Agnus Dei.* Attento can. 934, § 2 hac ratione fideles lucrari non valent Indulgentias Litaniis adnexas. Quin imo Sanctissimus declarari jussit : praedictam consuetudinem non esse approbandam, ideoque ab Ordinariis prudenter curandum, ut in locis, ubi viget, submoveatur. Poenit., 21 julii 1919, A. A. S., XII, 18.

2. Litaniae Lauretanae cantari possunt per trinas invocationes cum singulis respectivis *ora pro nobis,* populo quartam invocationem cum respectivo *ora pro nobis* respondente. C. Rit., 15 oct. 1920, A. A. S., XII, 548.

3. In Litaniis Lauretanis non potest ita cantari prima tripla invocatio ad personas SS^mae^ Trinitatis ut sacerdos cantet *Kyrie eleison, Christe eleison,* et populus repetat *Kyrie eleison, Christe eleison;* et postea idem sacerdos prosequatur *Christe audi nos, Christe exaudi nos,* et populus respondeat *Christe audi nos, Christe exaudi nos;* nec licet, loco dicendi ter *Agnus Dei qui tollis peccata mundi,* semel tantum dicere : *Agnus Dei qui tollis peccata mundi, parce nobis Domine, exaudi nos Domine, miserere nobis :* et servetur integer Ordo Litaniarum cum indulgentiis adnexis adprobatus. C. Rit., 10 nov. 1921, A. A. S., XIII, 566.

4. In litaniarum recitatione absque cantu, licet iterare priores invocationes hoc modo : ℣. *Kyrie eleison.* ℟. *Kyrie eleison.* — ℣. *Christe eleison.* ℟. *Christe eleison.* — ℣. *Kyrie eleison.* ℟. *Kyrie eleison.* C. Rit., 6 nov. 1925, A. A. S., XVIII, 22-23.

5. Decretum (24 jul. 1912) de Indulgentiis pio Viae Crucis exercitio adnexis non abrogavit pias uniones et pia exercitia « Viae Crucis perpetuae » et « Viae Crucis Viventis » cum indulgentiis quae eisdem respective sunt adnexae. — Abrogatio coronarum, quas vocant Viae Crucis, et cujusvis concessionis quae eas respiciat, se extendit etiam ad illas Viae Crucis coronas quae ante abrogationis decretum fuerant legitime benedictae, indulgentiis ditatae et fidelibus jam distributae. — Per idem decretum censendus est abolitus usus crucium vel crucifixorum, quibus per facultates speciales, cuicumque tributas, adnexae fue-

rant indulgentiae Viae Crucis, lucrandae ab iis etiam qui nullo detinentur impedimento ab exercitio rite obeundo; et hujusmodi cruces et crucifixi, qui fuerint jam benedicti et distributi, in posterum pro lucrandis indulgentiis valent tantum in casu legitimi impedimenti. — In usu crucifixorum cum adnexis indulgentiis Viae Crucis rite benedictorum, ad indulgentias lucrandas, requiritur Passionis Dominicae meditatio, vel saltem pia ejusdem recordatio, et non sufficit statutarum precum recitatio, viginti nempe *Pater* cum totidem *Ave Maria* et *Gloria*. — Laudato decreto abrogata non fuerunt indulta, quibus confessariis aliisve concessa est facultas impeditis commutandi preces injunctas in alia opera, dummodo usus crucifixi benedicti non omittatur, et aliqua saltem addatur pia Passionis Dominicae memoria. — Eodem decreto abolitae non sunt illae concessiones, quibus permittitur, in stationibus singulis rite visitandis, ut multitudo populi fidelis in suo loco consistat, ibique pro qualibet statione assurgat tantum et genuflectat, si agatur de publico exercitio in ecclesia, quod a multitudine fidelium in communi peragatur. Poenit., 14 dec. 1917, A. A. S., X, 30-31.

Le nom de saint Joseph a été inséré dans les *Laudi sacre* (22 fév. 1921) et dans plusieurs des prières du titre V (malades en danger de mort) du Rituel (9 août 1922).

C. 1263. — Voir aux cc. 1184 et 1553.

C. 1264 — La controverse sur le chant du *Benedictus* à la Messe est définitivement close (14 janv. 1921) : c'est *après* l'élévation seulement et non avant qu'il doit être chanté par le chœur.

La Cong. des Rites a prescrit, en conséquence, de compléter ainsi la Rubrique du Graduel, *De ritibus servandis in cantu Missae*, n. 88 : « Finita Praefatione chorus prosequitur *Sanctus*, etc., usque ad *Benedictus qui venit*, etc., exclusive; quo finito, et non prius, elevatur Sacramentum. Tunc silet chorus et cum aliis adorat. Elevato Sacramento,

chorus prosequitur cantum *Benedictus.* » Haec autem Rubrica inviolabiliter observetur, quibuslibet contrariis non obstantibus, in omni Missa cantata tum vivorum, tum defunctorum, sive cantus gregorianus, sive cantus alterius cujusvis generis adhibeatur.

La coutume de chanter après la Postcommunion la collecte *Deus a quo sancta...*, comme oraison pour la paix, a été réprouvée le 18 février 1922 (A. A. S., XIV, 170). Aux bénédictions du Saint Sacrement, on ne peut pas, après le *Tantum ergo,* ajouter d'autres oraisons à l'oraison *Deus qui nobis sub sacramento* (26 avril 1918, A. A. S., X, 254). Pour le chant liturgique, signalons la lettre de Pie XI au Cardinal Dubois sur l'usage facultatif du chant grégorien dans les Carmels (12 oct. 1924, A. A. S., XVI, 458-460).

1. Nous n'avons eu et n'avons aucune intention de donner des ordres précis, ni d'exprimer des désirs formels au sujet des usages choraux susdits[1] reçus par les Carmels de France ou de n'importe quel autre pays, laissant libre chaque Carmel de se conformer à l'un ou à l'autre usage selon que l'exigent les conditions locales.

2. Notre agrément pour l'usage du chant grégorien adopté par quelques Carmels ne veut pas dire que la récitation *recto tono*, maintenue par d'autres, nous soit moins agréée, car si Nous apprécions la conformité à la pratique commune de la liturgie, Nous apprécions aussi la fidélité aux traditions de famille légitimement reconnues et autorisées.

100. — 2° La Sainte Réserve et le Culte de l'Eucharistie (cc. 1265-1275).

C. 1265. — Ordinarius potest, attenta immemorabili consuetudine, licentiam dare asservandi SS^mam^ Eu-

1. Chant grégorien ou récitation *recto tono.*

charistiam in curatis ecclesiis, quamvis non stricte paroecialibus, sed subsidiariis. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 115.

C. 1267. — Sensus canonis 1267 hic est. Si religiosa vel pia domus adnexam habeat publicam ecclesiam eaque utatur ad ordinaria et quotidiana pietatis exercitia explenda, SS. Sacramentum in ea tantum asservari potest ; secus, in oratorio principali ejusdem religiosae vel piae domus (sine praejudicio juris ecclesiae, si quod habet); in eoque tantum, nisi in eodem materiali aedificio sint distinctae ac separatae familiae, ita ut formaliter sint distinctae religiosae vel piae domus. Com. Int., 2 juin 1918, A. A. S., X, 346-347.

C. 1272. — Ad normam can. 815 et 1272 nec non Ritualis Romani (tit. IV, cap. I), probari non potest praxis adhibendi, pro SS^{mo} Eucharistiae sacramento, hostias a tribus vel duobus mensibus confectas. C. de Sacram., 7 dec. 1918, A. A. S., XI, 8. Voir au c. 815.

C. 1274, § 1. — 1. Ecclesiae in quibus, ad normam c. 1274, § 1, sine Ordinarii licentia fieri potest expositio publica seu cum ostensorio die festo Corporis Christi et infra Octavam inter Missarum sollemnia et ad Vesperas, sunt illae tantum quibus datum est asservare SS^{mam} Eucharistiam, firmo praescripto can. 1171. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529.

2. Sub nomine *Expositionis publicae*, venit etiam *Benedictio eucharistica* quae, palam exposito SS^{mo} Sacramento in ostensorio, impertiri solet. Com. Int., 6 mars 1927, A. A. S., XIX, 161.

3. Non licet missam cum cantu vel lectam celebrare coram SS^{mo} Sacramento velato vel in pyxide exposito, intra vel extra tabernaculum, et usus hujusmodi tole-

rari non potest. Hac nacta occasione, ipsa S. Rit. Cong. decreta nn. 3448 et 4353 circa missam et sacram communionem in altari expositionis SS^mi^ Sacramenti adhuc in suo robore manere declarat; eorumque observantia a R^mis^ locorum Ordinariis peculiari studio curanda est. C. Rit., 27 jul. 1927, A. A. S., XIX, 289.

101. — 3° Le culte des Saints, des Images, et des Reliques (cc. 1276-1289).

C. 1277. — Sans parler des très nombreuses béatifications et confirmations de culte, de nouveaux saints et saintes ont été inscrits au canon : saint Gabriel dell' Addolorata et sainte Marguerite-Marie Alacoque (13 mai 1920); sainte Jeanne d'Arc (16 mai 1920); et six autres pendant l'année jubilaire de 1925 : sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus (17 mai); saint Pierre Canisius, déclaré en même temps docteur de l'Église (21 mai); sainte Marie-Madeleine Postel et sainte Madeleine-Sophie Barat (24 mai); saint Jean-Baptiste-Marie Vianey et saint Jean Eudes (31 mai).

C. 1278. — Les encycliques et les lettres de Benoît XV et de Pie XI ont souvent eu pour objet de mettre en lumière le rôle historique de nos plus grands saints : saint Boniface, apôtre de la Germanie (14 mai 1919), saint Jérôme (15 sept. 1920), saint Dominique (29 juin 1921), à l'occasion de son septième centenaire; saint Ignace de Loyola, proclamé patron de tous les exercices spirituels et œuvres de retraite (25 juill. 1922), saint Thomas d'Aquin, guide des études (29 juin 1923), saint François de Sales (26 janv. 1923), patron des journalistes et des écrivains catholiques; saint Bernard de Menthon (20 août 1923), proclamé patron

des alpinistes, à l'occasion du dixième centenaire de sa naissance; saint Ephrem (5 oct. 1920) et saint Jean de la Croix (24 août 1926), déclarés docteurs de l'Église; saint François d'Assise (30 avril 1926), à l'occasion du septième centenaire de sa mort; saint Louis de Gonzague (23 juin 1926), à l'occasion du deuxième centenaire de sa canonisation. Notre-Dame de Lorette a été proclamée patronne des aéronautes.

La Très Sainte Vierge dans le mystère de son Assomption a été déclarée et confirmée patronne principale, et sainte Jeanne d'Arc patronne secondaire de la nation française (bref du 2 mars 1922).

De nouvelles fêtes ont été instituées ou étendues à l'Eglise universelle : en 1920 (14 oct.), saint Ephrem; en 1921 (26 oct.), la sainte Famille, saint Gabriel, saint Raphaël, saint Irénée; en 1925 (12 déc.), le Christ-Roi; en 1927 (13 juil.), sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Les fêtes primaires de saint Joseph (19 mars) et de saint Michel (29 sept.) ont été élevées au rite double de 1re classe pour toute l'Église.

La solennité de sainte Jeanne d'Arc a été fixée pour la France au deuxième dimanche de mai, au jour même de la fête nationale (9 nov. 1921). Un décret du 20 février 1926 promulgue à nouveau les règles à suivre pour demander la concession de nouveaux offices et de nouvelles messes, et précise ce que comporte l'indult *étendant à d'autres* lieux ou instituts des Offices ou messes antérieurement approuvés. Voir également S. C. Rit., 14 mai 1926 (A. A. S., XVIII, 320-321).

S. Rituum Congregatio, per Apostolicae Sedis indulta, quibus Officia et Missae, jam ex speciali privilegio pro aliquibus locis sive Institutis approbata, *extendi ad alia* loca seu Instituta contigerit, declarat concessionem fieri dumtaxat Officii et Missae de respectivo Communi, exceptis tan-

tummodo Oratione et Lectionibus II[i] Nocturni propriis, nec non una vel tribus Missae Orationibus item propriis, quicumque sit diei festi ritus. Hac vero occasione, Sacra eadem Congregatio Rev. Ordinarios dioecesium et Superiores Ordinum seu Religiosarum Congregationum enixe rogat, ut, quoties ipsi ab Apostolica Sede impetrare velint nova Officia vel Missas, eorumque extensionem, prae oculis habeant normas quae in decreto S. R. C., n. 3926, die 13 jul. 1896, praescriptae sunt. C. Rit., 20 feb. 1926, A. A. S., XVIII, 93. — Cette déclaration est suivie du texte du décret de 1896 (p. 93-95).

102. — 4° **Processions** (cc. 1290-1295). — *a*) Praeter publicas processiones, quas proprie describit can. 1290, § 1, sunt processiones privatae seu particulares, quae vel fiunt intra privatas aedes, puta monasteriorum et paroeciae, vel a privatis personis, coetum universalem ecclesiae non convocando. Particularibus processionibus accensentur, quae a clero et fidelibus, uni particulari ecclesiae adscriptis, vel a regularibus aut confraternitatibus per vias ducuntur. Rota, 3 febr. 1922, A. A. S., XIV, 397.

b) Voir au c. 462, n. 7, réponses 1 et 2.

c) Non licet nec expedit : 1. in solemnioribus processionibus quibus defertur SS[um] Eucharistiae Sacramentum, praecipue cum finis imponitur Eucharisticis conventibus, deferre SS[um] Sacramentum super currum triumphalem, baldachino coopertum, magnificeque exornatum, equis tractum, super quem ascendit etiam sacerdos qui processioni praeest, quique Ostensorium regit genuflexus : in congressu eucharistico Romae habito an. 1922, nullus currus adhibitus fuit; idque omnino factum est juxta *Caerem. Ep.*, lib. II, c. 33 et Decreta;

2. Nec si deferuntur vel statuae B. V. M. vel Sanctorum exuviae;

3. Nec cum processio iter nimis longum percurrere debet:

4. Nec currui equis tracto potest substitui « automobile ». C. Rit., 28 oct. 1922, publié le 22 fév. 1924, A. A. S., XVI, 103-104.

d) Processiones, quaecumque ipsae sint, dummodo de iis non agatur quae intra ecclesiae vel monasterii cancellos perficiuntur, Episcopi loci judicio, privative quoad omnes, subjectae manent circa earum permissionem, abolitionem et translationem, non obstante consuetudine vel praescriptione etiam immemorabili... Processiones, quae inveniuntur legitime introductae, nova non indigent, de juris rigore, Episcopi licentia singulis vicibus flagitanda; at, si alicubi consuetudo vigeat singulis vicibus licentiam petendi, haec, uti juri et disciplinae favorabilis, manutenenda est. Est in potestate Episcopi, processiones, praesertim particulares, quamvis legitime introductas, ex causa prohibere, si fuerit repertum expedire ut prohibeantur, integro tamen recursu ad Ap. Sedem... Confraternitates nullo jure prohibentur, quominus processiones, intra ambitum propriae ecclesiae et juxta propria statuta, perficere vel consuetas, legitime introductas, per vias ducere possint; at jure non potiuntur, processiones novas inducendi sine Episcopi licentia. A liturgicis legibus non improbatur, quominus duae vel plures processiones eadem die habeantur, dummodo diverso tempore... Qui in quasi-possessione sunt juris aliquam processionem faciendi, jus habent ne ab aliis turbentur; et cum juris exercitium hac in re non concipiatur nisi praeeunte Episcopi licentia, hic non potest eandem aliis largiri, nisi prohibitio pro his ex causa praecesserit, in possidentium praejudicium : unde inter duos aeque gratificatos Episcopi licentia, ille est praeferendus, qui in quasi possessione versatur vel antiquior existit... Turbatio quasi possessionis juris sensu juridico est accipienda, quatenus nempe possessi juris exercitium impediat vel eidem molestias inferat, non autem sensu morali, scilicet ex animi passione orta, aemulum aemulosve videndo eandem processionem eodem die celebrantes... Manutentio, alicui in sua quasipossessione turbato concedenda, tantummodo ad limites possessionis et ad statum, in quo quis reperitur tempore motae litis, coarctanda est S. Rota, 3 febr. 1922, A. A. S., XIV, 395-403.

5° **Mobilier sacré** (cc. 1296-1306). — La Congrégation des Rites est intervenue pour désapprouver certaines formes non traditionnelles de calices (30 juin 1922) ou d'ornements (9 déc. 1925).

1. Utrum liceat quatuor calices, quorum effigies in quadam ephemeride exhibentur, quique ibidem elogiis efferuntur, et nominibus variis insigniuntur, in Missae sacrificio adhibere? — R. Ad R^mum^ D^num^ Ordinarium loci, qui curet ne calices a formis traditionalibus differant, ob periculum effundendi sacras species et excitandi admirationem. C. Rit., 30 jun. 1922, A. A. S., XIV, 437.

2. An in conficiendis et adhibendis paramentis pro Missae sacrificio sacrisque functionibus liceat recedere ab usu in Ecclesia recepto, aliumque modum et formam etiam antiquam inducere? — R. Recedere non licere inconsulta Apostolica Sede, juxta Decretum seu litteras circulares S. Rit. Cong. ad R^mos^ Ordinarios datas sub die 21 aug. 1863. C. Rit., 9 dec. 1925, A. A. S., XVIII, 58-59. Les lettres de 1863 concernaient les ornements gothiques qui s'écartaient alors de l'usage reçu. Elles sont reproduites en note dans les *Acta*.

QUATRIÈME PARTIE

Du magistère ecclésiastique
(cc. 1322-1408).

---

103. — Comme ouvrages parus depuis 1917 et relatifs à cette partie du Code signalons : A. Michel, *La question scolaire et les principes théologiques*, in-12 de x-173 pp., Lille, Desclée, 1921; L. Maitre, *Les écoles épiscopales et monastiques en Occident avant les Universités* (768-1180), in-8° de xx-227 pp., Ligugé, Abbaye Saint-Martin, 1924; A. Boudinhon, *La nouvelle législation de l'Index*, édition nouvelle, in-8° de 420 p., Paris, Lethielleux, 1925; R. Stachnik, *Die Bildung des Weltklerus im Frankenreiche von Karl Martell bis auf Ludwig den Frommen*, in-8° de x-103 pp., Paderborn, F. Schöningh, 1926.

C'est le Saint-Office qui est spécialement chargé de veiller à l'intégrité de la foi et des mœurs. Nous lui devons une décision dogmatique sur la science du Christ (5 juin 1918), la condamnation (non parue aux *Acta*) de douze propositions contraires à l'intellectualisme (19 nov. 1924) [1], une décision morale de *copula dimidiata* (1er déc. 1922) et diverses réponses

1. On en trouvera le texte dans la *Revue apologétique* du 1er juin 1925.

relatives au spiritisme (27 avril 1917), à la théosophie (18 juill. 1919), aux faits de Loublande (12 mars 1920). La ligue schismatique tchéco-slovaque *Iednota* a été l'objet en 1920 d'une condamnation formelle (15 janv. 1920), et après plusieurs avertissements restés sans effet (allocution consistoriale du 16 déc. 1920; avis du Saint-Office, 14 juin 1922), deux de ses prêtres directeurs ont été nommément excommuniés (8 nov. 1922).

Notons aussi, du 5 novembre 1920, une circulaire aux évêques sur la propagande anticatholique, et spécialement sur les Y. M. C. A., et un décret du 4 juillet 1919 relatif à la participation des catholiques aux réunions ou congrès organisés par des non-catholiques dans le but de procurer l'union de toutes les églises chrétiennes. Ce décret renvoie simplement à deux documents antérieurs (16 sept. 1864 et 8 nov. 1865) et en ordonne la publication dans les *Acta* (XI, 309-316). Par application de ce décret le Saint-Office a répondu, le 8 juillet 1927, qu'il n'était pas permis aux catholiques d'intervenir et d'accorder leur appui, aux congrès, conférences et assemblées des non-catholiques qui visent à unir par l'unique lien de la religion tous ceux qui se disent chrétiens [1].

Bien que le Code ne fasse mention ni du Conseil de vigilance, ni du Serment antimoderniste, les prescriptions de Pie X relatives à ces deux points restent en vigueur, jusqu'à décision contraire du Saint-Siège (S. O., 22 mars 1918). Voir au c. 6, réponse 2.

1. Non licet catholicis interesse vel favere acatholicorum conventibus, coetibus, concionibus, aut societatibus quae eo spectant ut omnes christianum nomen utcumque sibi vindicantes uno religionis foedere consocientur, atque standum omnino decreto S. O., 4 jul. 1919 *De participatione catholicorum societati* « Ad procurandam christianitatis unitatem ». S. O., 8 jul. 1927, A. A. S., XIX, 278.

104. — 1° **Prédication et catéchisme** (cc. 1327-1351). — La question de la *prédication* à laquelle Benoît XV avait consacré une très importante encyclique (15 juin 1917) suivie d'une instruction très détaillée de la Consistoriale (28 juin 1917) n'a pas eu à être reprise depuis. Tout au plus peut-on signaler le questionnaire adressé par la Cong. du Concile aux évêques d'Italie, le 31 mai 1920, A. A. S., XII, 299.

Par contre l'enseignement du *catéchisme,* sur lequel portait également ce même questionnaire, semble retenir plus spécialement depuis 1923 l'attention des Congrégations romaines. Le 29 juin 1923, un motu proprio de Pie XI instituait auprès de la Congrégation du Concile un office spécial chargé de réglementer et de promouvoir dans le monde entier l'action catéchistique : *universam in Ecclesia actionem catechisticam moderari ac provehere.* A. A. S., XV, 327-329.

Motu proprio ac de Apostolicae potestatis plenitudine Nos apud Sacram Congregationem Concilii peculiare officium instituimus et per has Litteras institutum declaramus, quo velut instrumento utatur Apostolica Sedes ad urgendam toto orbe terrarum obtemperationem suis legibus de populo christianae doctrinae praeceptis erudiendo : cujus Officii sit universam in Ecclesia actionem catechisticam moderari ac provehere... Episcoporum vero erit omnibus de religione scholis assidue advigilare, itemque de opera in hoc genere posita deque rei exitu, maxime quod attinet ad scholas, quas diximus, altiores et collegiorum, tertio quoque anno ad sacram Congregationem Concilii accurate referre.

Le 16 avril 1924, cette même Congrégation du Concile demandait à tous les organisateurs de congrès catéchistiques et autres s'occupant de l'instruction religieuse de lui envoyer le programme de leurs réunions (A. A. S., XVI, 431). Huit jours après (23 avril), une circulaire était adressée aux Ordinaires d'Italie sur l'enseigne-

ment du catéchisme aux enfants (A. A. S., XV, 287), et le 24 juin une lettre à tous les Ordinaires des lieux, accompagnée d'un questionnaire sur la manière dont est donnée l'instruction religieuse soit dans les paroisses, soit dans les collèges, soit dans les écoles publiques (A. A. S., XVI, 332). Enfin le 8 septembre 1926, la Congrégation des Séminaires et Universités envoyait à tous les Ordinaires une lettre sur la nécessité d'enseigner aux séminaristes la manière de faire le catéchisme, et l'utilité de les exercer dans les paroisses à ce ministère (A. A. S., XVIII, 453). Voir au c. 1365.

Ceci nous permet-il de prévoir la publication d'un catéchisme universel? On l'a écrit : mais cette unification absolue, du reste très difficile à réaliser, est-elle réellement dans les intentions du Saint-Siège?

105. — 2° Séminaires (cc. 1352-1371). — La Consistoriale s'occupait sous Pie X des Séminaires; mais Benoît XV ayant créé le 4 novembre 1915 la Congrégation des Séminaires et Universités, c'est de cette dernière congrégation qu'ils dépendent désormais. C'est à elle que tous les trois ans[1] les évêques devront adresser un rapport sur l'état de leurs séminaires, suivant un questionnaire du 2 février 1924 (A. A. S., XVII, 547-551), et sans préjudice du rapport quinquennal à adresser sur l'état du diocèse à la Consistoriale. Une lettre apostolique de Pie XI (1er août 1922) au cardinal Bisleti traite tout au long de la bonne direction des Séminaires et des études des clercs (A. A. S., XIV, 449-458). Voir aussi aux cc. 1365 et 1377.

C. 1354, § 3. — 1. Un séminaire interdiocésain a été constitué à Téano le 2 août 1921.

1. En 1924, 27, 30... les Ordinaires d'Italie, de France, d'Espagne, et des îles adjacentes; en 1925, 28, 31... tous les autres Ordinaires d'Europe; en 1926, 29, 32... tous les Ordinaires d'Amérique.

2. Per fictionem juris Seminarium regionale considerari debet tanquam Seminarium dioecesanum : consequenter ii, qui ibidem degunt ad munus legitime exercendum, perinde sunt ac si in dioecesano Seminario degerent. C. Conc., 9 jul. 1921, A. A. S., XVI, 399. Voir au c. 400.

3. Commoratio candidati ad sacerdotium in Seminario regionali Italiae, eodem jure censetur ac si locum haberet in Seminario dioecesano : siquidem in Seminarium illud Ordinarii regionis jus suum integrum servant, perinde ac parochi singuli in publicum commune coemeterium. C. Conc., 10 mart. 1924, A. A. S., XVI, 54.

C. 1355. — In collatione paroeciarum non reservatarum, non potest Episcopus imponere, ne pro una vice tantum, moderatam taxam favore Seminarii, etiamsi paroecia de qua, obnoxia sit tributo huic Instituto solvendo, sed recurrendum est in singulis casibus ad congregationes competentes. Voir c. 1441. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 479.

C. 1359. — La Compagnie de Saint-Sulpice, dont les Constitutions ont été approuvées *ad decennium* le 27 novembre 1921, a reçu de Benoît XV (23 déc. 1921) le pouvoir perpétuel d'accepter la direction des Séminaires que les évêques voudraient lui confier, et de les administrer, à certaines conditions, sans l'intervention des Commissions prévues par le Droit canonique. A. A. S., XIV, 37.

Nimirum Apostolica Nostra Auctoritate, praesentium vi, perpetuumque in modum concedimus, ut Societas Presbyterorum a Sancto Sulpitio, quin Sanctam hanc Sedem ad impetrandam in singulis casibus veniam adeat, sacrorum seminariorum regimen sibi ab Ordinariis locorum concreditum accipere, eademque Seminaria sine Deputatorum interventu a sacris canonibus requisiti, tam in spiritualibus quam in temporalibus, administrare libere ac licite possit et valeat. Hanc autem legem adamussim edicimus servari, ut, cum Superior generalis tum Sodales a respectivo Ordinario loci in omnibus dependeant, eidemque Ordinario,

adstantibus duobus ex ordine canonicorum ecclesiae cathedralis ipsius dioecesis, quotannis reditnum rationem sub anni exitum reddere teneantur.

C. 1365, § **3**. — Magister theologiae pastoralis praelectiones de ratione doctrinae christianae tradendae frequentes habeat, et clerici ipsi ad tantum opus sese practice exerceant, sive in Seminariis sive in ecclesiis, prout prudentia suaserit. C. de Sem., 8 sept. 1926, A. A. S., XVIII, 453-455.

C. 1366. — Voir l'encyclique *Studiorum ducem* (29 juin 1923), sur saint Thomas, guide des études, A. A. S., XV, 309-326.

106. — 3° **Écoles** (cc. 1372-1383). — Ont été érigées : une Université catholique, comprenant les deux Facultés de Théologie et de Droit canonique, à Lublin, le 25 juillet 1920 ; une autre à Milan (Université du Sacré-Cœur) comprenant les deux Facultés de Droit et de Philosophie (23 déc. 1920) ; une Faculté des Sciences ecclésiastiques (avec pouvoir de conférer les doctorats de Théologie, de Droit canonique et de Philosophie), à l'Université de Lublin (4 avril 1921). Le 23 juin 1922, pouvoir a été donné à l'Université grégorienne, à Rome, de conférer le titre de *Maître agrégé* en théologie et en philosophie. Signalons aussi la création à l'Université grégorienne d'une chaire de langue latine (20 oct. 1924).

1. *Fréquentation par les clercs des Universités civiles*. — Voir au c. 129, le décret de la Consistoriale du 30 avril 1918.

2. *Grades académiques* (c. 1377). — *a*) Motu proprio *Bibliorum* sur la nécessité des grades bibliques pour enseigner l'Ecriture Sainte dans les Séminaires, 27 avril 1924, A. A. S., XVI, 180-182.

Bibliorum scientiam quanti Ecclesia Dei perpetuo fecerit, vel scripta testantur, a christianae religionis primordiis usque adhuc, ad fidem docendam tuendamque edita. Libris enim sacris, altero divinae revelationis fonte, haud secus ac traditis sine scripto doctrinis, quicquid de Deo, de Christo hominum Redemptore, de nativa Ecclesiae constitutione deque morum disciplina scimus, innititur id omne ac fulcitur. Quamobrem rei biblicae studia tanto plus viguerunt, quanto oportuit acrius aut veritatem inlustrare aut errores inimice infesteque in Christi divinitatem inque Ecclesiam prolatos refellere; acatholicis autem et rationalistis eo usque temeritatis audaciaeque progressis, ut ipsam Scripturae Sanctae auctoritatem atque ab errore immunitatem appeterent, jam nostris necesse fuit, magna sane eruditionis copia instructis, in certamen descendere, ut divinum Caelestis Sapientiae donum a falsae scientiae commentis defenderent. In qua quidem palaestra si omnes ex utroque clero alumni, per sacrorum studiorum cursum, graviter institui atque exerceri debent, at plenissimam tamen incorruptamque rei biblicae cognitionem ii percipiant oportet, qui ad ejusmodi disciplinam aut in Seminariis studiorumve Universitatibus tradendam aut scripto tractandam peculiari quadam ingenii sui propensione allici et reservari videantur : qui si tantulum ab Ecclesiae sensu aberrarint, jam apud plures alios integritas fidei in periculum discrimenque vocabitur. Rei hujusce momenta cum proximi decessores Nostri provido intentoque animo ponderassent, Commissione, ut aiunt, Purpuratorum Patrum et Instituto item Biblico conditis, datisque haud semel, ut Sacrae Scripturae studia proveherent, ad universos etiam catholici orbis Antistites, Litteris, inter alia id quoque edixerunt, magistros ejus disciplinae esse caute prudenterque deligendos, et alumnos optimae spei, qui nati apti ad Bibliorum studia viderentur, ad promerenda etiam hujus disciplinae insignia excitari adjuvarique debere, quibus aliquando divinarum Litterarum magisteria committerentur. Quae quidem hortamenta et jussa sapientissimorum Pontificum magno sane emolumento fuere; verumtamen ut eadem, additis per Nos praescriptis atque incitamentis, quae temporum condicio postulat, uberiores solidioresque affe-

rant utilitates, placet haec, quae sequuntur, auctoritate Nostra decernere :

I. Gradus academici, apud Commissionem Biblicam vel Institutum Biblicum, facto scientiae periculo, impetrati, eadem pariant jura eosdemque canonicos effectus, ac gradus in sacra theologia vel in jure canonico a quibusvis Pontificiis Athenaeis et Catholicis Institutis conlati.

II. Beneficium, in quo canonice insit onus Sacrae Scripturae populo explanandae, ulli ne conferatur, nisi, praeter alia, sit is licentia aut laurea in re biblica potitus.

III. Nullus item Sacrarum Litterarum disciplinae in Seminariis tradendae doctor esto, nisi, confecto peculiari ejusdem disciplinae curriculo, gradus academicos apud Commissionem Biblicam vel Institutum Biblicum adeptus legitime sit. Volumus autem ut baccalaurei titulus iis ab Instituto Biblico tributus, qui ibidem primum alterumque curriculi annum — graviores nempe doctrinas percipiendo — peregerint, satis sit cum ad rem biblicam docendam, tum ad beneficium, de quo n. II, assequendum, incolumi tamen jure eos anteferendi qui licentia laureave aucti sint.

IV. Summi Ordinum regularium Sodalitatumque religiosarum moderatores id velle Nos sciant, ut quos ex alumnis suis, aut Romae aut alibi sacrarum disciplinarum curriculum agentibus, ad divinarum Litterarum studia aptiores deprehenderint, si non omnes at saltem eorum aliquem, post exactum theologiae cursum, Scholas Instituti Biblici frequentare jubeant.

V. Id ipsum catholici orbis Episcopis sanctum ac sollemne esto, qui, praeterea, rem Nobis pergratam facturi sunt, si annuam pecuniam constituerint, constituendamve aliorum liberalitate curarint, uni vel pluribus e sua cujusque dioecesi sacerdotibus Romae alendis, ea de causa, ut Instituti Biblici scholas celebrent ibique gradus academicos adipiscantur. Quos autem Episcopi, hujus rei gratia, in Urbem miserint, iis excipiendis hospitia profecto non deerunt.

VI. Ut, quod postremo loco hortati sumus, id exemplo confirmemus Nostro, ducenta libellarum italicarum millia largimur, quarum annuum reditum in sacerdotes duos, ut supra, Romae alendos per Sacram Congregationem

Seminariis studiorumque Universitatibus praepositam erogaturi sumus : cui quidem Sacrae Congregationi omnia, quae superioribus quinque capitibus decrevimus, ad effectum deducenda ac pro prudenti arbitrio moderanda attribuimus.

Divinam interea Sapientiam rogamus incepto faveat Nostro, quocum maximum religionis bonum cohaeret profecto ac conjungitur.

107. — *b*) Déclaration de la Commission Biblique (26 fév. 1927, A. A. S., XIX, 160) relative au doctorat en théologie requis pour obtenir des grades académiques en Ecriture Sainte.

Ad gradus academicos in Sacra Scriptura, contendere ii soli possunt :

1. Qui expleto biennio philosophico, in aliqua Universitate aut Athenaeo a Sancta Sede approbato, cursum theologicum ad normam c. 1365 vel 589 regulariter peregerunt et ibidem lauream in sacra theologia legitime adepti sunt;

2. Vel qui, studiis juxta praescriptiones juris peractis in Instituto cui non est facultas apostolica concedendi lauream, per duos saltem annos in aliqua Universitate aut Athenaeo a Sancta Sede adprobato studia theologica prosecuti, doctores in sacra theologia ibidem renuntiati sunt;

3. Vel Religiosi qui, studiis juxta praescriptiones juris peractis, in proprio Instituto adepti sunt titulum qui ipsis, ex facultate a Sancta Sede Religioni facta, ad instar laureae in sacra theologia legitime collatus est.

108. — *c*) Décret de la Congrégation des Séminaires et Universités sur la méthode à suivre dans l'enseignement du droit canonique dans les *cours de texte* des Universités (7 août 1917), A. A. S., IX, 439.

Cum novum juris canonici Codicem SS. D. N. Benedictus Pp XV a die festo Pentecostes proximi anni millesimi nongentesimi duodevicesimi in universa latina Ecclesia vim habiturum esse edixerit, liquet ex eo ipso die Codicem fore

authenticum et unicum juris canonici fontem, propterea que tum in disciplina Ecclesiae moderanda, tum in judiciis et in scholis eo uno utendum esse. Quam sit igitur necessarium, clericis praesertim, Codicem probe nosse atque omnino habere perspectum, nemo est qui non videat.

Itaque Sacra haec Congregatio, ut in re tanti momenti rectae alumnorum institutioni pro officio suo consulat, omnibus ac singulis studiorum Universitatibus et juris canonici Lyceis quae, ad normam can. 256, § 1, eidem Sacrae Congregationi parent, praecipit ac mandat, ut *in schola antehac* TEXTUS *aptissime nuncupata*[1], *in qua jus canonicum penitus copioseque praelegitur*, ita in posterum ejusmodi disciplina tradatur, ut alumni, non modo Codicis sententia *synthetice* proposita, sed accurata quoque uniuscujusque canonis *analysi*, ad cognoscendum et intelligendum Codicem veluti manu ducantur : debent scilicet doctores juri canonico tradendo, ipso Codicis ordine ac titulorum capitumque serie religiosissime servato, singulos canones diligenti explanatione interpretari. Iidem tamen magistri, antequam dicere de aliquo instituto juridico aggrediantur, apte exponant qui ejus fuerit ortus, quae decursu temporis acciderint progressiones, mutationes ac vices, ut discipuli pleniorem juris cognitionem assequantur.

1. Les canonistes distinguaient les *Scholae textus*, et les *Scholae institutionum canonicarum*. Dans les cours de *texte*, le professeur s'attachait à l'ordre même des livres, titres et chapitres des Décrétales, et en commentait le texte chapitre par chapitre pour en dégager la doctrine par voie d'analyse. Dans les cours d'*institutions*, au contraire, le professeur suivait la méthode synthétique, et exposait d'une manière succincte l'histoire et la discipline actuelle des différentes institutions ecclésiastiques (le Pape, les Conciles, la Curie romaine, les évêques, les curés, etc.), sans s'astreindre à suivre l'ordre légal des textes. Cette double méthode conserve sa raison d'être même après le Code : cependant, le Code ayant suivi l'ordre même des *Institutions Canoniques* d'autrefois, il paraît tout indiqué d'en suivre le texte, même dans les cours élémentaires, comme ceux de nos Séminaires. Le professeur y conserve cependant une plus grande liberté que pour les *cours de texte* proprement dit, dans les Universités : à ces derniers seulement s'applique le décret du 7 août 1917.

Nullo ceterum, praeter Codicem, libro alumnos uti necesse erit; quod si doctoribus placuerit eos unum aliquem adhibere librum, id sancte retinendum, ut non ejus libri ordini ordo Codicis, sed huic ille aptetur et accommodetur.

109. — 4° Censure préalable et condamnation des livres (cc. 1384-1405). — *a*) Le 15 mars 1923, le Saint-Office a invité les Ordinaires à prendre des mesures envers les écrivains qui oublient le sens catholique dans leur appréciation des œuvres littéraires ou artistiques; le 3 mai 1927, il a mis en garde les fidèles contre la littérature mystico-sensuelle de certains écrivains.

1. Accidit non infrequenter ut scriptores, etiam qui ut boni catholici vulgo habentur, in foliis quotidianis vel periodicis laudent, magnificent, adprobent libros, scripta, picturas, sculpturas aliave id genus ingenii et artis opera catholicae doctrinae seu christiano sensui contraria, quandoque etiam a Sancta Sede expresse reprobata.

Quam grave inde, si Pastores animarum haec inobservata et impunita relinquant, fidelium scandalum cum fidei morumque detrimento oriri possit, facile intelligitur. Quod ne fiat, Suprema haec S. Congregatio S. Officii, adprobante SS^mo D. N. Pio Pp. XI, locorum Ordinarios admonendos censet, ut pro eorum munere erga scriptores hujusmodi, si quos forte inter proprios subditos adesse compererint (praecipue si de clero seu saeculari seu regulari), sive per se sive adhibita quoque Consiliorum vigilantiae cooperatione, non omittant quas efficaciores in Domino judicaverint, nulla interjecta mora, providentias adhibere. S. O., 15 mart. 1923, A. A. S., XV, 152.

2. Inter mala hujus aetatis funestissima, quae doctrinam christianam de moribus penitus subvertunt atque animabus, Jesu Christi emptis pretioso Sanguine, admodum nocent, imprimis numeranda sunt ea litterarum genera quae sensualitati et libidini aut etiam lascivo cuidam mysticismo indulgent. Hujusmodi sunt praecipue fabulae romanenses, narratiunculae commenticiae, dramata, comoediae, quarum quidem scriptionum incredibiliter

fecunda sunt haec tempora quotidieque major ubique copia diffunditur.

Quae ingeniorum commenta quibus tam multi, maximeque juvenes, tantopere capiuntur, si pudoris et honestatis finibus, non sane angustis, continerentur, non solum sine fraude delectare, sed etiam ad legentium mores conformandos prodesse possent.

Nunc vero satis dolere non licet, ut dictum est, ex hac affluentia librorum in quibus magna cum fascinatione nugacitatis par inest turpitudo, gravissimam animarum jacturam exsistere. Etenim quam plures hujus generis scriptores fulgentissimis imaginibus impudica facta depingunt: obscoenissima quaeque, modo tecte, modo aperte et procaciter, omni castimoniae lege neglecta, enarrant; subtili quadam analysi vitia carnalia vel pessima describunt eaque cunctis orationis luminibus et lenociniis exornant, adeo ut nihil jam in moribus inviolatum relinquatur. Id omne quam perniciosum sit, praesertim adolescentibus, quibus fervor aetatis difficiliorem efficit continentiam, nemo est qui non videat. Volumina autem illa, tenuia saepe, parvo venalia prostant apud bibliopolas, per vias et plateas civitatum, in stationibus, quae dicuntur, viae ferreae, eademque in manus omnium mira rapiditate veniunt et familias christianas in magna et luctuosa frequenter discrimina adducunt. Nam quis ignorat litteris ejusmodi phantasiam fortiter excitari, effrenatam libidinem vehementer accendi et cor in coenum turpitudinum trahi?

Ceteris vero fabulis amatoriis multo pejores solent ab iis proferri qui, horribile dictu, pabulum morbosae sensualitatis rebus sacris cohonestare non verentur, amoribus impudicis quamdam pietatem in Deum et religiosum mysticismum, falsissimum quidem, intexendo: quasi fides cum rectae vivendi normae negligentia, imo impudentissima infitiatione, componatur, et virtus religionis cum morum depravatione consocietur. Contra, sanctum est vitam aeternam neminem consequi posse, qui, licet veritates divinitus revelatas vel firmissime credat, praecepta tamen a Deo data non custodit, cum christiani hominis ne ipsum quidem mereatur nomen quicumque fidem Christi professus, Christi vestigiis non ingreditur : « Fides sine operibus

mortua est » (Jac., II, 26) monuitque Salvator noster : « Non omnis qui dicit mihi Domine, Domine, intrabit in regnum caelorum, sed qui facit voluntatem Patris mei, qui in caelis est, ipse intrabit in regnum caelorum » (Matt., VII, 21).

Ne quis vero illa opponat : in pluribus illorum librorum nitorem et ornamenta orationis vere laudanda inesse, psychologiam hodiernis inventis congruentem praeclare doceri, lascivas autem corporis voluptates eo reprobari quod exprimantur, ut sunt, foedissimae, aut quod interdum cum conscientiae angoribus conjunctae ostendantur, vel quod patefiat quam saepe extrema turpissimi gaudii luctus cujusdam poenitentiae occupet. Nam neque scribendi elegantia, nec medicinae aut philosophiae scientia — si modo his litterarum generibus ea continentur — nec mens, quaevis ea sit, auctorum impedire unquam possunt quominus lectores, quorum generatim, propter naturae corruptionem, magna est fragilitas magnaque ad luxuriam propensio, paginarum immundarum illecebris sensim irretiti, et mentibus pervertantur et cordibus depraventur, ac, remissis habenis cupiditatum, ad scelera omnis generis delabantur, vitamque ipsam, sordibus oppletam, fastidientes, haud raro se ipsi interimant.

Ceterum quod mundus, qui sua quaerit usque ad contemptum Dei, his libris delectetur, eosdemque divulget, mirandum non est; sed maxime dolendum, a scriptoribus qui christiano nomine se jactant, operam studiumque in tam exitiosas litteras conferri. Numquid fieri potest ut principiis ethicae evangelicae adversando, adhaereatur Jesu benedicto, qui omnibus, ut carnem cum vitiis et concupiscentiis suis crucifigant, praecepit? « Si quis vult — inquit — post me venire, abneget semetipsum, et tollat crucem suam, et sequatur me » (Matth., XVI, 24).

Atque eo quidem audaciae et impudentiae scriptores processisse non paucos videmus, ut ea ipsa vitia suis libris in vulgus spargant, quae Apostolus vel nominari a christifidelibus vetuit : « Fornicatio autem, et omnis immunditia... nec nominetur in vobis, sicut decet sanctos » (Eph., V, 3). Discant isti tandem aliquando se duobus dominis servire non posse, Deo et libidini, religioni et impudicitiae. « Qui non est mecum — ait Dominus Jesus — contra me est » (Matt., XII, 30), ac certe cum Jesu Christo

non sunt scriptores sordidis descriptionibus bonos depravantes mores, qui societatis civilis ac domesticae sunt verissima fundamenta.

Itaque perspecta litterarum lascivarum colluvie, quae quoquo anno latius omnes fere nationes inundat, Sacra haec Suprema Sancti Officii fidei et moribus tuendis praeposita Congregatio, Apostolica auctoritate ac nomine SS^mi^ Domini Nostri Pii Divina Prov. Papae XI, omnibus locorum Ordinariis mandat, ut omni qua possunt ope tanto tamque praesenti malo mederi conentur.

Profecto ipsorum est, qui a Spiritu Sancto positi sunt regere Ecclesiam Dei, in omnia, quae in suis dioecesibus typis imprimantur et edantur, solerter diligenterque invigilare. Neminem autem illud effugit, libros, qui toto orbe hodie vulgantur, longe crebriores esse quam qui a Sede Apostolica examini possint subjici. Propterea Pius X s. r. Motu proprio « *Sacrorum Antistitum* » haec edixit : « Quicumque in vestra uniuscujusque dioecesi prostant libri ad legendum perniciosi, ii ut exsulent fortiter contendite, solemni etiam interdictione usi. Etsi enim Apostolica Sedes ad hujusmodi scripta e medio tollenda omnem operam impendat, adeo tamen jam numero crevere, ut vix notandis omnibus pares sint vires. Ex quo fit, ut serior quandoque paretur medicina, quum per longiores moras malum invaluit. »

Nec vero talium voluminum et opusculorum pleraque, quamquam perniciosissima, speciali Supremae hujus Congregationis censura plecti valent. Quare Ordinarii ex canone 1397, § 4, C. I. C. per se aut per Consilia *a vigilantia*, quae quidem Summus idem Pontifex, litteris encyclicis « *Pascendi dominici gregis* » instituit, sedulo naviterque gravissimum istud munus explere studeant ; neque opportune denunciare in dioecesanis Commentariis praetermittant eosdem libros uti damnatos et quam maxime noxios.

Praeterea quis ignorat Ecclesiam generali lege jam statuisse, ut libri pravitate infecti, qui morum integritatem data opera vel ex professo laederent, vetiti haberentur omnes, perinde ac si in *Indicem* librorum prohibitorum relati essent? Consequitur inde ut peccatum letale ab iis admittatur qui sine permissione debita librum non

dubie salacem legant, etiamsi ab auctoritate ecclesiastica non sit nominatim damnatus. Et quia de hac re, maximi quidem momenti, falsae et exitiosae opiniones obtinent inter christifideles, ideo locorum Ordinarii pastoralibus admonitionibus curent, ut imprimis parochi eorumque adjutores animum in id intendant, et fideles opportune edoceant.

Insuper omnibus declarare qui libri nominatim, pro singularum dioecesium necessitatibus, ipso jure prohibiti sint Ordinarii ne omittant. Quod si fideles a volumine quopiam arcere efficacius celeriusque se posse existiment si peculiari decreto illud improbent, hoc suo jure omnino utantur oportet sicut, gravioribus causis postulantibus, id ipsum consuevit S. Sedes, ad praescriptum canonis 1395, § 1, C. I. C. : « Jus et officium libros ex justa causa prohibendi competit non solum supremae auctoritati ecclesiasticae pro universa Ecclesia, sed pro suis subditis Conciliis quoque particularibus et locorum Ordinariis. »

Denique haec Suprema Sacra Congregatio omnes Archiepiscopos, Episcopos et reliquos locorum Ordinarios jubet, occasione relationis dioecesanae, quidquid contra libros lascivos statuerint et exsecuti sint, Sancto Officio manifestare. S. O., 3 mai 1927, A. A. S., XIX, 186-189.

b) Sans vouloir mentionner tous les ouvrages proscrits par le Saint-Office à qui revient ce devoir depuis la suppression de la Congrégation de l'Index (25 mars 1917), nous ne pouvons pas ne pas rappeler la condamnation du *Manuel Biblique* (12 déc. 1923), suivie de la soumission si simple et si complète de ses auteurs ; celle aussi de l'*Action française* le 29 déc. 1926. Le Saint-Office est également intervenu le 24 février 1921 pour condamner les images d'une nouvelle école de peinture, et a donné pour exemple celles que contenait l'ouvrage de Cyril Verschaeve sur la *Passion de N.-S. Jésus-Christ.*

c) Une seule réponse de la Commission d'Interprétation : In canone 1391, particula *et* [... sub vigilantiâ

Episcoporum *et* cum adnotationibus...] interpretanda est copulative et non disjunctive. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 115.

110. — 5° **Profession de foi** (cc. 1406-1408).

a) Superiores in Societatibus clericalibus sine votis, de quibus agunt can. 673-681, emittere tenentur fidei professionem, ad normam canonis 1406, § 1, n. 9. Com. Int., 25 jul. 1926, A. A. S., XVIII, 363.

b) Pour le serment antimoderniste, voir au canon 6, réponse 2.

CINQUIÈME PARTIE

Des bénéfices et autres institutions ecclésiastiques non collégiales (cc. 1409-1494).

MONOGRAPHIE. — J.-A. GODFREY, *The right of patronage,* in-8° de 153 pp., Washington, Université catholique, 1924.

111. — La matière des bénéfices, si pratique en Italie, en Espagne, en Amérique latine, l'est beaucoup moins en France. Signalons seulement quelques décisions intéressantes : sur la renonciation à une paroisse avec réserve de pension (Conc., 11 nov. 1922; Com. Int., 20 mai 1923), sur la non-dévolution au Saint-Siège de la collation des bénéfices lorsque l'Ordinaire a omis de les conférer en temps utile, non par négligence, mais par défaut absolu de sujets (Com. Int., 24 nov. 1920), sur le droit de patronage (Com. Int., 12 nov. 1922), sur les chapellenies laïques (Rote, 26 fév. 1921, A. A. S., XV, 505-515).

C. 1409. — 1. Déclaration de la Consistoriale (1er août 1919) sur la nature des quasi-paroisses ou missions dans certains diocèses soumis autrefois à la Propagande. Voir le texte au c. 216.

2. Instruction de la Propagande sur l'érection des

quasi-paroisses dans les Vicariats Apostoliques. C. de Prop., 25 juill 1920, A. A. S., XII, 331-333.

112. — Cum a pluribus Vicariis et Praefectis Apostolicis huic S. Consilio Christiano Nomini Propagando dubia quaedam de quasi-paroeciis earumque erectione proposita fuerint; ad ea tollenda atque ad optatam in agendo uniformitatem inducendam, opportunum visum est sequentes tradere normas, fideliter et diligenter servandas.

a) Ea est sacrorum Canonum mens ut cujusvis seu Vicariatus Apostolici seu Praefecturae territorium in distinctas partes dividatur, quarum singulae determinatum populum, cum propria ecclesia et peculiari pastore, habeant (can. 216, § 2). Quare Vicarii Praefectique Apostolici eo tendere debent ut Missionem sibi concreditam ad hanc suscipiendam aptae constitutionis formam adducant, et, ubi judicaverint ad eam divisionem procedi posse, id perficere non omittant.

b) Non praepropere tamen et inconsiderate urgenda est divisio, praesertim si ea quae necessaria sunt, praevideantur defutura (can. 1415, § 3). Prae oculis in primis habeant Vicarii et Praefecti Apostolici, in erigendis quasi-paroeciis, utilitatem animarum et quibus incrementis res catholica in suis regionibus adoleverit. Res hinc serio examinetur, audita, ad normam can. 302, Consiliariorum sententia, vel etiam praecipuorum Missionariorum in congressu adunatorum, prout in can. 303 statuitur.

c) Neque tamen necesse est aut suadendum ut tempus exspectetur quo totum Vicariatus vel Praefecturae territorium in quasi-paroecias dispertiri possit; pedetentim enim et per partes utiliter etiam proceditur, ita ut una pars in quasi-paroecias dividatur, alterius partis divisione in opportunius tempus dilata.

d) Erectio quasi-paroeciae fiat per decretum Ordinarii, quo clare describantur territorii limites. Ubi vero practice hoc obtineri non possit, sufficit declarasse quae christianitates ad singulas quasi-paroecias pertineant. Decreto insuper statuatur quae sit ecclesia principalis quasi-paroeciae, nec non residentia quasi-parochi.

e) Hujus decreti bina exemplaria conficiantur, quorum

unum in archivo Vicariatus vel Praefecturae Apostolicae, alterum in novae erectae quasi-paroeciae actis adservetur.

f) Constituta quasi-paroecia, ipso facto oriuntur jura et obligationes quasi-parochi, quae a Codice juris canonici sanciuntur (vid. praesertim canones 451, § 2, 1; 454, § 4; 456; 459; 461; 1356; 306; 462 et seq.).

g) In erectis quasi-paroeciis pro matrimoniorum celebratione attendatur oportet canonibus 1096 et 1095; in locis vero ubi ipsae constitutae non sunt, Missionarii censendi sunt cooperatores Vicarii vel Praefecti Apostolici, atque proinde cum licentia generali ab Ordinario concessa valide et licite adsistunt matrimoniis.

h) Similiter ex quasi-paroeciae erectione sequitur ut omnes ecclesiae, capellae vel oratoria, intra fines territorii quasi-paroeciae sita, subsidiaria habeantur et in ejus ditione et dependentia maneant donec quasi-paroecialitatem consequantur vel a quasi-parochi cura exempta fuerint, ad normam can. 464.

i) Optimum demum consilium erit, divisione territorii in quasi-paroecias peracta, dispertiri quoque Vicariatum vel Praefecturam in aliquos districtus qui plures quasi-paroecias comprehendant, prouti jam in aliquibus Vicariatibus laudabiliter factum est, ut ita etiam Vicariatus foranei adumbrentur atque aptius regimini et administrationi missionis provideatur (can. 217, 445 et seq.).

113. — 3. Décret de la Propagande sur les limites paroissiales dans les diocèses qui lui sont soumis. C. de Prop., 9 déc. 1920, A. A. S., XIII, 17-18.

a) Cum dioeceses huic Sacro Consilio subjectae tanquam missiones haberi debeant, permitti potest ut in eisdem aliqua pars territorii indivisa maneat, idest sine designatione limitum paroecialium.

b) Quae vero territorii partes limitatae jam sunt vel limitari in posterum contingat ad normam can. 216, eae nomine paroeciae veniunt; at eisdem applicantur ea quoque quae de quasi-paroeciis peculiariter statuta sunt.

c) Facultas specialis autem Episcopis missionum fit

nominandi regulares ad paroeciaes cum idonei ad talia beneficia sacerdotes e clero saeculari omnino deficiant.

d) Episcopis Indiarum Orientalium vero liceat in proximo conventu Madraspatano, collatis consiliis cum R^mo^ Delegato Apostolico, determinare, quaenam territorii partes propriae cujusque dioecesis haberi debeant ut jam sufficienter divisae ad normam can. 216, adhibita in posterum, pro novis paroeciis erigendis, forma in instructione hujus S. Congregationis de Propaganda Fide, diei 25 julii 1920, praescripta (voir n. 112).

114. — C. 1417. — 1. In limine fundationis beneficii licet apponere clausulam, vi cujus primus beneficiarius liber sit ab oneribus beneficio adnexis, etiam cum agitur de oneribus quae ecclesiam paroecialem aut populi necessitates respiciant; ac praeterea, si nihil obstet ex parte interesse habentium, jus habeat assistendi functionibus tum fundatis tum adventitiis suae ecclesiae et stipendium pro hisce percipiendi. C. Conc., 13 jul. 1918, A. A. S., XI, 78.

2. In re beneficiaria, *fundare* est dare fundum seu dotem pro beneficio (cfr. can. 1417, 1448, 1471 et 1489-1494); sed aliquando fundare beneficium in usu canonico (cfr. can. 1435, § 1, n. 2) idem est ac beneficium erigere. Consequenter, *lex fundationis* sensu stricto significat conditiones, ab eo qui fundum seu dotem donavit, legitime appositas; sensu minus stricto, significat etiam statuta in actu erectionis condita ad servanda vel compensanda jura quaesita tertii, qui ex ea erectione damnum patiatur; denique sensu lato, significat insuper privilegia aliasque gratias in limine erectionis concessa, quae quidem majorem firmitatem habent, ac si post erectionem concessa fuerint. C. Conc., 9 jun. 1923 (ex voto consultoris), A. A. S., XVI, 432.

C. 1422. — Ratio quare, ad normam can. 1422, dismembratio bonorum beneficii, quin novum beneficium erigatur, reservatur Ap. Sedi, in eo proprie consistere videtur, quod in casu agitur de alienatione absque compensatione seu pretio, idest de vera bonorum ecclesiasticorum donatione, cui saepe obstat contraria fundatorum vel oblatorum voluntas, ad quam supplendam minime sufficit potestas Ordinariorum. C. Conc., 14 jan. 1922 (ex voto consultoris), A. A. S., XIV, 1922.

C. 1425, § 2. — Vi canonum 631, § 3; 535, § 3, n. 2; 533, § 1, nn. 3 et 4, loci Ordinarius jus habet exigendi rationes de administratione fundorum legatorumve paroeciae religiosae (de qua in can. 1425, § 2), firmis praescriptis can. 630, § 4, et 1550. Com. Int., 25 juill. 1926, A. A. S., XVIII, 393.

C. 1427. — Ordinarii, vi can. 1427, § 1, absque beneplacito Sedis Apostolicae possunt paroecias dividere aut earum territorium dismembrare, etsi per accidens ex dismembratione territorii dismembratio decimarum sequitur. C. Conc., 14 janv. 1922, A. A. S., XIV, 229.

C. 1429. — Loci Ordinarius potest admittere renuntiationem paroeciae cum reservatione pensionis ad vitam pensionarii super beneficio paroeciali in favorem parochi renuntiantis, firmo praescripto c. 1429, § 2. Com. Int., 20 mai 1923, A. A. S., XVI, 116. Voir C. Conc., 11 nov. 1922, A. A. S., XV, 454-456. — D'après cette cause l'expression *beneficiis quibuslibet* du § 1 ne doit s'entendre que des bénéfices non-paroissiaux. — Voir aussi aux cc. 489-491.

115. — C. 1432, § 3. — Non devolvitur ad S. Sedem collatio beneficii, si Ordinarius intra semestre ab habita certa vacationis notitia beneficium non contulerit, non ex negligentia, sed ob absolutum defectuum subjectorum. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 577.

C. 1435. — Voir aux cc. 404 et 1417, réponse 2.

C. 1438. — Voir au c. 216.

C. 1441. — Voir au c. 1355.

C. 1444. — Quamquam verum sit, possessionem canonicatus capiendam esse capitulariter aliterque factam non valere, tamen excipiendus est casus, in quo Capitulum ipsum praestet impedimentum, ne capiatur... Quam doctrinam complectitur et ampliat Codex, can. 1444. Signat. Ap., 27 jun. 1918, A. A. S., X, 395.

C. 1448. — In can. 1448, jus patronatus recognoscitur tantummodo fundatoribus beneficiorum eorumque successoribus, non autem iis qui illud ex consuetudine vel privilegio apostolico aut quovis alio titulo repetunt. C. Conc., 10 jun. 1922 (ex voto Consultoris), A. A. S., XIV, 465.

Voir au c. 1417, réponse 2.

C. 1450. — Voir au c. 1205, § 2, réponse 2.

C. 1451. — Verbum *curent* cit. canonis declarat ab Ordinariis locorum suadendum esse patronis ut loco juris patronatus quo fruuntur, aut saltem loco juris praesentandi, suffragia spiritualia etiam perpetua pro se suisve acceptent; et hinc patronos, praesertim ecclesiasticos, optime se gerere si hisce suasionibus obsequantur. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 663.

C. 1452. — Les élections de curés par le peuple qui se font encore dans certains pays (v. g. dans le patriarchat de Venise) et que le Code tolère à certaines conditions, là où elles existent, ont donné lieu à une réponse intéressante de la Cong. du Concile, le 14 fév. 1920, A. A. S., VII, 163-166.

D'après cette cause, « lex concursus, ubi viget, vi hujus canonis urgenda est quoad omnes qui beneficia paroecialia etiam per electionem aut praesentationem popularem assequi volunt ». Voir, dans le même sens, une autre réponse au c. 1462.

C. 1462. — Ad normam hujus canonis paroeciae aliave beneficia obnoxia juri patronatus laicalis conferri semper

debent per concursum, ita ut patronus etiam laicus non possit praesentare nisi clericum legitime ex concursu probatum, *si* paroeciae aliave beneficia juris patronatus laicalis sint obnoxia concursui *jure particulari*, ex. gr. fundationis vel legitimae consuetudinis; secùs, negative. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 663.

C. 1465, § 1. — Codex, retenta voce *appellatio* unice de provocatione a sententiis judiciariis, sive definitivis sive interlocutoriis vim definitivam habentibus, *recursum* appellat quamlibet aliam provocationem adversus decreta sive judicum sive Ordinariorum, ipsumque recursum in tribus distinctis canonibus, nempe 1465, § 1, 1709, § 3 et 2153, § 1, interponendum esse statuit intra spatium decem dierum : in aliis autem quodlibet tempus definire omittit... Ad Principem recursus, qui de supplicatione magis quam de appellatione participat, numquam censetur interdictus : a quo namque jurisdictiones omnes fluunt, ad eum etiam conveniens est ut refluant. Praeterea, cum fatalia legis non solum partes sed et judicem ligent, absonum videtur manus Ap. Sedis ligare velle. Quod si in can. 1465, § 1, 1709, § 3 et 2153, § 1 recursum Codex intra decendium cohibet, exceptio haec est ex eo admissa, quod hisce in casibus vim suspensivam recursus habet, quare de appellatione potius quam de supplicatione participat : scilicet, ne quod in justitiae praesidium conceditur, in iniquitatis fomentum traducatur. C. Conc., 12 jan. 1924 (ex voto Consultoris), A. A. S., XVI, 164.

C. 1466-1468. — Voir au c. 403, réponse 2. — Vox *collatio*, sine addito, sumitur in Codice pro libera collatione, salva semper fundationis lege; e contrario Codex, quoties indicare intendit collationem beneficiorum necessariam, constanter utitur verbis *institutione canonica*, veluti in can. 148, 149, 332, 1466-1468. C. Conc., 10 jun. 1922 (ex voto consultoris), A. A. S., XIV, 465.

C. 1471. — Voir au c. 1417, réponse, 2.

C. 1486. — Voir au c. 1429.

C. 1489 sq. — Voir au c. 1417, réponse 2.

SIXIÈME PARTIE

Des biens temporels de l'Église
(cc. 1495-1551).

G. Vromant, *De bonis ecclesiae temporalibus, ad usum praesertim missionariorum et religiosorum*, in-8° de xiv-397 pp., Louvain, Museum Lessianum. 1927[1].

116. — C. 1497, § 2. — Valor notabilis, de quo in can. 1497, § 2, is hodie esse videtur, qui 1000 libellarum italicarum summam attingat. C. Conc., 12 jul. 1919 (ex voto consultoris), A. A. S., XI, 418.

C. 1504. — Les évêques de trois provinces de France ayant songé à couvrir les dépenses de leurs Secrétariats au moyen d'une « taxe cathédratique[2] »,

1. Signalons aussi sur cette question le grand ouvrage de Mgr Lesne, *La propriété ecclésiastique en France des Origines au* xie *siècle*, encore inachevé (Lille, Facultés catholiques) et dont le premier tome, en 1910, a mérité le grand prix Gobert. Le fascicule 1er du deuxième tome, paru en 1922 (in-8° de x-294 pp.), aborde l'étude des droits régaliens à l'époque carolingienne.

2. Les évêque de ces provinces avaient fait valoir les motifs suivants : 1° Les taxes de Chancellerie ne suffisent pas à couvrir les dépenses des Secrétariats, et les évêques sont obligés de prendre sur leurs fonds personnels ou de trouver ailleurs le moyen de combler les déficits. La taxe cathédratique leur serait

la Cong. du Concile n'a pas jugé opportune la combinaison proposée. C. Conc., 13 mars 1920, A. A. S., XII, 444-447.

Taxa ab episcopis sub nomine cathedratici proposita non congruit cum juridica notione ipsius census cathedratici can. 1504 expressa. Nam cathedraticum solvi debet : 1° ab omnibus ecclesiis vel beneficiis et laicorum confraternitatibus; 2° uti summa fixa et pro omnibus debitoribus aequalis, et 3° in signum subjectionis Episcopi.

C. 1507. — Juri communi contrarium est taxas dioecesanas ita praefinire, ut liceat in una dioecesi diversas ab iis quae in altera vigent constituere, etsi intra maximum et minimum praefinitum terminum contineantur : quia nimirum ita evanescit causa uniformitatis, quam Legislator prudentissime prae oculis habuit, quamque non solum in eamdem dioecesim sed in universam provinciam ecclesiasticam introducendam esse voluit. C. Conc., 11 déc. 1920, A. A. S., XIII, 351.

C. 1511. — Voir au c. 10, réponse 5.

C. 1517. — Ordinarius, ad normam cc. 1517 et 1551, ob imminutos reditus, onera Missarum reducere valet, si id in tabulis fundationum expresse caveatur. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529.

117. — C. 1530-1535. — La législation concernant l'aliénation des biens ecclésiastiques a été inter-

donc très utile à cet effet. 2° La base de cette même taxe, calculée en raison de 0 fr. 02 par habitant, est très modeste. Par exemple : le curé d'une paroisse de 500 âmes ne donnera que 10 francs par an; le curé d'une paroisse de 1.000 âmes versera 20 francs, etc. Les deux centimes ne sont pas exigés de chaque personne de la paroisse : ils sont prélevés sur les revenus des églises.

prétée (Conc., 17 mai 1919; Com. Int., 24 nov. 1920) surtout en ce qui concerne les choses offertes en ex-voto (Conc., 12 juil. 1919; 14 janv. 1922). Une décision de la Cong. du Concile (23 janv. 1923) a refusé à un évêque de permettre un rachat de rentes au moyen de titres dont la valeur réelle serait inférieure à la valeur nominale, en les appréciant à cette valeur nominale.

1. Loci Ordinarius, vi can. 1532, sanare non potest peractas sine debita licentia alienationes bonorum ecclesiasticorum, quorum valor non excedat triginta millia libellarum. C. Conc., 17 maii 1919, A. A. S., XI, 386.

2. Res pretiosae, de quibus in can. 1532, § 1, n. 1, intelligi videntur quibus notabilis valor sit, artis vel historiae vel materiae causa. C. Conc., 12 jul. 1919 (ex voto consultoris), A. A. S., XI, 416.

3. Pretium, de quo in can. 1532, § 3, idem est ac valor rei secundum aestimationem a probis peritis scripto factam ad normam can. 1530, § 1, n. 1 et non majus pretium per publicam licitationem, etc., oblatum ad normam can. 1531, § 2; et proinde non requiritur Apostolicae Sedis beneplacitum ad alienationem peragendam, si in licitatione, pro pretio a peritis legitime taxato infra libellarum triginta millia, offeratur tandem pretium hac summa superius. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 577.

4. Donaria votiva alienari non possunt absque beneplacito Apostolicae Sedis. C. Conc., 22 jul. 1919, A. A. S., XI, 416. — Ad alienationem quoruncumque donariorum votivorum, requiritur beneplacitum Apostolicum, et non potest Ordinarius de iisdem disponere intra certam summae quantitatem. — Ad alienationem donariorum votivorum requiritur beneplacitum apostolicum, etiam quando ipse oblator donarii in alienationem ultro consentiat. — Donarium (v. g. oblatio doni ad altare, vel ad sacram iconem) praesumitur votivum nisi de contraria donatoris vel offerentis voluntate aliunde constet. — Non est in facultate Ordinarii, cum Consilium administrationis et Capitulum cathedrale inter se dissentiunt, supplere alterutrius consensum tum in negotio alienationum tum in quovis aequi-

pollenti contractu. C. Conc., 14 jan. 1922, A. A. S., XIV, 160.
5. Voir au c. 1542.

C. 1536, § **1**. — Cum haec regula non novum jus constituat, sed juris communis doctrinis vulgatissimis antiquis congruat, etiam applicanda est in interpretandis donationibus ante Codicis promulgationem factis. Sign. Apost., 6 april. 1920, A. A. S., XII, 252.

C. 1542. — 1. Juxta praxim S. Congr. Concilii, emphyteutae canonem redimenti, attenta imminutione valoris titulorum publicorum, in praesens imponi solet onus tradendi, ex toto vel saltem ex parte, differentiam inter valorem nominalem et realem eorundem titulorum. C. Conc., 23 jan. 1923 (ex voto Consultoris), A. A. S., XV, 514.
2. Vi can. 1542, § 1, Episcopus permittere non potest redemptionem canonum titulis publicis, juxta horum valorem nominalem, si valor hujusmodi superior sit valore reali. C. Conc., 23 jan. 1923, A. A. S., XV, 514.

C. 1544, § **2**. — Cappellaniae laicales, ab Episcopo non acceptatae, ab ipsis fundatoribus, dum in vivis sunt, vel etiam testamento immutari et supprimi possunt. Rot., 26 febr. 1921, A. A. S., XIII, 505.

C. 1551. — Voir au c. 1517. — Pour les messes de fondations, l'Ordinaire peut en réduire le nombre en proportion de la diminution des revenus, si le fondateur lui en a donné expressément le pouvoir (Com. Int., 14 juil. 1922).

LIVRE QUATRIÈME

DES PROCÈS

(cc. 1552-2194).

---

118. — Le P. Noval, dominicain, a donné de la première partie (*De judiciis*) un bon commentaire : in-8° de xii-624 pp., Turin, Marietti. Voir aussi F. Roberti, *De processibus*, t. I, in-8° de 469 p., Rome, Faculté juridique de l'Apollinaire, 1926 ; G. Leccisi, *La prova testimoniale nel Codice di diritto canonico*, in-8° de 50 p., Rome, Desclée et Cie, 1926. En espagnol, le grand ouvrage de T. Muñiz, *Procedimientos ecclesiásticos* (2e éd., 3 vol. in-4° de 715, 834 et 894 p., Seville, Sobrino de Isquierdo), expose la procédure en tenant compte du Code, du Concordat espagnol, et des coutumes régionales. L. Wahrmund, professeur de droit à Prague, a continué la publication des *Ordines judiciarii* du moyen âge, commencée par lui en 1905 sous le titre *Quellen zur Geschichte des römischkanonischen Processes im Mittelalter*, Innsbruck, Wagner. Signalons aussi que le P. Santarelli, O. F. M., a réédité, en l'adaptant au Code, le *Codex pro postulatoribus causarum beatificationis et canonizationis* de Lauri, et Fornari, in-8° de xx-292 pp., Rome, Collège Saint-Antoine, 124, via Merulana. — Voir aussi les ouvrages de S. d'Angelo et H. F. Dugau, signalés au n. 36, p. 59.

Ce quatrième livre du Code se divise en trois parties : 1° De la procédure judiciaire (cc. 1552-1998) ; 2° Des causes de béatification des serviteurs de Dieu, et de canonisation des bienheureux (cc. 1999-2141); 3° De certaines procédures non judiciaires (cc. 2142-2194).

PEMIÈRE PARTIE

De la Procédure judiciaire

(cc. 1552-1998).

119. — Préliminaires (cc. 1552-1555). — On ne peut pas tolérer une coutume en vertu de laquelle on renverrait devant les tribunaux laïques les fidèles qui recourent à la justice ecclésiastique, si le différend est de son ressort (Conc., 11 déc. 1920).

1. Causae contentiosae eae sunt, quae, nedum pro objecto habent jura vel facta juridica, de quibus can. 1552, § 2, n. 1, sed talis sunt naturae, ut exigant vel pati possint processum et telam judiciariam. Rota, 30 apr. 1923, A. A. S., XV, 298.

2. Quum nulla nova occurrat in Codice definitio causarum circa res spiritualibus adnexas, standum est veteri receptae doctrinae, juxta quam minime ambigendum videtur, causas super jure scamnorum in sacris aedibus habendorum accensendas esse causis de rebus temporalibus spirituali (idest exercitio divini cultus) adnexis : sive enim quaestio fiat de privilegio concesso sive de jure acquisito sive de contractu, e. c. locationis, servando, semper agitur de jure exercendo in aliquam sacrarum aedium partem, intra eundem ambitum eundemque finem spiritualem, idest de jure cultum peragendum spectante. C. Conc., 11 déc. 1920 (ex voto Consultoris), A. A. S., XIII, 265. — Voir au c. 1184.

3. Tolerari non potest ut, si partes recurrerint ad Ordinarium, remittantur ad tribunal laicale; eo vel magis si agatur de lite attentata adversus Ordinarii praescriptum.

Curandum ut removeatur mos deferendi ad judices civiles lites de propriis sedilibus seu scamnis in ecclesia positis. C. Conc., 11 déc. 1920, A. A. S., XIII, 262.

4. Judex ecclesiasticus sententias ab auctoritate civili latas corrigere vel immutare nequit, nisi in his quae juri ecclesiastico contraria sunt vel evidenti justitiae. Rota, 28 febr. 1919, A. A. S., XII, 85-91.

Section I.

DES JUGEMENTS EN GÉNÉRAL

120. — 1° Du for compétent (cc. 1555-1568). — *a*) Contra Ordinariorum decreta, actus, dispositiones, quae ad regimen seu administrationem dioecesis spectent, ex g. provisionem beneficiorum, officiorum, etc., aut recusationem seu denegationem collationis beneficii, officii, etc. institui non potest actio judicialis ad normam cc. 1552-1601, ne quidem ratione refectionis damnorum; et proinde Ordinarius conveniri non potest, ad normam c. 1557, § 2 et 1559, § 2, penes Tribunal Sacrae Romanae Rotae; — sed *exclusive competit Sacris Congregationibus cognitio tum hujusmodi decretorum, actuum, dispositionum, tum damnorum quae quis praetendat ex iis sibi illata esse.* Praeses Com. Int., 22 mai 1923, A. A. S., XVI, 251.

b) Ea, quae tanquam judices Episcopi gerunt, tribunalibus ordine hierarchico superioribus plene subjiciuntur; sed ea, quae agunt tanquam administratores aut disciplinae moderatores, nullos habent judices, nisi SS. Congregationes : unde a decretis administrativo vel disciplinari tramite latis, non datur appellatio seu recursus ad S. Rotam. Demum, tanquam subjecta jurium vel obligationum et tanquam privatae personae, Episcopi in contentiosis requirentibus ordinem judiciarium cum processu et probationibus, in prima instantia judicantur a S. Rota, salvis controversiis de quibus

in can. 1572, § 2 et salvo jure praeventionis. Rota, 30 apr. 1923, A. A. S., XV, 298-299.

c) Ad normam can. 1565, § 1, ratione contractus pars conveniri non potest coram Ordinario loci, in quo contractus initus est vel adimpleri debet, si e loco discesserit : salvo tamen paragrapho 2 ejusdem canonis. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529.

d) Voir aux cc. 93, § 2, 1964, 1184.

2° **Composition des tribunaux. — C. 1572-1593.** — Quelle que soit la coutume contraire, on ne peut pas admettre que les laïques soient admis à juger. avec voix délibérative, dans un tribunal ecclésiastique, même s'il s'agit de causes matrimoniales ou contentieuses et non criminelles. Ces laïques ne peuvent même pas être admis ni comme Auditeurs, pour instruire les causes, ni comme Assesseurs avec voix consultative, même dans les causes ayant quelque rapport avec les lois civiles (C. Conc., 14 déc. 1918).

Consuetudo, per 170 annos usitata, qua in tribunalibus dioecesis N. admittuntur jurisperiti laici cum voto deliberativo etiam in solis causis matrimonialibus et contentiosis et exclusis semper criminalibus, non potest legitima dici et deinceps tolerari. — In futurum laici homines etiam in jure et in canonibus periti in judiciis ecclesiasticis admitti non possunt tanquam Auditores ad causas instruendas etiam non criminales, nec tanquam Assessores cum voto consultivo in iis causis quae aliquo modo connexae sunt cum legibus civilibus. C. Conc., 14 déc. 1918, A. A. S., XI, 128. Etenim laici omnino excludendi sunt a munere tum judicis tum auditoris in causis ecclesiasticis : siquidem hac in re eorum incompetentia est absoluta, cum ecclesiastica jurisdictione careant, imo (praeter extraordinariam R. Pontificis concessionem) sint illius incapaces : quare, neque consuetudo centenaria in contrarium suffragari potest. C. Conc., 14 dec. 1918 (ex voto Consultoris), A. A. S., XI, 129.

C. 1586. — Munus Promotoris justitiae officium publicum est; quod, licet in se unum et idem, repraesentatur tamen in singulis judicii gradibus per peculiarem personam ad hoc constitutam, adeo ut non liceat promotori justitiae unius tribunalis, gerere personam actoris vel conventi in aula alterius tribunalis; sed haec actio solum et omnino a promotore justitiae ejusdem tribunalis sustinenda sit. Sign. Apost., 15 mart. 1921, A. A. S., XIII, 269-273.

C. 1594. — Voir au c. 283, p. 54 in fine.

121. — 3° Tribunaux ordinaires du Saint-Siège. — C. 1598-1601. — Une décision administrative ou disciplinaire d'un évêque n'est pas susceptible d'un recours devant le tribunal de la Rote (Rote, 30 avril 1923); seules les Congrégations sont compétentes pour connaître de ces actes non judiciaires, même si la partie soi-disant lésée réclame des dommages-intérêts (Com. Int., 22 mai 1923). Voir les textes au c. 1556.

C. 1602-1605. — Le Congresso de la Signature a un double pouvoir administratif et judiciaire que l'on trouvera précisé dans la cause du 25 novembre 1922, A. A. S., XV, 180.

Signaturae Apostolicae Congressui duplex inest potestas : administrativa altera, altera vero judicialis : quatenus est S. Sedis administrativum organum, petitiones recipit ad Commissiones Pontificias aliaque id genus rescripta impetranda; sed qua organum judiciale, potestate gaudet circa justitiae administrationem (cfr. Chirographum Bened. XV, die 28 junii 1915, A. A. S., VII, 320); et hinc ad examen revocare potest decreta judicialia S. R. Rotae et auditis, quatenus res ferat, partibus seu re sufficienter instructa, decernere circa eorumdum decretorum meritum ea confirmans vel infirmans vel corrigens. Res autem majoris momenti ad plenam Signaturam deferantur.

122. — 4° Règles et Procédure (cc. 1608-1924).

C. 1608. — Voir aux cc. 1555 sqq.

C. 1629. — Exceptio rei judicatae jam in foro saeculari (in materia tamen competenti et in personas subditas illo foro) impedit quominus causa in merito agitetur coram tribunali ecclesiastico primae instantiae. Rota, 18 mart. 1922, A. A. S., XIV, 652-658. Voir aussi au n. 119, réponse 4.

C. 1634. — Voir au c. 1465.

C. 1658. — Les Avocats de la Curie Romaine ne jouissent d'aucun privilège leur permettant de plaider devant les curies diocésaines sans l'approbation de l'Ordinaire du lieu (Sign., 23 juin 1923).

Advocati Curiae Romanae, sive ecclesiastici sive laici, advocatis consistorialibus non exclusis, neque lege communi, neque peculiaribus Ap. Sedis concessionibus jus habent defendendi causas, quae coram tribunalibus dioecesanis aguntur : proinde, ad normam can. 1658, § 2, ut ad patrocinium earum causarum admittantur, indigent approbatione Ordinarii. Signat. Ap., 23 jun. 1923, A. A. S., XVI, 105-112.

C. 1683. — Lorsque le canon 1683 refuse à un juge inférieur le droit de juger d'un acte ou d'un document confirmé par le Pape, il s'agit là d'une confirmation *in forma specifica*. Pour les lettres du Saint-Siège, elles ne sont soustraites à la connaissance des juges que si elles sont munies de la clause irritante *sublata* (Rote, 30 janv. 1923).

Judex inferior, de quo in can. 1683, est quilibet judex R. Pontifice inferior : hinc ipsa S. Rota, itemque SS. Congregationes, — ad valide videndum actum vel instrumen-

tum (veluti rescriptum et generatim litteras Ap. Sedis) a R. Pontifice in forma specifica, vel a SS. Congregationibus potestate extraordinaria, a R. Pontifice specialiter delegata, confirmatum atque decreto irritanti et clausula *sublata* munitum, quibus prohibetur judici inferiori quodlibet exercitium jurisdictionis — indigent mandato R. Pontificis, quod pragmatici *aperitionem oris* appellant. Rota, 30 janv. 1923, A. A. S., XV, 125.

C. 1709. — Voir au c. 1465.

C. 1818. — Quoties judicium profertur super errore substantiali *ex facto perverso,* idem est ac si latum fuisset super documentis corruptis vel super falsis testimoniis. — Nomine perversionis factorum significatur talis factorum corruptio, quae judicum mentem in edenda sententia a veritate agnoscenda prorsus abduxerit. Sign. Apost., 10 mai 1919, A. A. S., XI, 295-299.

C. 1874. — Une sentence rendue par un tribunal collégial doit, sous peine de nullité, être signée par tous les juges, et non pas seulement par le président et le notaire (Com. Int., 14 juill. 1922).

Ad normam can. 1874, § 5 et 1894, n. 3, nullitatis vitio laborat sententia lata a tribunali collegiali et subscripta tantummodo a praeside tribunalis et notario. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529.

C. 1879. — Les délais d'appel partent du jour où la sentence est légitimement intimée. Rot., 18 mars 1922.

Fatalia interponendae appellationis computari incipiunt a die, quo sententia legitime intimata est. Vigore Instructionis S. Congr. Episcoporum et Regularium die 11 junii 1880 requirebatur intimatio per qualificatam personam (Art. 14). Secundum jus vigens observandus est modus in

can. 1877 praescriptus. Res judicata coram judice civili in causis civilibus valet etiam pro foro ecclesiastico. Rota, 18 mart. 1922, A. A. S., XIV, 652.

C. 1894. — Voir au c. 1874.

C. 1903. — Voir aux cc. 1629 et 1989.

Section II.

RÈGLES PARTICULIÈRES A OBSERVER DANS CERTAINS JUGEMENTS (cc. 1925-1998).

123. — 1° **Causes matrimoniales** (cc. 1960-1992). — Pour les causes matrimoniales, la Com. d'Interprétation a précisé, dans plusieurs cas, le for compétent (14 juill. 1922). Ces causes ne passant jamais à l'état de choses jugées (à moins que le mariage attaqué n'ait été dissous par la mort, Rot., 20 juin 1922) ne peuvent pas être l'objet d'une *restitutio in integrum* (Sign., 31 mai 1919), mais seulement d'une *nova propositio*. Pour cette nouvelle proposition, de nouveaux arguments et documents sont nécessaires : il faut qu'ils soient graves (can. 1903), mais il n'est pas nécessaire qu'ils soient *très graves*, ni à plus forte raison *décisifs* (Rot., 19 mai 1921). Lorsqu'une union est évidemment nulle pour inobservation de la forme de la célébration (clandestinité), aucun procès judiciaire n'est nécessaire pour la déclarer telle, mais il appartient à l'Ordinaire, et même au curé, lorsqu'il fait l'enquête de l'état libre, de résoudre le cas (Com. Int., 16 oct. 1919).

C. 1964. — 1. Uxor, a viro malitiose deserta, cum in causa matrimoniali, ad normam c. 1964, convenire

non potest coram Ordinario proprii ac distincti quasi-domicilii, sed convenire debet coram Ordinario domicilii vel quasi-domicilii viri. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529. — Voir au c. 93, § 2.

2. Actrix catholica, a viro non legitime separata, quae proprium ac distinctum quasi domicilium habet, virum acatholicum in causa matrimoniali, ad normam c. 1964, convenire potest sive coram Ordinario proprii ac distincti quasi-domicilii sive coram Ordinario domicilii viri : uxor enim in casu habet proprium ac distinctum quasi-domicilium et sequitur domicilium viri. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 529.

C. 1970-1973. — Décret de la Congrégation des Sacrements sur la procédure à suivre dans les causes *super matrimonio rato et non consummato,* 7 mai 1923, A. A. S., XV, 388-391.

Catholica doctrina est « matrimonium non consummatum inter baptizatos vel inter partem baptizatam et partem non baptizatam, dissolvi tum ipso jure per sollemnem professionem religiosam, tum per dispensationem a Sede Apostolica ex justa causa concessam, utraque parte rogante vel alterutra, etsi altera sit invita ». C. 1119.

Ut autem Apostolica Sedes dispensationem largiatur, duo sibi constare necesse est : matrimonium revera non fuisse consummatum et justam exstare causam pro dispensatione concedenda.

Quamvis uni tantum Romano Pontifici competat dispensationem concedere, tamen pro indaganda et comprobanda tum asserta matrimonii non consummatione, tum existentia legitimae causae dispensationis, solet Sancta Sedes locorum Ordinariis committere processus instructionem, unde factorum veritas tuto eruatur.

Inde duo consequuntur magni ponderis : primo quod hujusmodi causae, utpote quae non promoventur ab actione judiciali contentiosa aut criminali, sed ex benigna concessione Sanctae Sedis annuentis oratoris precibus,

non sunt vere judiciales, sed magis gratiosae seu administrativae; quae tamen cum eo spectent ut Summus Pontifex legitime uti valeat Sua suprema potestate dispensandi super matrimonio rato et non consummato cum plena rerum cognitione, in his veritas inquirenda est non minus religiose ac sedulo, quam in negotiis proprie judicialibus. Quare quae judex decernit aut ordinat, vera jussa faciunt quibus parere necesse est; ac inobedientes fiunt contumaces.

Alterum dein consequitur, quod alte usque insidere debet in animo judicum et testium ac praesertim partium dispensationem efflagitantium; videlicet, si res aliter se habeant ac ab oratoribus asseruntur, id est si matrimonium ratum reapse fuerit consummatum, et veritas in processu non detegatur, vel ex culpa aut oscitantia tribunalis, vel ex fraude aut desidia partium et testium, *pontificia dispensatio forte obtenta utpote suo fundamento destituta, nullius est valoris;* et matrimonio, quod dispensatum ducitur, in suo valore permanente, si partes vinculo matrimoniali se solutas existiment, et aliud matrimonium in facie Ecclesiae ineant, hoc revera est invalidum, proindeque putati conjuges filiique forte progeniti, graviorum malorum vinculis pene inextricabilibus implicantur. Hoc proinde est solemniter praemonendum a judice antequam jusjurandum praestetur, et animo reputandum ab omnibus qui in his causis partem habent, praecipue eo momento quo a partibus, a testibus, a peritis, respective, redduntur juratae responsiones, attestationes, relationes.

Ce décret est suivi des *Regulae servandae* qui détaillent avec précision toute la procédure (p. 392-436).

C. 1989. — 1. Cum restitutio in integrum sit remedium extraordinarium, praesertim adversus sententias, quae in rem judicatam transierunt, in causa matrimoniali locum non habet. Sign. Apost., 31 mai 1919, A. A. S., XI, 295.

2. Regula, qua statuitur sententiam circa matrimoniale vinculum seu de statu conjugati in rem judi-

catam non transire (C. J. C. can. 1903) locum non habet ubi vinculum per mortem alterutrius conjugis jam dissolutum est. Codex enim recens editus hac in re veterem disciplinam renovat, quae proinde interpretationem accipere debeat a probatis auctoribus ad normam can. 6. Unanimiter autem docent auctores, tunc tantummodo sententiam in causa matrimoniali in rem judicatam transire non posse, ubi ejusdem observantia peccatum foveret, quod per consensum partium impediri non possit. Rota, 20 junii 1922, A. A. S., XIV, 600-607.

3. Ad normam can. 1903 causae matrimoniales nunquam transeunt in rem judicatam; sed ex dupliei sententia conformi in his causis consequitur, ut ulterior propositio non debeat admitti, nisi novis prolatis iisdemque gravibus argumentis vel documentis. Argumenta vel documenta oportet ut sint gravia, non ut sint gravissima, ut patet vel propter ipsum tenorem legis, quae alias distinguit inter gravitatis gradus (cfr. can. 1786). Multo minus requiritur ut sint decretoria, qualia lex exigit cum res est de concedenda restitutione in integrum adversus rem judicatam (can. 1905, § 2, n. 2). Rota, 19 mai 1921, A. A. S., XIII, 546.

C. 1990. — Sint casus : 1. duo catholici, in loco certe antehac obnoxio cap. *Tametsi* Conc. Tridentini, vel post decr. *Ne temere* matrimonium civile tantum inierunt omisso ritu ecclesiastico et, obtento civili divortio, novum in Ecclesia inire student matrimonium, vel novum matrimonium, civiliter initum, in foro Ecclesiae convalidare; 2. catholica pars, quae cum acatholica spretis Ecclesiae legibus in templo sectae protestanticae (in loco certe antehac obnoxio cap. *Tametsi* Conc. Tridentini et ubi Benedictina declaratio extensa non est vel post decr. *Ne temere*) matrimonium

contraxit, obtento civili divortio in facie Ecclesiae novum matrimonium cum catholico consorte inire vult; 3. apostatae a fide catholica, qui in apostasia civiliter vel ritu alieno se junxerunt, obtento civili divortio, poenitentes ad Ecclesiam redire et cum parte catholica alteras nuptias in Ecclesia celebrare desiderant : — casus hujusmodi, ad matrimonii nullitatem declarandam, nullum judicialem processum requirunt aut interventum defensoris vinculi, sed resolvendi sunt ab Ordinario ipso vel a parocho, consulto Ordinario, in praevia investigatione ad matrimonii celebrationem, de qua in can. 1019 et seq. Com. Int., 16 oct. 1919, A. A. S., XI, 479.

2° **Causes concernant les ordinations** (cc. 1993-1998). Voir au c. 249.

DEUXIÈME PARTIE

Causes de Béatification et de Canonisation (cc. 1999-2141).

TROISIÈME PARTIE

De certaines procédures non judiciaires (cc. 2142-2194).

124. — 1° Règles générales (cc. 2142-2147).

C. 2146. — Les délais d'appel partent du jour où la sentence est légitimement intimée (Rote, 18 mars 1922). Voir au c. 1879. On doit dire la même chose des délais de recours contre les décisions non judiciaires,

comme le renvoi d'un religieux (Rel., 20 juill. 1923) ou l'éloignement d'un curé inamovible (Conc., 12 janv. 1924). — Voir au c. 1465.

1. Tempus utile ad recursum interponendum a definitivo decreto remotionis, ad effectum can. 2146, § 3, est decendium ab intimatione ejusdem decreti, supputandum ad norman can. 34, § 3, n. 3 et can. 35, certiore facto Ordinario loci ab ipso recurrente de legitime interposito recursu ad Ap. Sedem. C. Conc., 12 jan. 1924, A. A. S., XVI, 165.

2. Voir au c. 647, pour le renvoi des religieux.

2° **Rémotion de curés inamovibles** (cc. 2147-2156).

C. 2148. — Can. 2148, § 1 et 2158, quoad impeditum effectum invitationis, per can. 2143, § 3 sunt interpretandi. Com. Int., 24 nov. 1920, A. A. S., XII, 577.

C. 2150. — Voir au c. 1429, § 2.

C. 2153. — Voir au c. 1465.

C. 2154. — Voir au c. 459, réponse 4.

3° **Rémotion de curés amovibles** (cc. 2157-2161).

C. 2158. — Voir au c. 2148.

4° **Translation de curés** (cc. 2162-2167). — In parochorum translatione, de qua in can. 2162 et seq., neque concursus neque examen de quo c. 459, § 4 requiritur. C. Conc., 21 jun. 1919, A. A. S., XI, 318-321. Voir au c. 459, réponse 5.

LIVRE CINQUIÈME

DES DÉLITS ET DES PEINES

(cc. 2195-2414).

---

125. — Le droit pénal de l'Église est codifié au livre V, *De delictis et poenis*. Ce livre a été commenté par J. Sole, *De delictis et poenis*, in-8° de viii-452 pp., Rome, Pustet, 1920; et par M. Pistocchi, *I canoni penali del Codice ecclesiastico esposti e commentati*, 2e éd., in-8° de 388 p., Turin, Marietti, 1925. Nous devons signaler aussi : J. Heimberger, *Aus dem Strafrecht des Codex juris canonici*, München, 1923; *Die Schuld im Strafrecht des Codex juris canonici*, Heidelberg, 1926; une étude historique sur l'infamie, de A. Muhlebach, *Die Infamie in der Decretalen Gesetzgebung*, in-8° de xviii-106 pp., Paderborn, Schöning, 1923, et une introduction philosophique à l'étude du droit criminel de J. Latini, *Juris criminalis philosophici summa lineamenta*, in-8° de 216 p., Turin, Marietti, 1924. Comme il fallait s'y attendre, c'est surtout l'étude pratique des censures *latae sententiae*, et des modifications introduites par le Code dans ce traité, qui a attiré l'attention des moralistes et des canonistes. De là les monographies suivantes : J. Caviglioli, *De censuris latae sententiae*, in-8° de 165 p.,

Turin, Librairie internationale, 1918; F. Cappello, *Tractatus canonico-moralis de censuris,* 2e éd., in-8° de xvi-517 pp., Turin, Marietti, 1925; A. Crnica, *Modificationes in tractatu de Censuris per Codicem juris canonici introductae*, in-8° de xiii-204 pp., S. Maurice d'Agaune, Librairie Saint-Augustin, 1919; A. D. Cipollini, *De censuris latae sententiae,* in-8° de viii-261 pp., Turin, Marietti, 1925. Les délits commis dans l'administration et la réception des sacrements ont été spécialement étudiés : G. L. Murphy, *Delinquencies and Penalties in the administration and reception of the sacraments*, in-8° de 121 p., Washington, Université catholique, 1923; A. de Smet, *De absolutione complicis et sollicitatione,* in-8° de xi-129 pp., Bruges, Beyaert, 1921; P. Cerato, *De delicto sollicitationis,* in-8° de 148 p., Padoue, Séminaire, 1922.

126. — La partie du Code qui concerne les peines n'a pas donné lieu à de nombreuses décisions : lorsqu'un précepte, auquel était annexée une menace de censure, a été violé, la peine peut être infligée aussitôt le délit commis, et une nouvelle monition n'est pas nécessaire (Com. Int., 14 juil. 1922). — Après l'absolution d'une censure donnée en cas urgent ou en péril de mort, l'Evêque ne peut intervenir si on recourt à lui que s'il est muni de pouvoirs (Com. Int., 12 nov. 1922). — Pour encourir l'excommunication dont parle le canon 2334, il faut que le recours au pouvoir laïque en vue d'empêcher l'exercice de la juridiction ecclésiastique ait été suivi d'effet (Com. Int., 25 juil. 1926).

C. 2233. — Ad normam c. 2233, § 2, ob violationem praecepti peculiaris, quod communitum erat censura ferendae sententiae, statim post delictum comprobatum censura infligi potest; non vero prae-

mittenda est nova monitio. Com. Int., 14 jul. 1922, A. A. S., XIV, 530.

C. 2247, § 2. — Voir au c. 893.

C. 2252. — Verba illa « facultate praeditum » non restringenda sunt ad vocabulum « aliumve » sed etiam pertinere dicenda sunt ad aliud vocabulum « Episcopum », seu Episcopum mandata dare non posse, nisi facultatem habeat a jure vel ex Sedis Apostolicae concessione. Com. Int., 12 nov. 1922, A. A. S., XIV, 663.

C. 2254. — Post promulgationem Codicis, indultum Bullae Cruciatae, die 31 dec. 1914 Lusitanis concessae — qua permittitur, ut omnes a quovis confessario in foro conscientiae absolvi possint a peccatis et censuris quibuscumque et quocumque modo etiam speciali reservatis a jure vel ab homine, ita ut sic absoluti non teneantur deinde recurrere ad alium quemcumque Superiorem — facultatem non facit absolvendi etiam a censuris Ap. Sedi specialissimo modo reservatis; potest tamen in hisce quoque casibus absolutio, ceteris paribus, peti atque impertiri vi et ad praescriptum can. 2254. Poenit., 15 apr. 1921, A. A. S., XIII, 239.

C. 2298. — Potest Episcopus, servatis servandis, legem a se, a praedecessore vel a superiore potestate latam, congrua poena munire, quae in amissione distributionum choralium consistat. C. Conc., 8 jul. 1922 (ex voto Consultoris), A. A. S., XV, 120.

C. 2334, § 2. — Ad incurrendam excommunicationem de qua in c. 2334, n. 2, non sufficit recursus ad

laicalem potestatem causa impediendi exercitium jurisdictionis ecclesiasticae, sed requiritur praeterea ut recursus suum sortiatur effectum, firmo tamen praescripto can. 2235 [et proinde c. 2213, § 3]. Com. Int., 25 jul. 1926, A. A. S., XVIII, 394.

C. 2342. — Voir aux cc. 597 sqq.

C. 2351. — Voir au c. 6, réponse 5.

C. 2381. — 1. Sustineri vel tolerari non potest centenaria et immemorabilis hispanica consuetudo lucrandi fructus praebendae quotidianos, etiamsi una tantum vel duabus horis canonicis praebendatus choro assistat in die naturali vel liturgico. C. Conc., 10 jul. 1920, A. A. S., XII, 357-365.

2. Can. 2381 urget etiam in casu non residentiae non graviter culpabilis vel materialiter tantum, non formaliter, culpabilis ac notoriae, dummodo ne concurrant causae excusantes, juxta can. 420 et 421, vel indultum pontificium. C. Conc., 10 jul. 1920, A. A. S., XII, 364.

3. Ad normam can. 2381, beneficiarius vel canonicus illegitime absens retinere non potest fructus respondentes privatae recitationi divini officii. C. Conc., 10 jul. 1920, A. A. S., XII, 365.

4. Ex fructibus praebendae adhuc possessae non est salvanda et a possessore (licet illegitime absente) retinenda portio quaedam ab Ordinario designanda et ad ipsius praebendati sufficiens. — Non possunt statuta capitularia, attentis fabricarum indigentiis, statuere cum Ordinarii approbatione fructus amissos esse fabricae ecclesiae tradendos in toto vel in parte, sed standum dispositione c. 1475, § 2 et 2381. — Tempus absentiae supputandum est per dies integras (et

non per horas canonicas); tempus autem illegitimae absentiae computatur statim a tempore transacto trium mensium, seu alio, legitimae vacationis. — Illegitime absens tenetur fructus restituere ante sententiam declaratoriam. C. Conc., 10 jul. 1920, A. A. S., XII, 357-365.

5. Qui ibi commoratur, ubi munere suo fungitur, nunquam dicitur non residere. C. Conc., 9 jul. 1921 (ex voto Consultoris), A. A. S., XVI, 398.

6. Voir aux cc. 400, 420, 421 et 1354, § 3, réponse 2.

C. 2386, 2387, 2389, 2410, 2411, 2413. — Voir aux cc. 673-681, réponse 1.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 1
Introduction générale 5

LIVRE PREMIER

RÈGLES GÉNÉRALES

1° Canons Préliminaires 25
2° Etudes sur les *Normae generales* 29
3° Non-Rétroactivité des lois 31
4° Sujet des lois 32
5° Abrogation des lois 33
6° La Coutume 33
7° Supputation du Temps 34
8° Rescrits 34

LIVRE SECOND

DES PERSONNES

Des personnes en général 35

PREMIÈRE PARTIE

Des Clercs.

Première section : **Des Clercs en général** 37
1° Incardination des clercs 37
2° Obligations des clercs 38
A. Etudes des clercs 38
B. Autres obligations 41
3° Offices ecclésiastiques 44
4° Juridiction 45

SECONDE SECTION : **Des Clercs en particulier** 46
Préambule : Divisions du territoire ecclésiastique . . 46

TIT. VII. — *Du pouvoir suprême et de ceux qui y participent* 49

CHAP. I. — Du Souverain Pontife 49
CHAP. IV. — De la Curie Romaine 50
CHAP. V. — Des légats 53
CHAP. VI. — Des Conciles pléniers et provinciaux 53
CHAP. XIII. — Des Vicaires et Préfets apostoliques . . . 55

TIT. VIII. — *Du pouvoir épiscopal et de ceux qui y participent* 59

CHAP. I. — Des évêques 60
A. Nomination 60
B. Obligations 62
C. Privilèges 63
CHAP. IV. — De la Curie diocésaine. 65
CHAP. V. — Des chapitres de chanoines 65
CHAP. VI. — Des consulteurs diocésains. 72
CHAP. VIII. — Des vicaires forains 73
CHAP. IX. — Des curés 73
CHAP. X et XI. — Des vicaires et recteurs d'églises 75

DEUXIÈME PARTIE

Des religieux.

BIBLIOGRAPHIE. 77
1° Canons préliminaires 83
2° Moniales à vœux simples 83
3° Supérieurs et Chapitres 85
4° Confesseurs et chapelains 91
5° Administration des biens temporels 92
5° Noviciat 92
7° Profession religieuse 95
8° Organisation des études dans les instituts de clercs . . 101
9° Obligations et Privilèges des religieux 101
10° Du passage à un autre institut 107
11° De la sortie d'un institut religieux 108
12° Renvoi des religieux 109
13° Sociétés religieuses sans vœux 110

TROISIÈME PARTIE

Des laïques 112

LIVRE TROISIÈME

DES CHOSES

PREMIÈRE PARTIE

Des Sacrements et des Sacramentaux.

Bibliographie. 115
Tit. I. — *Du Baptême*. 121
1° Parrains de Baptême 121
2° Lieu du Baptême 127
3° Actes de Baptême 128
Tit. II. — *De la Confirmation* 129
Tit. III. — *De l'Eucharistie* 129
Chap. I. — Du Sacrifice de la Messe 129
Art. I. — Du prêtre célébrant : le jeûne eucharistique . 129
Art. II. — Rites et cérémonies 131
1° Pain et vin de messe 131
2° Observation des rubriques 131
A. Prêtres aveugles 131
B. Rubriques diverses 134
Art. III. Temps et lieu de la célébration 136
1° Heure de la messe 136
2° Messes en dehors des églises et oratoires . . . 137
Art. V. — Des Honoraires de messes 139
Chap. II. — Du Sacrement de l'Eucharistie 142
Tit. IV. — *De la Pénitence* 145
1° Juridiction du confesseur 145
2° Le confessionnal 146
3° Les indulgences 147
Tit. VI. — *De l'Ordre* 154
Tit. VII. — *Du Mariage* 158
Chap. I. — Les Préliminaires du Mariage 160
Chap. II. — Les Empêchements en général 164
Chap. III. — Les Empêchements prohibants 165
Chap. IV. — Les Empêchements dirimants 166
Chap. V. — Du consentement matrimonial 167
Chap. VI. — De la forme de la célébration 168
Chap. VIII. — Du temps et du lieu de la célébration . . 170
Chap. X. — De la séparation des époux 171
Tit. VIII. — *Des Sacramentaux* 172

DEUXIÈME PARTIE

Des lieux et temps sacrés.

1° Eglises et Oratoires 174
2° Autels 174
3° Sépulture ecclésiastique 175
4° Jours de fête de précepte 180
5° Jours de jeûne et d'abstinence 181

TROISIÈME PARTIE

Du Culte divin.

1° Le culte en général 183
2° Le culte de l'Eucharistie 186
3° Le culte des Saints 188
4° Processions 190
5° Mobilier sacré 192

QUATRIÈME PARTIE

Du magistère ecclésiastique.

1° Prédication et catéchisme 195
2° Séminaires 196
3° Ecoles 198
4° Censure préalable et condamnation des livres 203
5° Profession de foi 208

CINQUIÈME PARTIE

Des bénéfices et autres institutions ecclés. non collégiales.

Réponses diverses 209

SIXIÈME PARTIE

Des biens temporels de l'Église.

Réponses diverses 216

LIVRE QUATRIÈME

DES PROCÈS

Bibliographie. 221

PREMIÈRE PARTIE

De la procédure judiciaire.

Section I. — **Des jugements en général** 223
1° For compétent 223
2° Composition des tribunaux 224
3° Tribunaux ordinaires du Saint-Siège 225
4° Règles et procédure 226

Section II. — **Règles particulières à observer dans certains jugements** 228
1° Causes matrimoniales 228
2° Causes d'ordination 232

DEUXIÈME PARTIE

Causes de Béatification et de Canonisation.

TROISIÈME PARTIE

Procédures non judiciaires.

1° Règles générales. 232
2° Rémotion de curés inamovibles 233
3° Rémotion de curés amovibles 233
4° Translation de curés 233

LIVRE CINQUIÈME

DES DÉLITS ET DES PEINES

Bibliographie. 235
Réponses diverses 236

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — PARIS. — 1927.

Pour étudier
le Code de Droit Canonique

1er SUPPLÉMENT

NIHIL OBSTAT

Lyon, le 11 Novembre 1931

J. CHOUBLIER.

IMPRIMATUR

Lyon, le 12 Novembre 1931

✠ Louis-Joseph, Card. MAURIN

Arch. de Lyon.

F. CIMETIER
SUPÉRIEUR DU SÉMINAIRE UNIVERSITAIRE DE LYON

Pour étudier le Code de Droit Canonique

Introduction générale
Bibliographie. — Réponses et décisions
Documents complémentaires

PREMIER SUPPLÉMENT (1927-1931)

PARIS
LIBRAIRIE LECOFFRE
J. GABALDA ET FILS, ÉDITEURS
RUE BONAPARTE, 90
1931

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

INTRODUCTION GÉNÉRALE 5

LIVRE PREMIER. — **Règles générales** 8

I. Bibliographie 8
II. Réponses et décisions 9
III. Documents complémentaires 9

LIVRE SECOND. — **Des personnes** 11

I. Bibliographie 11
II. Réponses et décisions 12
III. Documents complémentaires 16

1° Clercs en général 16
2° Cardinaux 17
3° Curie romaine 18
4° Chapitres 19
5° Religieux 20
6° Associations, confréries, tiers-ordres 21

LIVRE TROISIÈME. — **Des choses** 24

I. Bibliographie 24
II. Réponses et décisions 26
III. Documents complémentaires 34

1° Eucharistie 34
2° Pénitence 36
3° Indulgences 37
4° Ordre 40
5° Mariage 51
6° Culte et décisions liturgiques 51
7° Enseignement 58
8° Bénéfices ecclésiastiques 60
9° Biens ecclésiastiques 60
10° Divers 61

LIVRES QUATRIÈME ET CINQUIÈME. — **Des procès. — Des delits et des peines** 62

I. Bibliographie 62
II. Réponses et décisions 62
III. Documents complémentaires 64

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1° Introductions. — A. Van Hove, *Prolegomena* (premier volume du Commentaire de Louvain, in-8° de xx-374 p., Malines, Dessain, 1928; P. Lydsman, *Introductio in jus canonicum*, 2e vol. in-8°, p. 165-444, Hilversum, Brand, 1929 (il reste un volume à publier); C. Mollat, *Introduction à l'étude du droit canonique et du droit civil*, in-16 de 72 p., Paris, Beauchesne, 1930.

2e Études sur les sources et textes. — F. Cimetier, *Les sources du droit ecclésiastique*, in-16 de 200 p., Paris, Bloud et Gay, 1930; F. Schönsteiner, *Kanonische Quellenlehre und geistliches Standesrecht*, in-8° de viii-274 p., Vienne, H. Kirsch, 1928; P. Fournier et G. Le Bras, *Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien*, t. I, De la réforme carolingienne à la réforme grégorienne, in-8° de 463 p., Paris, Recueil Sirey, 1931; Dom Paul Séjourné, *Saint Isidore de Séville*, son rôle dans l'histoire du droit canonique, gr. in-8° de 536 p., Paris, Beauchesne, 1929; *Mélanges Paul Fournier*, in-8° de lxiv-812 p., Paris, Recueil Sirey, 1929 (passim); P. W. Finsterwalder, *Die* Canones Theodori Cantuariensis *und ihre Ueberlieferungsformen*, in-8° de xx-334 p., Weimar, H. Böhlaus, 1929; Bonizo de Sutri, *Liber de vita christiana* (édit. *Perels*), gr. in-8° de xcvii-402 p., Berlin, Weidmann, 1930. — Cal Gasparri, *Codicis juris canonici fontes*,

t. V, in-4° de xx-1115 p., Rome, 1930; *Repertorium ecclesiasticum,* fasc. II (1925-1930), in-4° de 20 p. (p. 49-68); Rome, Bureaux de *Jus Pontificium*, 1930. — E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815,* 2 vol. in-8° de 994 p. et vi-576 p., Paris, Sirey, 1928 (inachevé); C. Boucaud, *L'Ordre romain et le droit des gens,* in-8° de 172 p,. Paris, Attinger, s. d. [1931]; S. di Angelo, *Jus Digestorum,* t. I, in-8° de xvi-676, t. II (De juribus realibus), in-8° de xiv-276 p., Turin, Berruti, 1928; C. G. Mor, *Lex romana canonice compta,* in-8° de 212 p., Pavie, 1927; *Le droit romain dans les collections canoniques des X et XIe s.* (dans la *R. Hist. droit fr. et étr.*, 1927, p. 512-524); *Il libro di Ashburnham*, in-8° de 56 p., Pavie, 1930.

3° Manuels. — J.-M. Cappello, *Summa juris canonici*, 2 vol., de viii-508 p. et viii-512 p., Rome, 1928 et 1930 (il y aura un 3e vol.); M. Conte a Coronata, *Institutiones juris canonici*, 2 vol. de viii-954 p. et 520 p. (achève le *De rebus*). Le manuel de Raus a été réédité (in-8° de xliii-808 p.) : les parties précédemment omises ont été traitées. Même remarque pour le manuel de F. Claeys-Bouvaert et G. Simenon, qui comprend maintenant trois volumes. A. de Meester a continué son *Compendium :* la deuxième partie du t. III (in-8° de viii-348 p.) explique les livres IV et V du Code. Le manuel de A. Cance est complet en trois volumes, et est à sa 8me édition. Au commentaire de G. Cocchi il ne manque plus que le *De sacramentis.* Celui de Leitner est resté inachevé, par suite de la mort de l'auteur. G. Stocchiero, *Il codice del clero*, in-16 de xvi-878 p., Vicenza, 1928; *Pratica pastorale,* in-12 de 740 p., Vicenza, 1929.

4° Dictionnaires. — R. Koestler, *Wörterbuch zum Codex juris canonici*, in-8° de 380 p., Münich, Kösel et Pustet, 1928-1930. Le *Dictionnaire de droit canoni-*

que n'a publié qu'un fascicule : Anathème-Appel (1928).

5° Revues. — *Apollinaris*, Rome, 49 piazza S. Apollinare. Paraît tous les trois mois, en fascicules de 120 pages au moins. Les *Periodica* ont publié les *Indices primae seriei* (1905-1926), in-8° de 260 p.

La *Revue Apologétique* a publié des *Chroniques* (annuelles) *des Actes du Saint-Siège*, dans ses numéros de mars et avril 1928, mai et juin 1929, mai 1930, juillet 1931 ; et des *Chroniques* (annuelles) *de droit canonique,* dans ses numéros de juin 1928, juillet 1929, septembre 1930, septembre 1931. On y trouvera l'interprétation des textes publiés ou analysés dans ce supplément, et une appréciation des ouvrages nouveaux que nous signalons au cours de cet ouvrage.

6° Eglise et Etats (Droit public). — M. Rivière, *Le problème de l'Eglise et de l'Etat au temps de Philippe le Bel,* in-8° de xiv-499 p., Paris, Champion, 1926 ; E. Voosen, *Papauté et pouvoir civil à l'époque de Grégoire VII,* in-8° de xii-342 p., Gembloux, Duculot, 1927 ; M. Bierbaum, *Das Konkordat in Kultur, Politik und Recht,* in-8° de viii-194 p., Fribourg-en-B., Herder, 1929 ; A. Giannini, *I Concordati postbellici,* in-12 de 302 p., Milan, Vita e Pensiero, 1929 ; V. del Giudice, *Le nuove basi del diritto eclesiastico italiano,* in-8° de 80 p., Milan, 1929 ; L. Tostain, *Le traité politique du Latran et la personnalité en droit international public,* in-8° de 155 p., Paris, Spes, 1930 ; L. Le Fur, *Le Saint-Siège et le droit des gens,* in-12 de viii-294 p., Paris, Sirey, 1930 ; P. Grentrup, *Die kirchliche Rechtslage der deutschen Minderheiten katholischer Konfession in Europa*, in-8° de xvi-472 p., Berlin, 1928 ; M. Majerus, *La situation légale de l'Eglise catholique au Grand-Duché de Luxembourg*, in-8° de 264 p., Luxembourg 1926 ; J. Videcocq, *Les associations diocésaines*, in-8° de 216 p., Paris, Spes, 1926.

LIVRE PREMIER.

RÈGLES GÉNÉRALES

I. Bibliographie.

G. Michiels, *Normae generales,* 2 vol. in-8° de xvi-522 p., et xx-542 p,. Lublin, 1929; J. B. Sägmüller, *Lehrbuch des katholischen Kirchenrechts,* 2e fasc., in-8°, pp. 151-278, Fribourg, Herder, 1926; B. Ojetti, *Commentarium in Codicem juris canonici,* I, in-8° de viii-354 p., Rome, Université grégorienne, 1927; F. Schönsteiner (cité, p. 5), p. 66-155.

A. Petrani, *De relatione juridica inter diversos ritus in Ecclesia catholica,* in-8° de xii-108 p., Turin, Marietti, 1930; A. van Hove, *De legibus ecclesiasticis,* in-8° de xviii-382 p., Malines, Dessain, 1930; M. Petroncelli, *Il principio della non retroattività delle leggi in diritto canonico,* in-8° de iv-73 p., Milan, Vita e Pensiero, 1931; R. Le Picard, *La notion d'ordre public en droit canonique,* in-8° de 24 p., Tournai, Casterman, 1928; H. Eppler, *Quelle und Fassung katholischen Kirchenrechts,* in-8° de xix-181 p., Zurich, Füssli, 1928; R. Weihle, *De la coutume dans le droit canonique,* in-8° de xviii-450 p., Paris, Sirey, 1928; W. H. O'Neill, *Papal rescripts of favor,* in-8° de vii-218 p., Washington, U. C., 1930; E. J. Roelker,

Principles of privilege according to the Code of Canon Law, in-8° de XII-164 p., Washington, 1926; F. SPIES, *De l'observation des simples conventions en droit canonique*, in-8° de XIII-263 p., Paris, Sirey, 1928; S. DI ANGELO, *Saggi su questioni giuridiche*, I, in-8° de 152 p., Turin, Berruti, 1928; L. de Mauri, *Regulae Juris*, in-16 de XII-268 p., Milan, Hœpli, 1928 (droit romain).

II. Réponses et décisions.

C. 87. — Voir au can. 1971, n° 1.

C. 98, § 3. — Preces ad implorandum transitum ad alium ritum per tramitem Ordinarii proprii, seu sub cujus jurisdictione sunt oratores, mittantur ad Romani Pontificis Legatum, seu Nuntios, Internuntios, Delegatos Apostolicos, vel eorum qui pro tempore vices eorumdem gerunt... Quod si in loco seu regione Legatus Apostolicus non fuerit missus aut constitutus, aut agatur de sacerdote, preces, ut antea, ad Cong. pro Ecclesia Orientali mittendae erunt. Cong. Or., 6 dec. 1928, A. A. S., XX, 417.

III. Documents complémentaires.

a) Droit canonique oriental. — Le 2 décembre 1929, le Souverain Pontife a nommé une commission composée de quatre cardinaux et d'un secrétaire, et assistée de nombreux consulteurs de divers rites, pour préparer la codification du droit canonique des Eglises d'Orient. A. A. S., XXI, 669.

b) Amérique latine. — Le 30 avril 1929, Pie XI a renouvelé pour dix ans (en les adaptant au Code) les privilèges accordés par Léon XIII, pour trente ans, le 18 avril 1897, aux évêques, prêtres et fidèles de l'Amérique latine. Voir le texte de cette concession, en 12 articles, dans A. A. S., XXI, 554-557.

c) *Espagne.* — Une lettre apostolique, en date du 15 août 1928, a prorogé jusqu'au 1er décembre 1940 la *Bulle de la Croisade*, préalablement modifiée et complétée par les soins de la Consistoriale et de la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires. A. A. S., XXI, 12-21.

d) *Grecs-Ruthènes.* — 1. Un décret de la Congrégation de l'Eglise orientale a réglementé avec précision l'administration des Grecs-Ruthènes établis aux Etats-Unis (1er mars 1929), A. A. S., XXI, 152-159.

2. L'Ordinariat grec-ruthène établi en 1912 au Canada, pour les fidèles de ce rite, avait reçu pour dix ans en 1913 un règlement d'administration très précis, émanant de la Propagande (section des rites orientaux). C'est ce même règlement, mais modifié et adapté, que la Congrégation pour l'Eglise orientale a approuvé de nouveau pour dix ans le 24 mai 1930. Il traite successivement de l'Ordinaire-évêque, du clergé, des fidèles, et des mariages entre fidèles appartenant à des rites différents. A. A. S., XXII, 346-354.

3. Lorsqu'une fête de précepte, commune au rite latin et au rite grec-ruthène, se célèbre le même jour dans les deux rites, l'art. 42 du règlement précité du 24 mai 1930 conseille aux grecs-ruthènes (sans en faire une condition de l'accomplissement du précepte) d'assister aux offices dans les églises de leur rite. Cet article a été étendu, le 11 juin 1930, aux Grecs-Ruthènes des Etats-Unis d'Amérique. A. A. S., XXII, 354.

LIVRE SECOND

DES PERSONNES

I. Bibliographie.

I. Chelodi et E. Bertagnolli, *Jus de personis juxta C. I. C.*, in-8° de viii-520 p., Trente, 1927; B. Ojetti, *Commentarium...*, II et III (Generalia de personis; de clericis in genere), 2 vol. de iv-222 p., et de iv-178 p., Rome, Univ. greg., 1928 et 1930; J. B. Sägmüller, *Lehrbuch...*, fasc. 3 (in-8°, pp. 279-459, Fribourg, Herder, 1929) : De personis in genere, De clericis in genere; F. Schönsteiner (cité, p. 5), p. 156-269; G. Vromant, *De personis,* in-8° de xvi-435 p., Louvain, Desbarax, 1929 (à l'usage des missionnaires).

J. M. Costello, *Domicile and Quasi-domicile*, in-8° de vii-201 p., Washington, U. C., 1930; P. Gillet, *La personnalité juridique en droit ecclésiastique*, in-8° de xx-282 p., Malines, Godenne, 1927; B. F. Brown, *The canonical juristic Personality*, in-8° de iii-212 p., Washington, 1927.

V. Martin, *Les cardinaux et la curie; Les congrégations romaines,* 2 vol. in-12 de 210 p., Paris, Bloud et Gay, 1930; J. Luczak, *La résidence des évêques dans la législation canonique avant le concile de*

Trente, in-8° de 263 p., Paris, 1931; Th. Gottlob, *Der abendländische Chorepiscopat*, in-8° de xvi-150 p., Bonn, Schroeder, 1928; N. Fanelli, *La guida del clero* (rapports avec la curie diocésaine), in-12 de 670 p., Vicenza, 1929; E. Magnin, *L'Eglise enseignée*, in-12 de 200 p., Paris Bloud et Gay, 1928; C. V. Bastnagel, *The appointment of parochial Adjutants and Assistants*, in-8° de xvi-258 p., Washington, U. C., 1930.

T. Schäfer, *De religiosis ad normam C. I. C.*, in-8° de xx-728 p., Münster, Aschendorf, 1927; J. Pejška *Jus canonicum religiosorum*, in-8° de xvi-366 p., Fribourg-en-B., Herder, 1927; S. J. Turner, *The vow of Poverty*, in-8° de xlii-217 p., Washington, U. C., 1929; Marsot, *Petit traité pratique des vœux et de l'état religieux*, in-12 de 344 p., Bruges, Beyaert, 1928; *Documents du Saint-Siège* (1918-1924) concernant les religieux, in-12 de x-96 p., Louvain, Museum Lessianum, 1928; S. di Angelo, *La esenzione dei religiosi nella vigente disciplina ecclesiastica*, in-8° de xii-98 p., Turin, 1929; P. Deroux, *Les Origines de l'oblature bénédictine*, in-8° de 132 p., Ligugé, 1927.

P. Schmitz, *Das kirchliche Laienrecht nach dem C. I. C.*, in-8° de viii-64 p., Münster, Aschendorff.

II. Réponses et décisions.

C. 106, 7°. — Voir au can. 328.

C. 111, § 2. — Vi hujus canonis, collati cum canone 955, § 1, Episcopus alienum subditum sine legitimis proprii Episcopi litteris dimissoriis non potest licite ad primam tonsuram promovere. Com. Int., 17 fév. 1930, A. A. S., XXII, 195.

C. 136. — Omnes clerici, præter clericalem tonsuram, decentem habitum ecclesiasticum publice semper, non excepto tempore aestivarum vacationum,

deferant, habitum scilicet, quem legitima consuetudo et Ordinarii loci praescriptum in propria regione ordini clericali congruentem agnoverint. C. Conc., 28 juil. 1931, A. A. S., XXIII, 337.

C. 247, § 3. — In quibus libet causis matrimonialibus inter partem catholicam et partem acatholicam, sive baptizatam sive non baptizatam, quocumque modo ad Sanctam sedem delatis, S. C. S. Officii exclusivam habet competentiam, habita praesertim ratione can. 247, § 3, et salvo praescripto can. 1557, § 1, 1°, S. O., 27 jan. 1928, A. A. S., XX, 75.

C. 258. — Ad ea quae forum internum, etiam non sacramentale, respiciunt, de quibus in can. 258, fideles ad Ecclesias rituum orientalium pertinentes recurrere debent ad Sacram Paenitentiariam Apostolicam. Cong. Or., 26 juillet 1930, A. A. S., XXII, 394.

C. 310, § 2. — Vi hujus canonis, conlati cum canone 958, § 1, n 4, Provicarius apostolicus intra annum a sede vacante litteras dimissorias concedere potest. Com. Int., 20 juill. 1929, A. A. S. XXI, 573.

C. 323. — Abbas *nullius,* charactere episcopali carens, non potest vi hujus canonis ecclesiam in alieno territorio valide consecrare ex ejusdem Ordinarii licentia. Com. Int., 29 jan. 1931, A. A. S., XXIII, 110.

C. 339, § 1. — Voir au can. 466.

C. 349, § 1, n. 1. — Verba *ritibus ab Ecclesia praescriptis* non ita sunt intelligenda ut episcopis in sacris benedictionibus prohibeantur solo crucis signo uti, quum peculiaris formula in libris liturgicis non praescribitur. Com. Int., 12 mars 1929, A. A. S., XXI, 170.

C. 349, § 2. — Verba : in suae jurisdictionis locis, non ita intelligenda sunt ut episcopi indulgentias concedere prohibeantur religiosis exemptis vel in eorum ecclesiis. Com. Int., 6 déc. 1930, A. A. S., XXIII, 25.

C. 370. — Voir aux can. 397, n. 1 et 412.

C. 395, § 1. — L'indemnité de résidence (dans l'espèce, une majoration de 15 à 30 % du traitement accordé par décret royal au clergé des îles Canaries en 1926) ne fait pas partie de la dot du bénéfice, et ne peut pas non plus entrer en compte dans les *distributions* pour ceux qui ont l'obligation du service choral. C. Conc., 16 juil. 1927, A. A. S., XX, 389-397.

2. Distributiones quotidianae (et, si omnes beneficii reditus distributionibus constent, tertia earum pars), non sunt obnoxiae tributo pro administratione diocesana de quo in art. 57, Inst. 20 juin 1929 (pour l'Italie). C. Conc., 20 mars 1931, A. A. S., XXIII, 165.

C. 396, § 2. — Vi hujus canonis prohibetur optio ad praebendas quomodocumque canoniae seu titulo canoniali adnexas, non autem ad domos, praedia, aliaque a praebendis canonialibus distincta. Com. Int., 17 fév. 1930, A. A. S., XXII, 195.

C. 397. — 1. Vi praecedentiae, Vicario generali non competunt jura et officia de quibus in canone 397. C. Conc., 9 mai 1931, A. A. S., XXIII, 235.

2. Vicario capitulari, vi muneris, non competit jus et officium peragendi functiones sacras in sollemnioribus anni festivitatibus, de quibus in canone 397, n. 1. C. Conc., 9 mai 1931, A. A. S., XXIII, 235.

C. 412. — Vi praecedentiae, Vicarius generalis canonicus non eximitur a munere adsistendi Episcopo in Missis aliisque functionibus pontificalibus. C. Conc., 9 mai 1931, A. A. S., XXIII, 235.

C. 418. — In casu illegitimae absentiae ab aliqua hora, ex parte illius qui obtinuit indultum *pro diebus et horis*, canonicus absens privatur tum fructibus totius diei, tum distributionibus horarum quibus illegitime abfuit. C. Conc., 23 avril 1927, A. A. S., XIX, 415.

C. 419. — Post Codicem, ad jus *alternativae* requiritur expressa concessio Sedis Apostolicae, et non sufficiunt consuetudo vel constitutiones capitulares, salvâ tamen lege fundationis. Canonici jure alternativae gaudentes non possunt, per interessentiam choro in hebdomada non sua, supplere absentias admissas in hebdomada sua. C. Conc., 23 avril 1927, A. A. S., XIX, 415.

C. 419, § 1. — Sub nomine Canonici vel Beneficiarii, de quibus in hoc §, non veniunt eorumdem coadjutores. Com. Int., 29 janv. 1931, A. A. S., XXIII, 110.

C. 423. — Sub nomine Sacerdotes, de quibus in hoc canone, non veniunt etiam religiosi vel religiosi saecularizati. Com. Int., 29 janv. 1931, A. A. S., XXIII, 110.

C. 466, § 2. — 1. Parochus qui, praeter propriam paroeciam, alteram aut plures alias in administrationem habeat, tenetur missam applicare pro populo non tantum die festo suae paroeciae, sed etiam in festis patronorum alterius vel ceterarum. C. Conc., 12-20 nov. 1927, A. A. S., XX, 85-87. Les *Acta* font précéder cette réponse d'utiles *Animadversiones*, où l'on trouvera la justification de cette décision.

2. Obligatio adest applicandi Missam pro populo diebus festis suppressis, olim ex jure particulari de praecepto. C. Conc., 19-31 juill. 1930, A. A. S., XXII, 521-523.

C. 514. § 1. — Ita intelligendus est ut in religione clericali Superioribus jus et officium sit omnibus *religiosis* vel *novitiis* (non autem *aliis*, de quibus in eodem canone) extra religiosam domum aegrotis Eucharisticum viaticum et Extremam Unctionem ministrandi. Com. Int., 16 jun. 1931, A. A. S., XXIII, 353.

C. 522. — 1. Confessio religiosarum peracta extra loca de quibus in canone 522 et in responso diei

24 nov. 1920, non est tantum illicita, sed etiam invalida. Com. Int., 28 déc. 1927. A. A. S., XX, 61.

2. Verbum *adeat* can. 522 non est ita intelligendum ut confessarius advocari nequeat per ipsam religiosam ad loca confessionibus mulierum vel religiosarum legitime destinata. Com. Int., 28 déc. 1927, A. A. S., XX, 61.

C. 556, § **1**. — Sub verbis *quacumque ex causa* comprehenditur etiam transitus in aliam novitiatus domum, de quo in § 4 ejusdem canonis. Com. Int., 13 juill. 1930, A. A. S., XXII, 365.

C. 622, § **4**. — Ordinarii locorum advigilent ne parochi, religiosarum domorum Superiores, ipsique fideles a pecuniae collectoribus [qui Orientales se profitentur, aut etiam, falso nomine exhibito, ad Clerum Orientalem se pertinere dictitant] decipiantur, neque eos recipiant, neve, eo vel minus, Missas celebrandas illis tradant, graviter onerata conscientia pro missarum satisfactione. Monitum (non daté) de la C. Or., paru aux *Acta* du 2 avril 1928, A. A. S., XX, 107.

III. Documents complémentaires.

1° De clericis in genere. — *a*) La Congrégation pour l'Eglise orientale a publié trois décrets relatifs aux clercs orientaux.

Le premier concerne les clercs orientaux, séculiers ou réguliers, qui vont en Amérique ou en Australie pour exercer le saint ministère auprès des fidèles de leur rite (23 déc. 1929). Le second concerne les clercs orientaux qui vont dans ces mêmes pays pour un autre motif ou pour peu de temps (7 janv. 1930). Le troisième, plus général, concerne les clercs orientaux qui, en dehors de l'Orient et des diocèses orientaux, recueillent des aumônes, font des quêtes, ou sollicitent des honoraires de messes (7 janv. 1930). Dans ce dernier décret, il est rappelé qu'une permission de la Congrégation pour l'Eglise orientale est absolument nécessaire pour ces quêtes (voir canon 622). Cette permis-

sion sera en principe toujours refusée. Si, très exceptionnellement, la Congrégation juge devoir l'accorder, elle sera toujours limitée à certains lieux nommément désignés, et les évêques de ces lieux en seront personnellement avisés. Même alors, les quêtes ne pourront avoir lieu qu'avec leur consentement. A. A. S., XXII, 99-110.

b) Lorsque des prêtres ou des diacres russes demandent à abjurer l'orthodoxie pour rentrer dans l'Eglise catholique, les Ordinaires doivent exposer le cas en détail au légat apostolique, ou à la Commission pontificale pour la Russie, et, en attendant les instructions opportunes qui leur seront données, confier ces convertis à un prêtre prudent. Com. pro Russ., 12 janv. 1929, A. A. S., XXI, 44 et 171. Ces instructions — concernant d'une part les laïcs, d'autre part les prêtres ou diacres qui demandent à abjurer l'orthodoxie — ont été envoyées aux Ordinaires le 26 août 1929. A. A. S., XXI, 608-610.

c) Le titre d'Excellence Révérendissime sera donné désormais non seulement aux Patriarches de l'Eglise latine et orientale, aux Prélats « a flocculis » et aux Nonces ou Internonces apostoliques, mais encore « Archiepiscopis atque Episcopis sive residentiatibus, sive titularibus tantum, itemque Magistro Pontificii cubiculi, Praelatis qui assident vel sunt a secretis in Sacris Romanis Congregationibus, Secretario Supremi Tribunalis Signaturae Apostolicae, Praelato Decano Sacrae Romanae Rotae ac denique Substituto Secretariae Status ». Décret de la Cérémoniale, 31 déc. 1930, A. A. S., XXIII, 22.

2° Cardinaux. — Un décret a confirmé et remis en vigueur les deux décrets du 30 mai 1902 relatifs aux cérémonies liturgiques que les cardinaux à Rome, peuvent être appelés à présider. L'un s'adresse aux cardinaux, et l'autre aux curés de Rome. Cérém., 2 déc. 1930, A. A. S., XXIII, 56-61.

3° Curie romaine. — *a*) Le cardinal Préfet de la Cong. des Séminaires fera partie de droit et *ex officio* de la Cong. du Saint-Office, et de la Commission biblique. Motu proprio *Inde ab inito,* 24 sept. 1927, A. A. S., XIX, 329-330.

b) Un *motu proprio* du 6 avril 1930 a rendu la *Commission pour la Russie* établie en 1925, complètement indépendante de la Congrégation pour l'Eglise orientale, et a confirmé tous les pouvoirs de son Président, A. A. S., XXII, 153-154.

c) Un *motu proprio* du 6 février 1930 a institué auprès de la Congrégation des Rites une *section historique.*

Cette section comprendra un certain nombre de consulteurs spécialisés dans les disciplines et les recherches historiques, et aura à sa tête un rapporteur général, à qui incombera la direction des travaux historiques. Dans les causes *historiques* des serviteurs de Dieu, après le procès informatif ordinaire et la recherche des écrits, on omettra désormais au procès apostolique tout ce qui concerne la vie, les vertus, le martyre, le culte ancien de ces serviteurs de Dieu, et ces questions — sur lesquelles, dans ces causes, on ne peut plus recueillir de témoignages contemporains — seront de la compétence spéciale de ladite section historique. Par causes *historiques,* il faut entendre celles pour lesquelles on ne peut plus ni recueillir des dépositions de témoignages contemporains des faits, ni avoir des documents certains rapportant des dépositions dûment recueillies en temps opportun. Lors donc qu'une de ces causes viendra à Rome, après l'ouverture du procès informatif, le rapporteur général en examinera les parties qui sont de sa compétence, fera lui-même ou fera faire les recherches ultérieures qu'il jugera nécessaires, et réclamera au postulateur l'original ou la copie authentique de tous les documents qu'il croira utiles; puis il transmettra les documents ainsi recueillis aux consulteurs de la section historique qu'il estimera les plus compétents dans chaque cause. Les avis de ces consulteurs, avec les conclusions du rapporteur général, seront remis par le rapporteur lui-même

au préfet de la Congrégation des Rites et par celui-ci au promoteur de la foi, afin qu'il les examine, qu'il y fasse les objections voulues et prépare ses conclusions. Lesdits documents et avis serviront de base et de point de départ aux vœux des consulteurs de la première section de la Congrégation des Rites. Il appartiendra aux consulteurs de la Section historique de répondre aux objections et demandes du promoteur de la foi pour les difficultés comprises dans les limites de leur compétence. Sont comprises dans les attributions de la section historique, les enquêtes nécessaires pour compléter la recherche des documents et écrits relatifs aux causes; pour leur examen doctrinal, on procédera suivant les prescriptions du Code et la pratique en usage[1]. A. A. S., XXII, 87-88.

d) Un *motu proprio* du 24 avril 1931 institue l'emploi de *Visiteur Ordinaire des Séminaires*. Ce visiteur appartient à la Cong. des Séminaires où il occupe le premier rang après le Secrétaire de la Congrégation. Il commencera comme de juste (*ut par est*) par les Séminaires d'Italie; et comme, en Italie, les séminaires régionaux ou interdiocésains dépendent à un titre tout spécial du Saint-Siège, il devra les visiter tous et chacun chaque année. A. A. S., XXIII, 151.

e) Un *motu proprio* du 5 août 1930 a supprimé l'œuvre de *La Préservation de la Foi* créée en 1902 par Léon XIII, et lui a substitué l'*Œuvre pour la préservation de la foi et la construction de nouvelles églises à Rome*. A. A. S., XXII, 337-340.

f) Le 1er juillet 1927, a été sanctionné par Pie XI le nouveau règlement des Camériers de cape et d'épée : camériers secrets participants, camériers secrets (di numero ou surnuméraires), camériers d'honneur (di numero ou surnuméraires). A. A. S., XIX, 382-388.

4e Chapitres. — *a*) Statuts donnés au chapitre de

1. Pour des raisons évidentes d'utilité, la *Section historique* devra être consultée pour les réformes, corrections et nouvelles éditions de textes et de livres liturgiques.

l'abbaye nullius de Nonantola, par la constitution *Valde decet,* du 29 juin 1928, A. A. S., XX, 373-376.

b) Accord intervenu entre l'évêque d'Aoste et le chapitre collégial des Saints Pierre et Ours, sur le droit de nomination aux bénéfices capitulaires : accord sanctionné par un bref du 12 janvier 1928, A. A. S., XX, 188-189.

5e Religieux. — *a*) Une instruction de la Propagande aux Vicaires et Préfets apostoliques, et aux supérieurs des instituts religieux auxquels le Saint-Siège a confié des Missions, a délimité avec précision les droits respectifs des Supérieurs des missions et des Supérieurs religieux (8 déc. 1929).

Le premier est chargé, au nom du Saint-Siège, de l'administration de la mission elle-même; le second, de la vie religieuse des missionnaires. En cas de conflit, c'est la volonté du supérieur de la mission qui prévaut, le supérieur religieux ayant alors droit de recours au Saint-Siège. Toutefois, pour les *nominations*, c'est au supérieur de la mission de les faire, après proposition du supérieur religieux ; pour les *transferts et les changements* nécessaires pour le bien d'un religieux, le supérieur religieux s'en ouvrira avec respect et confiance au supérieur de la mission qui décidera; pour les *punitions,* les deux supérieurs ont un droit égal d'intervention, mais en cas de conflit, la décision du supérieur de la mission l'emporte; enfin l'un et l'autre, pour de très graves raisons, peuvent retirer un sujet de tel lieu, ou lui enlever son office, sans avoir d'explication à fournir, sauf au Saint-Siège en cas de recours. A. A. S , XXII, 111-115.

b) Les supérieurs généraux des Instituts religieux laïcs (d'hommes et de femmes) ont reçu de la Congrégation des Religieux une instruction relative à l'enseiment qu'ils doivent faire donner à leurs subordonnés (25 nov. 1929).

1. Pendant le temps du postulat et du noviciat, on doit

leur expliquer si complètement la doctrine chrétienne que non seulement ils la sachent par cœur mais qu'ils puissent encore l'expliquer convenablement. On ne les admettra pas à la profession avant de s'en être assuré par un examen. — 2. Leur temps de préparation terminé, tous les membres des familles religieuses qui doivent, dans les écoles primaires publiques et privées, enseigner le cathéchisme aux enfants, devront être mis à même de pouvoir passer devant l'Ordinaire ou ses délégués un examen sur le catéchisme et la manière de l'enseigner aux enfants. On pourra utiliser pour cet examen le programme en usage au Vicariat de Rome. — 3. Pour enseigner le catéchisme dans les paroisses, les religieux ou religieuses devront avoir obtenu de la curie diocésaine un certificat d'aptitude à cet enseignement. A. A. S., XXII, 28-29.

c) Le 16 juillet 1931, Pie XI, par décret de la Cong. des Religieux, a approuvé les statuts « pro sororibus externis monasteriorum Monialium cujuscumque Ordinis » (sœurs tourières), édités par la Cong. des Religieux à la typographie vaticane. A. A. S., XXIII, 380.

d) Une instruction a été rédigée par la Cong. des Religieux, à l'usage des Supérieurs religieux (6 fév. 1930), pour l'application de l'article du concordat italien relatif à la personnalité juridique des associations religieuses. A. A. S., XXIII, 138-144.

e) La Règle du Tiers-Ordre régulier de S.-François, approuvée jadis par Léon X, a été adaptée au Code et modifiée le 4 octobre 1927 par la Const. *Rerum conditio*, A. A. S., XIX, 361-367.

6° Associations, Confréries, Tiers-Ordres. — *a*) La condamnation de l'*Action française* a été l'un des actes les plus retentissants du pouvoir suprême. C'est par une lettre autographe de Pie XI au cardinal) Andrieu (5 janvier 1927) que fut communiqué le décret du S. Office du 29 décembre 1926. Il fut bientôt suivi (9 mars) des réponses pratiques de la Pénitencerie sur les nombreux cas de conscience posés par cette

condamnation. Le 16 novembre 1928 enfin, la Pénitencerie réservait au Saint-Siège le péché commis par tout confesseur qui absoudrait un adhérent obstiné de l'Action française. Voir p. 36-37. A. A. S., XVIII, 517 et 526 ; XIX, 5-8, 157 ; XX, 398-399.

b) L'association appelée *Les Amis d'Israël* a été supprimée par le S. Office le 25 mars 1928, et défense a été faite d'écrire ou éditer des brochures ou livres en sa faveur. A. A. S., XX, 104.

c) Deux motu proprio du 24 juin 1929 concernent les œuvres missionnaires pontificales : Œuvre de la Propagation de la Foi, Œuvre de la Sainte-Enfance, Œuvre de Saint-Pierre Apôtre. Le premier coordonne entre elles ces trois œuvres ; le second fixe les statuts de l'Œuvre de Saint-Pierre-Apôtre. A. A. S., XXI, 342-349. On en trouvera la traduction française dans la *Documentation catholique* du 9 novembre 1929, col. 771-778.

d) Une déclaration de l'Œuvre de la Propagation de la Foi, en date du 9 juillet 1928, invite tous les religieux à s'intéresser — comme tous les autres — avant toute œuvre missionnaire particulière, à la grande œuvre pontificale de la Propagation de la Foi, et au succès de la journée missionnaire du mois d'octobre.

Ils doivent s'abstenir de tout procédé qui pourrait nuire à cette œuvre, par exemple, de fonder d'autres œuvres à but particulier que l'on pourrait confondre avec elle.

Ces œuvres attireraient les ressources à ses dépens et en empêcheraient le développement. Sous ces réserves l'Œuvre déclare volontiers « se nolle impedire quominus Instituta missionalia ab amicis et benefactoribus stipem conquirant pro suarum missionum necessitatibus » ; mais elle espère bien que les Instituts recommanderont l'Œuvre elle-même à leurs amis et bienfaiteurs, et les y feront inscrire. A. A. S., XX, 266-267.

e) Pour faciliter l'inscription des religieux et religieuses dans l'Œuvre de la Propagation de la Foi, la Propagande a pris les mesures suivantes :

Sodales religiosi, sive viri, sive mulieres, Ordinum illorum vel Congregationum, quorum quarumve aliquot membra in locis Missionum ad evangelizandos infideles operam rite conferunt, omnibus favoribus pro adscriptis Pontificio Operi [a Prop. Fidei] concessis frui poterunt dummodo quotidie statutas preces recitaverint, id est semel *Pater* et *Ave*, addita invocatione : *Sancte Francisce Xaveri, ora pro nobis.* — Sodales vero ceterorum Ordinum vel Congregationum, ut iisdem favoribus frui possint, et ipsi dictas preces recitare tenebuntur, et insuper domus religiosa, in qua degunt, aliquam eleemosynam Pontificio Operi quotannis conferre debebit pro Dei amore atque animarum. C. de Prop., 1er fév. 1928, A. A. S., XX, 109-110.

f) *Les Chevaliers du S.-Sépulcre* n'ont plus de grand'maître, mais dépendent uniquement comme l'Œuvre de la Préservation de la foi dans les lieux saints, du patriarche de Jérusalem « pro tempore ». Ce dernier est recteur et administrateur perpétuel de l'Ordre. Bref du 6 janv. 1928. A. A. S., XX, 68-70.

Voir aussi, sur cet Ordre, le décret de la Consistoriale du 5 août 1931, A. A. S., XXIII, 385-387.

g) L'association dite *Catholica unio,* de Fribourg, dont le but est d'aider les vocations de prêtres orientaux, a été approuvée — ainsi que ses statuts modifiés — en 1930. Cong. Or., 6 janv. 1931, A. A. S., XXIII, 162-164.

h) Sanation a été accordée pour toutes les vêtures et professions invalides dans le *Tiers-Ordre séculier de S.-François* jusqu'au 23 juillet 1928. Rescrit du 23 juill. 1928, *Ami du Clergé*, 1928, p. 771.

LIVRE TROISIÈME

DES CHOSES

I. Bibliographie.

N. Hilling, *Das Sachenrecht des C. I. C.*, in-8° de viii-393 p., Fribourg-en-B., Waibel, 1928.

B. H. Merkelbach, *Quaestiones de embryologia et de ministratione baptismatis*, in-8° de 88 p., Liége, *La Pensée catholique*, 1927 ; F. M. Cappello, *De poenitentia*, 2° éd., in-8° de xii-922 p., Turin, Marietti, 1929 ; P. Merkelbach, *Quaestiones de poenitentiae ministro ejusque officiis*, in-8° de 118 p., Liége, 1928 ; P. Chrétien, *De poenitentia quaedam quaestiones*, in-8° de 150 p., Metz, Imprimerie lorraine, 1929 ; E. Jombart, *Le Sacrement de l'Ordre*, notions canoniques et morales, in-12 de 132 p., Paris, Spes, 1931.

A. Esmein et R. Genestal, *Le mariage en droit canonique*, t. I, in-8° de 478 p., Paris, Sirey, 1929 ; G. Le Bras, art. *Mariage*, dans le *Dict. théol. cath.*, t. IX, col. 2123-2317 ; A. Knecht, *Handbuch des katholischen Ehenrechts*, in-8° de xi-812 p., Fribourg-en-B., Herder, 1928 ; I. B. Ferreres, *Los esponsales y el matrimonio, según la disciplina del Código canonico*, 7e éd., in-12 de xii-575 p., Madrid, Razón y Fe, 1927 ;

A. Gougnard, *Tractatus de matrimonio,* 7e éd., in-8°, de viii-582 p., Malines, Dessain, 1931; A. de Smet, *Compendium de sponsalibus et matrimonio,* in-8° de xxx-438 p., Bruges, Beyaert, 1927; A. Martin, *Memento canonique du mariage* (en deux tableaux de 1 m. × 0 m. 40), Rennes, Bahon-Rault, 1929; F. Ter Haar, *De matrimoniis mixtis eorumque remediis,* in-8° de viii-196 p., Turin, Marietti, 1931; C. Viglino, *Ultime sentenze della S. R. Rota sull' impotenza al matrimonio,* in-8° de 13 p., Rome, Diritto ecclesiastico, 1926; A. Gemelli, *De conceptus impotentiae coeundi definitione, sub respectu medicinae pastoralis*, in-8° de 52 p., Milan, Vita e Pensiero, 1927; L. Cornaggia Medici, *Dell' essenza del matrimonio*, in-8° de 48 p., Rome, 1928; René Le Picard, *La Communauté de la vie conjugale, obligation des époux,* in-8° de xxviii-468 p., Paris, Sirey, 1930; *Le Divorce,* in-8° de xxiv-242 p., Paris, Assoc. du Mar. chrétien, 1928; G. Stocchiero, *Il matrimonio in Italia*, in-12 de 490 p., Vicenza, 1929.

F. Blanco Nájera, *Derecho funerat,* in-8° de vii-629 p., Madrid, Editorial Reus, 1930; M. Pistocchi, *De re beneficiali,* in-8° de 502 p., Turin. Marietti, 1928; W. J. Doheny, *Church Property . Modes of acquisition,* in-8° de 117 p., Washington, Univ. cath., 1927; M. Lesne a publié le troisième et dernier fascicule du tome II (in-8° de vi-184 p., Lille, 1928) de son grand ouvrage sur l'*Histoire de la propriété ecclésiastique en France;* W. A. Ferry, *Stole Fees,* in-8° de viii-107 p., Washington, U. C., 1930; S. di Angelo, *Tasse e pensioni nel codice di diritto canonico,* in-12 de 130 p., Turin, 1927; E. de Saint-Palais d'Aussac, *Le droit de dépouille* (jus spolii), in-8° de 244 p., Paris, A. Picard, 1930; G. Stocchiero, *Enti e beni ecclesiastici in Italia*, in-12 de viii-568 p., Vicenza, 1929.

II. Réponses et décisions.

C. 788. — Ita intelligendus est ut Sacramentum confirmationis in Ecclesia latina ante septimum circiter ætatis annum conferri non possit, nisi in casibus de quibus in eodem canone. Com. Int., 16 jun. 1931, A. A. S., XXIII, 353.

C. 804, § 2. — Parochi et rectores ecclesiarum in sua quisque ecclesia ad celebrandum Missae sacrificium sacerdotes ne admittant nici sint; juxta praescriptum c. 804, § 2, ecclesiastica veste induti, veste nempe de qua in c. 811, § 1. C. Conc., 28 jul. 1931, A. A. S., XXIII, 337.

C. 811, § 1. — Congr. Concilii sacerdotes graviter monet ut religiosissime servent praescriptum, c. 811, § 1...; curandum est ut sacerdotes utantur etiam in sacramentis publice ministrandis veste convenienti quae ad talos pertingat. C. Conc., 28 jul. 1931, A. A. S., XXIII, 337.

C. 822, § 4. — Voir au can. 869.

C. 838. — Voir au can. 622, § 4.

C. 845, § 2. — Diaconus, sacram communionem ad normam canonis 845 § 2 ministrans, potest et debet in fine ritus benedictionem manus impertire juxta Rituale romanum, tit. IV, cap. II, n. 10. Com. Int., 13 juil. 1930, A. A. S., XXII, 365.

C. 847. — Judex causae justae et rationabilis, prout ex canone 847 requiritur ut Sacra communio privatim ad infirmos deferatur, non est quilibet sacerdos ministrans, sed tantum Ordinarius loci. Mens est : si ex communi experientia et opinione nullum in dioecesi aut in aliquo particulari loco adsit inconveniens pro privata delatione Sacrae Communionis ad infirmos, ab Ordinariis cavendum est ne per regulas nimis praefinitas aut generales praecipientes publicam delationem, vel per reservationem sibi factam dandi

veniam in singulis casibus deferendi privatim Sacramentum Eucharistiae, praepediatur infirmis solatium communionis etiam quotidianae. C. de Sacr., 5 janv. 1928, A. A. S., XX, 81.

La réponse est suivie dans les *Acta* d'annotations du Secrétaire, p. 82-83. « Ejusmodi Ordinariorum jus, authentice a C. de Sacr. (20 dec. 1912) recognitum, neque expresse, uti clare patet, neque tacite per canonem 849, qui specie tenus Ordinariorum juri contrarius videtur, a Codice revocatum fuisse dicendum est. Hic enim canon sarta tactaque sacri principatus jura supponit. Unde si locorum Ordinarii, accedentibus justis et rationabilibus causis, sive ordinis generalis sive ordinis particularis, in universa, vel in aliqua dioecesis parte dijudicaverint locum esse exceptioni in citato canone contentae[1], cessat jus parochi a canone 848 § 1 statutum, et jus oboritur cujuslibet sacerdotis, ad normam can. 849, § 1... R^mi locorum Ordinarii, prudentia et caritate quibus pollent, reverentiam sanctissimo Eucharistiae Sacramento debitam cum infirmorum, praesertim pauperum, necessitatibus, duce aequitate, rite componant ».

C. 866. — Contrairement à ses décisions du 31 oct. 1922 et du 14 avril 1924, la Congr. de l'Eglise orientale, dans une lettre du 25 mars 1925 publiée par la *Revue des sciences religieuses* (Strasbourg), 1928, p. 166, a déclaré que le canon 866 était applicable aux fidèles des divers rites orientaux. Ils peuvent donc, eux aussi, satisfaire au précepte pascal, en communiant dans un autre rite que le leur.

C. 869. — Fideles in montanis pagis habitantes, non valentes ea die ecclesiam petere, quoties ad infirmos Sacra Eucharistia deferatur, possunt, ad normam can. 869, juncto canone 822 § 4, sacra synaxi

1. Praesertim si in aliqua paroecia *plures* mala affecti valetudine, qui domo egredi nequeant, sacram communionem ob devotionem petant, vel aliquis petat *frequenter* (C. de Sacr., 20 dec. 1912).

refici in loco sacro, vel etiam, cum agatur de re tam sacra, in loco decenti et honesto qui in itinere exstet, dummodo Ordinarius loci id concedat ad normam cit. praescriptionis, scilicet pro singulis casibus et per modum actus. C. de Sacr., 5 janv. 1928, A. A. S., XX, 79. Ce locus decens et honestus peut être la maison d'un malade, si les conditions susdites sont réalisées (ib., ad 2um).

Cette réponse est suivie dans les *Acta* d'annotations du Secrétaire, p. 80-81. Nous y relevons que, par application du c. 199, § 1, l'Ordinaire peut déléguer (v. g. au curé) les pouvoirs qu'il tient du canon 822, § 4, en ayant soin d'expliquer en quoi consiste la *justa et rationabilis causa*, ainsi que le *casus extraordinarius* dudit canon.

C. 882. — Absolutio in periculo mortis secundum c. 882 limitatur ad forum internum, et non extenditur etiam ad forum externum. Com. Int., 28 déc. 1927, A. A. S.,XX, 61.

C. 909 et 910. — Sacramentum Confessionis administrari potest iis qui in domo infirmi versantur, et debet iis qui aetate sunt provecti vel morbo laborant [agebatur in casu de fidelibus in montanis pagis habitantibus, quoties ad infirmos Eucharistia deferatur] : servatis tamen servandis ad norman cc. 910, §§ 1 et 2, et 909, §§ 1 et 2. C. de Sacr., 5 janv. 1928, A. A. S., XX, 79.

C. 914. — Episcopus, plures regendas dioeceses habens, non potest in earum altera jure proprio in aliam diem transferre benedictionem papalem Paschati Resurrectionis adnexam, de qua in dicto canone. Com. Int., 17 fév. 1930, A. A. S., XXII, 195.

C. 955, § 1. — Voir au c. 111, § 2.

C. 958, § 1, n. 4. — Voir au c. 310, § 2.

C. 1101, § 1. — Les six jours de retraite prescrits avant les ordres sacrés peuvent-ils être réduits à trois (ou moins) par l'Ordinaire, si tous les ordres sacrés

sont conférés à très peu d'intervalle? Voici la réponse de la Congrégation des Sacrements :

Si qui intra semestre, vel etiam spatio unius mensis ad plures ordines majores promovendi sint, Ordinarius poterit exercitiorum spiritualium tempus pro ordinatione ad diaconatum reducere, non tamen infra tres integros dies. Si vero sacri ordines sive beneplacito apostolico, sive decreto Episcopi ad norman can. 1006, § 3, gravi interveniente causa, servatis tamen servandis, paresertim cann. 975-978, distinctis et subsequentibus vel proximis diebus, alicui conferantur, ita ut tempus non suppetat servandi praescriptum can. 1001, § 1, praemissis semper sacro ordini qui primus erit conferendus, spiritualibus exercitiis saltem per sex integros dies, ceteris ordinibus, si fieri poterit, judicio Episcopi, ad norman can. 1001, § 2, una saltem dies spiritualis recessus praemittatur. Cong. de Sacr., 27 avril-1er mai 1928, A. A. S., XX, p. 359-360. Cette réponse est suivie dans des *Acta* (p. 360-362) des *Animadversiones* du Secrétaire de la Congrégation.

C. 1045, § 3. — Verba *pro casibus occultis*, c. 1045, § 3, non intelligenda sunt tantum de impedimentis matrimonialibus natura sua et facto occultis, sed etiam de impedimentis natura sua publicis et facto occultis. Com. Int., 28 déc. 1927, A. A. S., XX, 61.

C. 1078. — Impedimentum publicae honestatis non oritur ex solo actu, ut aiunt, civili inter eos de quibus in can. 1099, § 1, independenter a cohabitatione. Com. Int., 12 mars 1929, A. A. S., XXI, 170.

C. 1096, § 1. — 1. Vicarius cooperator qui ad normam c. 1096, § 1, a parocho vel loci Ordinario generalem obtinuit delegationem assistendi matrimoniis, alium determinatum sacerdotem subdelegare potest ad assistendum matrimonio determinato. Com. Int., 28 déc. 1927, A. A. S., XX, 62.

2. Parochus vel loci Ordinarius qui ad norman c. 1096, § 1, sacerdotem determinatum delegaverit ad assistendum matrimonio determinato potest ei etiam

licentiam dare subdelegandi alium sacerdotem determinatum ad assistendum eidem matrimonio. Com. Int., 28 déc. 1927, A. A. S., XX, 62.

C. 1098. — 1. Ita intelligendus est ut referatur tantum ad *physicam* parochi vel Ordinarii loci absentiam. Com. Int., 10 mart. 1928, A. A. S., XX, 120.

2. Ad *physicam parochi vel Ordinarii absentiam*, de qua in interpretatione diei 10 mart. 1928, referendus est etiam casus quo parochus vel Ordinarius, licet materialiter praesens in loco, ob grave tamen incommodum celebrationi matrimonii assistere nequeat requirens et excipiens contrahentium consensum. Com. Int., 25 jul. 1931, A. A. S., XXIII, 288.

C. 1099, § 2. — 1. *Ab acatholicis nati*, de quibus in hoc canone, dicendi sunt etiam nati ab alterutro parente acatholico, cautionibus quoque praestitis ad normam cc. 1061 et 1071. Com. Int., 20 jul. 1929, A. A. S., XXI, 573.

2. Sub verbis ab acotholicis nati, comprehenduntur etiam nati ab apostatis. Com. Int., 17 feb. 1930, A. A. S., XXII, 195.

3. Interpretatio diei 20 jul. 1929 est declarativa, non extensiva. Com. Int., 25 jul. 1931, A. A. S., XXIII, 228.

C. 1102, § 1. — Hoc canone revocata est facultas, alicubi a S. Sede concessa, passive assistendi matrimoniis mixtis illicitis. Com. Int., 10 mart. 1928, A. A. S., XX, 120.

C. 1116. — Vi hujus canonis, per subsequens parentum matrimonium legitima non efficitur proles ab eisdem genita detentis impedimento aetatis vel disparitatis cultus, quod cessaverit tempore initi matrimonii. Com. Int., 6 dec. 1930, A. A. S., XXIII, 25.

C. 1127. — Mulier quae a protestantismo ad sinum catholicae ecclesiae confugere cupit, ad novas nuptias *post baptismi sub conditione reiterationem* contra-

hendas[1], uti potest privilegio Paulino, interpellato tamen priore viro pagano. C. de Prop., 16 jul. 1926, *Ami du Clergé*, 1928, p. 770.

C. 1166, § 2. — Jejunium in consecratione ecclesiae, de quo in hoc canone, moderandum est secundum communem legem jejunii ecclesiastici. Com. Int., 20 jul. 1929, A. A. S., XXI, 573.

C. 1169. — Un décret *De sacrarum campanarum usu* prescrit aux curés et recteurs d'église de se conformer audit canon « requisita etiam tempestive et habita proprii Ordinarii licentia, si, gravi ex causa, sacrae campanae in usum non stricte religiosum sint quandoque adhibendae ». C. Conc., 20 mart. 1931, A. A. S., XXII, 129-130.

Can. 1205, § 2. — Intelligendus est etiam de ossibus ita ut haec quoque sepeliri interdicantur in ecclesiis. C. Conc., 10-13 dec. 1927, A. A. S., XX, 261-264.

C. 1214, § 1. — Non potest tolerari praxis statuendi per testamentum voluntatem transferendi proprias exuvias e communi caemeterio in aliquam ecclesiam post aliquod temporis lapsum a morte, et episcopus prudenter praxim removere curet. C. Conc., 10-13 dec. 1927, A. A. S., XX, 261-264.

C. 1221. — Praescriptum hujus canonis non extenditur ad postulantes et ad alumnos scholarum apostolicarum in religionibus. Com. Int., 20 jul. 1929, A. A. S., XXI, 573.

C. 1230, 7°. — Parocho ecclesiae suburbanae jus exclusivum competit sepulturae ecclesiasticae sui paroeciani qui sepulchrum habet in municipali caemeterio [civitatis finitimae], vel qui tumulationem ibidem elegit, etiamsi paroecia suburbana suum proprium caemeterium habeat. C. Conc., 12-20 nov. 1927, A. A. S., XX, 142-145.

1. La Congrégation suppose donc qu'elle est *douteusement* baptisée.

C. 1245, § 2. — Habetur magnus populi concursus etiam per extraordinarium concursum fidelium unius tantum parocciae ad festum in ecclesia celebrandum. Com. Int., 12 mart. 1929, A. A. S., XXI, 170.

C. 1255. — Repraesentari non potest Spiritus Sanctus sub forma humana, sive cum Patre et Filio, sive seorsim. S. O., 14-15 mart. 1928, A. A. S., XX, 103.

C. 1294. — Conformément au can. 1294 la Cong. des Rites a répondu, le 31 mai 1930, en ce qui concerne les *processions* en usage, qu'il appartient à l'Ordinaire seul de décider leur maintien ou leur suppression. Il s'agissait, dans l'espèce, de pieuses confréries laïques, allant visiter les reposoirs ou tombeaux au matin du Vendredi Saint, et portant en procession une statue de Notre-Dame de Pitié et les emblèmes de la Passion. A. A. S., XXII, 361.

C. 1363, § 1. — Filii legitimati per subsequens parentum matrimonium habendi sunt uti legitimi ad effectum de quo in canone 1363, § 1. Com. Int., 13 jul. 1930, A. A. S., XXII, 365.

C. 1365, § 2. — Vehementer vos (Ordinarios) obsecramus ut singuli unum aliquem saltem e sacerdotibus vestris deligendum curetis, qui, orientalibus disciplinis probe eruditus, easdem Seminarii alumnis opportune tradere sit paratus. Encycl. *Rerum orientalium :* de studiis rerum orientalium provehendis, 8 sept. 1928, A. A. S., XX, 277-288.

C. 1377. — Non obstante praescriptione in Encyclica *Pascendi* contenta, nec declaratione a Cong. de Sem. reddita die 29 april. 1927, adjunctis omnibus perpensis, laici qui statum curriculum in scholastica philosophia antea non elaboraverint, admitti possunt ad studium juris canonici, ut valide lauream consequantur. C. de Sem., 29 mart.-11 april. 1928, A. A. S., XX, 157.

C. 1386, § 1. — Les prêtres ont besoin de la permission de leur Ordinaire pour faire partie des

Comités de rédaction, des Conseils de surveillance, et autres Conseils analogues de journaux politiques. Rép. du Cal Gasparri à Mgr Pelt, 3 nov. 1928, dans le *Bulletin ecclésiastique de Strasbourg*, du 15 déc. 1928.

C. 1396. — 1. Decreta damnationis librorum et diariorum a S. Officio edita, et speciatim prohibitio ac paenae irrogatae in illam factionem quam dicunt « Action française », omnes cujuscumque ritus fideles attingunt, seu eodem modo obligant, quippe quae potius quam disciplinam, directe spectent doctrinam Ecclesiae : et ideo libri a Sede apostolica damnati *ubique locorum et in quodcumque vertantur idioma* prohibiti censentur. Cong. Or., 26 mai 1928, A. A. S., XX, 195-196.

2. Un nouvel Index des livres défendus, revu et publié par ordre de Sa Sainteté Pie XI, a paru en novembre 1929. Il donne la liste complète des livres condamnés par décrets spéciaux jusqu'au 7 juin 1929, date de la lettre-préface du cardinal Merry del Val.

C. 1410. — Voir au can. 395.

C. 1480. — Reditus intercalares sive civiles sive naturales distribuendi sunt in Italia [cf. Concord., art. 26, § 1] juxta annum solarem seu civilem. C. Conc., 20 nov. 1930, A. A. S., XXXII, 16.

C. 1513, § 2. — Verbum *moneantur* est praeceptivum, et non tantum exhortativum. Com. Int., 17 fév. 1930, A. A. S., XXII, 196.

C. 1515-1517. — Voir la cause résolue par la Cong. du Concile le 23 avril 1927, A. A. S., XX, 362-364.

C. 1532. — Vi hujus canonis requiritur licentia S. Sedis ad alienandas per modum unius plures res ecclesiasticas ejusdem personae, quae simul sumptae valorem excedunt triginta millium libellarum seu francorum. Com. Int., 20 juil. 1929, A. A. S., XXI, 574.

C. 1551. — Lorsque, dans un testament avec charge de messes, le testateur a déterminé en premier

lieu le nombre de messes à célébrer, et en second u seulement les revenus sur lesquels devaient être pris les honoraires, les héritiers sont tenus de faire dire le nombre de messes déterminé; et, si la somme léguée est devenue insuffisante, ils doivent y ajouter le complément nécessaire. C. Conc., 21 mai 1927 (appr. par le Souv. Pontife), A. A. S., XXI, 116-119.

III. — Documents complémentaires.

1° Eucharistie. — *a*) Instruction de la Cong. des Sacrements sur les défauts à éviter et les règles à observer relativement à la matière de l'Eucharistie, à l'administration et à la réception de ce sacrement, à la Sainte Réserve pendant les trois derniers jours de la Semaine Sainte (26 mars 1929, A. A. S., XXI, 631-642).

« 1. Ordinarii, attentis animadversionibus, praeceptis, et decisionibus supra expositis, ea quamprimum statuant, sedulissime servanda a Rectoribus ecclesiarum, et sub horum ductu ab aliis altari inservientibus, ut omne nullitatis periculum a Sacrificio altaris amoveatur, et omnis irreverentiae occasio arceatur.

2. Curent proinde ne in singulis dioecesibns vel civitatibus aut oppidis, pro natura locorum, idoneae desint personae, omnique suspicione majores, praesertim religiosi utriusque sexus sodales, a quibus ecclesiarum rectores utramque Sacrificii et Eucharistici Sacramenti materiam, nisi apud se habeant, comparare possint, tuta conscientia adhibendam.

3. Item circa ea quae hostiarum confectionem spectant, iidem rectores advigilare debent, ne in istis fragmenta facile haerentia maneant, efficiantque ut, antequam Missa litetur, caute ac sedulo ea amoveantur, et saltem cribro leviter excutiantur, si ingens hostiarum numerus parandus erit.

4. Pervigilem adhibeant ipsi curam ut hostiae nonnisi recenter confectae consecrentur, et sacrae particulae, in pyxide adservatae, frequenter renoventur (*Codex*, c. 1272,

et *Rit. Rom.*, Tit. IV, cap. I, n. 7); ad quem finem studeant ut tabernacula, ubi sacra collocatur Eucharistia, quantum fieri poterit, ab humido vel a nimio rigido aere sint defensa : humore siquidem exstante, facile hostiae marcescunt, algore autem friabiles fiunt.

5. In diribenda fidelibus sacra Communione, praeter, ante communicantes extensum, linteum albi coloris, juxta rubricas Missalis, Ritualis, et Caeremonialis Episcoporum, patina erit adhibenda, argento aut metallo inaurato confecta, nullimode tamen artificiosa arte intus exsculpta, quae ab ipsis fidelibus subter eorum mentum erit apponenda, excepto casu, quo sacra Eucharistia ab Episcopo ministratur, vel a Praelato Pontificalibus utente, vel in Missa solemni, adstante sacerdote vel diacono, qui patenam subter communicantium mentum teneat[1].

6. Monendi sedulo erunt fideles ne, dum suo apponunt mento patinam, et Sacerdoti dein tradunt, aut alteri fideli eam porrigunt, ita eamdem flectant aut invertant, ut, si quae adsunt, fragmenta decidant et disperdantur.

7. Fragmenta autem quae in patina post sacram fidelium Communionem exstabunt, quoties haec intra Missam fuerit diribita, in calicem sedulissime, digiti ope, injiciantur ; in pyxidem vero, si extra Missam sacra Synaxis a fidelibus recipiatur.

Mens autem Sacrae Congregationis non est eas reprobare patinas, cujusmodi demum sint formae, quae modo adhibentur quibusdam in Ecclesiis, dummodo ex metallo sint confectae, et intus non sculptae, quaeque sint aptae sacris fragmentis colligendis.

8. Ordinarii denique satagant ut ecclesiarum rectores diligentissime munda servent altaria, una cum sacris supellectilibus, illa praesertim quae sacris Speciebus excipiendis inserviunt, et sciant super observantia praefatarum praescriptionum graviter onerari eorum conscientiam.

9. Quoad asservandas sacras particulas, infirmis ministrandas postremo hebdomadae sanctae triduo, Ordinarii

1. Rien ne s'oppose à ce que le plateau métallique soit tenu par un acolyte ou par le servant de messe (réponse du 15 oct. 1930, à l'évêque de Grenoble).

locorum perspectam habeant Rubricarum et Decretorum Sacrae Congregationis Rituum intentionem; scientes easdem asservari non ad publicam venerationem, imo hanc prohiberi; tamen magnopere satagendum esse, ut Eucharistiae Sacramento, habita in primis ratione loci, non desit obsequium congruentis honoris et decoris.

Emi Patres praeterea mandarunt ut locorum Ordinarii, intra annum a recepta hac Instructione, S. H. Congregationem certiorem reddant de his quae decernere censuerunt, in executionem praescriptionum heic contentarum, et ad abusus forte inolitos convellendos.

In Audientia die 26 martii 1929 Ssmus D. N. Pius Pp. XI, eamdem Instructionem approbavit atque edi jussit, mandans ut mittatur ad omnes locorum Ordinarios et Praelatos regulares, ad hoc ut sacerdotibus et religiosis sodalibus respective eam ipsi communicent.

b) Distribution de la communion à plusieurs malades habitant, dans la même maison, des chambres séparées.

Quando sacra communio distribuitur pluribus infirmis qui in eadem domo, vel in eodem hospitali, sed in distinctis cubiculis degant, sacerdos vel diaconus ministrans, in primo tantum cubiculo recitet plurali numero omnes preces ante infirmorum communionem dicendas (Rit. Rom,, tit. IV, cap. 4); in aliis autem cubiculis dicat tantummodo preces : *Misereatur... Indulgentiam... Ecce Agnus...* semel *Domine non sum... Accipe* (vel *Corpus...*); et in ultimo cubiculo addat versum : *Dominus vobiscum* cum suo responsorio et cum sequente oratione plurali numero dicenda : *Domine sancte...*, ibique, si qua particula consecrata superfuerit, benedictionem eucharisticam impertiatur, ac tandem reliquas preces praescriptas in Ecclesia de more persolvat. C. Rit., 9 janv. 1929, A. A. S., XXI, 43.

2° Pénitence. — Est réservé au Saint-Siège le péché commis par un confesseur qui donnerait l'absolution à un adhérent obstiné de l'*Action française*.

Peccatum confessariorum sacramentaliter absolventium

quos quomodocumque noverint factioni « L'Action Française » actu adhaerentes quique ab ipsis, uti tenentur, moniti, ab ea se retrahere renuant, Sanctae Apostololicae Sedi reservatur. — Hujus reservationis ea vis est ut in illis quoque casibus, in quibus juxta canonicas dispositiones quaevis reservatio cessat, onus adhuc remaneat praedictis sacerdotibus ad S. Poenitentiariam recurrendi, sub poena excommunicationis specialiter Sanctae Sedi reservatae intra mensem a die obtentae sacramentalis absolutionis, vel postquam convaluerint si aegroti, et standi ejus mandatis. Poenit., 16 nov. 1928, A. A. S., XX, 398-399.

3° Indulgences. — *a*) Un décret de la Pénitencerie, du 22 février 1929, a officiellement approuvé comme seule authentique la *Collectio precum piorumque operum*, contenant les prières et œuvres pies indulgenciées par le Saint-Siège de 1899 à 1928. Ce recueil fait suite à la *Raccoltà di orazioni e pie opere,* éditée par la Congrégation des Indulgences en 1898.

In audientia... die 4 janv. 1929 concessa, Pius PP. XI collectionem hanc approbavit et confimavit, et, abrogatis generalibus Indulgentiarum concessionibus post dictum annum (1898) factis et in eadem collectione non relatis, ipsam tantum uti authenticam haberi mandavit. S. Paen., 22 fevr. 1929, A. A. S., XXI, 200.

b) Le Souverain Pontife a publié le 8 mai 1928 l'encyclique *Miserentissimus* sur le devoir de la réparation. A. S. S., XX, 165-188 Dans cette encyclique il élève au rite double de 1re classe *avec octave* la fête du Sacré-Cœur et prescrit que chaque année, dans toutes les églises, on récite solennellement le jour de cette fête l'Acte de réparation au Cœur de Jésus dont il donne le texte (texte latin, p. 177; texte français, p. 181-182). Cet acte de réparation a été enrichi le 1er juin 1928 (A. A. S., XX, 207) des indulgences suivantes :

Sept ans et sept quarantaines pour ceux qui assistent à la récitation publique de cet acte et des litanies du Sacré-Cœur; indulgence plénière pour ceux qui y ajoutent la confession et la communion ; pour la récitation privée, 300 jours chaque fois, et indulgence plénière une fois par mois, si à la récitation quotidienne on ajoute la confession, la communion et une visite à une église ou oratoire public.

c) Pour éviter une fausse interprétation de l'indulgence *toties quoties* attachée aux Crucifix, la Pénitencerie (23 juin 1929) a fait publier de nouveau aux *Acta* un décret du S. Office du 10 juin 1914.

De ce décret il résulte que « tout fidèle, à l'article de la mort, baisant ou touchant un de ces crucifix, même ne lui appartenant pas, peut gagner une indulgence plénière, pourvu que confessé et communié — ou du moins contrit, si la confession et la communion lui sont impossibles — il invoque dévotement, de bouche si possible sinon de cœur, le nom de Jésus, et reçoive patiemment la mort de la main de Dieu, comme le châtiment du péché ». A. A. S., XXI, 510.

d) D'une déclaration de la Pénitencerie (13 janvier 1930), il résulte qu'après avoir gagné l'indulgence de la Portioncule dans une église le 2 août, on peut la gagner de nouveau le dimanche suivant dans une autre église, si, pour cette église, le gain de cette indulgence a été légitimement renvoyé à ce dimanche. Cette même déclaration précise que la récitation de six *Pater, Ave* et *Gloria* sont nécessaires au gain de cette indulgence, et qu'on ne peut pas leur substituer d'autres prières équivalentes (13 janvier 1930). A. A. S., XXII, 43.

e) Cette dernière prescription a été étendue, par un décret du 5 juillet 1930, à toutes les indulgences plénières *toties quoties* (v. g., celles du 2 novembre, celles du Rosaire) analogues à celles de la Portion-

cule, et pour lesquelles est prescrite la visite de quelque église ; désormais, il sera donc toujours nécessaire et suffisant de réciter comme prières six *Pater*, *Ave* et *Gloria,* au cours de ces visites. Cette prescription ne s'applique pas d'ailleurs aux autres indulgences plénières, pour lesquelles on pourra se contenter, suivant l'opinion commune, de cinq *Pater, Ave* et *Gloria,* ou d'autres prières équivalentes. A. A. S., XXII, 33.

f) On a demandé à la Pénitencerie si les fidèles de rite ruthène gagnaient les indulgences attachées à la récitation du rosaire, bien que la Salutation angélique, dans leur rite, ne fût pas identique à celle du rite latin, et mentionnât brièvement, à la fin, le mystère médité. La Pénitencerie n'a pu répondre que par la négative, mais le Souverain Pontife a accordé par indult aux Ruthènes que ces mêmes indulgences puissent être gagnées par eux sans rien changer aux formules en usage (29 avril 1930). A. A. S., XXII, 292. Un indult analogue a été accordé aux fidèles du rite byzantin slave le 31 janv. 1931. A. A. S., XXIII, 88.

g) Des indulgences ont été attachées à une prière adressée à sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus pour le retour des Russes orthodoxes à l'Unité catholique (19 août 1929), et à trois invocations en russe (27 mai 1929). A. A. S., XXI, 643 et 644. L'invocation : *Regina Apostolorum, ora pro nobis,* a été également enrichie de 300 jours d'indulgence. Pen., 20 nov. 1930, A. A. S., XXIII, 23.

h) Une indulgence plénière aux conditions ordinaires a été accordée aux clercs dans les ordres sacrés qui réciteront tout leur office, même *per partes,* devant le saint sacrement exposé ou renfermé dans le tabernacle (23 oct. 1930). A. A. S., XXII, 493. Cette même indulgence a été étendue le 5 déc. 1930 « ad moniales aliasque omnes pias mu-

licres in communitate viventes, quae ex proprii Instituti constitutionibus ad quotidianam divini Officii recitationem tenentur ». A. A. S., XXIII, 23.

i) Une lettre apostolique du 12 mars 1930 a accordé des indulgences à ceux qui donnent et à ceux qui reçoivent l'enseignement de la doctrine chrétienne.

Indulgence plénière deux fois par mois, aux conditions ordinaires, à tous ceux qui, au moins deux fois par mois, auront enseigné la doctrine chrétienne (ou reçu cet enseignement) pendant au moins vingt minutes; indulgence partielle de 100 jours à chaque séance.

Cette concession abroge d'autres indulgences accordées par Paul V et Clément XII. A. A. S., XXII, 343.

j) Dans un décret du 25 mars 1931, la Pénitencerie a précisé les conditions dans lesquelles les malades pourront gagner désormais les indulgences du chemin de la croix.

Ut infirmi qui pium exercitium Viae Crucis nec in forma ordinaria nec in forma statuta a Clemente XIV (26 janv. 1773 : per recitationem scilicet viginti *Pater, Ave et Gloria*), absque gravi incommodo vel difficultate peragere valeant, omnes et singulas indulgentias, eidem pio exercitio quomodocumque adnexas, lucrari possint vel osculando vel etiam tantum intuendo, cum affectu et animo contrito, in aliquem Crucifixum ad hoc benedictum, cis vel a sacerdote vel ab aliqua alia persona exhibitum, et recitando brevem aliquam orationem vel precem jaculatoriam in memoriam Passionis et mortis Jesu Christi Domini nostri. A. A. S., XXIII, 167.

4° Ordre. — *Instructio ad locorum Ordinarios de scrutinio alumnorum peragendo antequam ad ordines promoveantur.* C. de Sacr., 20 mart. 1931, A. A. S., XXIII, 120-129.

§ 1. — *De Ordinariorum munere sedulo scrutandi mores candidatorum ante Ordinationem.*

1. Quam ingens Ecclesiae atque animarum saluti detrimentum inferant qui, divina destituti vocatione, sacerdotale ministerium inire praesumunt, angelicis ipsis humeris formidandum, neminem profecto fugit. Unde qui a Spiritu Sancto sunt positi regere Ecclesiam Dei, ad plurima atque ingentia avertenda mala ab ipsa Ecclesia atque a christifidelibus, sedulissimam adhibeant curam oportet, ne tanti ministerii aditus illis pateat, quibus, ob defectum sacerdotalis vocationis, aptandum est illud Christi Domini : « Amen, amen dico vobis : qui non intrat per ostium in ovile ovium sed ascendit aliunde, ille fur est et latro » (Joann., X, 1).

Haec Sacra Congregatio de Disciplina Sacramentorum, quae vi can. 249 § 3 competens est in causis, quibus agitur de nullitate sacrae Ordinationis aut onerum eidem adnexorum, in iisdem agitandis, rem, ut plurimum, esse animadvertit de sacerdotibus querelam moventibus adversus sacram Ordinationem, qui, etsi probare non valeant se vi aut gravi metu fuisse adactos ad sacros Ordines suscipiendos, tamen ex iis quae in actis deducuntur, aperte ostendunt, se fuisse praepostero modo in sacram militiam adlectos, seu non satis fuisse exploratam vocationem, nec libera et spontanea voluntate sacros Ordines suscepisse. Quod grave incommodum ut penitus removeatur eadem Sacra Congregatio ea instanter recolere satagit, quae S. Paulus ad Timotheum scribens commendabat : « Manus cito nemini imposueris, neque communicaveris peccatis alienis » (I Tim., v, 22), quaeque relata sunt atque fusius explicata in Codice juris canonici : « Episcopus sacros Ordines nemini conferat, nisi ex positivis argumentis moraliter certus sit de ejus canonica idoneitate : secus non solum gravissime peccat, sed etiam periculo se committit alienis communicandi peccatis » (can. 973, § 3).

2. In primis itaque Episcopus rationem habere debet eorum, quae vigens jus de Seminariorum disciplina constituit, necnon ceterarum normarum, quas ad nostra usque tempora Sacrae Congregationi de Seminariis et Studiorum Universitatibus ad rem praestituere placuit, ut Semina-

riorium alumni iis qualitatibus se ornatos exhibeant, quae ad rite, sancte ac fructuose ministerium sacerdotale exercendum hodie requiruntur. His praeterea sunt accensenda quae jus canonicum praescribit quaeque respiciunt, praeter irregularitates, impedimenta quoad sacros Ordines suscipiendos, uti in cann. 983-987 cautum est, ceteraque, quae can. 973 in subjecto sacrae Ordinationis exigit.

3. Quae ut probe exsecutioni demandentur, Episcopus seu Ordinarius in perscrutandis moribus eorum qui adscribi petunt sacrae militiae, prae oculis habeat oportet, maxime interesse ut a limine ejiciantur, seu ne ad tonsuram et minores Ordines admittantur ii, qui sacerdotio fungendo non sint apti, seu a Deo non sint vocati. Nam sacri Ordines, juxta sacrorum canonum praescriptum, sub finem curriculi studiorum conferuntur : sed « turpius ejicitur, quam non admittitur hospes » : videlicet nemo nescit quam sit grave et difficile negotium, juvenem dimittere quum paene absolverit studia theologica, nedum ob jam progressam aetatem, quocirca non facilis patet via ad aliud capessendum vitae et studiorum institutum, sed etiam ob humanarum relationum respectum, praecipue cum consanguineis et amicis, qui soliti sunt culpae, seu levitati ingenii, vertere hujusmodi mutationes in vitae ratione, unde fit ut nullus non moveatur lapis ut ultra procedat qui eatenus progressus est.

4. Praeterea, prouti eruitur ex processibus apud H. S. C. agitatis de nullitate sacrae Ordinationis aut adnexarum obligationum, scrutatores bene perspectas habere debent rationes, quae passim adducuntur ab asserentibus, se veram voluntatem non habuisse recipiendi sacram Ordinationem, aut saltem se submittendi gravibus sacrae Ordinationi adnexis obligationibus. Hae rationes sunt aliae ipsis assertoribus *intimae* seu *intrinsecae*, veluti cupiditas commodiori clericali vitae, uti vulgaris opinio est, indulgendi, honores aucupandi, lucra sibi facile comparandi, effugiendi (et haec est hodie communissima ratio) manuum laborem, ne cogantur fodere, seu agros excolere cum parentibus et fratribus, aut aliam similem vitae rationem prosequi ; vel fruendi privilegiis clericalibus, et potissimum exemptione a servitio militari, aut a foro saeculari ; vel saltem cum clericali statu altiorem gradum, etiam

civiliter aestimatum, consequendi. *Extrinseca* ratio ipsi postulandi et veluti *classica* in his causis, est metus gravis, sive absolutus sive relativus, uti est metus reverentialis; utraque autem species metus est perspectissime a canonica jurisprudentia explanata.

Itaque haec Sacra Congregatio, quo facilius Rmi locorum Ordinarii praescriptis sacrorum canonum obtemperare valeant, sequentes tradit normas, respicientes scilicet methodum scrutationum, fontesque determinans unde veritas hauriri possit. Sed mens non est Sacrae Congregationi, ut omnes et singulae inquisitiones in singulis casibus absolute peragantur, cum non semel ex his nonnullae supervacaneae sint, aut non possibiles; sed ut ea colligantur, quae de moribus ordinandorum cognosci et explorata esse debent, antequam ad sacram Ordinationem tuto procedi possit.

5. Acta, quae in hujusmodi perscrutationibus conficiuntur, asservanda erunt sub secreto in Curiae tabulario.

§ 2. — *De scrutinio ante collationem primae tonsurae et minorum Ordinum faciendo.*

1. Appropinquante tempore, quo candidati erunt primam tonsuram et Ordines minores recepturi, scriptam ipsi exhibeant, duos saltem ante menses, moderatori Seminarii petitionem, sua manu exaratam et subscriptam, qua candide significent, se libera omnino voluntate atque spontanea, primam tonsuram et postea Ordines minores postulare.

2. Ejusmodi petitio, cui attestatio addenda erit de suscepto Baptismate et de recepto Confirmationis sacramento, ab eodem Seminarii moderatore, una cum sua personali informatione de oratoris idoneitate ad clericalem statum, Excmo Episcopo exhibebitur, qui nisi, attenta ejusdem moderatoris informatione habitisque forte prae oculis aliis notitiis sibi certo cognitis, dictam petitionem a limine rejiciendam esse existimaverit, normas de quibus infra observabit.

3. Quod si agatur de alumnis in regionalibus Seminariis vel in ecclesiasticis collegiis, tum italicis tum exteris, praesertim hujus Almae Urbis, degentibus, horum mode-

rator, nisi habitualiter peculiare mandatum inquirendi juxta sequentes normas de ejusmodi petitionibus ab Episcopis alumnorum, attenta locorum distantia, habuerit, petitionem pariter ab ipsis alumnis sibi traditam, proprio eorum Episcopo, sua informatione munitam, mittendam curabit.

4. Ordinarius, in utroque casu, uti par est, ipsam petitionem ad eumdem Seminarii moderatorem remittet, cum mandato inquirendi ejus nomine et auctoritate de idoneitate et qualitatibus oratoris, pro tempore quo ipse in Seminario fuit.

Si forte desit Seminarii Moderator et alius ejus vices gerat, aut Seminarii Moderatorem non eum esse, qui in casu utilem inquisitionem peragere valeat, censeat Ordinarius, hic mandatum inquirendi alii deferat.

5. Seminarii moderator, diligentissime notitiam de promovendis exquirere curabit ab alumnorum praefectis, praecipue si isti sacerdotali dignitate exornentur, tum etiam ab iis qui in Seminario doctorum gerunt munus, ipsosque non solum seorsum audiet, sed etiam insimul convocatos, de singularibus nempe vocationis signis, uti sunt pietas, modestia, castitas, de propensione ad sacras functiones, de studiorum profectu, de bonis moribus, ad quod inservire poterunt interrogatoria, congrua congruis referendo, quae in appendice habentur, juxta Mod. II et III.

Quia in Seminariis dioecesanis coetus adesse debet deputatorum pro disciplina tuenda ad normam can. 1359, hi etiam, si de personis edocti sint, percontandi erunt in scrutiniis faciendis.

Quum Seminarii moderator Episcopo remittit notitias a se collectas illius mandato, suum pandat judicium seu opinionem suam manifestet exinde habitam de candidati moribus et ingenio. Hujusmodi judicium non parvi ponderis profecto erit : siquidem praesumitur moderatorem, prae ceteris, de alumnis rectum judicium fore laturum.

6. Ad rem autem intimius in singulis casibus perscrutandam, Episcopus, alumnorum, eorumque familiae parocho praeterea mandabit sedulo exquirere non modo de vocationis signis promovendorum, deque eorumdem virtutibus, seu pietate, sed etiam de anteacta ipsorum

vitae ratione et de praesenti; ac maxime percontabitur quomodo sese gesserint feriarum tempore, an videlicet quamdam animi levitatem ostenderint, vel profanis rebus indulserint; et quaenam sit publica ipsorum fama (Mod. II). Insuper num candidatorum parentes bona gaudeant existimatione, et quae sint rei familiaris rationes : num lucri seu quaestus causa, eos reluctantes importunis suasionibus, precibus vel minis, vel alio modo impellant ad sacerdotium ineundum, pertimescentes scilicet aliquod familiae obventurum damnum, sacra Ordinatione posthabita. Quod si haec incitamenta aut inconvenientia sint manifesta, vel prudens de iisdem adsit dubium, Ordinarius omnibus viribus ut ab incepto desistant ipsis suaviter suadebit, vel, si casus ferat, fortiter eosdem moneat parentes de poena excommucicationis ipso facto incurrenda, ab Ecclesia contra quocumque modo cogentes ad suscipiendos sacros Ordines statuta (can. 2352).

7. Quod si parochus consanguinitate vel affinitate sit cum promovendo conjunctus, Episcopus ab alio parocho aut sacerdote in loco commorante notitias sumere curabit; idque praecipue quum aliquis sacros Ordines, antequam canonicae perficiantur publicationes, vel iisdem legitime dispensatis vi can. 998, erit suscepturus. Non parum etiam proderit ad praecavenda mala, quae ex sacrae Ordinationis oneribus temere susceptis oriri solent, inquirere, num aliquod abnorme ex parentibus in candidatum manavisse conjici aut suspicari fas sit, ac praecipue num corporis habitus ad libidinem sit proclivis, quod atavismum sapiat (Mod. II). Hanc inquisitionem quisquis Episcopus peragere curet pro suis subditis.

8. Praeterea Episcopus a Seminarii moderatore et ab hujus gerente vices, seorsim auditis, quid de candidatis sincera fide sentiant, si fieri potest, expetat : quod quidem erit peragendum post jam acceptas notitias de ipsius mandato ab eodem moderatore collectas.

Aliae etiam personae sive ecclesiasticae, sive saeculares probitate insignes, quae peculiares notitias de promovendis praebere possint, juxta Mod. III interrogandae erunt, si eas interrogare, ex rerum et personarum circumstantiis, opportunum ducat Ordinarius, praecipue quum aliquid supersit dubii de moribus et canonica promovendi idoneitate.

9. Nec satis; nam penitius candidatorum animus singulatim erit explorandus ab Episcopo proprio vel, eo impedito, a Vicario generali, vel, ex mandato, a Seminarii moderatore, seu etiam ab iis qui totius Seminarii disciplinae tutandae deputantur. Quod si agatur de alumnis degentibus in Seminariis extra dioecesim, mandatum ad hoc fieri poterit Episcopo loci commorationis vel ecclesiasticae personae dignitate fulgenti, vel ipsi Seminarii moderatori. Oportet enim, ne decipiat assensio vel fallat affectio, ut ordinandorum voluntatem Episcopus experiatur per se vel per alias memoratas personas, planeque noscat, num promovendi alienis potius suasionibus, obtestationibus, pollicitationibus pressi, seu etiam minis compulsi ac perterriti, sacram Ordinationem expetant; num etiam cognitum eis prorsus exstet, quaenam erunt onera ab eis suscipienda, ac praecipue quid caelibatus lex importet, et an parati sint hanc integre constanterque servare, divinae gratiae ope, atque opportunis rationibus pericula vitantes, adeo ut eorum conversatio, prout in Pontificali Romano legitur, probata et Deo placita exsistat, et digna ecclesiastici honoris augmento. Unde expediens erit ut idem Episcopus verba, quae in Pontificali Romano referuntur, canditatis perlegat, atque accuratius explicet, scilicet quod promovendi iterum atque iterum considerare debeant attente, quale onus appetant; quod ante sacram Ordinationem, cum sint liberi, liceat eis pro arbitrio ad saecularia vota transire; sacris autem susceptis Ordinibus, amplius per se non possint a proposito resilire, sed Deo famulari perpetuo et castitatem servare ipsos oporteat: ideoque, dum tempus est, adhortetur promovendos ut sedulo et coram Deo cogitent, quo certior idem Episcopus fiat, num in ejusmodi proposito perseverare ex animo intendant, atque ad eadem promissa implenda sint parati. Itaque verbis humanissimis ac more paterno eis suadebit, ut suum candide sibi animum pandant fidentissime, ipsis spondens suam, si opus fuerit, se praebiturum libenter operam, ut debita libertate fruantur; adeo ut, vero deficiente proposito, in re tam gravi, aliud comparare sibi munus possint, magis sui ingenii proclivitati accommodatum.

§ 3. — *De scrutinio habendo antequam clerici majoribus Ordinibus initientur.*

1. Quando ex peractis perscrutationibus prudenter inferri possit, postulatorem ad studia theologica admitti posse, et primam tonsuram et deinde minores Ordines ei conferri, de inquisitionum actis in Curiae archivo asservatis iterum ratio habenda erit, quum alumnus postulabit ut ad subdiaconatum promoveatur. Ast Episcopus, seu loci Ordinarius non solum attendere debet quae jam acta sunt, sed, antequam subdiaconatus conferatur, candidati mores iterum perscrutetur oportet, servata methodo jam explicata. Verum supervacaneum est adnotare, haud necesse denuo inquirere de iis, quae ad alumni originem, ejusque parentum indolem et ingenium atque anteactos alumni mores spectant, nisi justa exorta sit suspicio notitias ante habitas veritati non fuisse consentaneas. Interest vero semper inquirere de alumni moribus ejusque moralibus qualitatibus, quomodo nempe istae se exhibuerint ex vita in Seminario acta, atque ex profectu in studiis. Quibus peractis inquisitionibus, si nulla adsit canonica ratio, quae alumnum a subdiaconatu arcendum fore suadeat, hic scribere debebit sua manu declarationem, juramento ab ipsa firmandam, in Appendice relatam (Mod. I), qua scil. ipse fatetur se omnimoda libertate ad sacrum Ordinem accedere, riteque perspecta habere omnia onera eidem adnexa. Quae quidem declaratio erit similiter a candidatis exaranda antequam ad reliquos sacros Ordines promoveantur, diaconatum nempe et presbyteratum.

2. Quum res est de diaconatu conferendo, ut plurimum sufficit prae oculis habere jam peractas inquisitiones, nisi interim novae perpendendae sint circumstantiae, quae dubitare cogant de sincero proposito candidati, aut de ejus morali idoneitate servandi onera, obligationesque exsequendi sacris Ordinibus susceptas.

Ejusmodi forte exortum dubium depellendum erit, iis adhibitis inquisitionibus, juxta normas traditas, pro casus qualitate, opportunis aut necessariis. Si vero res eo deducatur, ut clare pateat subdiaconum ad diaconatum promovendum, vel sacram vocationem reapse nunquam habuisse, aut eamdem corruptis moribus misisse, tunc res erit

intimius perscrutanda, prouti modo dicemus de subdiacono ad diaconatum promovendo, et de presbyteratu conferendo.

3. Quoties Episcopus, antequam quis ad diaconatum aut ad sacerdotium initietur, pro certo habeat ex promovendi confessionibus aut ex aliis certis indiciis et probationibus susceptis, ipsum sacra revera vocatione esse destitutum, S. Sedem adire non omittat, candide et plane referens rerum statum, seu argumenta, quibus vehemens fovetur dubium de subdiaconi aut diaconi idoneitate ad onera majora digne et fideliter perferenda. Res quidem agitur tanti momenti, ut Ordinariorum conscientia graviter onerata maneat de hac obligatione, ut periculum amoveatur manus imponendi diacono vel presbytero, qui gravissimo sacrorum Ordinum oneri sustinendo, impar sit.

4. Ne autem ad hoc extremum res perducatur, in animo Episcoporum et locorum Ordinariorum alte sit repositum, magnopere interesse, ab ipso limine sacrae Ordinationis eos esse depellendos, qui sunt indigni et non vocati. Hi enim sanctuarium cum ingressi sint, ut humanae cupiditati aut alterius voluntati obsequantur, ut plurimum, non se praebent uti a Deo non vocatos, sed suam minus dignam agendi rationem omnimodo obtegere seu simulare solent. Sunt alii, qui bona fide minores et sacros Ordines susceperunt, sed antequam presbyteratum consequantur, experiuntur se impares esse oneribus sacrae Ordinationis sustinendis, aut se vitiis vel moribus saecularibus implicarunt : in his, nimirum, facilius et apertius sanctae vocationis patebit defectus, iidemque ipsi, ut suae miserrimae conditioni consulatur, ultro efflagitabunt.

5. Maxime proinde interest praescriptas normas adamussim et diligentissime servari, antequam Episcopi candidatos ad clericalem militiam admittant, seu ad hunc finem dimissorias litteras pro suis subditis in aliena dioecesi degentibus Episcopo loci tradant. Exinde consequetur ut sacro Ordini adscripti digni dispensatores mysteriorum Dei, quod tum catholicae tum civili reipublicae feliciter benevertet.

In plenariis Comitiis die 19 decembris 1930 in Civitate Vaticana habitis, Emi ac Rmi Patres Cardinales instructionem hanc diligenti perpensam examine, concordi suf-

fragio adprobarunt; eamque Ssmus Dominus Noster Pius Divina Providentia Pp. XI, in audientia diei 26 dicti mensis et anni, audita relatione infra scripti Secretarii Sacrae Congregationis, ratam habere et confirmare dignatus est, mandans praeterea ut eadem instructio omnibus Rmis locorum Ordinariis notificetur, ab ipsis adamussim observanda; praecipiens etiam ut in Seminariis quolibet anno, studiorum curriculo ineunte, alumnis perlegatur, deque hisce praescriptionibus fideliter adimpletis in ordinaria de statu dioecesis relatione S. Sedem edocere non omittant; contrariis quibuscumque non obstantibus.

Placeat Rmis locorum Ordinariis de hujus Instructionis receptione huic Sacrae Congregationi referre.

Cette très importante instruction est suivie : 1. de la formule de déclaration à faire signer sous serment par l'ordinand avant chacun des ordres sacrés; 2. d'un double questionnaire pour faciliter l'enquête prescrite soit auprès des curés, soit auprès d'autres personnes.

a) Declaratio propria manu subscribenda a candidatis in singulis sacris Ordinibus suscipiendis, juramento coram Ordinario praestito. — « Ego subsignatus *N. N.*, cum petitionem Episcopo exhibuerim pro recipiendo subdiaconatus (seu diaconatus vel presbyteratus) Ordine, sacra instante Ordinatione, ac diligenter re perpensa coram Deo, juramento interposito, testificor in primis, nulla me coactione seu vi, nec ullo impelli timore in recipiendo eodem sacro Ordine, sed ipsum sponte exoptare, ac plena liberaque voluntate eumdem velle, cum experiar ac sentiam a Deo me esse revera vocatum.

« Fateor mihi plene esse cognita cuncta onera ceteraque ex eodem sacro Ordine dimanantia, quae sponte suscipere volo ac propono, eaque toto meae vitae curriculo, Deo opitulante, diligentissime servare constituo.

« Praecipue quae coelibatus lex importet clare me percipere ostendo, eamque libenter explere atque integre servare usque ad extremum, Deo adjutore, firmiter statuo.

« Denique sincera fide spondeo jugiter me fore, ad normam ss. Canonum, obtemperaturum obsequentissime

iis omnibus, quae mei praecipient Praepositi, et Ecclesiae disciplina exiget, paratum virtutum exempla praebere sive opere sive sermone, adeo ut de tanti officii susceptione remunerari a Deo merear.

« Sic spondeo, sic voveo, sic juro, sic me Deus adjuvet et haec Sancta Dei Evangelia, quae manibus meis tango. »

(Loco)... die... mensis... anni...

b) Inquisitio ope Parochorum peragenda. — Parochus in sua scripta relatione super his mentem suam aperiet :

1. Num clericus in explendis pietatis operibus, videlicet in piis peragendis commentationibus, in audienda Missa, in visitatione Ssmi Sacramenti atque in mariali rosario recitando sedulus et devotus exstet.

2. Num ad sacram Confessionem et ad sacram Synaxim crebro ac devote accedat.

3. Num diligenter ac pie in sacris functionibus suum ministerium expleat.

4. Num christianae doctrinae tradendae, quatenus huic extra Seminarium addictus fuerit[1], suam operam navet.

5. Num studium curamque prodat divinum provehendi cultum, animarum curandi bonum, atque ad sacra exercenda ministeria propensionem patefaciat.

6. Quibus speciatim intendat studiis, et qua sedulitate.

7. Num profanis perlegendis libris diariisque, odium contra fidem, vel bonos mores, foventibus, sit deditus,

8. Num autumnalibus feriis, extra Seminarium, clericali veste usus sit atque utatur.

8. Num praedictis feriis cum aliquibus utriusque sexus personis non bonae famae, aut etiam bonae famae sed cum scandalo et admiratione fidelium, si agatur de personis alterius sexus, familiaritatem foverit, vel loca frequentaverit haud suspicione carentia.

10. Num in loquendo probum ac integrum sese osteuderit.

11. Num occasionem praebuerit ut censoria nota afficeretur circa mores, vel Ecclesiae doctrinam et praecepta.

12. Quomodo se gerat cum pueris, puellis aliisque diversi sexus personis.

1. Priusquam vero candidatus ad ulteriores sacros Ordines promoveatur, si nondum præfato muneri addictus fuerit, addici debet.

13. Num se proclivem exhibeat ad vitae commoda, ad copiosum hauriendum vinum, ad liquores sumendos, atque ad profana oblectamenta capienda.

14. Num caritatem ostendat, demissionemque atque obsequium iis qui praesunt, praebeat.

15. Quae sit publica de ipsius vocatione opinio.

16. Num inter parentes alicujus infirmitatis indicia, ac praecipue mentis morumque pravorum, adsint, quae atavismum suspicari sinant.

17. Num parentes, vel alter e familia ipsum impellant ad sacerdotium ineundum.

c) Interrogatorium aliis personis probis proponendum. — Quo autem facilius personae probae interrogationibus responsa praebeant, haec ab ipsis erunt exquirenda :

1. An clericus sive in ecclesia, sive in consuetudine cum aliis habenda, pie, graviter, prudenterque se gesserit ac gerat.

2. An aliquod de sua vocatione ad sacros Ordines foveri possit dubium, et qua ratione.

3. An parentes vel alter e familia ad eosdem suscipiendos sacros Ordines ipsum impellant.

4. An familiariter utatur cum iis, qui in suspicionem veniant de fidei carentia, vel de malis moribus.

5. Quae sit publica et praecipue praestantiorum hominum existimatio de agendi ratione, tum morali tum religiosa, ejusdem clerici, et de ejus vocatione ad sacerdotium inendum.

5° Mariage. — Une instruction de la Congrégation des Sacrements, en date du 1er août 1931, prescrit aux Ordinaires de n'accueillir que pour des raisons graves les demandes de dispense de l'empêchement de consanguinité *in primo lineae collateralis gradu mixto cum secundo* (oncle et nièce; tante et neveu). Si le cas se présente, ils devront ne transmettre la supplique qu'en l'accompagnant d'une recommandation personnelle spéciale A. A. S., XXIII, 413-415.

6 Culte et décisions liturgiques. — *a)* Nous approuvons la *prononciation romaine de la langue latine* et nous souhaitons ardemment « optamus vehe-

menter ut omnes cujuvis nationis episcopi eam in liturgico cultu peragendo sequi velint ». Lettre de Pie XI au cardinal Dubois, 30 nov. 1928, *Semaine religieuse de Paris*, 5 janv. 1929, p. 15.

b) Constitution apostolique *Divini cultus* (20 déc. 1928) : *De liturgia deque cantu gregoriano et musica sacra cotidie magis provehendis*. A. A. S., XXI, 33-41.

I. Quicumque sacerdotio initiari cupiunt, non modo in Seminariis sed etiam in religiosorum domibus jam inde a prima aetate cantu gregoriano et musica sacra imbuantur ; propterea quod facilius tum ea perdiscunt, quae ad modulationes sonosque pertinent ; et vocis vitia, si fortasse habeant, eradicare vel saltem corrigere queunt, quibus, quidem postea, adultiores aetate, mederi prorsus non possent. Ab ipsis primordiorum scholis institutio cantus et musicae incipienda est, ac deinde in gymnasio et lycaeo continuanda ; ita enim qui sacros ordines suscepturi sunt, cum jam cantus periti sensim sine sensu facti sint, in theologicorum studiorum curriculo, sine ullo quidem labore ac difficultate, altiore illa disciplina institui poterunt quam verissime *aestheticam* dixeris monodiae gregorianae ac musicae artis, polyphoniae atque organi, quamque clerum pernoscere omnino decet.

II. Esto igitur in Seminariis ceterisque studiorum domiciliis, utrique clero recte conformando, brevis quidem sed frequens ac paene cotidiana cantus gregoriani et musicae sacrae lectio vel exercitatio ; quae si liturgico spiritu peragatur, solatium potius quam onus, post severiorum disciplinarum studium, alumnorum animis afferet. Auctior ita pleniorque utriusque cleri in liturgica musica institutio id certe efficiet ut ad dignitatem priscam splendoremque *chorale officium* restituatur, quod pars est divini cultus praecipua ; itemque ut *scholae* et *capellae musicorum*, quas vocant, ad veterem gloriam revocentur.

III. Quicumque in *basilicis aedibusque cathedralibus, collegiatis* et *conventualibus religiosorum* cultum moderantur et exercent, iidem totis viribus contendant ut rite, id est ad Ecclesiae praescripta, *chorale officium* instauretur :

neque id solum quod ad commune praeceptum spectat divini officii peragendi *digne* semper, *attente* ac *devote*, sed etiam quantum ad canendi artem attinet; in psallendo enim, et justa tonorum ratio curanda est una cum mediis suis numeris clausulisque ad sonum exquisitis, et congruens ad asteriscum mora, et plena denique concordia illa in psalmodicis versiculis hymnorumque strophis conclamandis. Quae si egregie efficiantur, omnes rite psallentes, cum suorum animorum in adorando Deo unitatem mirifice ostendant, tum in moderata duarum chori partium vice, sempiternam illam Seraphim laudem qui clamabant alter ad alterum : *Sanctus, Sanctus, Sanctus,* aemulari videntur.

IV. Ne quis autem in posterum faciles excusationes praetexat ut ab officio Ecclesiae legibus parendi liberatum se existimet, ordines canonicorum omnes ac religiosae eaedem communitates de his rebus in statis coetibus agant; et quemadmodum olim *cantor* erat seu *rector chori*, ita in posterum in canonicorum et religiosorum choris aliquis eligatur peritus, qui cum liturgiae cantusque choralis normas in usum deducendas curet, tum singulorum vel chori universi vitia emendet. Quo in genere praetereundum non est, ex veteri constantique Ecclesiae disciplina atque ex ipsis capitularibus constitutionibus quae adhuc vigent, quotquot ad chorale officium tenentur, eos omnes saltem cantum gregorianum rite pernoscere oportere. Cantus vero gregorianus, in ecclesiis omnibus cujusvis ordinis adhibendus, is est qui ad veterum codicum fidem restitutus, ab Ecclesia in editione authentica, vaticanis typis, jam propositus est.

V. *Capellas* etiam *musicorum* iis omnibus ad quos spectat commendatas hic volumus, utpote quae, decursu temporum, in antiquarum *scholarum* locum suffectae, eo pacto in basilicis majoribusque templis constitutae sint ut polyphonicam praecipue musicam ibidem efficerent. Quam quidem ad rem, merito *polyphonia* sacra post gregorianum cantum altero loco haberi solet : ideoque vehementer Nos cupimus ut *capellae* hujusmodi, quemadmodum a saeculo XIV ad saeculum XVI floruerunt, ita hodie illic maxime renoventur ac revirescant ubi divini cultus frequentia et amplitudo majorem cantorum numerum exquisitioremque eorum delectum postulant.

VI. *Scholae puerorum*, non modo apud majora templa et cathedrales, sed etiam penes minores et paroeciales aedes excitentur; pueri autem a *capellarum* magistris ad recte canendum instituantur ut ipsorum voces, juxta veterem Ecclesiae morem, virorum choris sese adjungant, maxime cum in polyphonica musica, ut olim, adhibendae sint pro suprema voce, quae *cantus* appellari consuevit. Ex eorum numero, saeculo praesertim XVI, polyphoniae auctores peritissimi, uti est compertum, prodiere, quos inter omnium facile princeps Joannes ille Petrus Aloisius Praenestinus.

VII. Quoniam vero didicimus tentari alicubi ut quoddam musicae genus resumatur, sacrorum officiorum perfunctioni haud omnino congruens, praesertim ob immoderatiorem instrumentorum usum, Nos quidem hic profitemur cantum cum symphonia conjunctum nullo modo ab Ecclesia tamquam perfectiorem musicae formam rebusque sacris aptiorem haberi; etenim magis quam instrumenta, vocem ipsam in sacris aedibus resonare decet : vocem nempe cleri, cantorum, populi. Neque est autem putandum incremento musicae artis Ecclesiam obsistere, quod instrumento cuilibet humanam vocem anteponat; siquidem nullum instrumentum, quamvis eximium atque perfectum, in exprimendis animi sensibus humanam vocem superare potest, tum maxime cum ipse animus ea utitur ut preces et laudes ad omnipotentem Deum extollat.

VIII. Est quidem Ecclesiae proprium musicum instrumentum a majoribus traditum, *organum*, ut aiunt; quod, ob miram quamdam granditatem majestatemque, dignum habitum est ut cum liturgicis ritibus conjungeretur, sive cantum comitando, sive, silente choro, ad praescripta, harmonias suavissimas eliciendo. At vero in hoc etiam illa vitanda est sacri et profani permixtio, quae causa cum fabrorum qui organa conficiunt, tum modulatorum quorumdam qui novissimae musicae portentis indulgent, huc demum evaderet ut de ipso ad quem destinatur fine mirificum hoc instrumentum deflecteret. Equidem ad liturgiae normas Nosmetipsi optamus ut quaecumque ad organum spectant nova semper incrementa capiant; sed temperare Nobis non possumus quin conqueramur quod, uti olim aliis musicae formis quae merito Ecclesia prohibuit, ita hodie novissimis sane formis tentetur ut in templum profani spiritus inve-

hantur : quas quidem formas, si gliscere inciperent, facere non posset Ecclesia quin omnino damnaret. Personent in templis ii tantum organi concentus qui majestatem loci referant ac rituum sanctitudinem redoleant; hoc enim pacto ars tum fabrorum in construendis organis, tum musicorum in eisdem adhibendis, revirescet ad liturgiae sacrae efficax adjumentum.

IX. Quo autem actuosius fideles divinum cultum participent, cantus gregorianus, in iis quae ad populum spectant, in usum populi restituatur. Ac revera pernecesse est ut fideles, non tamquam extranei vel muti spectatores, sed penitus liturgiae pulchritudine affecti, sic caerimoniis sacris intersint — tum etiam cum pompae seu processiones, quas vocant, instructo cleri ac sodalitatum agmine, aguntur — ut vocem suam sacerdotis vel scholae vocibus, ad praescriptas normas, alternent; quod si auspicato contingat, jam non illud eveniet ut populus aut nequaquam, aut levi quodam demissoque murmure, communibus precibus, liturgica vulgarive lingua propositis, vix respondeat.

X. In hoc utriusque cleri industria desudet, praeeuntibus quidem Episcopis et locorum Ordinariis, ut, per se vel per alios rei peritos, liturgicam musicamque populi institutionem curent, utpote cum doctrina christiana conjunctam. Quod quidem facilius efficietur scholas praecipue, pia sodalicia ceterasque consociationes liturgicis cantibus instruendo; religiosorum autem, sororum ac piarum feminarum communitates alacres sint ad hunc finem assequendum in variis institutis quae sibi ad educandum et erudiendum concredita sunt. Itemque valde ad hanc rem valituras esse confidimus eas societates quae in nonnullis regionibus, ecclesiasticis auctoritatibus obsequentes, musicam sacram ad Ecclesiae leges restaurare contendunt.

XI. Ad hâec omnia, quae sperantur adipiscenda peritis magistris iisdemque frequentissimis omnino opus est. Quo in genere, Scholis et Institutis illis, passim per catholicum orbem conditis, debitas laudes tribuimus; siquidem disciplinas huiusmodi diligenter docendo, praeceptores optimos idoneosque effingunt. Sed maxime memorare hoc loco ac dilaudare placet *Pontificiam Scholam musicae sacrae altius tradendae*, quae inde ab anno MCMX in Urbe a Pio X constituta est. Hanc Scholam quam deinde proximus decessor

Noster Benedictus XV studiose provexit novaque sede donavit, Nos quoque peculiari quodam favore prosequimur, tamquam pretiosa Nobis hereditate a duobus Pontificibus relictam, eamdemque idcirco Ordinariis omnibus magnopere commendatam volumus.

c) *Oraison du Saint Sacrement.* — Complétant son instruction du 27 avril 1927, la Congrégation des Rites, dans plusieurs réponses des 11 janvier et 8 juin 1928, a précisé les règles liturgiques pour la récitation à la messe de l'oraison du Saint Sacrement, dans les églises où le Saint Sacrement est exposé pour une cause publique. A. A. S., XX, 91 et 237.

d) *Glas et tentures funèbres.* — Diebus dominicis aliisque diebus, quibus missa cantata de requie absente cadavere prohibetur, tolerari non potest *lugubris sonitus* aeris campani et appositio pannorum nigri coloris ad ingressum templi in iis ecclesiis vel publicis oratoriis, ubi, permittente ritu, ex consuetudine, absente defuncti corpore, dicitur Officium defunctorum aut fit absolutio pro defunctis; et quoad missas defunctorum serventur rubricae novissimae Missalis (tit. III) et Decreta, sub vigilantia Ordinarii loci et Rectoris ecclesiae vel oratorii. C. Rit., 21 oct. 1927, A. A. S., XIX, 381-382.

e) *Prières après la messe.* — « Volumus, quas... Leo XIII sacerdotes cum populo post sacrum expletum preces recitare jussit, eaedem pro Russia dicantur [ut afflictis Russiae filiis tranquillitatem fideique profitendae libertatem Christus restitui sinat]; id ipsum episcopi atque uterque clerus populares suos, vel sacro adstantes quoslibet, studiosissime moneant, in eorumdemque memoriam saepenumero revocent ». Alloc. consist., 30 jun. 1930, A. A. S., XXII, 301. De son côté, la Commission pour la Russie a ordonné l'insertion de prières spéciales en deux endroits de la *Liturgie* célébrée par des prêtres non latins. Com. Russ., 11 juillet 1930, A. A. S., XXII, 366.

f) Office du titulaire. — Quando duae Ecclesiae parochiales ab uno eodemque parocho reguntur, parochus tenetur recitare officium cum octava de utroque titulari, juxta decreta 2202, ad 5um, et 2849, et non de titulari ecclesiae redisentiae tantum. C. Rit., 27 avril 1929 A. A. S., XXI, 321.

g) Diffusion des chants liturgiques. — On a demandé de Prague au Saint-Office s'il est permis de diffuser par radio les chants liturgiques de la messe, ou des autres fonctions religieuses, soit en entier, soit en partie, en exceptant toutefois le chant du prêtre et des ministres. A cette demande, disent les *Questions liturgiques et paroissiales* de juin 1929 (p. 145), le Saint-Office a répondu (17-22 mars 1928). « Il faut s'en tenir à la décision du 26 janvier 1927 : *Non expedire.* Si d'autres églises catholiques de l'univers se sont permis de diffuser par radio les chants liturgiques de la messe, le Saint Office tient à déclarer expressément que c'est là un abus qui s'est pratiqué sans son consentement. »

h) Patrons. — 1. Par décret de la Cong. des Rites, en date du 14 mars 1928, et à la demande du Supérieur Général des Somasques, saint Jérôme Emilien a été établi et déclaré Patron universel des orphelins et de la jeunesse abandonnée « orphanorum et derelictae juventae Patronum universalem ». A. A. S., XX, 147.

2. Par décret de la Cong. des Rites, en date du 14 déc. 1927, sainte Thérèse de l'Enfant Jésus a été déclarée « peculiaris Missionariorum omnium, sive virorum sive mulierum, necnon Missionum in toto orbe existentium Patrona aeque principalis cum S. Francisco Xaverio, cum omnibus juribus et privilegiis liturgicis quae huic titulo conveniunt ». A. A. S., XX, 147-148.

Par application de ce dernier décret, la Cong. des Rites a déclaré (13 mars 1929) que les deux fêtes de saint François Xavier et de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus devaient être célébrées dans tous les pays de missions sous le rite

double de 1re classe, avec octave par le clergé séculier et sans octave par le clergé régulier. A. A. S., XXI, 195.

3. Saint Jean-Baptiste Vianney a été déclaré, par lettres apostoliques du 23 avril 1929, patron de tous les curés et de tous ceux qui ont charge d'âmes à Rome et dans tout l'univers. A. A. S., XXI, 312.

4. Saint Jean de Dieu et saint Camille de Lellis ont été déclarés patrons des infirmiers séculiers et de leurs pieuses associations. Bref du 28 août 1930, A. A. S., XXIII, 8-9.

5. La Vierge Immaculée — sous le vocable de *Apparecida* — a été établie patronne principale du Brésil. Bref du 16 juillet 1930, A. A. S., XXIII, 7-8.

7° Enseignement. — *a*) Encyclique de Sa Sainteté Pie XI *Divini illius Magistri,* du 31 déc. 1929, sur l'éducation chrétienne de la jeunesse. A. A. S., XXI, 723-762 (texte italien); XXII, 49-86 (texte latin).

b) Décret du Saint-Office « *de educatione sexuali et de eugenica* ». S. O., 21 mart. 1931, A. A. S., XXIII, 118-119.

1. Non potest probari methodus quam vocant « educationis sexualis » vel etiam « initiationis sexualis »; et servandam omnino in educatione juventutis methodum ab Ecclesia sanctisque viris hactenus adhibitam et a Ssmo Domino Nostro in Encyclicis Litteris « De christiana juventae educatione » datis sub die 31 decembris 1929 commendatam. Curandam scilicet imprimis plenam, firmam, nunquam intermissam juventae utriusque sexus religiosam institutionem; excitanda in ea angelicae virtutis aestimationem, desiderium, amorem; eique summopere inculcandum ut instet orationi, Sacramentis Paenitentiae et SSmae. Eucharistiae sit assidua, Beatam Virginem sanctae puritatis matrem filiali devotione prosequatur ejusque protectioni totam se committat; periculosas lectiones, obscoena spectacula, improborum conversationes et quaslibet peccandi occasiones sedulo devitet. Proinde nullo modo probari possunt quae ad novae methodi propagationem, pos-

tremis hisce praesertim temporibus, etiam a nonnullis catholicis auctoribus, scripta sunt et in lucem edita.

2. Theoria sic dicta « eugenica », sive « positiva » sive « negativa », et indicata ab ea media ad humanam progeniem in melius provehendam, posthabitis legibus seu naturalibus, seu divinis, seu ecclesiasticis ad matrimonium singulorumque jura spectantibus, omnino est improbanda et habenda pro falsa et damnata, ut in Encycl. litteris de matrimonio christiano *Casti Connubii,* datis sub die 31 dec. 1930.

c) Circulaire de la Cong. du Concile aux Ordinaires d'Italie (21 juin 1930) donnant des instructions et un programme pour l'enseignement religieux dans les établissements secondaires d'études classiques, scientifiques, magistrales, techniques et artistiques en Italie, A. A. S., XXII, 395-410.

d) Lettre de la Cong. des Séminaires (28 août 1929) demandant à ce qu'une place soit faite dans l'enseignement des séminaires aux questions orientales, et à la manière d'enseigner le catéchisme aux enfants. A. A. S., XXII, 146.

e) Constitution apostolique *Deus scientiarum,* du 24 mai 1931, sur le nouveau Statut des Universités et Facultés ecclésiastiques, suivie des *Ordinationes* de la Congrégation des Séminaires et Universités, du 12 juin 1931. A. A. S., XXIII, 241-284.

f) Dans le motu proprio *Quod maxime,* du 30 septembre 1928, rattachant l'Institut biblique et l'Institut Oriental à l'Université grégorienne, le pape a confirmé les droits et privilèges de l'Université grégorienne, et nommément celui de conférer tous les grades académiques en philosophie, théologie et droit canonique, y compris celui de Maître agrégé aux facultés de philosophie ou théologie, aux conditions du décret du 23 juin 1922. Quant à l'Institut biblique, désormais indépendant de la Commission biblique, il pourra conférer à ceux qui auront suivi ses cours,

et après examen, tous les grades en science biblique, même le doctorat, sans préjudice du droit de la Commission biblique de conférer elle aussi, suivant ses propres lois, ces mêmes grades à ceux qui se présenteront à ses examens. Le même motu proprio confirme tous les droits et privilèges de l'Institut oriental, en particulier celui de conférer les grades d'études orientales. A. A. S., XX, 309-315.

8° Bénéfices ecclésiastiques. — Le Code précise dans quel cas la nomination à certains bénéfices non consistoriaux, est réservée (cc. 396, 1435) ou dévolue (c. 1432, § 3) au Saint-Siège. Pour que cette nomination puisse être faite dans les meilleures conditions, la Daterie a donné aux Ordinaires les directives suivantes (11 nov. 1930) :

1° Attendre un certain temps pour que le clergé du diocèse puisse savoir que ce bénéfice est vacant; 2° communiquer à la Daterie les noms de tous les candidats, accompagnés de tous les renseignements nécessaires, et indiquer parmi eux au moins les trois plus dignes; 3° transmettre également les avis des examinateurs, s'il s'agit d'un bénéfice soumis au concours; et un certificat de capacité à l'explication de l'Ecriture Sainte, si le bénéfice comporte cette explication; 4° enfin, si le bénéfice est à charge d'âmes, l'Ordinaire est gravement tenu en conscience de donner son appréciation sur la science, la piété, le zèle, et la capacité du candidat à administrer ladite paroisse. Le Souverain Pontife accueillera même volontiers le désir exprimé par l'Ordinaire de voir nommer tel candidat, qu'il estime plus digne et plus capable, et en tiendra un juste compte (*de illo dignam rationem habebit*). A. A. S., XXII, 525.

9° Biens ecclésiastiques. — Instruction de la Cong. du Concile (25 juin 1930) pour l'administration temporelle des églises, des fabriques, des sanctuaires, des confréries et des fondations cultuelles, en Italie. A. A. S., XXII, 410-417.

10° Divers. — *a*) *Documents paroissiaux.* — Pour éviter, dans les circonstances actuelles, la dispersion des documents ecclésiastiques, la Commission pour la Russie a demandé que toutes les notifications qui d'après le droit doivent être adressées au curé du baptême lui soient provisoirement envoyées à elle-même lorsque la paroisse du baptême se trouve en Russie (13 juill. 1928, A. A. S., XX, 360).

b) *Modes indécentes.* — Une instruction sur les modes indécentes a été adressée par la Congrégation du Concile aux Ordinaires diocésains le 12 janvier 1930.

Après avoir rappelé les protestations du Souverain Pontife, et les mesures déjà prises par de nombreux évêques, contre les modes féminines indécentes, la Congrégation demande aux curés et aux prédicateurs, surtout à l'occasion des fêtes de la Sainte Vierge, de son Immaculée Conception principalement, d'insister sur l'obligation de la modestie dans le vêtement; elle rappelle aux parents qu'ils doivent, dès leur plus jeune âge, inspirer à leurs filles l'amour de la chasteté et de la modestie, et les détourner des exercices et concours publics de gymnastique, ou du moins, si elles sont obligées d'y prendre part, veiller à ce qu'elles soient décemment vêtues. Les directrices de pensionnats, d'ouvroirs, d'écoles, de patronages, etc., — tout spécialement les religieuses — ne doivent recevoir et garder que les jeunes filles convenablement habillées; on n'acceptera pas dans les associations de piété, on n'admettra pas à la communion, ni comme marraines au baptême ou à la confirmation, des personnes de mise immodeste. La Congrégation recommande aussi les Ligues de modestie féminine; elle veut enfin que les Conseils de vigilance s'occupent au moins une fois par an de cette question des modes indécentes, et elle demande aux Ordinaires de lui rendre compte tous les trois ans de ce qui aura été fait sur ces différents points dans leurs diocèses. A. A. S., XXII, 26-28.

LIVRES QUATRIÈME ET CINQUIÈME

DES PROCÈS, DES DÉLITS ET DES PEINES

I. Bibliographie.

1° **De Processibus**. — P. Blat, *De processibus*, in-8° de viii-743 p., Rome, Ferrari, 1927; P. Vidal, *Jus canonicum*, t. VI, *De processibus*, in-8° de xviii-784 p., Rome, Univ. grég., 1928; F. Roberti, *De Processibus*, 2e vol. (in-8° de 306 p.), Rome, Apollinaire, 1929 (il y aura un 3e volume); G. Cocchi, *Commentarium...*, lib. IV. De processibus, in-12 de viii-666 p., Marietti, Turin, 1930; H. Lanier, *Guide pratique de la procédure matrimoniale en droit canonique*, in-8° de 84 p., Paris, Téqui, 1927.

2° **De delictis et poenis**. — R. Salucci, *Il diritto penale secondo il Codice di diritto ecclesiastico*, vol. I, in-8° de xvi-336 p., Subiaco, Monastère, 1926; F. Roberti, *De delictis et poenis*, 1er vol., in-8° de 250 p., Rome, Apollinaire, 1929; A. Haas, *Das Interdikt*, in-8° de xii-136 p., Bonn, Schrœder, 1929; E. J. Conran, *The interdict*, in-8° de v-163 p., Washington, U. C., 1930.

II. Réponses et décisions.

C. 1761, § 1. — Servari potest, remoto tamen subornationis periculo, praxis vi cujus judex cum altera parte communicare solet positiones seu articulos argumentorum super quibus testes sunt exami-

nandi, ut interrogatorium conficiat [altera pars] exhibeatque judici. Com. Int., 12 mars 1929, A. A. S., XXI, 170

C. 1962. — Voir aux can. 247, § 3, et 1971, n. 1.

C. 1971. — 1. In causis matrimonialibus, *acatholicus,* sive baptizatus sive non baptizatus, *actoris* partes agere non potest, seu standum Codici J. C., praesertim can. 87. Siquidem autem speciales occurrant rationes ad admittendos acatholicos ut *actores* in hujusmodi causis, recurrendum ad S. C. S. Officii in singulis casibus. S. O., 27 janv. 1928, A. A. S., XX, 75.

2. Vox *impedimenti* (§ 1, n. 1) intelligenda est non tantum de impedimentis proprie dictis (cc. 1067-1080) sed etiam de impedimentis improprie dictis matrimonium dirimentibus (cc. 1081-1103). Com. Int., 12 mars 1929, A. A. S., XXI, 171.

3. Conjuges qui, juxta hunc canonem (§ 1, n. 1) et interpretationem dici 12 mart. 1929, habiles non sunt ad accusandum matrimonium, vi hujus canonis § 2 jus habent nullitatem matrimonii Ordinario vel promotori justitiae denuntiandi. Com. Int., 17 fév. 1930, A. A. S., XXII, 196.

C. 1989. — Eadem causa matrimonialis, ab uno tribunali judicata, non potest, vi hujus canonis, ab alio tribunali ejusdem gradus iterum judicari. Com. Int., 16 jun. 1931, A. A. S., XXIII, 353.

C. 1990. — 1. Par certitudo, de qua in c. 1990, haberi potest non tantum ex certo et authentico documento, sed etiam ex alio legitimo modo. Com. Int., 16 juin 1931, A. A. S., XXIII, 353-354.

2. Citatio partium, de qua in c. 1990, facienda est ante declarationen nullitatis matrimonii. Com. Int., 16 jun 1931, A. A. S., XXIII, 354.

C. 2039, § 1. — Non ita intelligendus est ut competens sit ad processum informativum in causis Servorum Dei instruendum etiam Ordinarius loci in quo

testes utiliter examinandi sunt, seu standum praescripto ejusdem can. 2039, § 1. Com. Int., 25 jul. 1931, A. A. S., XXIII, 288.

III. Documents complémentaires.

1. Pour empêcher les substitutions frauduleuses de personnes dans les procès *super matrimonio rato et non consummato*, la Congrégation de la Discipline des Sacrements a dû donner aux Officialités des règles très précises (27 mars 1929) qui complètent celles de 1923. A. A. S., XXI, 490-493.

2. Une instruction de la Congrégation des Sacrements (23 déc. 1929) ne permet au juge du quasi-domicile d'instruire et de juger une cause de nullité de mariage que s'il a, au préalable, fait une enquête judiciaire sérieuse sur les points suivants : l'existence d'un véritable quasi-domicile ; les raisons qui font préférer par les conjoints le juge du quasi-domicile aux autres juges compétents (juge du domicile, juge du lieu du contrat) ; les motifs allégués pour la nullité du mariage ; les preuves et documents que les parties se proposent d'apporter, etc. Il demandera toujours l'avis de l'officialité du domicile, et de celle du contrat. Une fois terminée cette enquête préalable, dont l'instruction donne sommairement la procédure, le juge déclare s'il admet ou s'il refuse d'instruire la cause. Supposons que le juge accepte la cause : si le défenseur du lien, d'un avis contraire, ne peut faire revenir le juge sur sa décision, il devra adresser un recours à la Congrégation des Sacrements, qui décidera. Si la Congrégation n'a pas été consultée en première instance, le défenseur du lien du tribunal d'appel a le droit de recourir à elle s'il croit en conscience que le juge du quasi-domicile n'aurait pas dû accepter la cause. A. A. S., XXII, 168-171.

Imprimé en France

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE). — 1931.

Date Due

bdy CAT. NO. 23 233 PRINTED IN U.S.A.

KBG .C5548 S6
Cimetier, Francisque, 188
Pour etudier le Code de droit
010101 000
0 1163 0204399 1
TRENT UNIVERSITY

LR KBG .C5548S6

Cimetier, Francisque

Pour étudier le Code de droit canonique.

DATE	ISSUED TO

43234